

Communauté de Communes  
du SEIGNANX

# **PLAN LOCAL D'URBANISME DE TARNOS**

**ÉLABORATION**

**Rapport de Présentation**

# P R É A M B U L E

La commune de TARNOS a prescrit l'élaboration d'un Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) le 26 mai 1972. Ce document a été approuvé le 27 mars 1975, puis modifié le 10 août 1978.

Une première révision de ce P.O.S. a été prescrite le 19 avril 1979 et approuvée le 23 novembre 1983.

Une modification est intervenue le 27 janvier 1987.

Une deuxième révision a été prescrite le 28 octobre 1986 et approuvée le 19 septembre 1991.

Ce dernier document a fait l'objet de recours.

Le 4 novembre 1992, le Tribunal Administratif de Pau délibérait sur les requêtes conjointes de :

- l'Association des Amis de la Terre - 24, boulevard Ferdinand de Candau – 40 000 Mont-de-Marsan,
- la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (S.E.P.A.N.S.O.) - 5, rue Gustave Eiffel – 40 990 Saint-Paul-lès-Dax,
- l'Association Information et Défense de l'Environnement - rue Georges Politzer – 64 340 Boucau,
- l'Association Communale de Chasse Agréée - 93, rue de Conseillé – 40 220 Tarnos.

Le Tribunal Administratif jugeait et décidait :

« La délibération du Conseil Municipal de Tarnos en date du 19 septembre 1991 approuvant la révision du Plan d'Occupation des Sols est annulée »

A l'appui de cette décision, le Tribunal Administratif pointait dans le rapport de présentation de la révision du Plan d'Occupation des Sols :

- l'insuffisance notoire des données, sur l'intérêt écologique présenté par certains secteurs de cette commune littorale, qui ne sauraient constituer une véritable analyse de l'état initial de l'environnement,
- l'absence des incidences de la mise en œuvre du plan, notamment des opérations d'urbanisme projetées sur l'évolution de l'environnement dans ces milieux fragiles, ainsi que des mesures envisagées pour les préserver et les mettre en valeur,
- l'absence de rubrique consacrée à l'examen de la compatibilité du plan avec les dispositions du Code de l'Urbanisme relatives à la préservation du littoral,
- que sur le secteur dit « Le Métro » :
  - s'appliquaient les articles L. 146-6 et R. 146-1 et 2 et du Code de l'Urbanisme,
  - existait une Z.N.I.E.F.F. remarquable que le P.O.S. devait préserver,
  - que le classement dudit secteur aurait dû être VI ND : la proposition de zonage en I NA n'assurant pas la protection suffisante, était entachée d'une Erreur Manifeste d'Appréciation.

Le jugement du Tribunal Administratif annulant la délibération du Conseil Municipal portant approbation du P.O.S. révisé, annulait du coup, par effet rétroactif, le Plan d'Occupation des Sols de Tarnos.

Depuis cette date, sur le territoire de la commune, seules les Règles Générales d'Urbanisme contenues dans le Code de l'Urbanisme sont appliquées.

Par délibération du 25 septembre 1992 modifiée par celle du 29 février 1996, le Conseil Municipal de la commune de Tarnos a prescrit l'élaboration d'un nouveau Plan d'Occupation des Sols.



Par arrêté du 31 juillet 1996, modifié par celui du 21 septembre 2000, Madame le Maire de Tarnos a mis en œuvre la procédure d'élaboration du P.O.S.

Par délibération du 28 septembre 2000, le Conseil Municipal de la commune de Tarnos a arrêté le nouveau projet de Plan d'Occupation des Sols. Ce projet a été transmis pour avis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées à l'élaboration du P.O.S. Une réunion s'est tenue à la mairie de Tarnos le 7 février 2001 pour examiner les avis des Personnes Publiques Associées.

Cependant, suite à l'entrée en vigueur des décrets d'application du 27 mars 2001 relatifs à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U.) du 13 décembre 2000, les Plans d'Occupation des Sols ont été amenés à se transformer en Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.).

Par délibération du 13 juin 2001, le Conseil Municipal de la commune de Tarnos a demandé à Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Seignanx de proposer à l'organe délibérant d'engager les démarches nécessaires à l'élaboration d'un P.L.U.

En effet, par délibération du 4 juillet 2001 (autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2001), la Communauté de Communes du Seignanx est compétente pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des procédures relatives à l'élaboration, la révision ou la modification des Plans Locaux d'Urbanisme intéressant les communes membres.

Par arrêté du 28 août 2001, Madame le Maire de Tarnos a abrogé les arrêtés du 31 juillet 1996 et du 21 septembre 2000 mettant en œuvre la procédure d'élaboration du P.O.S.

Par délibération du 12 septembre 2001, le Conseil Municipal de la commune de Tarnos a défini les modalités de concertation du P.L.U.

La démarche associant la Communauté de Communes du Seignanx et la municipalité tarnosienne a conduit à l'élaboration du présent P.L.U. qui a pris en compte les appréciations du jugement du Tribunal Administratif annulant la révision du P.O.S. A ce titre :

- l'expertise relative à l'analyse de l'état initial de l'environnement, à l'évaluation des incidences des orientations du plan sur l'environnement et à la prise en compte du souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement a été réalisée par des professionnels des questions environnementales à savoir le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (C.P.I.E.) Pays de Seignanx, labellisé au plan national,
- le P.L.U. a été élaboré en compatibilité avec les dispositions du Code de l'Urbanisme (cf. rubrique au sein du volet relatif à l'explication des choix retenus pour élaborer le P.A.D.D. et délimiter les zones).
- le secteur dit « Le Métro » est protégé par les dispositions relatives au littoral et ses richesses écologiques, faunistiques et floristiques prises en compte.

En sus du classement protecteur de cette zone, il faut savoir que la commune de Tarnos :

- a donné un avis favorable à la démarche d'acquisitions foncières par le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (C.E.L.R.G.),
- a délibéré (séance du Conseil Municipal du 22 avril 2002) pour que ce secteur soit classé dans le réseau Européen Natura 2000.

# SOMMAIRE

<b>Préambule .....</b>	<b>1</b>
<b>Synopsis territorial .....</b>	<b>6</b>

## DIAGNOSTIC COMMUNAL

### 1. UNE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE DUE A UN BASSIN D'EMPLOI ATTRACTIF.....13

#### 1.1. Population totale : une dynamique constante..... 13

1.1.1. Une croissance démographique continue et soutenue.....	13
1.1.2. Une progression démographique par le solde migratoire .....	14
1.1.3. Un indice de jeunesse positif mais en recul.....	15

#### 1.2. Population active : la confirmation d'un bassin d'emploi attractif ..... 17

1.2.1. Une croissance régulière de la population active .....	17
1.2.2. Une augmentation des demandeurs d'emploi .....	18
1.2.3. Une majorité d'employés et d'ouvriers.....	18
1.2.4. Un marché de l'emploi attractif .....	18

### 2. DES MODES D'HABITAT DIVERSIFIÉS AU SEIN D'UNE VILLE QUI S'EST DÉVELOPPÉE .....20

#### 2.1. Une forte croissance résidentielle ..... 20

2.1.1. Un rythme de construction soutenu .....	20
2.1.2. Une très forte vocation résidentielle.....	21
2.1.3. Le nécessaire développement du parc des résidences principales locatives ....	21

#### 2.2. Un fonctionnement urbain perfectible..... 22

2.2.1. Une structure urbaine aux trames diverses .....	22
2.2.2. Un réseau viaire trop peu maillé .....	29
2.2.3. Une offre de transports en commun à améliorer et à compléter .....	30
2.2.4. Un réseau de circulations douces en voie de développement.....	31

#### 2.3. Les tendances de l'urbanisation..... 32

2.3.1. Les composantes actuelles de l'urbanisation .....	32
2.3.2. Une urbanisation de grande ampleur.....	33
2.3.3. Un marché immobilier composite .....	33

### 3. UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE IMPORTANTE ET VARIÉE.....36

#### 3.1. Un tissu d'entreprises diversifié..... 36

3.1.1. Un secteur tertiaire en plein essor .....	36
3.1.2. Un historique secteur secondaire en cours d'évolution .....	37

<b>3.2. Le maintien de l'agriculture péri-urbaine.....</b>	<b>40</b>
3.2.1. L'importance et le rôle des exploitants double-actifs .....	40
3.2.2. Une Surface Agricole Utile stabilisée.....	41
<b>3.3. Une activité touristique encore limitée.....</b>	<b>42</b>
3.3.1. Une faible notoriété touristique malgré un potentiel important et de qualité .....	42
3.3.2. Une vocation touristique à développer.....	42
<b>Enjeux découlant du diagnostic communal .....</b>	<b>43</b>

## ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Table des cartes .....	46
Avant propos.....	47
<b>1. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>48</b>
<b>1.1. Cadre physique.....</b>	<b>48</b>
1.1.1. Géologie et pédologie .....	48
1.1.2. Topographie.....	50
1.1.3. Pente.....	50
1.1.4. Climatologie .....	50
1.1.5. Hydrologie .....	51
<b>1.2. Occupation du sol.....</b>	<b>55</b>
1.2.1. Zones naturelles .....	55
1.2.2. Zones agricoles.....	64
<b>2. MESURES GÉNÉRALES DE PROTECTION .....</b>	<b>67</b>
<b>2.1. Mesures appliquées aux espaces naturels.....</b>	<b>67</b>
2.1.1. Inventaires scientifiques.....	67
2.1.2. Zonages administratifs.....	68
2.1.3. Protections réglementaires .....	68
2.1.4. Autres protections .....	70
2.1.5. Mesures particulières.....	70
<b>2.2. Risques majeurs, évaluations et prescriptions .....</b>	<b>70</b>
2.2.1. Risques technologiques.....	71
2.2.2. Risques naturels prévisibles .....	71
2.2.3. Fiche synthétique des risques majeurs sur la commune.....	76
Bibliographie .....	77
Annexes.....	78
Annexe 1 : Liste des protections dont bénéficient les espaces naturels et les espèces .....	79
Annexe 2 : Cartes relatives à l'état de l'état initial de l'environnement de la commune de Tarnos.....	80

# E X P L I C A T I O N   D E S   C H O I X   R E T E N U S P O U R   É T A B L I R   L E   P . A . D . D . E T   D É L I M I T E R   L E S   Z O N E S

Préambule .....	96
<b>1. ASSURER UN DÉVELOPPEMENT COHÉRENT DE L'URBANISATION.....</b>	<b>97</b>
1.1. <i>Maîtriser l'urbanisation et favoriser les liens interquartiers .....</i>	<i>97</i>
1.2. <i>Limiter l'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage .....</i>	<i>98</i>
1.3. <i>Donner une échelle humaine et urbaine au centre-ville.....</i>	<i>99</i>
1.4. <i>Créer les équipements et réseaux publics nécessaires.....</i>	<i>100</i>
<b>2. PÉRENNISER LE CADRE DE VIE COMMUNAL .....</b>	<b>103</b>
2.1. <i>Protéger et mettre en valeur les espaces naturels .....</i>	<i>103</i>
2.2. <i>Conserver les espaces d'urbanisation traditionnelle et les paysages .....</i>	<i>105</i>
2.3. <i>Préserver les espaces nécessaires à l'activité agricole.....</i>	<i>106</i>
<b>3. ENCADRER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>107</b>
3.1. <i>Requalifier les zones industrielle et industrialo-portuaire.....</i>	<i>107</i>
3.2. <i>Créer une offre complémentaire.....</i>	<i>108</i>
3.3. <i>Favoriser le développement du tourisme .....</i>	<i>109</i>
<i>Compatibilité des dispositions du P.L.U. avec la loi S.R.U., les S.U.P. et les P.I.G. ....</i>	<i>111</i>

# I N C I D E N C E S   D E S   O R I E N T A T I O N S D U   P L A N   S U R   L ' E N V I R O N N E M E N T - P R I S E   E N   C O M P T E   E T   M I S E   E N V A L E U R   D E   L ' E N V I R O N N E M E N T

<b>1. MAÎTRISER L'URBANISATION ET SES CONSÉQUENCES .....</b>	<b>114</b>
<b>2. PROTÉGER LES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES .....</b>	<b>114</b>
<b>3. PRÉSERVER LES ESPACES D'HABITAT TRADITIONNEL ET LES PAYSAGES .....</b>	<b>115</b>

# SYNOPSIS TERRITORIAL

## Espace

Superficie totale : .....	2 626 ha
▶ urbanisée .....	31 %
▶ à urbaniser .....	2 %
▶ naturelle .....	52 %
▶ agricole .....	15 %

## Planification territoriale

Appartenance à un :	
▶ Schéma de Cohérence Territoriale .....	oui
▶ Programme Local de l'Habitat .....	oui
▶ Plan de Déplacements Urbains .....	oui

## Démographie

Habitants .....	10 076
Évolution de la population 90/99 (en %) .....	+ 10,7
Ménages .....	3 772
Densité (habitants/km <sup>2</sup> ) .....	384
Solde naturel 90/99 .....	+ 148
Solde migratoire 90/99 .....	+ 829
Age moyen (années) .....	40

## Emploi

Nombre d'actifs occupés dont :	
▶ Agriculteurs exploitants .....	40
▶ Artisans & commerçants .....	204
▶ Cadres & professions intellectuelles supérieures .....	260
▶ Professions intermédiaires .....	860
▶ Employés .....	1 296
▶ Ouvriers .....	1 124
Retraités .....	1 868
Taux d'activité (en %) .....	45
Nombre de demandeurs d'emploi .....	429
Taux de chômage (en %) .....	9,1
Nombre d'emplois sur la commune .....	4 128

## Services

Bureaux de Poste .....	3
Agences bancaires .....	8

## Habitat

Logements .....	4 065
Résidences principales .....	3 772
▶ dans maison individuelle .....	3 187
▶ dans immeuble collectif .....	878
Habitations collectives .....	114
Habitations collectives à loyer modéré (H.L.M.) .....	487
Résidences secondaires .....	148
Logements vacants .....	145

## Équipements

Établissements scolaires (écoles, collège, lycée) .....	11
Halte-garderie .....	1
Centre social .....	1
Foyers des Jeunes Travailleurs .....	1
Centre de loisirs .....	1
Équipements sportifs et de loisirs .....	11
Salles municipales .....	4
Antenne de l'Office du Tourisme Communautaire du Seignanx .....	1

## Activité économique

Surface Agricole Utile totale communale (en ha) .....	359
Surface Agricole Utile moyenne (en ha) .....	8,9
Espaces commerciaux .....	8
Zone d'activités artisanales .....	1
Zone d'activités industrielles .....	1
Zone d'activités industrialo-portuaire .....	1

## Environnement & Paysage

Monument inscrit .....	1
Site inscrit .....	1
Commune soumise aux dispositions particulières au littoral .....	oui
Z.N.I.E.F.F. ....	3
Z.I.C.O. ....	1
Zones Vertes du S.D.A.G.E. (en ha) .....	318
Commune classée à risque d'incendie de forêts .....	oui
Espaces inondables (en ha) .....	86
Entreprise classée SEVESO seuil haut .....	1
Entreprises classées SEVESO seuil bas .....	3
Plan Portuaire de Sécurité .....	oui

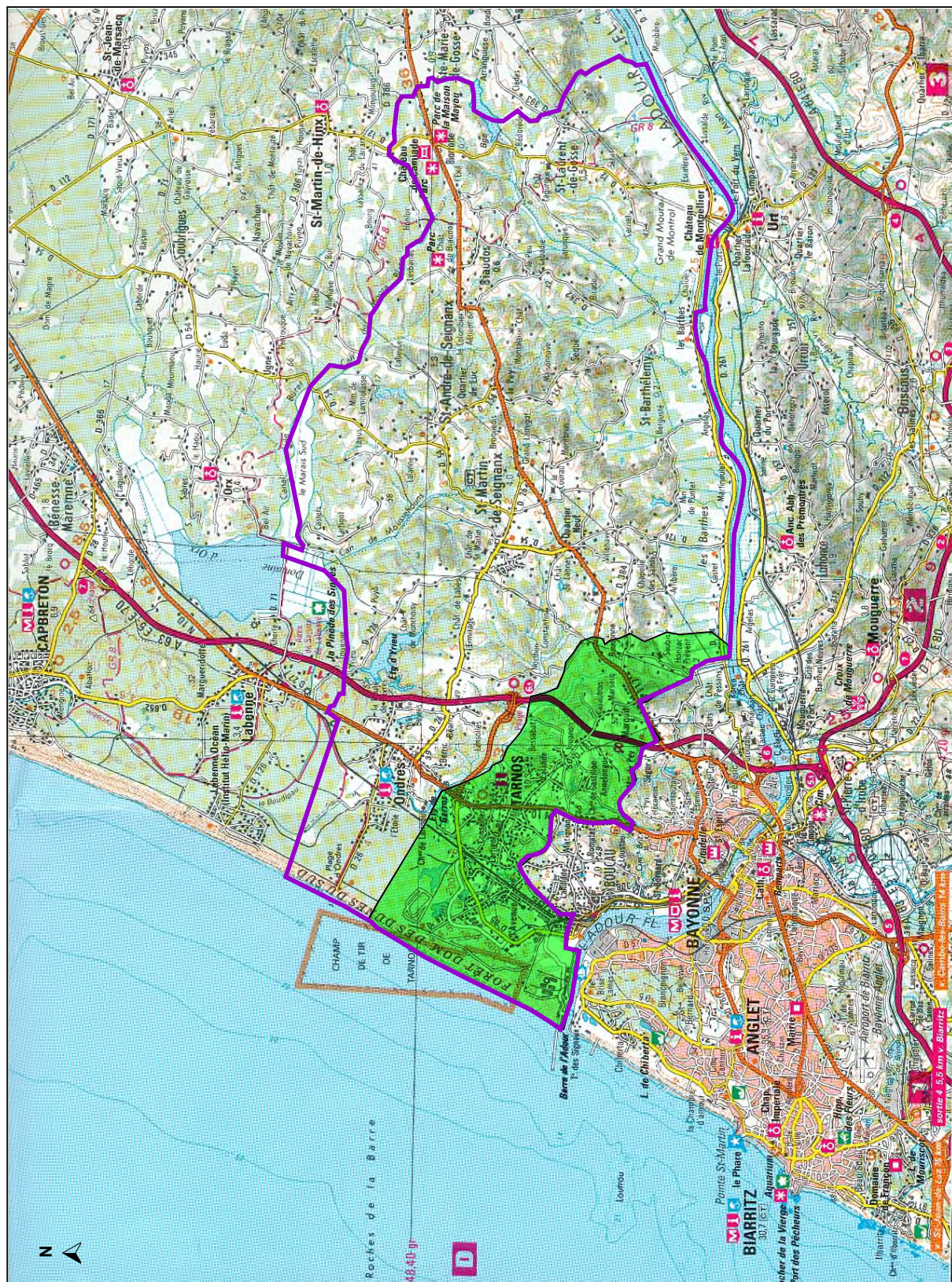


# LOCALISATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE DE TARNOS





# LOCALISATION DE LA COMMUNE DE TARNOS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SEIGNANX

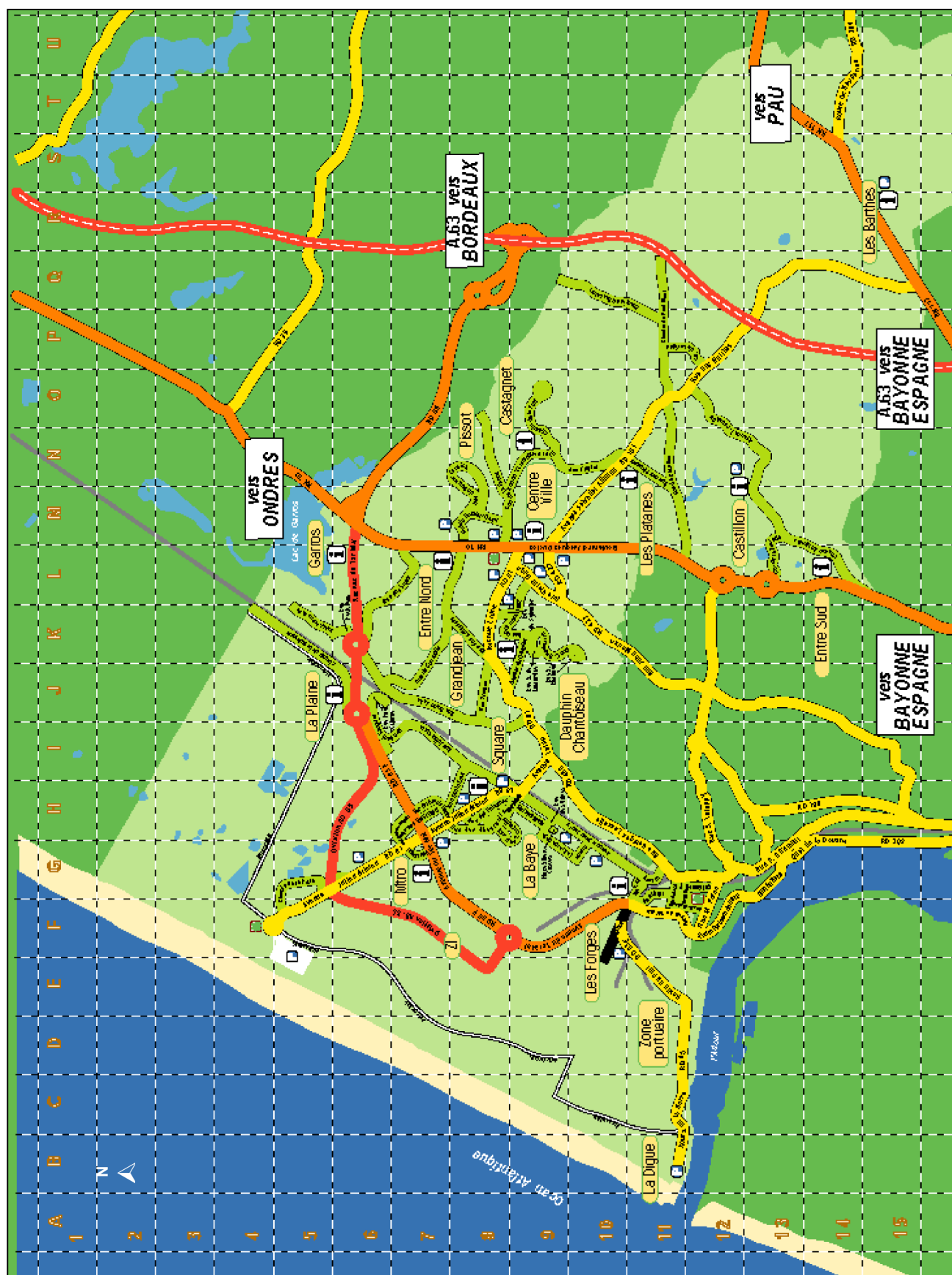




# APERÇU DE L'URBANISATION DE LA COMMUNE DE TARNOS



# LOCALISATION DES QUARTIERS DE TARNOS RELAIS INFORMATION SERVICES (R.I.S.)



# **D I A G N O S T I C   C O M M U N A L**

# 1. UNE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE DUE A UN BASSIN D'EMPLOI ATTRACTIF

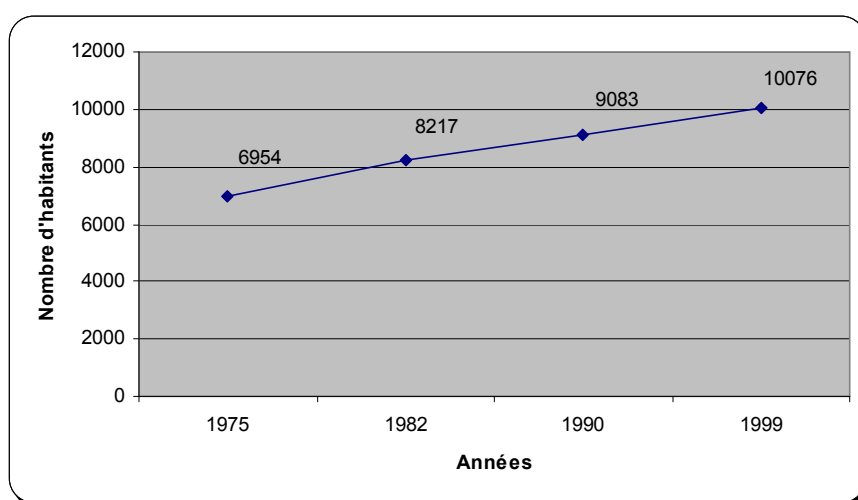
## 1.1. Population totale : une dynamique constante

### 1.1.1. Une croissance démographique continue et soutenue

Tarnos connaît, depuis 1975, une croissance démographique continue et soutenue. En effet, d'après les Recensements Généraux de Population (R.G.P.) de 1975, 1982, 1990 et 1999, l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.) évalue à près de 3 120 le nombre de nouveaux habitants à s'être installés à Tarnos, portant ainsi la population totale à 10 076 habitants en 1999.

Cet accroissement s'est réalisé de façon continue avec un léger tassement durant la période 1982-1990 (+ 866 nouveaux résidents, soit + 1,6 % par an) qui s'est poursuivi depuis 1990 jusqu'en 1999 (+ 1 227 habitants entre 1990-1999, soit + 1,4 % par an).

**Évolution de la population de Tarnos entre 1975 et 1999**



Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999

Cette dynamique s'inscrit dans un espace géographique attractif et actif :

- des courants migratoires héliotropes,
- un cadre naturel vaste et soigné,
- d'importantes réserves foncières voisines d'un littoral basque saturé,
- et surtout l'agglomération bayonnaise qui constitue un foyer de développement économique auquel la ville de Tarnos est intégrée.

L'étude démographique du canton de Saint-Martin-de-Seignanx (dont Tarnos représente la moitié de la population) et des communes constituant la périphérie de l'agglomération bayonnaise permet de mieux appréhender l'évolution démographique de Tarnos.

**Évolutions démographiques comparées 1975-1999**

Territoires	1975/1982	1982/1990	1990/1999
Tarnos	+ 18 %	+ 11 %	+ 11 %
Canton de Saint-Martin-de-Seignanx	+ 22 %	+ 11,2 %	+ 14,5 %
Agglomération bayonnaise *	+ 5,5 %	+ 7 %	+ 6,1 %
dont périphérie	+ 11 %	+ 11,5 %	+ 10,8 %

Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999

\* L'agglomération bayonnaise comprend les communes de Bayonne, Anglet, et Biarritz pour la partie centrale et les communes d'Arcangues, Bassussary, Bidart, Boucau, Ciboure, Guéthary, Lahonce, Mouguerre, Ondres, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pierre d'Irube, Tarnos, Urrugne et Villefranque pour la partie dite périphérie.

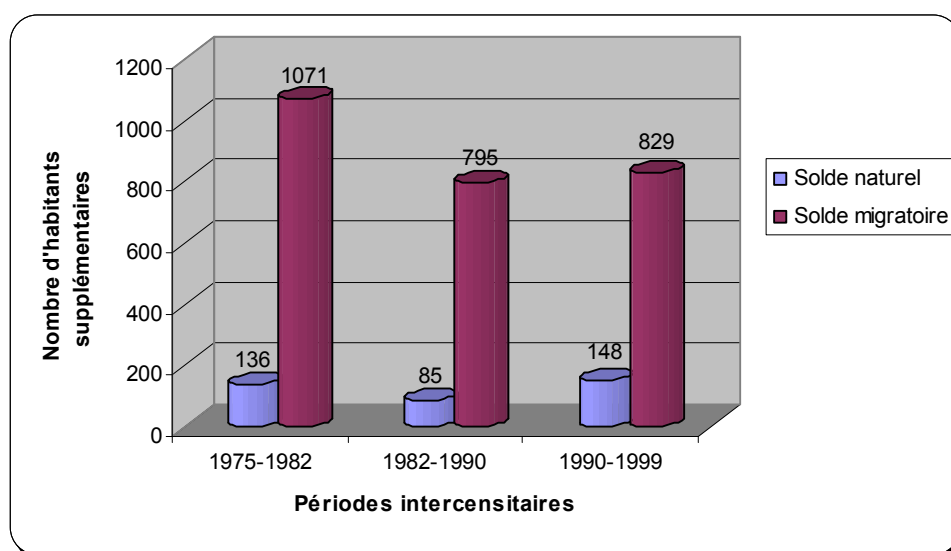
Entre 1975 et 1982, Tarnos et le canton de Saint-Martin-de-Seignanx (périurbain landais de l'agglomération bayonnaise) ont connu une croissance largement supérieure à l'ensemble de la périphérie (22 % contre 11 %). La période 1982/1990 marque une homogénéisation des courbes démographiques dont la progression est tout de même trois fois plus élevée que les moyennes départementales : 4,5 % pour les Landes et 4 % pour les Pyrénées-Atlantiques.

Entre 1990 et 1999, on constate que les courbes démographiques ont poursuivi leur progression avec une légère augmentation pour celle du canton.

### 1.1.2. Une progression démographique par le solde migratoire

Le dynamisme démographique de Tarnos est en fait le résultat d'une forte attractivité résidentielle (+ 829 nouveaux résidents). Le renouvellement de population grâce aux naissances (872 naissances contre 724 décès) est en effet modeste, il ne représentait que 11 % de la croissance communale entre 1982 et 1999.

**Part des mouvements naturels <sup>1</sup> et migratoires <sup>2</sup>  
dans l'accroissement démographique entre 1975 et 1999**



Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999

*N.B. : Selon les fascicules, les différentes exploitations des données de l'I.N.S.E.E. induisent une différence des chiffres d'évolution entre ce graphique et la courbe précédente : 1 207 contre 1 263, 880 contre 866 et 977 contre 993.*

### Évolution du rapport entre le nombre des décès et des naissances entre 1975 et 1999

Variables	1975/1981	1982/1989	1990/1999
Décès	469	630	724
Naissances	605	715	872
Solde naturel	+ 136	+ 85	+ 148

Source : I.N.S.E.E., RGP 1975, 1982, 1990, 1999

On peut en outre noter qu'entre 1982 et 1990, la croissance démographique du canton de Saint-Martin-de-Seignanx est exclusivement due au solde migratoire (+ 1 799). En effet, à peine excédentaire entre 1975 et 1982 (+ 46), le mouvement naturel devient nul entre 1982 et 1990 : 1 331 naissances pour 1 332 décès.

Entre 1990 et 1999, la démographie du canton a poursuivi sa progression notamment due à un solde migratoire important (+ 2 540) et un mouvement naturel positif (1 656 naissances pour 1 583 décès).

<sup>1</sup> Solde entre les naissances et les décès

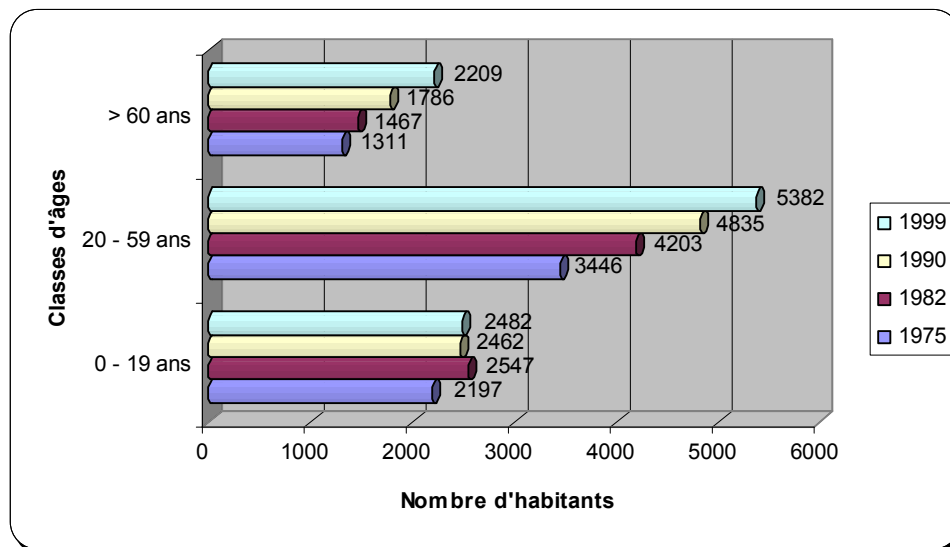
<sup>2</sup> Soldes entre les nouveaux résidents et ceux qui quittent la commune



### 1.1.3. Un indice de jeunesse positif mais en recul

La croissance démographique enregistrée depuis 1975 a davantage profité à la classe d'âge moyen (20-59 ans, soit + 56 %) et aux plus de 60 ans (+ 68 %). L'effectif des 0-19 ans s'est, quant à lui, tassé depuis 1982 (- 3 %) pour une évolution globale de + 15 % depuis 1975.

#### Évolution de la population de Tarnos par tranche d'âge entre 1975 et 1999



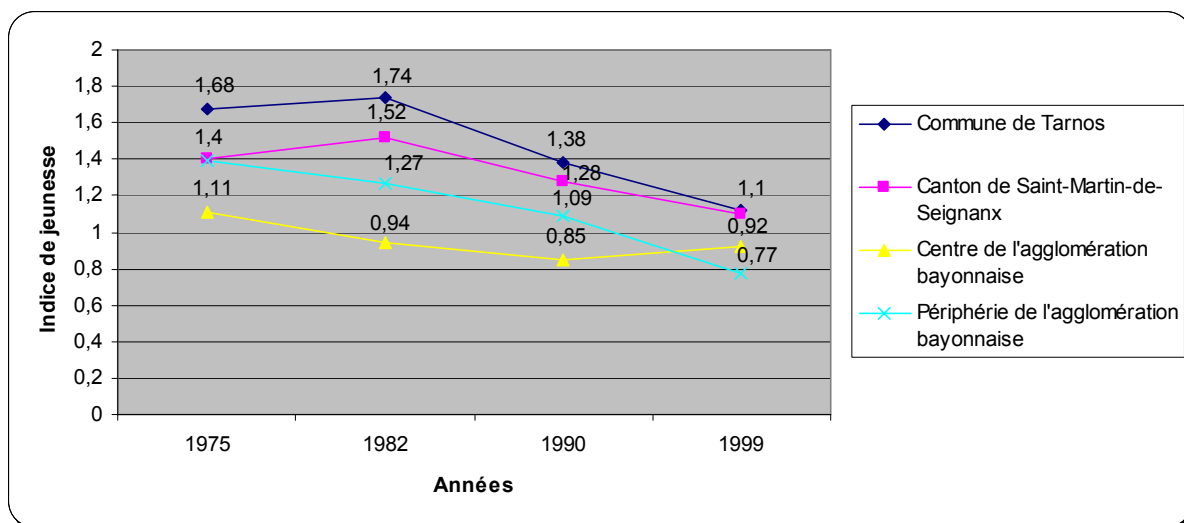
Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999

Ce mouvement déséquilibré a ainsi favorisé des rapports intergénérationnels en mutation.

L'indice de jeunesse, rapport calculé entre la classe d'âge jeune (0-19 ans) et celle des personnes âgées (+ 60 ans), permet de visualiser cette dynamique démographique. Le rapport égal à 1 correspondant à l'équilibre intergénérationnel entre les jeunes et les personnes âgées, supérieur à 1 les jeunes sont plus nombreux que les personnes âgées et inversement lorsqu'il est inférieur à 1. Il révèle une légère perte de jeunesse de Tarnos : fort et positif depuis 1975 (1,68), il est tombé en 1999 à 1,10 en passant à 1,38 en 1990 après une légère hausse à 1,74 en 1982.

A noter que l'étude du canton et de la périphérie bayonnaise révèle le même comportement mais plus accentué.

#### Évolutions comparées de l'indice de jeunesse entre 1975 et 1999



Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999

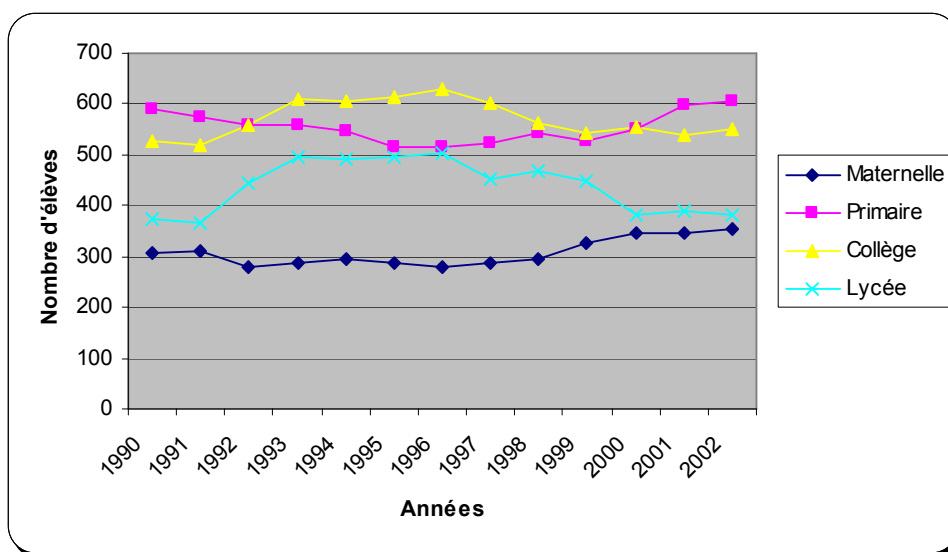
En 1990, Tarnos connaissait encore une bonne répartition des classes d'âge : les 0-19 ans représentaient plus du quart de la population (27 % contre 32 % en 1975), tandis que les personnes âgées en concentraient un cinquième (19 %).

En 1999, la population 0-19 ans a encore diminué, elle représente 25 % de la population totale et celle des plus 60 ans a augmenté pour atteindre 22 % de la population totale.

En fait, la perte de jeunesse s'est opérée au bénéfice des 20-59 ans qui regroupaient 53 % de la population en 1990 et 1999 contre 50 % en 1975.

L'observation des effectifs scolaires, bien que cette source pâtit de distorsions (enfants tarnosiens scolarisés sur d'autres communes - 140 -, accueil d'enfants d'autres communes - 54 -, etc.), permet d'approcher les grandes tendances d'évolution des moins de 20 ans sur la période 1990 - 2002.

### Évolution des effectifs scolaires entre 1990 et 2002



Source : Mairie de Tarnos

La commune de Tarnos recense 4 écoles maternelles et 4 écoles primaires publiques ainsi qu'un établissement privé (École Notre Dame des Forges) regroupant la totalité du cycle et comptant un effectif de 62 enfants (en 1990 et en 2002) avec un maximum de 79 élèves en 1993 et 1998.

Les effectifs maternelles et primaires ont enregistré une légère baisse entre 1990 et 1996, en partie liée à des inscriptions effectuées dans des établissements bayonnais notamment lorsque les déplacements domicile-travail des parents se portent sur cette commune.

Cependant, la Ville de Bayonne, en application de la loi du 22 juillet 1983 relative à la répartition intercommunale des charges scolaires, a révisé à la rentrée 1997 sa carte scolaire et a orienté des transferts d'inscription sur Tarnos. On remarque donc une progression des effectifs depuis 1997 (523 élèves en 1997 contre 604 en 2002).

Les effectifs du collège Langevin Wallon (capacité maximale de 600 élèves) ont connu un pic en 1996 (628 élèves) pour se stabiliser ensuite à la capacité optimale de 550 élèves environ (552 élèves en 2002).

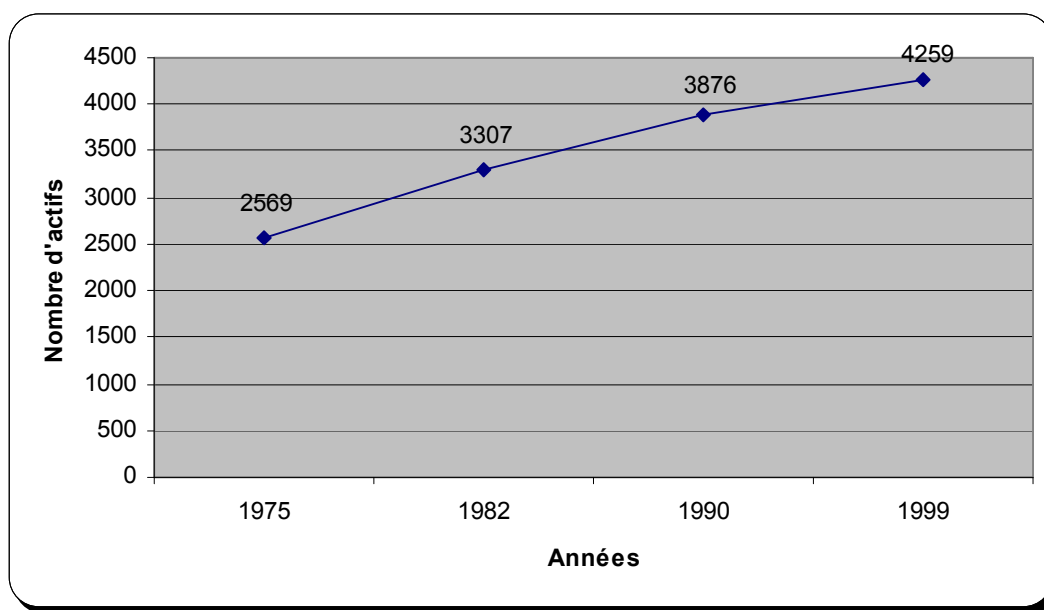
A l'instar du collège Langevin Wallon, les effectifs du lycée professionnel Ambroise Croizat (capacité maximale de 500 élèves) ont augmenté jusqu'en 1996 (maximum de 503 élèves) pour régresser ensuite jusqu'en 2002 (381 élèves).

## 1.2. Population active : la confirmation d'un bassin d'emploi attractif

### 1.2.1. Une croissance régulière de la population active

Depuis 1982, la diminution des moins de 19 ans et la relative augmentation (28 %) de la tranche d'âge la plus active (20-59 ans), ont généré une augmentation de 37 % de la population active sur la période 1982-1999. Il est à noter que cette croissance est moins soutenue qu'entre 1975 et 1982 (+ 29 %), mais qu'elle est régulière depuis 1982 (17 %).

#### Évolution de la population active de Tarnos entre 1975 et 1999



Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999

L'évolution de la population active du canton de Saint-Martin-de-Seignanx (+ 22 %) et de l'ensemble de la périphérie bayonnaise (+ 17 %) semble affirmer une vocation de bassin d'emploi face au **"centre" démographiquement vieilli : + 7 % pour Bayonne, Anglet et Biarritz.**

Avec un taux d'activité de 45 % en 1999, soit légèrement supérieur à celui de l'agglomération bayonnaise, Tarnos et son canton ont définitivement comblé leur retard de 1975 et sont économiquement et socialement liés à l'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz.

#### Évolution comparées du taux d'activité entre 1975 et 1999

Territoires	1975	1982	1990	1999
Tarnos	37 %	40 %	42,5 %	45 %
Canton de Saint-Martin-de-Seignanx	36 %	40 %	42 %	45 %
Agglomération bayonnaise	38 %	41 %	42,5 %	43,2 %
dont périphérie	37,5 %	40,5 %	42,6 %	43,9 %

Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999



### 1.2.2. Une augmentation des demandeurs d'emploi

Depuis 1990, la commune de Tarnos compte 157 demandeurs d'emploi supplémentaires, ce qui correspond à une augmentation de 31 % en 10 ans. Cette progression correspond sensiblement à celle enregistrée sur l'ensemble de la zone d'emploi de la Côte Sud des Landes (29 %).

Ce taux est relativement fort compte tenu d'un accroissement de population dans le même temps de seulement 13,5 %.

#### *Évolutions comparées des demandeurs d'emploi entre 1990 et 1999*

Territoires	1990	1999	Progression en valeur absolue	Évolution 1990-1999
Tarnos	500	657	+ 157	+ 31 %
Zone d'emploi Côte Sud des Landes	2 844	3 678	+ 834	+ 29 %

Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1990-1999

### 1.2.3. Une majorité d'employés et d'ouvriers

Tarnos, commune historiquement industrielle de la rive droite de l'Adour (périphérie landaise de l'agglomération), accueille une importante population d'ouvriers et d'employés (respectivement 37% et 33,5 % de la population active). Les nombreuses entreprises du secteur secondaire du "Port de Bayonne", installées sur la commune de Tarnos, procurent de l'emploi à des ouvriers qui s'installent d'autant plus facilement à Tarnos que l'offre de terrains à bâtir est plus importante et à des prix moins élevés que sur la rive gauche de l'Adour (périphérie basque de l'agglomération), en partie saturée.

#### *Évolutions comparées de la population active entre 1990 et 1999*

Catégories Socio-Professionnelles (C.S.P.)	Tarnos		Canton		Département (40)	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999
Agriculteurs exploitants	0,5 %	0,9 %	4,0 %	1,9 %	9,0 %	5,2 %
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	7,0 %	4,8 %	9,0 %	7,1 %	10,0 %	8,0 %
Cadres, professions intellectuelles et supérieures	5,0 %	6,5 %	6,0 %	7,2 %	7,0 %	7,1 %
Professions intermédiaires	17,0 %	21,9 %	16,0 %	22,1 %	15,0 %	18,7 %
Employés	34,0 %	36,5 %	31,0 %	34,0 %	28,0 %	31,6 %
Ouvriers	37,0 %	29,5 %	35,0 %	27,7 %	32,0 %	29,5 %

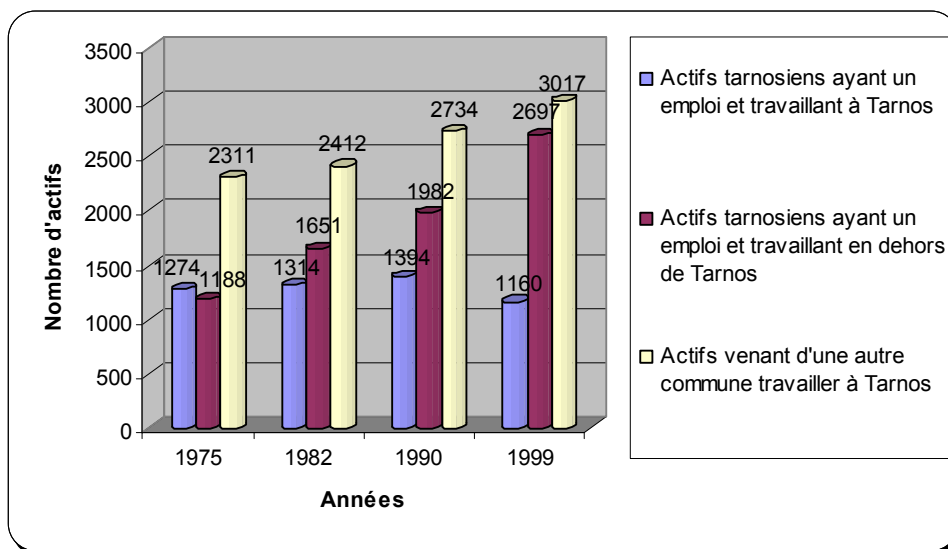
Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1990-1999

Notons que le nombre d'agriculteurs exploitants est, comparativement aux autres catégories socio-professionnelles, relativement faible aujourd'hui. Cependant, comme l'a révélée l'enquête agricole (cf. au sein de l'analyse de l'état initial de l'environnement du présent Rapport de Présentation) menée par le C.P.I.E. du Seignanx à l'occasion de l'élaboration du présent P.L.U., l'activité agricole perdure sur la commune de Tarnos avec une étonnante diversité des productions animales et végétales.

### 1.2.4. Un marché de l'emploi attractif

En 1999, le flux des actifs venant travailler sur la Commune (3 017, soit 72 % des emplois disponibles) était supérieur au flux des tarnosiens actifs qui la quittent (2 697, soit 59 % de la masse active résidente).

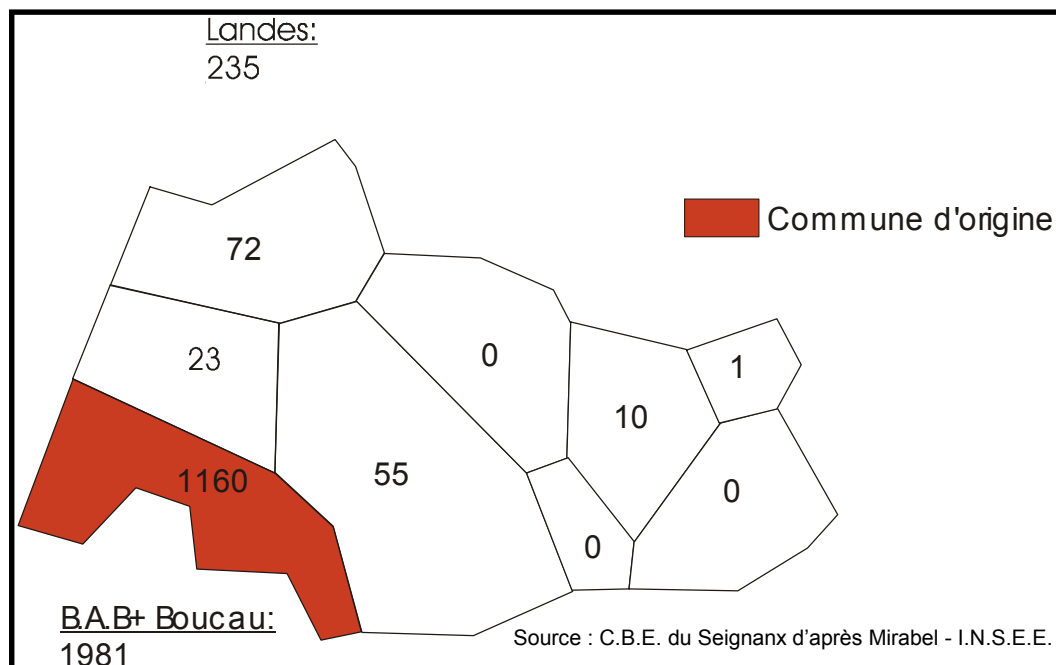
C'est sur la base de ces données qu'il est possible d'affirmer que, contrairement aux idées reçues, Tarnos n'est pas une « ville-dortoir ». Au contraire, il s'agit d'une ville attractive au niveau de l'emploi qu'elle génère.



Source : I.N.S.E.E., fichier Mirabelle 1975, 1982, 1990, 1999

Il faut noter qu'en 1999, 70 % des actifs tarnosiens, soit 2 697 personnes, quittaient quotidiennement la commune pour travailler ; 73 % des actifs tarnosiens « sortants », soit 1 982 personnes, ayant pour destination de travail les communes du centre de l'Agglomération du B.A.B. (plus Boucau).

#### Localisation du lieu de travail des actifs tarnosiens en 1999



Par rapport à 1990, le nombre des actifs « sortants » est en forte progression passant de 1981 à 2697 personnes, soit une augmentation de 36 %. **Ce résultat est le signe que Tarnos et le Seignanx doivent désormais proposer à leurs habitants des emplois nouveaux et complémentaires à ceux déjà existant sur le territoire.** Cette problématique est un des fondements du projet de création du Parc d'Activités du Seignanx (cf. 3<sup>ème</sup> partie du présent Rapport de Présentation).

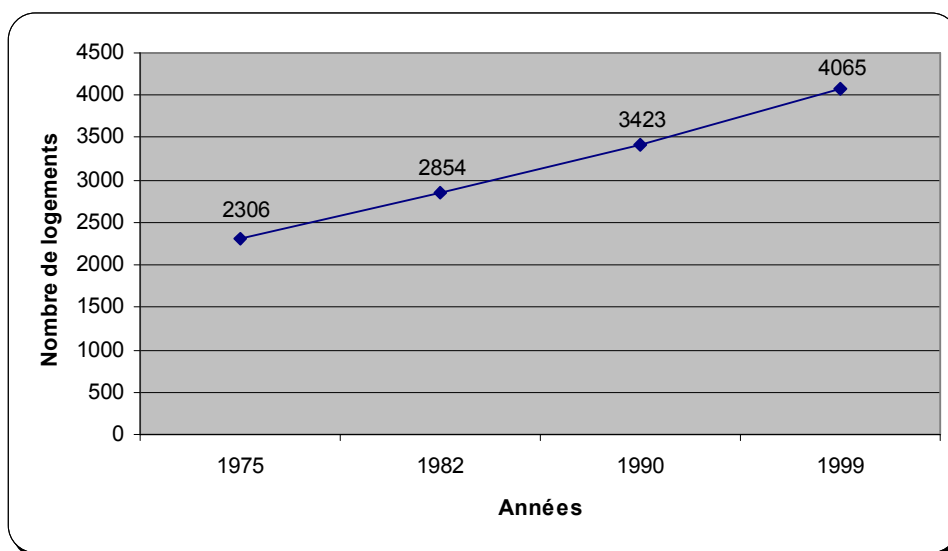
## 2. DES MODES D'HABITAT DIVERSIFIÉS AU SEIN UNE VILLE QUI S'EST DÉVELOPPÉE

### 2.1. Une forte croissance résidentielle

#### 2.1.1. Un rythme de construction soutenu

L'accueil continu de population depuis le début des années 1970 a généré la création de 1 759 logements entre 1975 et 1999, soit un taux de renouvellement de 76%.

**Évolution du parc immobilier entre 1975 et 1999**



Source : I.N.S.E.E., R.G.P. 1975, 1982, 1990, 1999

Cependant, suite au pic de 1998 avec une production annuelle de 158 logements, le rythme de création de logements tend à se tasser en raison de la volonté municipale de maîtriser l'urbanisation sous forme de lotissements pavillonnaires reclus sur eux-mêmes au profit d'une densification progressive et raisonnée du centre-ville.

**Rythme annuel de production des logements entre 1990 et 2002**

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Période 1990-2002
56	92	60	94	152	111	136	48	203	158	120	131	97	1 458 logements produits

Source : Mairie de Tarnos

L'année 1994 marque un net accroissement dans le rythme annuel et correspond au lancement du *lotissement communal du centre-bourg* où plusieurs opérateurs ont pris part dans un souci de mixité sociale et urbaine :

- C.O.L : 68 logements dont 38 locatifs et 30 en accession à la propriété,
- S.A. d'H.L.M. des Landes : 27 logements collectifs locatifs,
- S.A. d'H.L.M. Coligny : 26 logements individuels locatifs,
- S.A.R.L. Altea : 26 logements collectifs en accession à la propriété.

Les années 1998 et 1999 achèvent cette période d'accroissement du rythme annuel généré notamment par les opérations d'habitat sur le centre-ville :

- O.P.D.H.L.M. des Landes : 22 logements collectifs en accession à la propriété,
- S.A.B. : 21 logements individuels en accession à la propriété,
- O.P.D.H.L.M. des Landes : foyer d'accueil pour personnes handicapées de 50 lits.

Afin de renforcer la centralité tout en conservant une échelle humaine et urbaine au centre-ville, trois programmes vont voir le jour courant 2003 sous forme de résidences :

- La Cerisaie : 23 logements en accession à la propriété,
- Le Bastian : 22 logements en accession à la propriété et commerces en rez-de-chaussée,
- Le Bois des Pins : 27 logements en accession à la propriété.

### 2.1.2. Une très forte vocation résidentielle

En 1999, les résidences principales représentaient 92 % (3 772 unités) des 4 065 logements que comptait la commune de Tarnos.

Le parc est dominé par les maisons individuelles. Toutefois durant les 10 dernières années, cette répartition a eu tendance à s'inverser suite aux opérations d'habitat du centre-ville qui ont permis la création de 215 logements en collectif.

#### **Logements neufs commencés entre 1990 et 2002**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Total	
Individuel	46	31	36	37	51	39	65	34	74	32	36	54	22	557	42 %
Collectif	17	28	42	59	103	22	49	14	74	110	84	77	101	780	58 %
Total	63	59	78	96	154	61	114	48	148	142	120	131	123	1 337	100 %

Source : Mairie de Tarnos

La grande majorité des résidences principales relèvent de l'accession à la propriété. D'après une enquête effectuée auprès des intervenants immobiliers, il semble que les ménages accédants soient d'âge divers avec une forte proportion de 30-40 ans. Ils sont issus de classes moyennes (employés, ouvriers et cadres moyens) qui, en partie, s'écartent du marché foncier et immobilier de la rive gauche de l'Adour, devenu inaccessible aux budgets de ces catégories intermédiaires.

Cette information se confirme au niveau de l'enquête sur les financements de l'immobilier réalisé par la D.R.E. Aquitaine : sur les 61 logements individuels terminés en 1995, 37, soit plus de la moitié, ont été financés avec un P.A.P. (Prêt à l'Accession à la Propriété).

En ce qui concerne les résidences secondaires, elles ne représentaient en 1999 que 3 % du parc immobilier (soit 140 unités). Ce chiffre n'a guère évolué par rapport à 1990 en valeur absolue (+ 40 unités en 9 ans) et même régressé en valeur relative (4 % du parc immobilier en 1990).

Quant aux 145 logements vacants dénombrés en 1999, ils ne représentaient que 4 % du patrimoine immobilier, ce qui constitue une proportion relativement faible.

### 2.1.3. Le nécessaire développement du parc des résidences principales locatives

Si Tarnos a basé son attractivité démographique sur une offre significative de produits immobiliers en accession à la propriété, la commune doit parallèlement faire également face à une forte demande en résidence principale locative. Pour ce faire, l'offre locative s'est nettement étoffée durant les 10 dernières années et principalement en locatif social.

#### **> Le locatif privé :**

Le R.G.P. de 1999 précise que 530 logements (soit 14,1 % du parc des résidences principales) sont loués à titre onéreux et 142 logements (soit 3,8 % du parc des résidences principales) à titre gratuit.

#### **> Le parc locatif social en croissance :**

En 1999, le parc locatif social représentait 591 logements soit 15,7 % du parc des résidences principales et 45,88 % du parc locatif total.

Les principaux opérateurs intervenant sur la commune sont l'Office Public Départemental d'H.L.M. (O.P.D.H.L.M.) des Landes, la S.A. d'H.L.M. Coligny et le Comité Ouvrier du Logement (C.O.L).

## > Profil de la demande en logement social :

Après contact auprès de quatre des opérateurs sociaux intervenant sur la commune, il ressort une forte demande à laquelle il semble de plus en plus difficile de répondre du fait du faible taux de rotation sur le parc actuel.

On peut retenir pour chacun d'entre eux :

- C.O.L. : bien que leur vocation en matière de logement social s'avère relativement récente (1991), la demande qui s'adresse à cet opérateur est importante (200 demandes) au regard de leur parc (300 logements) et du taux d'occupation (100 %) et de rotation quasiment nul qui s'y opère.

Au moment de la réalisation de leur programme locatif dans le centre-ville de Tarnos, ils ont enregistré 80 à 100 demandes, émanant essentiellement de tarnosiens, pour des T2 de la part de jeunes décohabitants et pour des T3/T4 de la part de ménages "mal logés" (taille et/ou confort inadaptés),

- S.A. d'H.L.M. Coligny : disposant d'un parc de 600 logements sur la côte basque et landaise, cette société enregistre une centaine de postulants à la recherche d'un logement sur Tarnos. L'origine géographique de ces demandeurs étant majoritairement bayonnaise et tarnosienne,
- O.P.D.H.L.M. 40 : cet office enregistre à peu près 300 demandes en attente sur Tarnos, émanant de jeunes ménages, de ménages en surpeuplement et de façon générale une demande de plus en plus précarisée.
- S.A. d'H.L.M. des Landes : cette société a réalisé en 1999 une opération de 24 logements au centre-ville.

## 2.2. Un fonctionnement urbain perfectible

### 2.2.1. Une structure urbaine aux trame diverses

Considérant que d'une manière générale le développement urbain est contraint par des données physiques et naturelles, il est possible de définir une structure urbaine à travers les composantes suivantes :

- Le **réseau viaire** constitué de voies aux caractéristiques et statuts d'usages différents : transit, liaison, distribution, desserte ;
- Les **îlots**, portions de territoire délimités par les voies ;
- Le **bâti** caractérisé par les différents ordres d'implantation des constructions par rapport aux voies : continu, semi-continu et discontinu ;
- Les **espaces publics** majeurs tels que les places ;

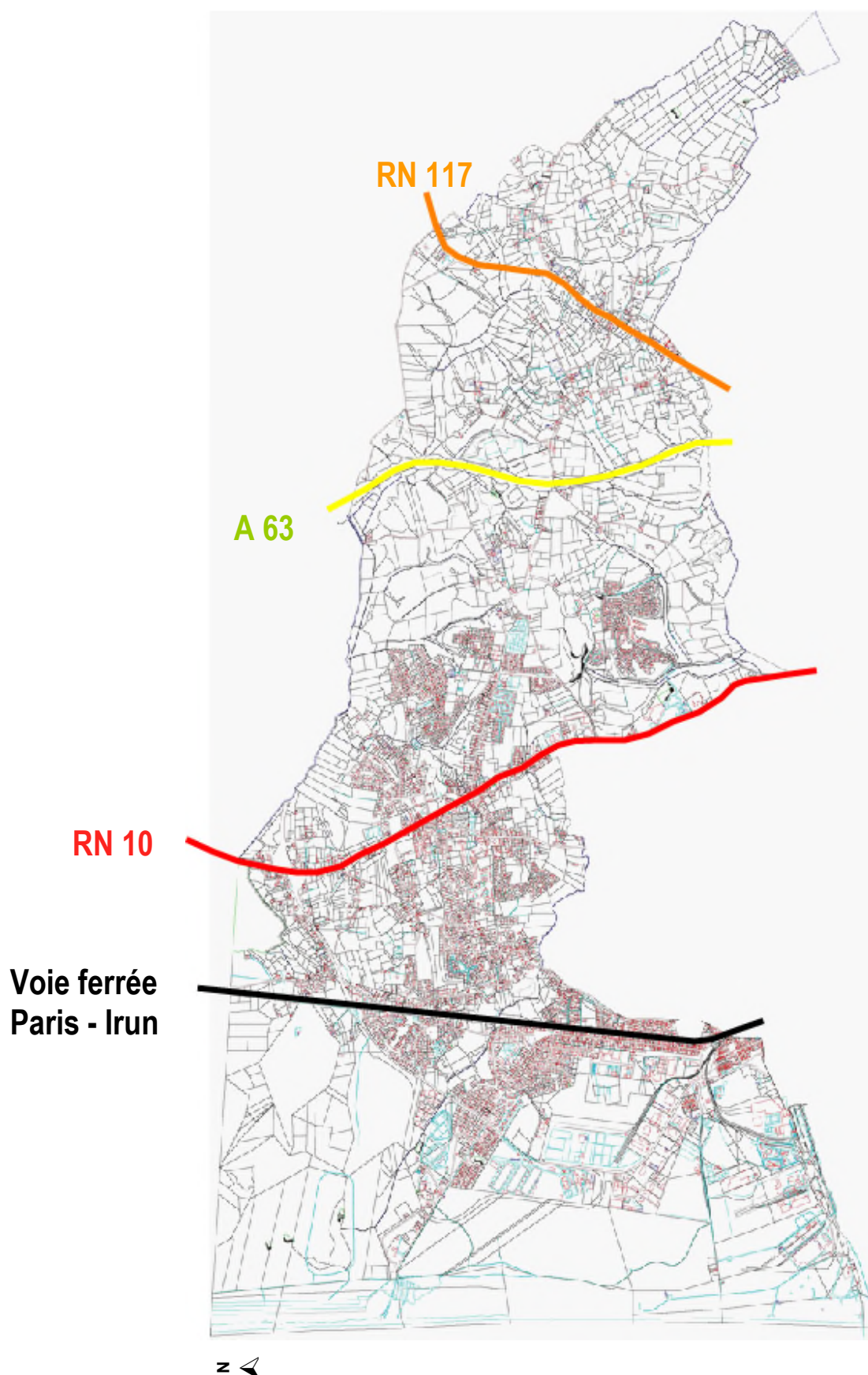
## > Les contraintes physiques et naturelles

L'urbanisation du territoire communal de Tarnos a été fortement influencée par la stratification de ses composantes géographiques à savoir :

- A l'Ouest, la zone littorale entre la plage et la R.N. 10,
- En partie centrale, les vallonnements du Seignanx décomposés par de nombreux talwegs boisés,
- Au Sud, la plaine fluviale des barthes de l'Adour.

### > Des infrastructures induisant des coupures

Outre ces contraintes naturelles, le territoire est morcelé par une succession d'infrastructures orientées Nord-Sud : la voie ferrée Paris - Irun, la RN 10, l'A 63 et la RN 117.





## > Les différents secteurs d'urbanisation

Il est possible de distinguer à Tarnos, en dehors du centre-ville, deux noyaux urbains historiques (la Cité des Forges et le quartier des Barthes) façonnés au sein d'un environnement industriel à l'ouest et rural à l'est.

A ces deux éléments structurants du territoire communal, s'ajoutent les résultantes de la forte poussée pavillonnaire que Tarnos a connue après-guerre. Ainsi, nombre de quartiers ont été conçus sur le modèle du lotissement.

### ⇒ SECTEUR LITTORAL - VOIE FERREE

Cette urbanisation liée à l'activité industrielle et portuaire est organisée en bordure de la voie ferrée selon le schéma orthogonal type des cités ouvrières du XIX<sup>ème</sup> siècle (habitat ouvrier en bande avec mise en perspective des espaces et bâtiments publics).

Compte tenu de l'intense activité qu'ont connues les Forges de l'Adour, il n'est pas surprenant que ce quartier historique demeure encore aujourd'hui une zone de densité importante à l'échelle tarnosienne.



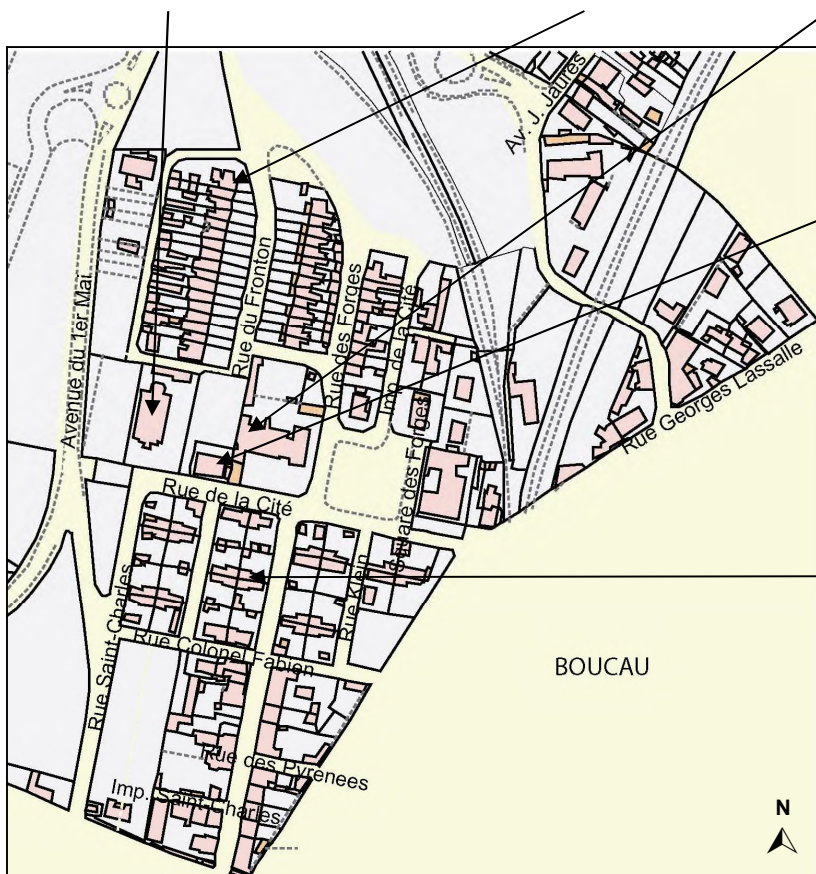
Église Notre-Dame des Forges



Maisons d'ouvriers de la Cité des Forges



Ancienne coopérative de la cité des Forges



Parcellaire du quartier des Forges de l'Adour



École Notre-Dame des Forges



Maison de contremaître de la Cité des Forges



Le centre du secteur s'étire sous forme de lotissements jusqu'au niveau du stade intercommunal.

L'activité portuaire s'est logiquement installée à l'embouchure de l'Adour tandis que l'activité industrielle s'est implantée le long de la RD 85 (avenue du 1<sup>er</sup> mai).



Chaudronnerie de La Rhune



Entrée de Turboméca



Raquette de retournement du lotissement La Plaine



Aciéries de l'Atlantique (A.D.A.)



Activités industrialo-portuaire



Quai de chargement / déchargement du Port de Tarnos



Maisons de la Cité des Forges



Église Notre Dame des Forges





## ⇒ SECTEUR VOIE FERREE - RN 10

Le petit bourg rural d'origine de Tarnos est marqué au contact de la RN 10 par la présence de bâti ancien autour de l'église.

La morphologie initiale du bourg a disparu du fait de l'essor d'une urbanisation importante répondant à des logiques différentes :

- étirement en bourg-rue le long de la R.N. 10 pour profiter d'un effet de "vitrine" sur un axe de passage important (plus de 20 000 véhicules par jour),
- étirement Est-Ouest pour relier le pôle industriel au bourg rural,
- urbanisation éclatée sous forme de lotissements répondant à une logique de découpage parcellaire d'une entité foncière.

Ces différentes logiques ont eu pour effet d'éparpiller l'urbanisation de Tarnos sur un vaste territoire sans répondre à des objectifs urbains. Afin de faire face à cette situation, la Ville de Tarnos a entrepris **d'affirmer un centre-ville** par la création de programmes d'habitat collectif, l'aménagement d'espaces publics urbains et le développement d'un pôle commercial et de services.



Place Dous Haous



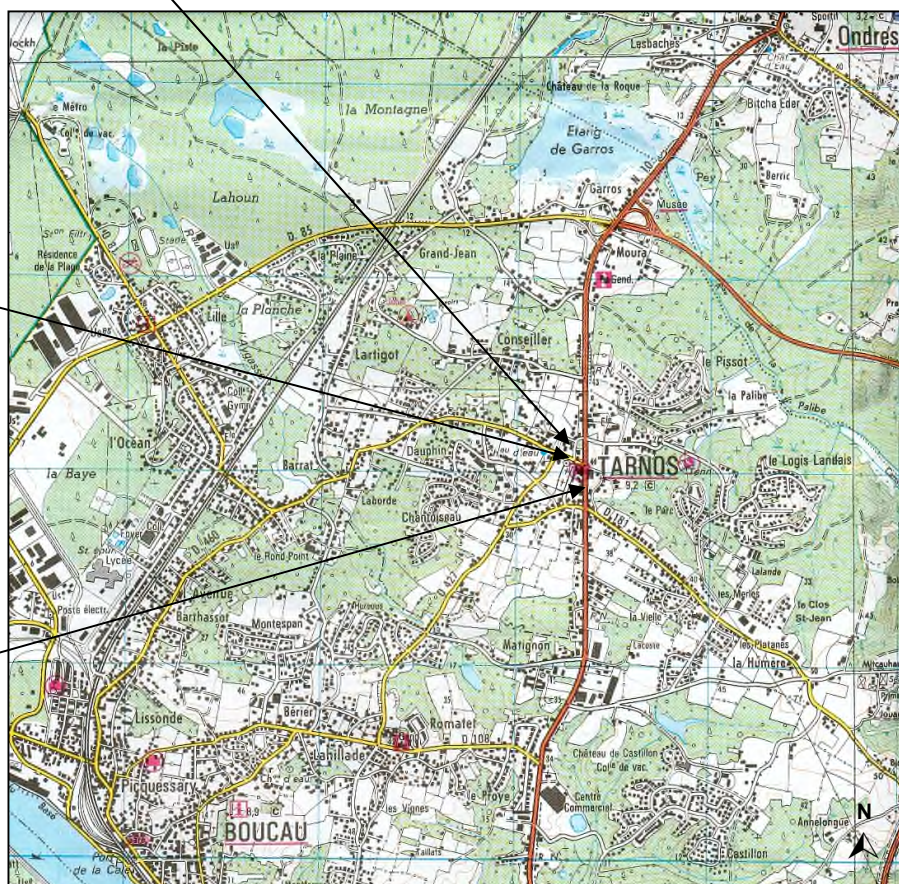
Centre social André Arlas



Programmes collectifs du centre-ville



Église Saint-Vincent

RN 10 - services et mairie  
en cours de réhabilitation



## ⇒ SECTEUR RN 10 - A 63

A l'exception de l'urbanisation linéaire de la rue Salvador Allende et du mode d'habitat traditionnel du quartier de l'Avenir, l'ensemble de ce secteur s'est développé sous forme de lotissements éclatés et autonomes parfois dans des talwegs boisés.

Du point de vue de la composition urbaine, le quartier de l'Avenir (ou Béga) est composé d'une **urbanisation traditionnelle peu dense** à proximité d'une zone naturelle.

L'avenue Salvador Allende, unique trait d'union entre le centre-ville et le quartier des Barthes a connu une urbanisation en bordure de voie.

Les lotissements successifs, générant des « poches d'urbanisation », ont été conçus dans une seule logique de desserte interne de parcelles à bâtir dont les voies se terminent généralement en impasse (système viarie dit en « raquettes de retournement »).

Ainsi, même si le lotissement reste la forme urbaine la plus simple qui permette à la fois d'offrir aux accédants un lot individuel et de maîtriser les coûts de réseaux liés à de nouvelles urbanisations, il n'en demeure pas moins qu'il a pour principale conséquence négative de ne pas générer de réseau viarie organisé, basé sur des tracés cohérents (bouclages de déplacements, accessibilité, etc.) et sur une hiérarchie des voies en fonction de leur statut et usage : transit, liaisons interquartiers, distribution, desserte (sécurité, lisibilité des parcours, agrément, etc.)

Il est à noter avec intérêt la préservation d'alignement d'arbres et de traces de chemins ruraux :

- rue des platanes,
- au sein du lotissement de Castillon.



Habitat traditionnel du quartier de l'Avenir



Alignements rue Salvador Allende



Vue de la rue Salvador Allende



Commerces rue Salvador Allende



Alignement rue des Platanes





## ⇒ SECTEUR A 63 - RD 74 (ROUTE D'URT)

L'urbanisation de ce secteur peu maillé est essentiellement organisée de façon linéaire aux abords de la RD 181 (route des Barthes) et de la RN 117 (route de Pau).

Précisons qu'en raison de la coupure que représente l'A 63, ce secteur n'est relié au centre-ville et aux lotissements l'entourant que par la seule route des Barthes.

La partie urbanisée s'étirant le long de la RN 117 entre Bayonne et Saint-Martin-de-Seignanx comprend un noyau de vie, tramé par une **urbanisation traditionnelle peu dense** et composé d'une chapelle (lieu-dit Baudonne), d'une école (Henri Barbusse) et d'une salle polyvalente (Joseph Biarrotte) au lieu-dit Maubern.

Notons à l'égard de ce dernier équipement, que la capacité de stationnement prévue lors de sa construction dans les années 1980 ne correspond plus au volume de stationnement nécessaire aujourd'hui.



École Henri Barbusse



Baudonne



Salle polyvalente Joseph Biarrotte



Habitat traditionnel à Maubern



### 2.2.2. Un réseau viaire trop peu maillé

#### > Des axes Nord-Sud qui coupent le territoire communal

Le territoire de Tarnos est principalement traversé par quatre axes radiants de transit orientés Nord-Sud : la voie ferrée Paris - Irun, la RN 10, l'autoroute A 63 et la RN 117, voies qui possèdent chacune un franchissement de l'Adour.

- ⇒ La voie ferrée Paris - Irun comporte 3 franchissements possibles : le pont sur la RD 85, le passage à niveau sur l'avenue Lénine et le pont Pierre Sémard,
- ⇒ La RN 10, itinéraire de convoi exceptionnel, a conservé un gabarit de route nationale au caractère peu urbain et est régulée par des feux tricolores,
- ⇒ L'échangeur d'Ondres (en limite avec Tarnos) de l'autoroute A 63 dessert le centre-ville et le Port via la RD 85,
- ⇒ La RN 117, itinéraire de convoi exceptionnel, traverse le quartier des Barthes. N'étant régulée par aucun feu tricolore (à l'exception du carrefour RN 117 / RD 181) ni carrefour giratoire, cette voie traversant une partie urbanisée en linéaire (comprenant notamment l'école Henri Barbusse et la salle polyvalente Joseph Biarrotte), pose des problèmes de sécurité.

#### > Un réseau viaire récent non structurant et peu hiérarchisé

Comme indiqué précédemment, compte tenu des contraintes naturelles et l'existence de voies radiales structurantes, l'urbanisation de Tarnos s'est réalisée sur une grande partie du territoire par rapport à la voie ferrée et aux axes Nord-Sud. Or :

- la voie ferrée pose des problèmes de franchissement (seulement trois points de passages),
- les voies transversales qui irriguent la RN 10 sont généralement issues du réseau initial des chemins ruraux (tracé vernaculaire) avec pour principale conséquence de ne pas être toujours bien adaptées (gabarit, profil, tracés sinueux) à la structuration viaire d'une ville en plein développement.

L'autoroute A 63 crée une coupure du territoire communal, aujourd'hui, seul le pont de la route des Barthes permet son franchissement. Prochainement, la liaison A 63 (échangeur d'Ondres) - RN 117 sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du Conseil Général des Landes et permettra un autre franchissement de l'A 63.

A l'exception des rues Jean Moulin et Salvador Allende, les intersections sur la RN 10 généralement en baïonnette, contribuent à accentuer la situation de congestion urbaine de cette route nationale : surcharge momentanée et ralentissements.

En outre, malgré l'importance du rythme de la construction, l'urbanisation sous forme des lotissements sans continuité, n'a pas permis de générer de voirie structurante qui pourrait jouer ce rôle de liaison interquartiers.

Au contraire le caractère de labyrinthe des voies de lotissements induit en terme de voirie :

- tracés sinueux,
- boucles,
- impasses successives,
- manque de repères.

L'absence de hiérarchie des voies de lotissements crée souvent une confusion dans la lisibilité des parcours. S'y ajoute l'absence de voies tangentielles d'Ouest en Est qui a tendance à favoriser la création de parcours de "raccourcis" à travers les cœurs de lotissements, générant en conséquence des problèmes de sécurité.

Ainsi, des caractéristiques du réseau viaire que nous venons d'évoquer se dégagent plusieurs enjeux importants en terme de fonctionnement urbain :

Réseau viaire efficace  
= repères + liens

- Un manque de liaisons interquartiers Est-Ouest (voies tangentielles) permettant de relier les différents secteurs résidentiels entre eux et d'assurer la continuité des parcours avec les voies radiales,
- Une absence de hiérarchie et de repères dans les voies de liaison existantes puisque pratiquement toutes les voies ont une fonction de desserte,
- Une urbanisation linéaire par rapport à la RN 10 qui limite les possibilités de continuité de voies de liaison Est-Ouest.

### 2.2.3. Une offre de transports en commun à améliorer et à compléter

#### > L'offre actuelle de transports en commun...

La commune de Tarnos est desservie, hors services spéciaux scolaires (écoles et collège), par :

- ⇒ 4 lignes de transports en commun urbains routiers gérées par la Société des Transports en Commun de l'Agglomération Bayonnaise (S.T.A.B.),
- ⇒ 3 lignes de transports en commun interurbains routiers sur la RN 10 (Dax - Capbreton - Bayonne ; Mimizan - Bayonne ; Seignosse - Bayonne) gérées par la Régie Départementale des Transports Landais (R.D.T.L.),
- ⇒ 1 ligne de transports en commun interurbains routiers sur la RN 117 (Peyrehorade - Bayonne) gérée par la Régie Départementale des Transports Landais et assurée par la société de transports Doméjean,

S.T.A.B.	
Ligne n°	Fréquence moyenne de passage
3	34 minutes
5	45 minutes
8	47 minutes
10	36 minutes
R.D.T.L.	
Ligne	Fréquence moyenne de passage
RN 10	60 minutes
RN 117	2 allers et 3 retours par jour

Sources : S.T.A.B. et R.D.T.L.

Ces réseaux de bus desservent la commune dans le sens nord-sud et permettent aux Tarnosiens d'aller travailler, effectuer des tâches administratives et se récréer dans les Landes et sur le B.A.B.

#### ... à améliorer...

Remarquons toutefois que les temps de trajet sont assez élevés pour rejoindre les communes du B.A.B. Ainsi, par exemple le matin, pour aller de Tarnos centre à Bayonne-Marracq, environ 40 minutes sont nécessaires ; pour se rendre à Anglet centre, il faut compter 1h10 !

La R.D.T.L. assure une bonne fréquence de passage sur la RN 10. Cependant, une carence de communication à destination de la clientèle sur cette offre de transport fait que, hormis les scolaires, peu de Tarnosiens empruntent cette ligne. Or, une billetterie commune S.T.A.B. / R.D.T.L. existe sur cette ligne.

### ...à compléter...

A la différence des communes du B.A.B. (lignes 1, 2, 6, 7), aucune liaison transversale n'innervait le territoire tarnosien de l'océan aux barthes,

En effet, la ligne 3 s'initialise au square Mora hors période estivale (et non à la Plage du Métro), rompt sa trajectoire transversale au niveau de la rue Joseph Ponsolle et relie pas le quartier des Barthes et la RN 117.

De plus, sur la RN 117, la société Cariane (Transport Express Régional - T.E.R. - sous forme de bus de la S.N.C.F.) et les Transports Palois Réunis - T.P.R. - (Transporteur RN 117 pour le compte du Syndicat des Transports Interurbains des Pyrénées-Atlantiques - S.T.I.P.A. -) ne s'arrêtent pas à Tarnos.

Une réflexion partenariale (Conseil Généraux 40 et 64, délégataires, commune de Tarnos) est à mener afin de compléter les horaires assurés par la société Doméjean et ainsi d'inciter les usagers du quartier des Barthes à utiliser les transports en commun sur la RN 117.

### ... et à venir.

Pour faire face à la situation progressive de saturation des axes de circulation entre l'agglomération bayonnaise et la frontière espagnole, les communes littorales situées entre Tarnos et Hendaye ont **adhéré au syndicat d'étude** pour la mise en place d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP) sous la forme d'un tram-train (transport combiné tramway et train sur la voie de chemin de fer actuelle Paris - Irun) dit « **Tram-Tram Transfrontalier** » (**T.T.T.**).

En fait, l'objectif final serait de raccorder le tram-train au TOPO (Hendaye - Saint-Sébastien), TCSP géré par la société de chemin de fer de la Communauté Autonome Basque, Euskotren.

Les enjeux de connexion au T.T.T. sont multiples :

- ▶ Enjeu de flux afin de permettre aux Tarnosiens, de pouvoir accéder rapidement aux pôles de l'agglomération bayonnaise et aux villes de l'Eurocité Bayonne-Saint-Sébastien,
- ▶ Enjeux d'attractivité, de développement et d'image pour Tarnos et la Communauté des Communes du Seignanx.

Ainsi, il est important de prendre en compte dès à présent ces deux échelles d'enjeux afin de **convertir la venue du T.T.T. en un moteur pour l'amélioration du fonctionnement urbain de l'ensemble de la ville de Tarnos.**

## 2.2.4. Un réseau de circulations douces en voie de développement

### > Les sentiers littoraux

Afin de découvrir et de profiter des richesses du littoral sans dégrader le milieu par piétinement, plusieurs sentiers pédestres ont été mis en place :

- ✓ le sentier de promenade du Massif des Forges de l'Adour (doté d'un guide de découverte réalisé et édité par l'Office National des Forêts),
- ✓ la promenade dunaire,
- ✓ la promenade des Allemands,
- ✓ le sentier des Pistes,



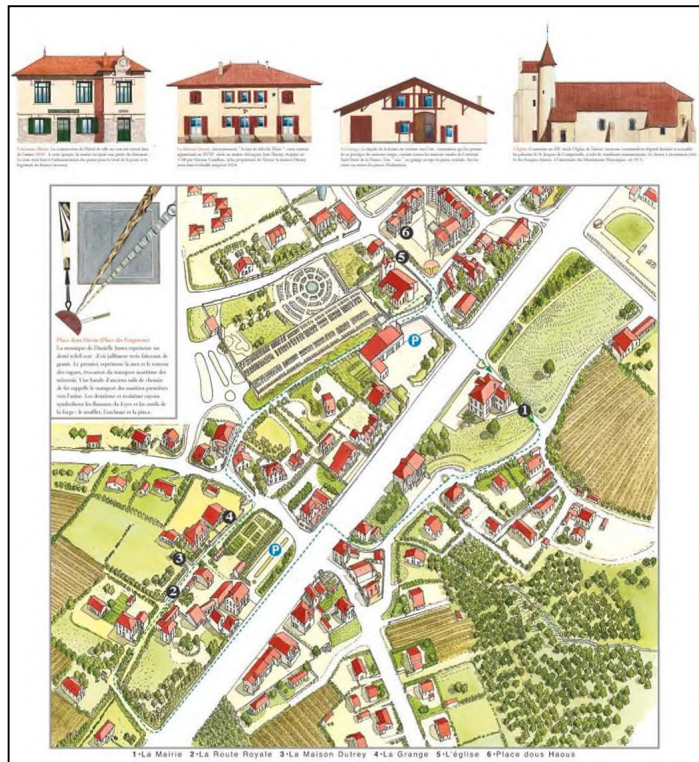
## > Les sentiers-patrimoine

Dans l'objectif de créer du lien social à travers la découverte du patrimoine bâti et naturel de la commune, deux sentiers-patrimoine ont été mis en place :

### Le sentier des Forges de l'Adour



### Le sentier du Centre-Ville



## > Les bandes cyclables

En attendant la création du tronçon tarnosien de la piste cyclable régionale Le Verdon – Hendaye et de la liaison cyclable Centre-Ville - plage du Métro, des bandes cyclables ont été matérialisées sur les avenues Julian Grimau et du 1<sup>er</sup> mai.

## 2.3. Les tendances de l'urbanisation

### 2.3.1. Les composantes actuelles de l'urbanisation

Comme évoqué ponctuellement dans les paragraphes précédents, Tarnos, commune péri-urbaine de 10 000 habitants superpose plusieurs types de formes urbaines qui ont connu et vont connaître des développements divers :

> **Le bourg rural** (constitué autour de la RN 10), a pris peu à peu, dans le cadre du processus progressif de **densification raisonnée** (opération décrites plus haut), les caractéristiques d'un **centre-ville**.

> **La Cité des Forges**, comme l'indique les premiers éléments de diagnostic de l'étude de Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P.) en cours, demeure une zone dense, même en comparaison avec les lotissements récents de Tarnos.

> **Le quartier des Barthes**, (développé le long de la RN 117 autour des lieux-dits Maubern et Baudonne) à l'instar du **quartier de l'Avenir**, (à proximité de la RN 10 et de la RD 85) comprennent une **urbanisation traditionnelle peu dense**.

> **Les lotissements pavillonnaires**, compte tenu des grandes époques de développement communal (23,5 % des constructions sont antérieures à 1949 et 40 % postérieures à 1975), constituent l'une des principales formes urbaines de Tarnos.

Ils ont d'abord été créés à l'ouest du bourg sur les principales voies (avenues Lénine, Julian Grimaud, Jean Jaurès, rue Joliot Curie) et carrefours de communication menant à la plage et/ou la zone industrielle ceinte d'une zone d'espaces boisés protégés.

L'Ouest en partie saturé étant devenu relativement cher face à une importante demande, la zone à l'Est immédiat de la RN 10 et du centre-ville s'est plus récemment ouverte à l'urbanisation (Castillon, Clos Saint-Jean, La Sablière, etc.) et constitue aujourd'hui le principal pôle d'accueil des nouvelles populations.

### 2.3.2. Une urbanisation de grande ampleur

L'analyse de l'urbanisation a été réalisée à travers l'observation de la localisation des 948 Permis de Construire (PC) destinés à l'habitat déposés entre 1990 à 2002 (voir carte page suivante), pour cela plusieurs secteurs géographiques ont été identifiés :

- Secteur 1 : Ouest de la voie ferrée : 81 PC,
- Secteur 2 : Entre la voie ferrée et la RN 10 : 349 PC,
- Secteur 3 : Entre la RN 10 et l'A 63 : 488 PC,
- Secteur 4 : Est de l'A 63 : 30 PC.

Le secteur n° 1 situé à l'Ouest de la voie ferrée, presque totalement urbanisé n'accueille plus que quelques réalisations ponctuelles sur des parcelles libres ou issues de la division de propriété bâties.

Le secteur n° 2 circonscrit entre la voie ferrée et la RN 10 dispose encore d'un certain capital spatial qui a permis le dépôt de 349 PC, mais il est à noter que le *lotissement communal du centre-bourg* en a drainé une partie.

Le secteur n°3 entre la RN 10 et l'A 63 a connu le plus fort développement avec 488 PC, notamment en raison de l'urbanisation de Castillon et du Clos Saint-Jean.

50 % des PC déposés entre 1990 et 2002 l'ont été dans le cadre d'une opération de lotissement soit ancien en fin de commercialisation (lotissements Victor Hugo, Hameau de Campot, Les Écureuils, Castillon, etc), soit en cours de réalisation (lotissements Le Clos St-Jean, Fringon II, etc).

Le quartier de l'Avenir en revanche s'est développé peu à peu sous la forme d'une urbanisation traditionnelle. Il est important dans ce secteur n°3 où les lotissements sont prégnants de conserver une zone d'habitat traditionnel, qui contribue à garder une trace du caractère rural de Tarnos. A ce titre, le quartier de l'Avenir conservera dans le présent P.L.U. un caractère peu dense.

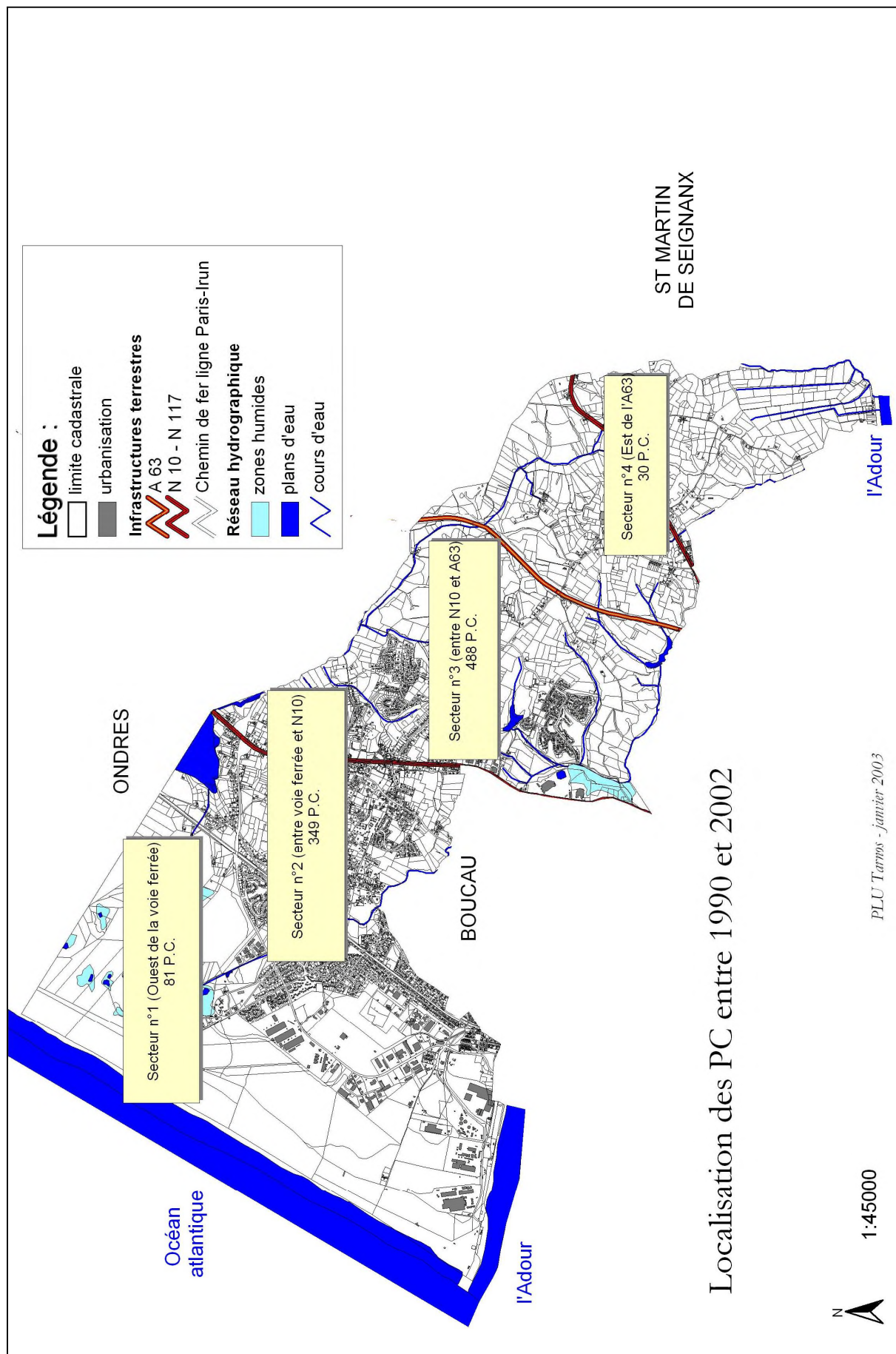
Le secteur n°4 à l'Ouest de l'A63, communément appelée quartier des Barthes, a conservé son caractère d'urbanisation traditionnelle peu dense. En effet, seuls 30 PC y ont été délivrés en 1990 et 2002. De même que pour le quartier de l'Avenir, le quartier des Barthes, dans un souci de respect de l'identité vernaculaire communale, demeurera un quartier d'urbanisation périphérique peu dense.

### 2.3.3. Un marché immobilier composite

Le recensement des opérations immobilières réalisées entre 1990 et 2002 ainsi que celles en projet, indiquent la présence de plusieurs types d'opérateurs :

- des opérateurs public (Office Public Départemental d'H.L.M.) ou para-public (Comité Ouvrier du Logement) qui réalisent des logements individuels mais en location,
- des opérateurs privés professionnels qui réalisent des opérations de grande envergure en plusieurs tranches,
- des particuliers qui commercialisent un bien familial en réalisant une petite opération de quelques lots.





**Lotissements réalisés entre 1990 et 2002**

Nom du lotissement	Date de création	Opérateur	Logements ou lots	Superficie moyenne (en m²)
Clos Saint-Jean	1990	S.A.R.L. Clos Saint-Jean	50	700
Castillon	1991	OPDHLM 40	30	600
La Sablière	1992	Société TEFIMA	7	650
La Planche	1992	Société HIRIGOYEN	10	1 000
Belle Chasse	1993	H. LADEVEZE	10	1 000
Clos Saint-Jean (sous-lot <sup>ti</sup> )	1996	S.A.R.L. Clos Saint-Jean	10	500 à 600
Ilot du Centre Bourg	1998	Société SAB	6	600
La Gentilhommière	1998	C.O.L.	5	650
Domét	1998	Consorts DOMET	22	600
Hontabat	1998	J-P. DAMESTOY	4	700
Les Corciers	1998/1999	C.O.L.	29	600
Le hameau des Cerisiers	2000	Société S.O.V.I.	40	600
Clos Saint-Jean (sous-lot <sup>ti</sup> )	2000	S.C.I. Clos Saint-Jean	4	1000
Le hameau des Cerisiers	2001	Sud-Ouest Village	40	600
Clos Saint-Jean (sous-lot <sup>ti</sup> )	2001	S.C.I. Clos Saint-Jean	4	1000
<b>Total réalisés entre 1990 et 2002</b>			<b>343</b>	

Source : Mairie de Tarnos

**Lotissements ou opérations en projet**

Nom du lotissement ou de l'opération	Date de livraison	Opérateur	Logements ou lots	Type de logements ou superficie moyenne
Lotissement Le Sabla	2003	GM IMMOBILIER	11	Logements en bande
Résidence Sobrim	2003	Société SOBRIM	180	Collectif
Résidence Le Bois des Pins	2003	IFO IMMOPOLIS	27	Collectif
Résidence La Cerisaie	2003	SFI FREYSSSELIN	23	Collectif
Lotissement Clos du Petit-Jean	2003	SEPIA / COL	39	Logements en bande
Résidence Le Bastian	2003	S.C.I. VICTOR HUGO	22	Collectif
Résidence Le Verger	2003	Didier CRUSENER	2	2 maisons individuelles
Résidence Mondia-Terra	2004	Société MONDIA-TERRA	12	Logements collectifs
Opération mixte Oihana	2004	MINDURRY Promotion	75 dont 16 lots	Logements collectifs et lots de 600 m²
Lotissement Darmendaritz	2004	DARMENDARITZ	6	900 m²
<b>Total en projet:</b>			<b>397</b>	

Source : Mairie de Tarnos

Il ressort que sur la majorité des opérations réalisées dans les années 1990, la taille de lots moyenne s'élevait à 600 m². Ce type de produit correspondait en fait à la capacité d'investissement des budgets des ménages accédant sur Tarnos, en majeure partie des ouvriers, professions intermédiaires et employés.

D'un point de vue spatial,

- les grosses opérations se sont réalisées à l'Est de la RN 10, où se trouvaient encore des zones libres,
- les petites opérations se sont en général réalisées au sein d'interstices demeurant vacants entre deux opérations réalisées antérieurement.

### 3. UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE IMPORTANTE ET VARIÉE

#### 3.1. Un tissu d'entreprises diversifié

Cette partie a été traitée sur la base du fichier Sirène, répertoire officiel où sont immatriculées toutes les entreprises<sup>1</sup> de France (y compris administration). L'I.N.S.É.É. attribue à chacune d'entre elles un identifiant numérique appelé numéro SIRET.

Le tissu économique de Tarnos est marqué par une grande diversité d'entreprises, tant par leur taille que par leur secteur d'activité.

La commune de Tarnos constitue au sein de l'agglomération bayonnaise un des principaux pôles d'activité industrielle et portuaire. A ce pôle, se greffe une importante activité tertiaire au service de la population locale et surtout cantonale.

#### Répartition des entreprises par tranche de salariés et secteur d'activité en 2002

Secteurs d'activité	Salariés						Total
	0	1 à 5	6 à 19	20 à 49	50 à 99	+ de 100	
Primaire	27	1	0	0	0	0	28
Secondaire	30	32	14	6	2	2	86
Tertiaire	99	94	26	14	0	3	236
Total	156	127	40	20	2	5	350

Source : I.N.S.É.É., fichier Sirène

L'éventail des 350 entreprises que compte Tarnos est en majeure partie constitué de petites unités : 127 d'entre elles emploient 1 à 5 salariés et 156 sont unipersonnelles (soit un total de 283 entreprises).

Cependant, en terme d'emploi, l'économie locale est dominée par 4 grandes entreprises qui concentrent un peu moins de 1 600 salariés (Turboméca dans l'aéronautique : 1 250 ; l'hypermarché Carrefour : 113 ; deux entreprises de transport routier : Norbert Dentressangle - 190 - et Giraud Sud - 137 -), soit environ 39 % des **4 128 emplois disponibles sur la commune**.

En matière d'accueil d'activités, le territoire communal est déséquilibré en faveur de sa partie ouest (océan - RN 10). Il faut y voir l'influence directe des infrastructures tel que le port, la voie de chemin de fer Paris-Irun et la RN 10.

##### 3.1.1. Un secteur tertiaire en plein essor

> **L'activité tertiaire** est générée en grande partie par les **espaces commerciaux** de la commune :

- ⇒ Espace Commercial L'Océan, à l'entrée de ville sud,
- ⇒ Espace commercial 2002, à l'entrée du centre-ville,
- ⇒ Espace commercial Salvador Allende,
- ⇒ Espace commercial du Centre-ville,
- ⇒ Espace commercial du Square Albert Mora,
- ⇒ Espace commercial de Lahoun,
- ⇒ Espace commercial de la Place de la Résistance,
- ⇒ Espace commercial de la Plage.

<sup>1</sup> Entreprises comprises comme unité juridiquement autonome, organisée pour la production d'un bien ou d'un service pour le marché.

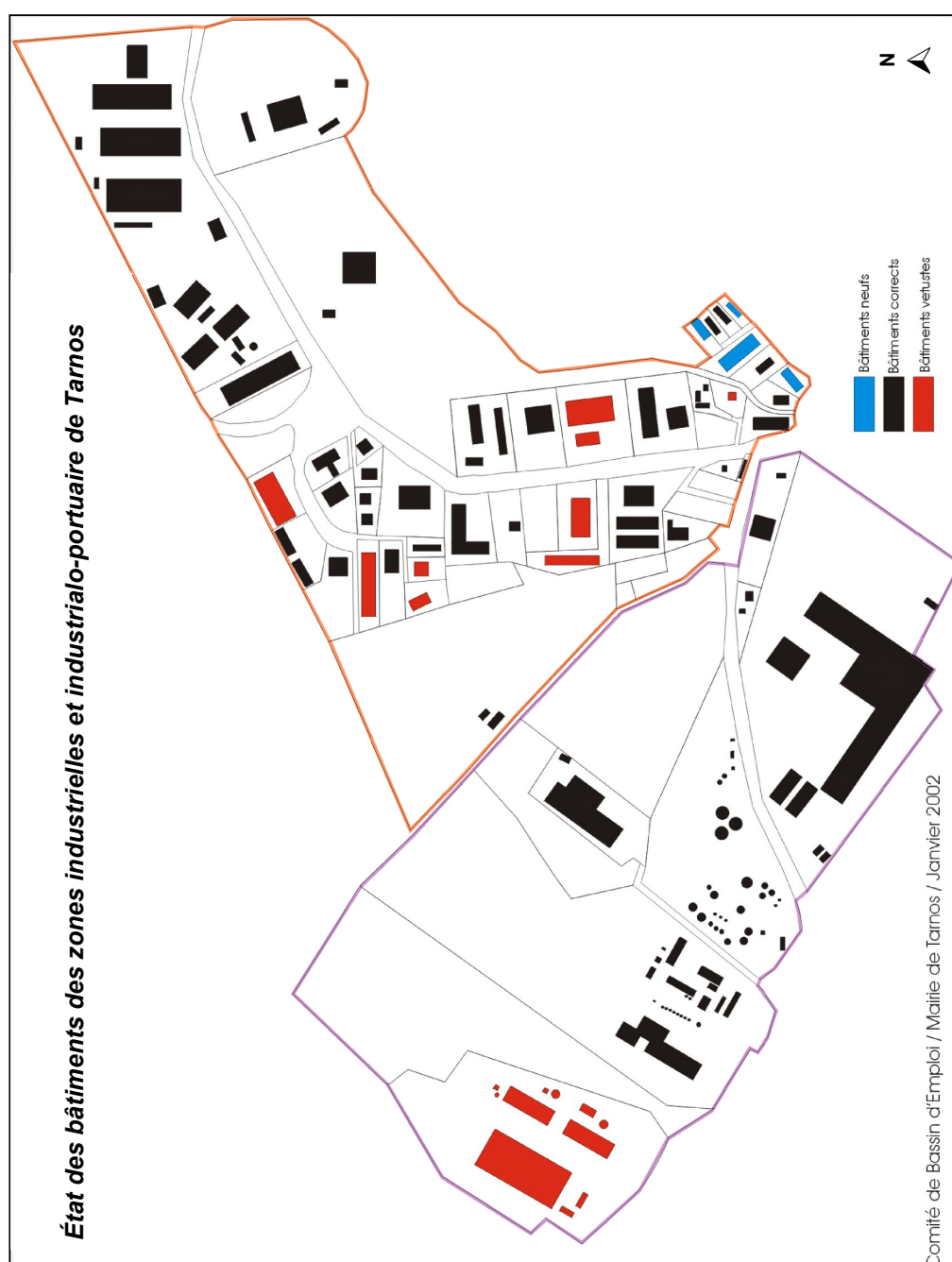
### 3.1.2. Un historique secteur secondaire en cours d'évolution

- > **L'activité industrielle et industrialo-portuaire** s'établit essentiellement à l'ouest de la voie ferrée, de part et d'autre de la RD 85 (Avenue du 1<sup>er</sup> Mai - Route du Port - Route de la Barre).

La commune de Tarnos est riche d'un passé industriel important. En effet, suite aux forges de l'Adour ouvertes en 1880 et fermées en 1965, s'est développée un espace comprenant 55 entreprises et occupant environ 230 hectares :

- ▶ Zone industrielle (détourée en orange) de 110 ha comprenant des grandes entreprises de l'aéronautique, des transports, des travaux publics, etc.,
- ▶ Zone industrialo-portuaire (détourée en violet) de 120 ha regroupant les activités en lien avec le port : industrie de base (aciérie, engrais, pétrochimie) et exportation de céréales.

Comme l'indique la carte ci-dessous, cet espace, bientôt quarantenaire est vieillissant. Un recyclage de certaines activités et une requalification environnementale sont à envisager.



En ce qui concerne l'espace portuaire géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie (C.C.I.) de Bayonne - Pays Basque, situé à cheval sur la Ville de Bayonne et la Commune de Tarnos, un protocole d'accord a été signé le 25 janvier 1997 entre les différentes parties prenantes\*, dans le but de définir une Charte de place portuaire précisant les axes de développement économique du Port ainsi que les moyens à mettre en œuvre à cette fin.

Un projet de Charte de place portuaire a été élaboré (non validé officiellement) de façon à étudier les aspects suivants :

- l'utilisation optimale de la partie industrielle du port,
- les fonctions industrielles et communales des zones dites de "bord à quai",
- la desserte terrestre (route et fer) interne et externe du port,
- le développement des espaces d'activités situées à l'intérieur du territoire.

Plusieurs projets sont en cours d'étude ou de réalisation :

- ▶ La capitainerie du Port devrait s'implanter sur le port de Tarnos,
- ▶ L'Hôtel de la Jetée devrait accueillir les bureaux de la D.D.E. maritime et l'atelier d'entretien de la flotte.
- ▶ L'extension de capacité de l'entreprise LBC/Sotrasol est à l'étude.
- ▶ L'implantation de la société espagnole Formol y Derivados spécialisée dans la fabrication de colle et de résine est à l'étude,

**Il est important de souligner que le Port ne compte pas seulement des enjeux liés au trafic. En effet, la fonction logistique est couplée à une réelle fonction sociale et économique (activités de transformation des matières premières) générant des emplois directs et indirects.**

**A ce titre, nous préférons donc l'appellation *zone industrialo-portuaire* à l'appellation *zone portuaire*.**

Il s'agit aujourd'hui de réfléchir à l'intégration de cet ensemble afin de le rendre compatible avec son voisinage : l'habitat et le tourisme.

Précisons qu'afin de soutenir l'enjeu socio-économique du Port, le Conseil Général des Landes a acheté les 12 ha de terrains laissés vacants par l'usine Socadour.

---

\* Entre l'État, la C.C.I. de Bayonne - Pays Basque et les différentes collectivités territoriales : le Conseil Régional, les Conseils Généraux des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, la Communauté d'Agglomération de Bayonne - Anglet - Biarritz, la Communauté de Communes du Seignanx et les Communes d'Anglet, Bayonne, Boucau, Mouguerre, Ondres, Saint-Martin-de-Seignanx et Tarnos.

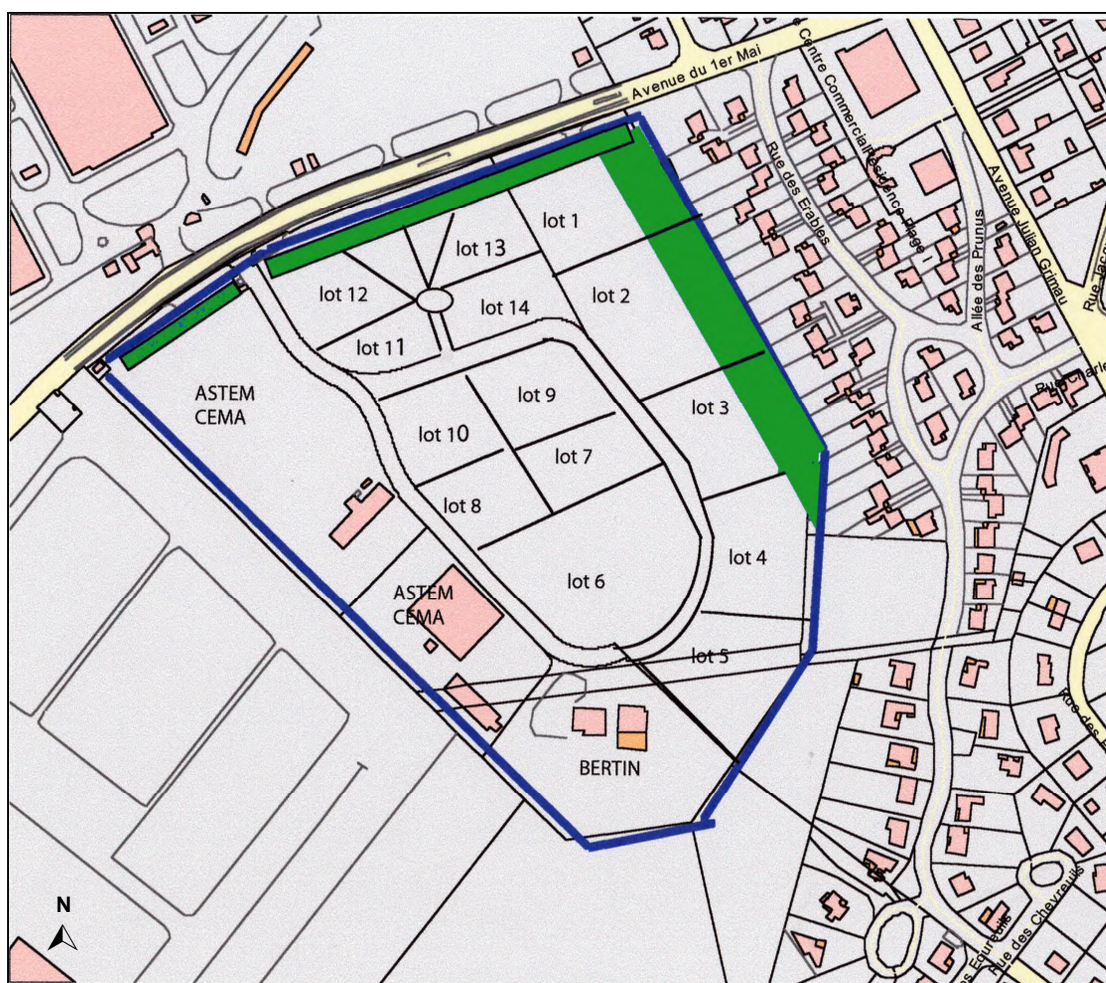


### > Le pôle technologique Jean BERTIN :

Intégré au sein de la zone industrielle, le pôle technologique Jean BERTIN s'inscrit à triple titre dans la logique de développement économique de Tarnos et de la Communauté des Communes du Seignanx :

- ⇒ il complète le panel des zones d'activités présentes de par sa vocation à regrouper les entreprises de haute technologie dans des secteurs tels que l'aéronautique, l'énergie et l'environnement,
- ⇒ cet espace vise à s'intégrer paysagèrement au sein du territoire (adoption d'une Charte pour un environnement de qualité) afin de favoriser la mixité fonctionnelle entre l'économie, l'habitat et le tourisme,
- ⇒ sa progressive constitution s'exerce par le biais de l'Association pour le Développement de l'Espace Technologique Jean Bertin (ADETech), structure partenariale associant les entreprises déjà présentes sur le pôle, la commune de Tarnos, le Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx, le Conseil Général des Landes (membres actifs), les chambres de Commerces et d'Industrie de Mont-de-Marsan et de Bayonne, la société Snecma/Turboméca et l'Union Régionale des S.C.O.P. d'Aquitaine (membres associés).

#### **Localisation du pôle technologique Jean Bertin**



### > Le lotissement Pierre Sébard :

Le lotissement Pierre Sébard situé dans le quartier de la Grande Baye accueille des entreprises à vocation artisanale (chaudronnerie, menuiserie), industrielle (mécanique générale de précision), commerciale (concession automobile) et de services (location de sanitaires mobiles et de matériel de Travaux Publics).

### > Deux petits espaces sur la RN 117 :

- ⇒ Une entreprise de vente de matériel agricole en limite avec Bayonne,
- ⇒ Trois entreprises accolées en limite avec Saint-Martin-de-Seignanx : garagiste, carrossier, casse automobile.

## 3.2. Le maintien de l'agriculture péri-urbaine

Les données issues des quatre derniers Recensements Généraux de l'Agriculture (R.G.A.) indiquent pour Tarnos des évolutions sociales et agricoles spécifiques. Entre 1979 et 2000, le mouvement de concentration des exploitations est moins soutenu à Tarnos que dans le canton de Saint-Martin-de-Seignanx.

Bien qu'inscrite dans un contexte de baisse depuis 1970, la Surface Agricole Utile (S.A.U.) a légèrement augmenté depuis 1979 et semble se stabiliser depuis 1988 tant sur Tarnos<sup>1</sup> que dans le Canton.

	Commune de Tarnos		Canton de Saint-Martin-de-Seignanx		Département des Landes	
	Exploitations	SAU (ha)	Exploitations	SAU (ha)	Exploitations	SAU (ha)
1970	70	435	518	4 380	17 057	203 633
1979	51	321	358	3 666	12 530	215 600
1988	46	360	283	3 849	10 031	224 896
2000	40	359	258	3 819	7 804	221 888
Évolution 1970/1979	- 27 %	- 26 %	- 31 %	- 16 %	- 27 %	+ 6 %
Évolution 1979/1988	- 10 %	+ 12 %	- 21 %	+ 5 %	- 20 %	+ 4 %
Évolution 1988/2000	- 13 %	- 0,3 %	- 9 %	- 0,8 %	- 22 %	- 1,3 %

Source : RGA 1970, 1979, 1988, 2000

### 3.2.1. L'importance et le rôle des exploitants double-actifs

S'agissant d'une commune péri-urbaine à vocation industrielle, il existe une tradition de double activité du chef d'exploitation et d'activité salariée pour le conjoint.

Ce mode de fonctionnement favorise ainsi la pérennité de certaines exploitations agricoles qui contribuent à conserver l'un des atouts majeurs du cadre de vie communal à savoir son caractère rural (notamment à l'Est de l'A 63).

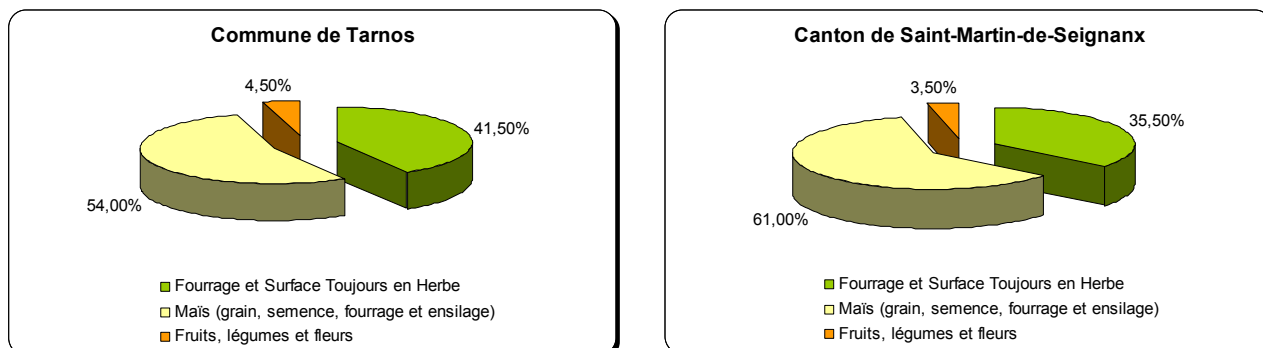
### > Les petites unités de production (- de 10 ha) de Tarnos résistent mieux à la concentration que celles du Canton et du Département.

En effet, la double activité des agriculteurs tarnosiens rend les petites exploitations (qui constituent 60 % du total) plus viables. Cet élément explique leur moindre compression depuis 1979 (- 21 %), contrairement à celles du canton, - 28 % dans la même période, qui n'en compte plus que 59 %.

<sup>1</sup> Ces fluctuations peuvent en partie tenir aux terres en fermage qui, à la faveur d'un changement de bail peuvent passer dans la S.A.U. d'une commune voisine (liée au siège de l'exploitant).

- > **Quant aux exploitations les plus vastes, supérieures à 30 ha**, elles regroupent 10 % de l'effectif agricole (+ 4 unités depuis 1979), contre 14 % dans le Canton.

### **Eventail des cultures en 2000 (source R.G.A.)**



### 3.2.2. Une Surface Agricole Utile stabilisée

En sus des données du R.G.A., afin de mieux définir les zones Agricoles (A) du P.L.U., une enquête agricole a été menée auprès de l'ensemble des exploitants tarnosiens (à l'exception de deux exploitants : un injoignable et un qui n'a pas souhaité répondre à cette enquête anonyme) entre mars et mai 2002.

Cette enquête a permis, suite à un entretien avec les exploitants agricoles de :

- définir l'état actuel de l'agriculture à Tarnos,
- prendre en compte les projets d'avenir des agriculteurs.

Les principaux enseignements de cette enquête sont les suivants :

- La surface agricole enquêtée représente environ 12 % de l'ensemble de la superficie communale,
- 40 exploitations (38 recensées) gèrent les 328 ha de superficie agricole communale enquêtée soit une taille moyenne d'exploitation avoisinant les 9 ha,
- La commune comptait 12 chefs d'exploitation à titre exclusif (et 28 exploitants double-actifs) en 2002,
- L'observation du foncier des exploitations de la commune indique que les structures des exploitations sont dans l'ensemble relativement regroupées,
- Les exploitations de faibles dimensions (S.A.U. < 10 ha) constituent plus de 70 % de l'ensemble. Dans ces zones traditionnellement laborieuses où les hommes sont attachés à leur terre mais où la pression foncière est très forte, le choix de production faisant appel à des cultures spéciales (maraîchage, horticulture), ainsi que la double activité permettent de compenser partiellement des structures foncières réduites.

Pour plus de détails, consulter le paragraphe 1.2 de la partie *analyse de l'état initial de l'environnement* du présent rapport de présentation.

### 3.3. Une activité touristique encore limitée

#### 3.3.1. Une faible notoriété touristique malgré un potentiel important et de qualité

Avec 5 kilomètres de côte Atlantique et 943 ha de forêt, la commune de Tarnos dispose d'un patrimoine naturel non négligeable. Contrairement au littoral basque et plus au nord à la côte landaise de Capbreton à Vieux-Boucau, la plage de Tarnos est encore peu aménagée. Elle est demeurée un Secteur d'Équilibre Naturel (S.É.N.) dans le cadre du Schéma d'Aménagement du Littoral de la Côte Aquitaine, défini par la Mission Interministérielle pour l'Aménagement de la Côte Aquitaine (M.I.A.C.A.) dans les années 1970. Puis, le Schéma de Cohérence pour l'Application de la Loi Littoral (loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral) sur la Côte des Landes, élaboré par la Préfecture des Landes dans les années 1990, a confirmé la volonté de préservation du littoral tarnosien et pris en compte les opérations dites « Plan-Plage ».

En fait, la commune ne dispose réellement que de 800 mètres de plages ouvertes au public : plages dites « la Digue » et « le Métro ». Le Ministère de la Défense détient 2 800 mètres, à usage de champ de tir. Une notoriété touristique encore limitée, associée aux possibilités limitées d'aménagement côtier autorisées par la loi littoral, n'ont à ce jour généré qu'une faible capacité d'accueil saisonnier par rapport au poids démographique communal (moins de 10%).

#### **Structure de la capacité d'accueil touristique de la commune de Tarnos**

Mode d'hébergement	Nombre ou désignation	Capacité d'accueil en nombre de lits, emplacements, etc.	Capacité d'accueil en équivalent personnes
Hôtellerie	Hôtel « le 10 »	10 chambres	20
Hébergement chez les particuliers	42 meublés touristiques	80 chambres	178
	12 gîtes 4 chambres d'hôtes	47 lits	71
Hébergement de plein air	Camping Jobel	80 emplacements	240
Village-vacances	La Forêt des Landes (Société Touristra)	130 chalets	442
<b>Capacité d'accueil totale</b>			<b>951</b>

*Sources : Comité Départemental du Tourisme des Landes, Office du Tourisme du Seignaux, Gîtes de France, Clévacances, juin 2003*

Ce sous-dimensionnement de la capacité d'accueil touristique notamment hôtelière et para-hôtelière ne permet pas à Tarnos l'accès au statut de « station balnéaire ».

#### 3.2.2. Une vocation touristique à développer

Toutefois, un certain nombre d'actions entreprises sont susceptibles de faire évoluer la vocation touristique de la commune, avec notamment :

- la création de nouvelles places de stationnement sous couvert forestier et d'une aire de pique-nique afin de maîtriser les stationnements et les occupations dans la forêt de protection,
- la création d'un pôle de services pour les usagers de la plage du Métro, en retrait du poste de secours, comportant locaux d'information, de services et sanitaires,
- la mise en place d'un Office de Tourisme Communautaire, chargé d'assurer la promotion touristique de Tarnos et de l'ensemble des communes du Seignaux. Une antenne de l'Office est ouverte l'été au niveau du pôle de services de la plage du Métro.

# ENJEUX DÉCOULANT DU DIAGNOSTIC COMMUNAL

## ATOUTS :

- Une commune en pleine dynamique démographique
- Des richesses architecturales, environnementales et paysagères
- Une ville périphérique active et pourvue d'une économie diversifiée (industrie, artisanat, agriculture, commerces et services)

## FAIBLESSES :

- Une ville coupée par les grandes infrastructures nord-sud (voie ferrée Paris - Irun, RN 10, A 63 et RN 117)
- Un réseau viaire peu maillé suite à la forte urbanisation sous forme de lotissements pavillonnaires aboutissant en impasse
- Des transports en commun à développer
- Des zones industrielle et industrialo-portuaire vieillissantes
- Un potentiel touristique encore peu exploité

## ENJEUX :

- ◆ Gérer la forte pression foncière face à la saturation du B.A.B. et à la flambée des prix des terrains et de l'immobilier de la périphérie sud de cette agglomération
- ◆ Assurer un développement cohérent de l'urbanisation :
  - > Maîtriser l'urbanisation et favoriser les liens interquartiers
  - > Donner un échelle humaine et urbaine au centre-ville
  - > Créer les équipements et les réseaux publics nécessaires
- ◆ Pérenniser le cadre de vie communal :
  - > Protéger et mettre en valeur les espaces naturels
  - > Conserver les espaces d'urbanisation traditionnelle et les paysages
  - > Préserver les espaces nécessaires à l'activité agricole
- ◆ Encadrer le développement économique :
  - > Requalifier les zones industrielle et industrialo-portuaire
  - > Créer une offre complémentaire
  - > Favoriser le développement du tourisme

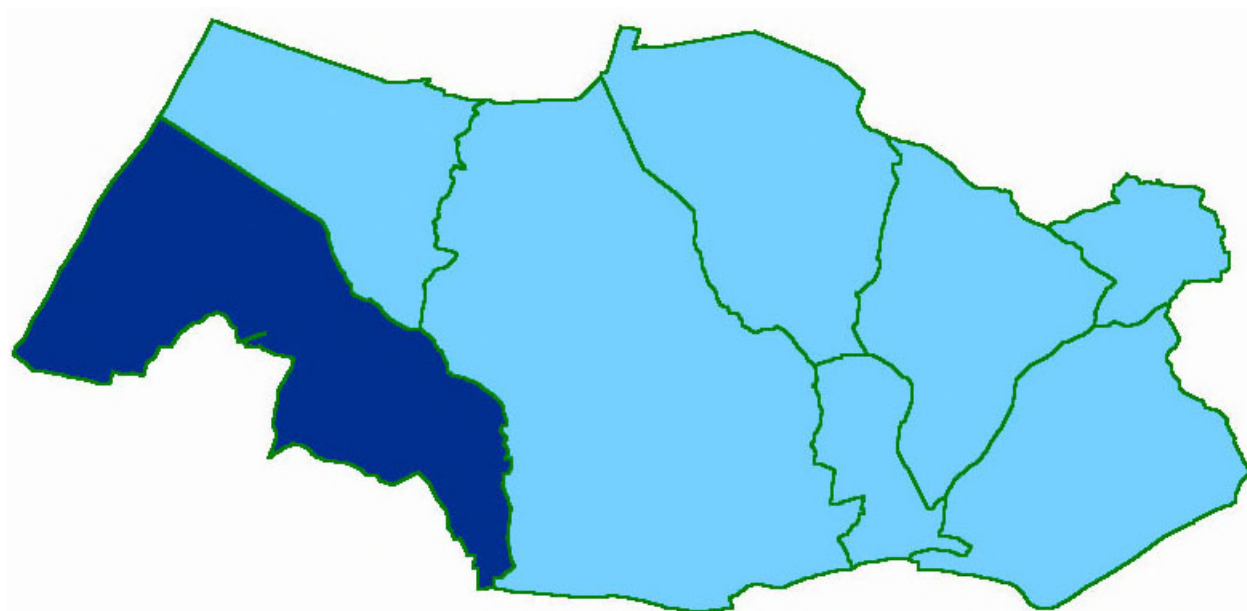


# **ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**



# PLAN LOCAL D'URBANISME

Communauté de Communes du Seignanx  
**Commune de Tarnos**



## Analyse de l'état initial de l'environnement Janvier 2003

CENTRE PERMANENT  
D'INITIATIVES  
POUR L'ENVIRONNEMENT

ARREMONTE - 40 390 SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX  
Tél : 05 59 56 16 20 - Fax : 05 59 56 55 45 - Courriel : [cpie-pays-de-seignanx@wanadoo.fr](mailto:cpie-pays-de-seignanx@wanadoo.fr)  
Membre de l'Union Nationale des CPIE - Reconnue d'utilité publique

Association Nature&Loisirs labellisée CPIE - SIRET 401 948 492 00020 - Code APE : 925E

<b>TABLE DES CARTES</b>
-------------------------

**Cadre physique :**

Carte n°1	: Géologie .....	81
Carte n°2	: Altitudes .....	82
Carte n°3	: Pentes.....	83
Carte n°4	: Réseau hydrographique .....	84
Carte n°4a	: Bassins versants.....	85
Carte n°4b	: Sous bassins versants.....	86

**Occupation du sol :**

Carte n°5	: Zones Naturelles.....	87
Carte n°6	: Zones Agricoles .....	88

**Mesures générales de protection :**

Carte n°7	: Inventaires des Z.N.I.E.F.F.....	89
Carte n°8	: Zonages administratifs.....	90
Carte n°9	: Espaces bénéficiant d'une protection.....	91

**Risques majeurs :**

Carte n°10	: Périmètres SEVESO.....	92
Carte n°11	: Zones inondables des Barthes de l'Adour.....	93
Carte n°12	: Sensibilité érosive des sols .....	94



## AVANT - PROPOS

L'étude développée ici a été réalisée par le C.P.I.E. Pays de Seignanx à la demande de la Communauté de Communes du Seignanx dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Tarnos. Cette étude vise à décrire les différents milieux naturels présents sur le territoire communal, à faire le point sur les mesures de protection dont ils bénéficient et à évaluer dans la mesure du possible les risques technologiques et naturels prévisibles.

Ce travail s'appuie en grande partie sur des études récentes effectuées sur Tarnos ou plus largement sur le Seignanx : rapport de présentation du projet de P.O.S. réalisé par le bureau d'études MÉTAPHORE et diagnostic des espaces naturels du Seignanx effectué par le C.P.I.E. Pays de Seignanx dans le cadre de la mise en place du S.C.O.T. de l'agglomération de Bayonne et du sud des Landes. Il intègre aussi des éléments récents comme le zonage Natura 2000 ou le pré-zonage des zones vertes.

Des analyses cartographiques et des planches photographiques illustrent cette étude. Précisons néanmoins que si cette étude essaie de présenter un large inventaire des espèces et habitats du territoire, elle ne peut prétendre à l'exhaustivité.

La dernière partie concerne les risques naturels prévisibles et technologiques établis également à partir de recherches bibliographiques et de documents de référence parmi lesquels « Les risques majeurs du Département des Landes » de la Préfecture, la cartographie des zones inondables, etc.

Concernant les risques naturels, la notion de « prévisible » correspond à des phénomènes qui ont déjà été observés par le passé (inondations, glissements de terrain, etc.). Signalons toutefois que la notion de « prévisible » ne concerne que l'occurrence des événements. En effet, l'intensité future des événements reste soumise à des phénomènes naturels et anthropiques (évolution du climat, aménagements, etc.).

## 1. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

### 1.1. Cadre physique

La Commune de Tarnos, située à l'extrême sud-ouest du département présente un territoire contrasté. Trois zones apparaissent distinctement :

- La côte océane où le sable et la forêt de pins maritimes dominent
- Les Barthes de l'Adour, larges plaines alluviales où alternent cultures, prairies et boisements humides.
- Le coteau, sur lequel les terrains argilo-calcaires définissent un paysage vallonné.

Ce territoire est fortement marqué par la présence de l'eau : l'océan à l'ouest, l'Adour au sud et un chevelu hydrographique dense associé aux zones humides remarquables (Barthes de l'Adour, zones humides de l'arrière dune, étang de Garros, etc.)

#### 1.1.1. Géologie et pédologie (carte n°1)

Sur le plan géologique, le territoire de Tarnos comprend trois ensembles bien distincts : la zone dunaire, le plateau et la plaine alluviale des Barthes de l'Adour.

#### **La zone dunaire**

À l'ouest de la voie ferrée ce territoire sablonneux d'origine éolienne se sépare lui même en deux unités :

- *le cordon dunaire littoral* : la dune actuelle, composée de dépôts littoraux sableux, large de 200 à 300 m s'étend sur 2 km. Toujours active cette dune est sans cesse remaniée par l'activité conjuguée de la mer, du vent et de l'homme.
- *le domaine des dunes modernes* : ce secteur entièrement plat est composé de sables marins et dunes, qui plus au nord forme les dunes modernes (cf. plus loin la description topographique).

Le domaine des dunes anciennes, présent à Ondres et au nord, ne constitue plus que quelques îlots sur la Commune de Tarnos notamment au sud de l'étang de Garros. La création de ces dunes a conduit au comblement de l'exutoire des ruisseaux et à la formation des nombreux étangs landais situés plus au nord (dont Garros constitue la limite sud), ainsi que des diverses zones humides de cette région.

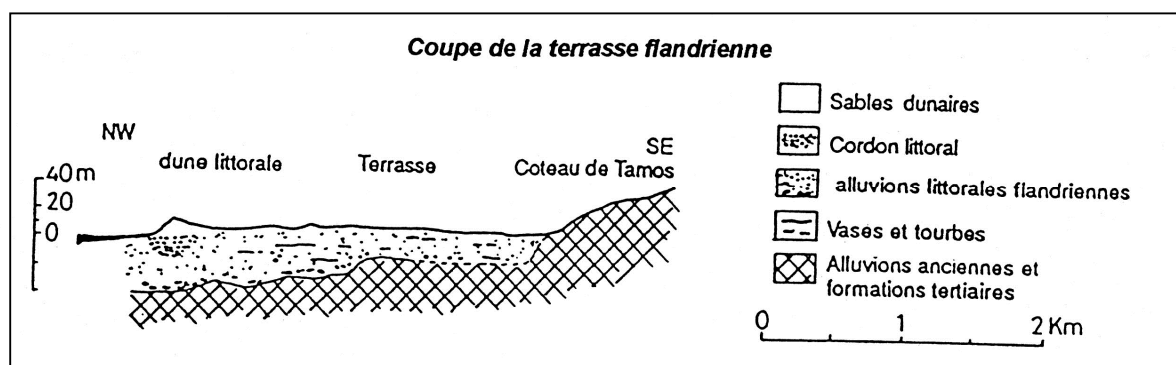
Concernant l'étude des sols, le cordon dunaire est de réaction alcaline sur une très étroite largeur, puis neutre, la majeure partie de ces sols étant ensuite très acide ; l'érosion continue entraîne le mouvement des sables, en zone non fixée, vers l'intérieur des terres. Cette zone dunaire possède une faible capacité de rétention des eaux de 6 à 50 mm.

Quelques cultures maigres sont effectuées derrière le cordon littoral, la majeure partie du sol étant couverte de forêt de Pin maritime.

#### **La zone collinaire**

À l'est de la voie ferrée, les terrains argilo-sableux s'organisent en terrasses et se poursuivent plus largement dans tout le Seignanx. Il est possible de distinguer deux zones :

- **La terrasse marine du Flandrien de 2 km de large mise en évidence entre Biarritz et Hossegor : ①**



① P. Legigan et H. Shoeller, *Laboratoire de Géologie, faculté de sciences de Bordeaux*

Le sous-sol de cette terrasse, relativement homogène est composé de sables, graviers et petits galets, ainsi que de vases fluvio-marines. Le seul facteur de différenciation entrant en jeu étant la faible profondeur de la nappe phréatique qui génère ponctuellement certains caractères d'hydromorphie.

- **Le plateau :**

Le sous-sol est essentiellement composé de formations géologiques tertiaires avec quelques pointements crétacés. On décompose le plateau en deux parties :

- La partie haute du plateau : Les matériaux comportent une stratigraphie un peu complexe où la molasse méridionale de base est recouverte par les sables fauves datés du Mio-Pliocène suivant les géologues, avec des recouvrements longitudinaux d'argiles à galets en suivant les vallées. Ainsi, ce sont les sables fauves qui sont le matériel le plus caractéristique.

La genèse des « sables fauves » serait un dépôt fluvio-marin littoral. Ce sont des sédiments fins limono-argileux ou des sables grossiers à quelques graviers, et leurs faciès intermédiaires. De couleurs rougeâtres (fauves à rouges), ils sont sensibles à l'érosion et au colluvionnement. On trouve sur le replat des sols lessivés, acides et à pseudogley.

Sur les versants, les rajeunissements donnent naissance à des sols bruns à bruns lessivés, plus ou moins acides à pseudogley variable, à battance nette mais non généralisée. Dans les sols profonds (mais non sans obstacle mécanique aux racines) de la zone de plateau, la réserve en eau facilement utilisable (RFU) est élevée : 65 mm à 150 mm. Signalons que cette unité peut comprendre une certaine hétérogénéité de la couverture pédologique mal définie par manque d'études.

- Le fond des vallées : Le plateau est profondément découpé par le réseau hydrographique formant des vallées. Dans le fond de ces vallées se succèdent des calcaires fins et sableux à nombreux bioclastes, des sables argileux à micro-organismes marins avec des passées marneuses.

### Les Barthes de l'Adour

Dans la zone alluviale de la basse vallée de l'Adour, la texture et la charge en calcaire peuvent être indépendantes de la nature des berges de la basse vallée mais varient suivant les lois ci-après.

- *Longitudinalement*, les textures sont variables, plutôt légère (sablo-limoneuse) dans les tronçons étroits, un peu plus lourdes (chargées en argiles) dans les secteurs larges. Vers l'aval, en s'approchant de l'océan, dans la zone d'influence des marées, la sédimentation des « limons » en suspension dans l'eau des rivières, au contact des eaux saumâtres des estuaires, donne des textures argileuses (zone dite « eustatique »).

- *Transversalement*, les bordures du cours d'eau ou bourrelets de berge, surélevées par rapport au reste du transect (barthes hautes), sont de texture plus grossière (plus sableuse ou plus limoneuse) et mieux drainées alors que la plaine d'étalement des inondations a une texture qui s'enrichit en argile plus on s'éloigne du cours d'eau jusqu'au niveau de la gouttière de piedmont qui est la zone la plus basse (barthes basses), là où se décante la charge solide des eaux.

Dans cette plaine, les anciens chenaux et méandres, déprimés, sont des zones humides argileuses. Ailleurs, des excès d'eau se manifestent à la confluence de plusieurs cours d'eau d'où des mouillères. La Réserve en eau Facilement Utilisable (R.F.U.) de ces sols est de 40 à 85 mm au minimum.

Dans la mesure où le milieu a fait l'objet d'aménagements hydrauliques, la présence de sols profonds, sans obstacle mécanique à la pénétration des racines, non appauvris chimiquement confère à ce territoire un potentiel agronomique notable. Ce potentiel est toutefois à moduler par un contexte d'inondation fort, induisant des contraintes d'exploitation très importantes.

### 1.1.2. Topographie (carte n°2)

Le cordon dunaire constitue un petit relief haut de 12 à 16 mètres.

Spatialement, la voie de chemin de fer marque une nette ligne de rupture de relief :

- A l'ouest de cette ligne, la topographie de la zone des dunes modernes s'avère être relativement plane et homogène, les points les plus élevés ne dépassant pas 10 mètres NGF.
- A l'est de la voie ferrée, les altitudes s'affirment pour atteindre plus de 40 mètres, avec un maximum altitudinal de 50 mètres NGF au quartier de la Humère. Il s'y succède une série de vallonements dans lesquels s'encaisse le réseau hydrographique.
- La dernière variation de relief notable à affecter le territoire communal est celle du secteur des Barthes. Au sud-est du chemin de l'Adour, on passe de façon instantanée à un relief de plaine, celle des bords de l'Adour. On y enregistre les niveaux les plus bas, près de 2 mètres NGF, d'où le caractère inondable du secteur.

### 1.1.3. Pente (carte n°3)

A l'est de la voie ferrée se succède une série de vallonements avec de fortes variations de l'altitude associées à des pentes fréquemment comprises entre 8° (soit 14%) et 16° (soit 29%) - carte n°3 -. Cette zone est particulièrement sensible aux phénomènes d'érosion liés à la pente qui se produisent sur des sols dont la pente est supérieure à 5% (soit 3°) (ROBERT M., 1996). Ce pourcentage est un seuil minimum auquel il faut rajouter les caractéristiques climatiques (intensité et fréquence de la pluviométrie) et les pratiques culturales (sols nus, prairies, boisements, etc.).

D'après la Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive du département des Landes, Tarnos fait parti des communes à risques de glissements de terrain. Le phénomène des mouvements de terrain se caractérise par des affaissements de terrain dus essentiellement à des pluies torrentielles (SIDPC, 1996).

Les risques majeurs liés aux glissements de terrain sur la Commune de Tarnos sont traités dans la dernière partie de ce document.

### 1.1.4. Climatologie

Le climat est de type océanique. La Commune est sous l'influence de l'Océan Atlantique. Le climat est très doux réchauffé par le Gulf Stream.

L'entrée des masses d'air océanique se fait entre la zone forestière de la Haute-Lande et les Pyrénées.



Les hivers sont en général humides et cléments, sur le plan de la température (moyenne 7°C) mais les brouillards sont fréquents, la neige n'apparaît que exceptionnellement. Les printemps souvent pluvieux et peu ensoleillés, posent quelques problèmes sur le semis de maïs.

Les étés sont secs et très ensoleillés avec de fortes montées des températures (moyenne 20°C) provoquant des activités orageuses imparfaitement réparties, les automnes sont doux et lumineux.

L'ensoleillement est moyen : 1900 heures.

#### 1.1.5. Hydrologie (carte n°4)

Le territoire communal est fortement marqué par la présence de l'eau : l'Océan à l'ouest, l'Adour au Sud, et un réseau hydrographique dense.

Les risques majeurs liés aux inondations sur la Commune de Tarnos sont traités dans la dernière partie de ce document.

Le réseau hydrographique se partage en deux bassins versants (carte n°4a) chacun découpés en deux sous bassins versants (carte n°4b) :

##### **Bassin versant du Boudigau au nord**

- **Sous bassin versant de l'Anguillère, au nord (superficie de 50 km²) :**

Ce bassin versant draine les eaux de la Palibe (et de ses nombreux affluents) puis du canal de l'Anguillère jusqu'à leur exutoire, le Boudigau.

**Le ruisseau de la Palibe** a fait l'objet d'une mise en canal sur une partie de son cours, juste avant son exutoire, l'étang de Garros.

- **Patrimoine biologique pisciaire :**

Les pêches électriques réalisées sur le ruisseau par la Fédération de pêche des Landes en 2000 montrent un peuplement piscicole qui se compose de huit espèces dont trois prédominantes ; une espèce migratrice l'Anguille (enjeu à l'échelle européenne) et deux espèces strictement d'eau douce le Goujon et la Perche soleil.

Le maintien de la présence de l'Anguille repose sur la qualité de l'eau, l'accès du cours d'eau aux migrateurs et le respect des périodes de migration de cette espèce.

L'étang de Garros a fait l'objet de pêches aux filets (FLPPMA, 2000). Le peuplement piscicole se compose de 8 espèces d'eau douce dont 3 carnassiers (Gardon, Rotengle, Ablette, Brème, Carpe, Sandre, Brochet et Black-bass) et 2 espèces amphihalines (Mulet et Anguille).

- **Qualité physico-chimique :**

La qualité physico-chimique des eaux du canal de la Palibe varie entre une eau de qualité « passable » par temps sec à « pollution excessive » en période d'étiage par temps humide (SCE, 2000B).

La classe de qualité est donnée par le paramètre général le plus défavorable. La comparaison des paramètres fournis par le Comité de rivière<sup>1</sup> permet d'identifier la DCO<sup>2</sup> et la DBO<sub>5</sub><sup>3</sup> comme paramètres déclassant.

De plus, les suivis montrent l'effet des précipitations orageuses sur la qualité des hydrosystèmes. C'est probablement les conséquences de déversements des réseaux d'assainissement (déversoirs d'orage ou trop pleins de postes de relèvement), de rejets directs ou encore de dysfonctionnement de dispositifs d'assainissement individuels.

<sup>1</sup> Comité de rivière des bassins versants du Bourret et du Boudigau dans le cadre du contrat de rivière Bourret/Boudigau

<sup>2</sup> DCO : demande chimique en oxygène correspondant à toutes les matières organiques contenues biodégradables ou non

<sup>3</sup> DBO<sub>5</sub> : demande biochimique en oxygène liée aux phénomènes d'autoépuration naturelle dans les eaux superficielles

## Les milieux aquatiques :



Étang de Garros situé sur le domaine des dunes anciennes, aux pieds de la zone collinaire très boisée.



Le développement estival de la végétation invasive, ici la Jussie (*Ludwigia grandifolia*), pose un problème hydraulique (ralentissement du débit) et un problème physico-chimique (appauvrissement en oxygène dissous asphyxiant le milieu et ses habitants).

*Crédit photos : C.P.I.E. Pays de Seignanx*

- **Qualité bactériologique :**

La qualité bactériologique du canal de la Palibe varie entre une eau de qualité « moyenne » en période de hautes eaux à « très mauvaise » en période d'étiage. Associée à la baisse du niveau de l'eau l'augmentation estivale des températures participe à l'augmentation excessive des bactéries et à une forte dégradation de la qualité de l'eau (SCE, 2000B).

- **Etat des lieux morphologique :**

Sur la partie située en amont du pont entre la Palibe et le Prat des embâcles obstruant le cours d'eau ont été constatés ainsi que des ouvrages dégradés (SCE, 2000B).

**L'étang de Garros** souffre d'envasement et d'un comblement accéléré qui le condamne dans un avenir proche. En effet, une étude a mis en évidence le comblement du lac par la vase et le sable et l'impact négatif sur les populations de poissons. Afin de lutter en partie contre cet envasement, un bassin dessableur a été créé à l'entrée de l'étang de Garros sur la Palibe afin de ralentir le courant et de permettre la décantation des matières en suspension non plus dans l'étang mais dans une zone dont les vases sont retirées régulièrement.

- **Sous bassin versant de l'Aygasse, au sud (superficie de 5.7 km<sup>2</sup>)**

Ce ruisseau, Aygasse ou Aygas selon les auteurs, prend naissance au lieu dit Matignon (limite Boucau - Tarnos) et se développe sur environ 3,5 km. Il alimente, à l'aval, les zones humides dites « du Métro » (terrains de la piste, du Métro et de la Baleye).

Ne développant aucun affluent, ses eaux sont stockées dans les zones humides du Métro et de la Baleye. Le fonctionnement hydraulique des zones humides est généralement marqué par un fort marnage conduisant à de vastes inondations en période hivernale et à une quasi disparition de l'eau en période estivale.

En traversant une partie de la zone urbaine de Tarnos ce ruisseau constitue une véritable coulée verte. En effet, ce ruisseau présente une variété intéressante de paysages : vallées moyennes à encaissées, bois de versant ou boisements humides, écoulements variés entre ruisseaux et canaux, etc.

- **Patrimoine biologique pisciaire :**

Les pêches électriques réalisées par la Fédération de pêche des Landes en 2000 révèlent un peuplement piscicole qui se compose de deux espèces ; la Perche soleil et la Loche franche. Le patrimoine biologique pisciaire de l'Aygasse est pauvre avec une biomasse totale par hectare proche de zéro.

- **Qualité physico-chimique :**

De par sa situation urbaine, l'Aygasse fait l'objet de trois sites de mesure de la qualité de l'eau répartis sur les 3,5 km. Deux des trois sites, situés en aval, montrent une qualité du cours d'eau qui varie entre une eau de qualité « passable » au printemps (hautes eaux) à « médiocre » en période d'étiage (SCE, 2000B). Le site situé le plus en amont montre une qualité de l'eau, légèrement différente, variant entre une eau de qualité « passable » par temps sec à « médiocre » en période d'étiage par temps humide uniquement (SCE, 2000B).

La classe de qualité est donnée par le paramètre général le plus défavorable. La comparaison des paramètres fournis par le Comité de rivière<sup>1</sup> permet d'identifier comme paramètre déclassant principal la DBO<sub>5</sub><sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Comité de rivière des bassins versants du Bourret et du Boudigau (contrat de rivière signé le 15 mai 2002)

<sup>2</sup> DBO<sub>5</sub> : demande biochimique en oxygène liée aux phénomènes d'autoépuration naturelle dans les eaux superficielles

De plus, les suivis montrent l'effet des précipitations orageuses sur la qualité des hydrosystèmes. En effet, par temps de pluie la qualité de l'eau déjà « passable » devient « médiocre » quelque soit le site de prélèvement sur le cours d'eau. Ce phénomène est accentué par le faible niveau de l'eau en période d'étiage. C'est probablement les conséquences de déversements des réseaux d'assainissement (déversoirs d'orage ou trop pleins de postes de relèvement), de rejets directs ou encore de dysfonctionnement de dispositifs d'assainissement individuels.

- **Qualité bactériologique :**

D'après une autre étude (SCE, 2000A), la qualité bactériologique des eaux de l'Aygasse est dégradée sur tout le linéaire, le ruisseau est hors classe pour la bactériologie et pour les odeurs d'eaux usées en période d'étiage. En particulier les eaux du pont de la RD 81 sont de « très mauvaise » qualité quelque soit la période des prélèvements.

- **Etat des lieux morphologique :**

Sur la partie amont du cours d'eau l'érosion des berges menace d'autant plus que l'on observe une absence de végétation en pied de berges dans une zone de cultures située en amont du pont de la D427 (SCE, 2000A ET 2000B).

La conséquence de l'érosion est l'ensablement du lit mineur sur la moitié aval du cours d'eau. Le manque d'entretien du cours d'eau et l'absence de ripisylve favorisent la prolifération de la végétation aquatique qui abouti à terme à une diminution de la section d'écoulement et favorise les débordements et les inondations (SCE, 2000B).

Les altérations (physico-chimiques, bactériologiques, ensablement, etc.) qui touchent le cours d'eau menacent également les zones humides (Métro, etc.) alimentées par l'Aygasse.

### **Bassin-versant de l'Adour, au sud :**

- **Sous bassin versant des barthes, à l'est :**

Le bassin versant de l'Adour draine le secteur des Barthes et de la zone de coteau par l'intermédiaire de ruisseaux mais également d'esteys (canaux ou ruisseaux endigués collectant les eaux pluviales en bas du coteau) et de canaux d'assainissement.

A l'intersection des esteys et de l'Adour, des portes empêchent la remontée des eaux du fleuve à marée haute.

Ce système d'assainissement conçu au XVII<sup>ème</sup> siècle par les Hollandais a connu un certain abandon, d'où une certaine détérioration de l'écoulement.

Ce bassin versant comprend quelques étangs artificiels destinés à la chasse au gibier d'eau (lacs de tonne).

- **Sous bassin versant du moulin de Pey, à l'ouest :**

Le bassin versant de l'Adour draine également le secteur du lac de Castillon et du Moulin de Pey. Cette zone se différencie des autres sous bassins versants par un paysage forestier, peu urbanisé et un réseau de cours d'eau très encaissé associé à des zones humides (phragmitaies, plan d'eau, etc.).

Il est intéressant de remarquer que ce sous bassin versant n'est pas envahi par la jussie. Son isolement hydrographique des barthes, de l'Aygasse et de la Palibe l'a protégé de toute contamination. Cependant les résidus issus des campagnes d'arrachage de la jussie pourraient compromettre cet isolement. Il est donc important de prendre en compte la particularité de ce sous bassin versant lors de la recherche de sites de stockage des résidus de jussie.



## 1.2. Occupation du sol

### 1.2.1. Zones naturelles (carte n°5)

#### La zone littorale

A partir de la façade atlantique se succèdent différents faciès allant de la dune embryonnaire à la dune boisée.

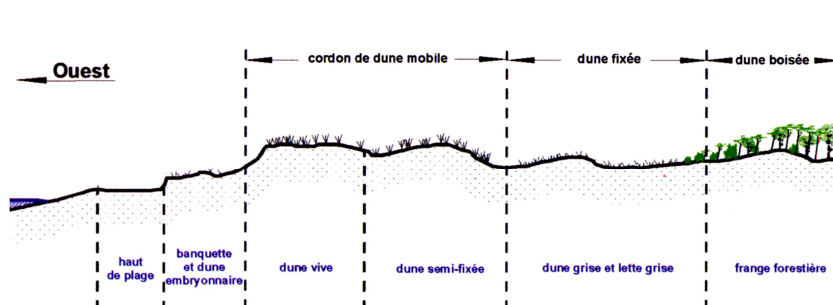
On distingue trois unités écologiques ayant chacune leurs caractéristiques physiques et biologiques propres :

- **La dune**, regroupant la partie dunaire (haut de plage, dune embryonnaire, dune blanche, dune et lette grise) et la frange forestière
- **La forêt dunale** formée de la forêt de protection et de la forêt de production
- **Les zones humides d'arrière-dune**

#### o **La dune**

La façade littorale atlantique présente généralement une géomorphologie faisant apparaître différents faciès (cf. schéma ci-dessous).

Sur Tarnos, ces faciès sont bien représentés, mais l'édifice dunaire ne montre pas un relief marqué (altitude ne dépassant pas 5 mètres).



Source : Guide la fore des dunes littorales sous la direction de J. Favennec - ONF

La colonisation de la végétation des différents faciès est fonction des facteurs de dynamique côtière (marée, salinité, etc.) notamment à proximité immédiate du rivage, et plus des conditions locales (sol,...) lorsque l'on s'avance vers l'intérieur des terres.

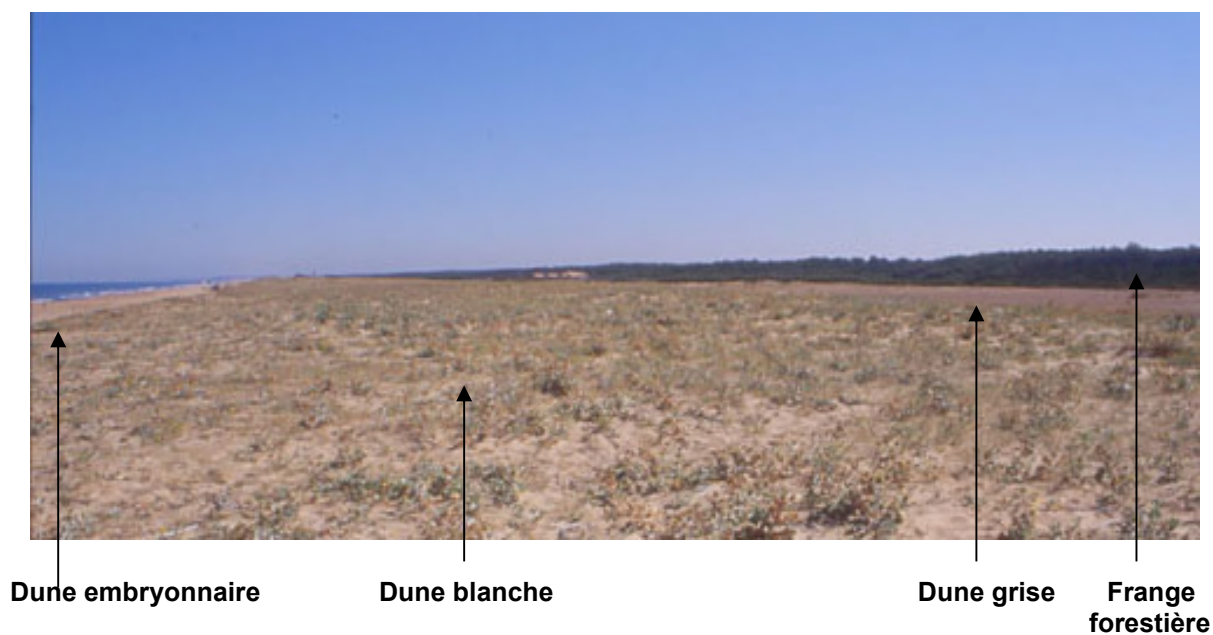
On rencontre des espèces végétales spécifiques du milieu dunaire : L'Agropyron (*Agropyrum junceum*), le Cakilier maritime (*Cakile maritima*), l'Euphorbe maritime (*Euphorbia paralias*), le Gourbet (*Amnophila arenaria*),... associées à des espèces plus communes : Carex (*Carex arenaria*, *Carex trinervis*...), Plantains (*Plantago sp.*).<sup>1</sup>

La frange forestière est une zone de transition entre la dune et la forêt, sa présence assure une protection pour les peuplements de Chêne pédonculé et de Pin maritime.

Elle se compose de formations arbustives de Chêne liège (*Quercus suber*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Pin maritime (*Pinus pinaster*), de Genet à balai (*Cytisus scoparius*), d'Arbousier (*Arbutus unedo*),...<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Source : ONF (Plan de gestion du site du Métro – mai 2001)

## Facès de dune à Tarnos :



## Quelques espèces végétales remarquables :



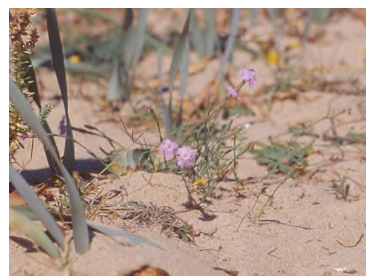
Lis mathiole (*Pancratium maritimum*)  
et Euphorbe maritime (*Euphorbia paralias*)



Lis mathiole (*Pancratium maritimum*)



Panicaut de mer (*Eryngium maritimum*)  
et Épervière laineuse (*Hieracium eriophrum*)



Œillet des dunes (*Dianthus gallicus*)

*Crédit photos : C.P.I.E. Pays de Seignanx*

▪ Valeur patrimoniale :

Les conditions extrêmes du milieu dunaire (vent, embruns, salinité, amplitudes thermiques, faible disponibilité hydrique,...) sont telles que la flore et la faune qui y vivent sont tout à fait spécialisées et remarquables.

Habitats d'intérêt communautaire

On note la présence de communautés végétales endémiques, dont certains habitats sont considérés comme prioritaires au titre de la Directive « Habitats » : <sup>1</sup>

Type d'habitats présents d'intérêt communautaire	Intérêt supplémentaire
Dunes blanches de l'Atlantique	Phytocénose endémique
Dunes grises de Gascogne *	Phytocénose endémique
Dunes embryonnaires atlantiques	
Groupements dunaires à plantes annuelles *	
Dunes brunes à Bruyères *	

\* : Habitat considéré comme prioritaire

Espèces végétales remarquables :

Certaines espèces végétales présentes sont protégées (Liste nationale), et d'autres, comme le Lis matthiole (*Pancratium maritimum*) constitue sur la dune d'importantes colonies (l'une des plus importantes de France).<sup>1</sup>

		National	Livre rouge
Nom scientifique	Nom commun		
<i>Alyssum loiseleurii</i>	Corbeille d'or des sables	I	
<i>Armeria maritima</i>	Armérie maritime	I	
<i>Asperula occidentalis</i>	Asperule occidentale	I	
<i>Astragalus baionensis</i>	Astragale de Bayonne	I	
<i>Dianthus gallicus</i>	Œillet de France	I	
<i>Euphorbia peplis</i>	Euphorbe péplis	II	
<i>Hieracium eriophorum</i>	Epervière laineuse	I	
<i>Linaria thymifolia</i>	Linaire à feuilles de thym	I	
<i>Pancratium maritimum</i>	Lis matthiole		
<i>Silene thorei</i>	Silène de thore		
<i>Solidago macrorrhiza</i>	Solidage verge d'or		

Espèces animales remarquables :

Les inventaires entomologiques réalisés par la Société Linnéenne de Bordeaux (avril 2000) soulignent la présence de 25 insectes d'intérêt patrimonial, car rares ou nouveaux pour cette zone géographique.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : ONF (Plan de gestion du site du Métro – mai 2001)

<sup>2</sup> Source : ONF (Plan de gestion du site du Métro – mai 2001)

Le Lézard ocellé (*Lacerta lepida*) est protégé (niveaux national et européen) et la population observée sur le milieu dunaire au niveau de la commune de Tarnos constitue la limite sud de sa répartition sur la façade atlantique française.<sup>1</sup>

D'autres reptiles protégés sont également présents : le Lézard vert (*Lacerta viridis*) et le Lézard des murailles (*Podarcis muralis*).

La frange forestière, située en limite de la dune et de la forêt de pins maritimes, constitue un écotone, lieu privilégié d'échanges entre les deux écosystèmes (effet de lisière), et forme de ce fait un élément de biodiversité important.

#### ○ La forêt dunale

La forêt dunale est une pinède mixte de Pin maritime (*Pinus pinaster*), de Chêne liège (*Quercus suber*) et de Chêne pédonculé (*Quercus robur*).

Cette pinède peut présenter selon les stations deux structures différentes :

- Une futaie irrégulière, avec un sous-bois bien diversifié ;
- Une futaie régulière, à sous étage feuillu plus ou moins développé, selon les modes et niveaux d'exploitation.

Le cortège floristique associé varie en fonction du niveau d'humidité des stations, on peut rencontrer :

- dans la pinède sèche : l'Ajonc d'Europe (*Ulex europaeus*), le Genet à balai (*Cytisus scoparius*), l'Arbousier (*Arbutus unedo*), la Bruyère cendrée (*Erica cinerea*), la Callune (*Calluna vulgaris*), etc.
- dans la pinède plus humide : le Saule cendré (*Salix atrocinerea*), le Chêne pédonculé (*Quercus robur*) ; la strate herbacée est composée de Molinie (*Molinia caerulea*), de Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*),...

#### ▪ Valeur patrimoniale

##### Habitats d'intérêt communautaire

Cette unité constitue un habitat d'intérêt communautaire prioritaire.

La pinède maritime à Chêne liège\* est également une phytocénose endémique du sud-aquitain.

##### Espèces végétales remarquables :

		National	Livre rouge
Nom scientifique	Nom commun		
<i>Cytinus hypocistis</i>	Cytinet		
<i>Phillyrea angustifolia</i>	Filiaire à feuilles étroites		
<i>Romulea bulbocobium</i>			
<i>Smilax aspera</i>	Salsepareille		
<i>Serapias lingua</i>	Sérapias à langue		



## Forêt dunale :



Forêt dunale à Pin maritime (*Pinus pinaster*) et Chêne liège (*Quercus suber*)



*Crédit photos : C.P.I.E. Pays de Seignanx*

### Espèces animales remarquables :

La pinède mixte offre de bonnes potentialités d'accueil pour l'avifaune autant lors du passage que pendant la nidification.

La pluristratification végétale accroît le nombre d'espèces en offrant des biotopes diversifiés : espèces cavernicoles, espèces liées au sous-bois, aux feuillus,..., dont certaines sont protégées : Milan noir (*Milan migrans*), Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus europaeus*), Huppe fasciée (*Upupa epops*),...

Cet habitat est également fréquenté par les chauves-souris, du moins par les espèces inféodées à la forêt comme les noctules, la Pipistrelle de Kuhl et les oreillards, tous protégés (niveau Européen et Français).

#### ○ **Les zones humides d'arrière-dune**

Ces zones humides sont situées dans la dépression d'arrière-dune correspondant à l'ancien lit de l'Adour. Elles sont alimentées à la fois par les eaux issues des cours d'eau (au niveau de l'exutoire), la nappe phréatique et les eaux de pluie.

Les étangs sont colonisés par de nombreux hydrophytes (végétaux qui développent la totalité de leur appareil végétatif dans le plan d'eau) : Lentille d'eau (*Lemna sp.*), potamots (*Potamogeton sp.*), etc.

On note également la forte présence d'une espèce invasive, très dynamique et colonisant la plupart des plans d'eau de la région, la Grande Jussie (*Ludwigia grandifolia*).

La végétation autour de ces plans d'eau est généralement de type herbacé, composée de :

- Phragmitaie : roselière plus ou moins dense à *Phragmites australis*, sèche au moins durant une partie de l'année.  
Lorsque la densité du Roseau commun est réduite, d'autres espèces hygrophiles peuvent se rencontrer : *Ranunculus flammula*, *Carex pseudo-cyperus*, *Hydrocotyle vulgaris*,...
- Prairie humide : dominée par de grandes espèces hygrophiles : Molinie (*Molinia caerulea*), Jonc (*Juncus effusus*), Salicaire commune (*Lythrum salicaria*),...

Ces prairies peuvent constituer des peuplements assez denses, elles sont d'ailleurs entretenues par fauchage manuel ou mécanique.

Les marges d'atterrissement des étangs sont colonisées par une végétation herbacée plus basse (gazon de berge).

- Valeur patrimoniale

### Habitats d'intérêt communautaire

Les zones humides littorales constituent une originalité propre à la Gascogne littorale ; cette unité constitue d'ailleurs un habitat d'intérêt communautaire prioritaire : « Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses ».

Il s'agit des milieux très riches d'un point de vue floristique et faunistique qui doivent être préservés.

### Espèces végétales remarquables

L'intérêt floristique de ces marais tient à la grande diversité et spécificité de la végétation et à une certaine rareté des espèces.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Source : ONF (Plan de gestion du site du Métro – mai 2001)

## Zones humides d'arrière-dune :



Zones humides d'arrière dune à Tarnos où l'on peut remarquer la présence de la Jussie (*Ludwigia grandifolia*)



*Crédit photos : C.P.I.E. Pays de Seignanx*

Nom scientifique	Nom commun	Europe		France	Livre rouge
		Berne	DH		
<i>Azolla filiculoides</i>					
<i>Baldelia ranunculoides</i>	Baldellie fausse renoncule				
<i>Littorella uniflora</i>	Littorelle à une fleur			I	
<i>Lobelia urens</i>	Lobélie urens				
<i>Oenanthe fistula</i>	Oenanthe fistuleuse				
<i>Ranunculus ophioglossifolius</i>	Renoncule à feuilles d'ophioglosse			I	
<i>Samolus valerandi</i>	Samole de Valérand				
<i>Spiranthes aestivalis</i>	Spiranthe d'été	I		I	
<i>Teucrium scordium</i>	Germandrée aquatique à odeur d'ail				
<i>Thelypteris palustris</i>	Polystic des marécages				
<i>Thorella verticillatundata</i>	Faux cresson de thore	I	II IV	I	

#### Espèces animales remarquables

Les zones d'arrière dune sont situées sur un couloir de migration et constituent de ce fait une zone d'hivernage importante pour de nombreuses espèces inféodées aux milieux aquatiques.

Par ailleurs, certaines espèces de chiroptères, plus inféodées à la forêt, ont pu être observées sur ce milieu<sup>1</sup> :

Nom scientifique	Nom commun	Europe		France
		Berne	DH	
<i>Miniopterus schreibersii</i>	Minioptère de Schreibers	II	II	I
<i>Myotis daubentonii</i>	Vespertilion de Daubenton	II		
<i>Nyctalus noctula</i>	Noctule commune	II	IV	I
<i>Pipistrellus kuhli</i>	Pipistrelle de Kuhl	II		I
<i>Plecotus auritus</i>	Oreillard roux	II		I
<i>Plecotus austriacus</i>	Oreillard gris	II		I

#### La zone collinaire

Bien que urbanisée, cette zone de vallonements reste fortement boisée. On y rencontre principalement deux types de boisements :

- **Boisements à dominance Chêne pédonculé :**

Ces boisements se rencontrent préférentiellement, mais de façon résiduelle sur la zone de plateau et sur les versants du relief.

Elle se présente généralement sous la forme d'une futaie, le Chêne pédonculé y est associé à d'autres essences arborescentes : le Châtaignier (*Castanea sativa*), le Merisier (*Prunus padus*), le Hêtre (*Fagus sylvatica*) plus rarement,...

Le Chêne pédonculé peut se rencontrer en mélange avec le Pin maritime, essentiellement sur le plateau.



## **Paysage vallonné fortement boisé :**



Bien que urbanisée, la zone de vallonnements reste très boisée.



Boisement humide de la Palibe

*Crédit photos : C.P.I.E. Pays de Seignanx*

### ○ **Boisements humides :**

Présents essentiellement le long des cours d'eau, ces « forêts galerie », relativement amples, se composent de Chêne pédonculé associé au Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), à l'Aulne (*Alnus glutinosa*), au Saule (*Salix atrocinerea*) et au Noisetier (*Castanea sativa*).

#### ▪ Valeur patrimoniale :

Les boisements divers de Chêne pédonculé constituent par la diversité des strates présentes, l'habitat de nombreuses espèces faunistiques, notamment l'avifaune.

Les fonctionnalités des boisements humides sont multiples sur le plan biologique : rôle d'abris, de source de nourriture et de lieu de reproduction pour la faune aquatique et la faune terrestre : odonates, batraciens, reptiles : Cistude d'Europe ...

Les berges végétalisées forment des abris pour les poissons, ces derniers étant dissimulés par la végétation surplombante et par l'ombrage induit.

Ce sont également des sites potentiels pour deux espèces représentant un véritable enjeu patrimonial, et protégées au niveau national et européen la Loutre (*Lutra lutra*) et le Vison d'Europe (*Mustela lutreola*).

## **Les Barthes de l'Adour**

D'une manière générale, les Barthes de l'Adour sont de vastes plaines alluviales situées de part et d'autre de l'Adour et de ses affluents. Entre Pontonx et Bayonne les barthes représentent une superficie de 12 000 ha et Tarnos possède un secteur de 86 ha.

Elles présentent une morphologie particulière et originale : au pied du bassin versant, quelques cuvettes se forment où stagne l'eau une grande partie de l'année : la Barthe basse. Cette dernière est entretenue essentiellement par fauchage et pacage.

Entre le lit mineur et la barthe basse, des terrains légèrement exhausés (jusqu'à 7 mètres) supportent une activité agricole (culture de maïs et pacage) ainsi que les habitations : la Barthe haute.

Sur Tarnos, on note la présence de quatre faciès :

- des terrains cultivés en maïs pouvant aller jusqu'au pied du coteau ;
- des espaces prairiaux entretenus soit par pâturage et/ou fauche, certaines parcelles étant en jachère ;
- des boisements humides : aulnaies, aulnaies-saussaies ;
- des plans d'eau permanents correspondant à des lacs de tonne et un réseau de canaux et d'esteys.

#### ▪ Valeur patrimoniale :

Les barthes de l'Adour possèdent de façon intrinsèque un potentiel écologique tout à fait remarquable.

Toutefois, la faible superficie des barthes de Tarnos, l'activité humaine pratiquée (cultures de maïs dans la barthe basse, absence de haies, etc.) et la proximité de la décharge de Bacheforêts rendent ce caractère écologique moins évident.

Leur rôle strictement hydraulique reste cependant très important : vase d'expansion lors des crues, stockage des eaux de ruissellement des bassins versants, etc.

### 1.2.2. Zones agricoles (carte n°6)

La surface agricole enquêtée représente 12 % de la superficie de la commune de Tarnos. Aujourd'hui, 40 exploitations (38 recensées dans le cadre de l'enquête agricole) travaillent les 328 ha de la superficie agricole communale enquêtée soit une taille moyenne d'exploitation avoisinant les 9 ha.

L'observation du foncier des exploitations de la commune indique que les structures des exploitations sont dans l'ensemble assez regroupées : 60 % des exploitations ont un coefficient d'éclatement inférieur à 10.

Les exploitations de faibles dimensions (Surface Agricole Utile inférieure à 10 ha) constituent plus de 70 % de l'ensemble. Dans ces régions traditionnellement laborieuses où les hommes sont attachés à leur terre, mais où la pression foncière est très forte, le choix de production faisant appel à des **cultures spéciales** (maraîchage, horticulture, production de fruits frais) associé à la **double activité** permettent de compenser partiellement des structures foncières réduites.

### **La production végétale**

L'assolement communal est surtout constitué de surfaces en maïs (54 % soit 181 ha) et de prairies (23% soit 78 ha). La culture de maïs est transversale à presque toutes les exploitations.

Les cultures maraîchères occupent la troisième place avec plus de 4 % de la surface agricole. Les surfaces légumières se décomposent en 70 % de cultures de plein air et 30 % de surfaces sous abris. Cependant, il existe sur Tarnos deux grands types d'exploitations légumières :

- les exploitants familiaux : ils cultivent un grand nombre de légumes sur de petites surfaces. La plupart du temps, plusieurs légumes se succèdent et sont cultivés de manière intensive. La culture en plein air (bâchée éventuellement) demeure la règle, accompagnée parfois de quelques superficies sous petits tunnels.
- les employeurs : ces exploitants sont généralement spécialisés. Dans ce type d'exploitations, la moitié de la force de travail est salariée, dont une majorité de permanents. La surface des serres est bien plus importante que pour les précédents.

Par ailleurs, il faut remarquer que l'hiver, près de 170 ha des terres ne présentent aucun couvert végétal, augmentant ainsi les risques d'érosion.

### **L'élevage**

#### **○ La production laitière :**

Depuis la mise en place des quotas laitiers en avril 1984, 90 % des 33 producteurs de lait présents ont disparus pour laisser place à 3 producteurs spécialisés (source R.G.A.). Ces éleveurs sont les exploitants qui ont la plus grande surface agricole avec en moyenne 30 ha sur Tarnos.

Parallèlement, la recherche d'espace pour le bétail et la culture de fourrage entraîne un éclatement parcellaire au niveau de l'exploitation qui se traduit par un coefficient d'éclatement élevé : de 17 à 34. Ces éleveurs sont tous des exploitants agricoles à titre exclusif.

#### **○ La production de viande :**

Ces élevages sont de petites tailles (inférieur à 10 ha) avec une surface qui leur assure une production fourragère de mai à novembre sous forme de pâture et de foin. Les agriculteurs à titre exclusif produisent préférentiellement de bovins viandes tandis que les pluriactifs possèdent quelques chevaux et brebis.

#### **○ Gestion des effluents d'élevage :**

Ces élevages étant de tailles variables, on trouve sur les 15 éleveurs seulement 9 véritablement concernés par les effluents d'élevage. Les 6 restants produisent des quantités de fumier très faibles et l'épandent en général de façon manuelle.

## Paysage agricole :



L'activité agricole est essentiellement située sur la zone de plateau



L'assolement communal est surtout constitué de surfaces en maïs (54% de la S.A.U. communale soit 181 ha)



Prairies, vergers et pépinières constituent également le paysage agricole tarnosien



*Crédit photos : C.P.I.E. Pays de Seignanx*



L'épandage de matières organiques ne concerne que le fumier. En effet il n'y a pas à ce jour de production de lisier sur Tarnos.

Masse d'azote organique/ ha épandu (en kg)	Nombre d'exploitants	Surfaces concernées (en ha)
Moins de 50	2	10,84
De 50 à 100	4	49,82
Plus de 100	3	8,28
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>68,94</b>

Un tiers des agriculteurs épand plus de 100 unités d'azote organique par hectare amendé, ce qui représente un apport d'azote important.

La manière, dont sont gérés les effluents d'élevage, est parfois source de « surfertilisation » tant au niveau des nitrates que des phosphores et présente de ce fait un risque pour la qualité de l'eau (lessivage de matières minérales).

### **Tendances d'évolution**

Le R.G.A. de 2000 indique que le pourcentage des chefs d'exploitations dans la catégorie des moins de 40 ans est plus élevé que par le passé. Ce constat encourageant démontre le dynamisme des politiques d'installations.

Toutefois, il est important de noter que près de la moitié de la surface agricole exploitée est louée à des tiers et que 50 % des exploitants ont plus de 50 ans avec seulement 35 % de ces derniers ayant une succession assurée.

La juxtaposition de ces différents constats laisse donc présager dans un proche avenir des difficultés en termes de surface agricole disponible et plus généralement de surface agricole exploitée.

## **2. MESURES GÉNÉRALES DE PROTECTION**

### *2.1. Mesures appliquées aux espaces naturels*

#### 2.1.1. Inventaires scientifiques (carte n°7)

#### **Inventaire des ZNIEFF**

Une ZNIEFF se définit par l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue ainsi l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs.

La prise en compte d'une ZNIEFF ne lui confère aucune protection réglementaire.

Intitulé de la ZNIEFF	Type	Communes concernées	Superficie totale
Dunes littorales entre Contis et la barre de l'Adour	2	Ondres <b>Tarnos</b>	3 220 ha
Zone humide du secteur du métro	1	Ondres <b>Tarnos</b>	206 ha
Les Barthes de l'Adour : tronçon du bec du Gave à Bayonne	2	Biaudos St Barthélemy St Laurent de Gosse St Martin de Sx <b>Tarnos</b>	3 490 ha

### 2.1.2. Zonages administratifs (carte n°8)

#### **Natura 2000**

Le réseau Natura 2000, institué par la directive « Habitats » (Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992), est un réseau européen de sites. Il est destiné à maintenir la biodiversité par la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore.

L'appartenance d'un site à ce réseau ne signifie pas qu'il doit être nécessairement protégé réglementairement, mais qu'il doit faire l'objet d'une gestion adaptée. Le document d'objectifs établi pour chaque site en fixera les orientations de gestion.

Intitulé du site	Communes concernées	Superficie totale
Dunes modernes du littoral landais de Capbreton à Tarnos	<b>Tarnos</b>	205 ha
Zone humide du secteur du Métro	<b>Tarnos</b>	159 ha
L'Adour (lit mineur)	<b>Tarnos</b> , St Martin de Seignanx St Barthélemy, St Laurent de Gosse	2 100 ha
Les Barthes de l'Adour	<b>Tarnos</b> , Biaudos, St Martin de Seignanx, St Barthélemy, St Laurent de Gosse	12 810 ha

#### **Zones vertes**

La définition des zones vertes, telles que le précisent les mesures correspondantes du S.D.A.G.E. (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) et la définition des zones humides de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, repose en premier lieu sur des **critères fonctionnels** et sur la présence de **végétation hygrophile**.

D'une façon générale, ces zones humides favorisent l'écrêtement des crues, la régulation du débit des fleuves, l'épuration des eaux des bassins versants et des cours d'eau.

**Signalons qu'à ce jour les zones vertes ne peuvent être considérées que comme un pré-zonage, la réglementation associée n'étant pas encore établie.**

### 2.1.3. Protections réglementaires (carte n°9)

#### **Dispositions particulières au littoral issues de la « loi littoral » et de son décret d'application**

Loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.  
Décret d'application du 20 septembre 1989.

Ces dispositions ont pour objectif de garantir un équilibre entre :

- l'implantation d'activités économiques et touristiques (plan-plage),
- les aménagements liés à l'habitat,
- la préservation de l'écosystème littoral.

Les espaces concernées sont :

- la bande littorale de 100 mètres à compter de la limite haute du rivage (article L. 146-4 / III du code de l'urbanisme),
- les dunes, landes côtières, plages, forêts, zones boisées proches du rivage, marais, vasières, tourbières, plans d'eau (étang de Garros), zones humides de l'arrière dune, les parties naturelles des sites inscrits ou classés et les réserves naturelles (article L. 146-6 et R. 146-1 et 2 du code de l'urbanisme, décret 89-694 du 20 septembre 1989, arrêté préfectoral du 18 avril 1991).

Au sein du règlement du P.L.U., les zones Naturelles concernées par les dispositions particulières au littoral sont classées **NI** tandis que les zones Naturelles concernées le plan-plage sont classées **Npp**.

### **Site inscrit**

Loi du 2 mai 1930 relative à la réorganisation de la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Il existe dans chaque département une liste ou inventaire, des monuments naturels ou des sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt général. L'inscription est le fait de faire figurer sur cette liste un monument naturel ou un site et de placer ainsi celui-ci sous la surveillance du ministère chargé de l'environnement (L. préc. du 2 mai 1930\*, art. 4).

Hormis la pointe sud-est des plateaux argileux, l'ensemble du territoire communal est inclus dans le site inscrit généralisé du littoral landais : Étangs Landais Sud (voir tableau ci-dessous). Cette protection concerne les plages, dunes, étangs et milieux humides (arrêté ministériel du 18 septembre 1969).

<b>LIBELLE</b>	<b>Protection</b>	<b>Communes</b>	<b>Date</b>	<b>Territoire concerné</b>
Étangs Landais Sud	Site inscrit (AM*)	Ondres St Martin de Sx <b>Tarnos</b>	18/09/69	RD 26 de St Martin de Sx à Ondres, RN 10 d'Ondres à Tarnos, RN 81 de Tarnos à l'océan

\*AM : Arrêté Ministériel

### **Espaces Boisés Classés (E.B.C.)**

- Circulaire du 1<sup>er</sup> août 1977,
- Loi n°93-24 du 8 janvier 1993 relative à la protection et à la mise en valeur des paysages, article 3-IV,
- Circulaire du 28 janvier 1993,
- Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, article 202 -VIII,
- Articles du Code de l'Urbanisme : L. 130-1 à 130-6 ; R. 130-1 à 130-16 ; L. 142-11 ; R. 142-2.

L'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme indique que les Plans Locaux d'Urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, les forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils soient soumis ou non au régime forestier.

Le classement en E.B.C. :

- interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements,
- entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres I<sup>er</sup> et II du titre I<sup>er</sup> du livre III du Code Forestier.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable du maire pour les communes dotées d'un P.L.U. approuvé. Toutefois, l'article R. 130-1 du Code de l'Urbanisme précise que une telle autorisation n'est pas requise :

- lorsque le propriétaire procède à l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts,
- lorsque les bois et forêts sont soumis au régime forestier et administrés conformément aux dispositions du titre I du livre 1<sup>er</sup> de la première partie du Code Forestier,
- lorsque le propriétaire a fait agréer un plan simple de gestion approuvé, dans les conditions prévues aux articles L. 222-1 à L. 222-4 et à l'article L. 223-2 du Code Forestier,
- lorsque les coupes entrent dans le cadre d'une autorisation par catégories définies par arrêté du Commissaire de la République pris après avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en application de l'article L. 130-1 (5<sup>ème</sup> alinéa).

Les espaces concernés sont principalement situés au niveau :

- de la zone littorale soumise aux dispositions particulières au littoral,
- des abords du lotissement de Castillon.

#### 2.1.4. Autres protections (carte n°9)

##### **Acquisitions du Conservatoire du littoral**

Conformément aux articles L. 243-1 à 243-14 et L. 322-1 à L. 322-14 du code de l'environnement, R. 243-1 à R. 243-33 du code rural, le Conservatoire du littoral a acquis les terrains situés sur l'espace mentionné ci-dessous :

Libellé	Communes concernées	Superficie totale
Site du Métro	Ondres <b>Tarnos</b>	17 ha <b>149 ha</b>

##### **Espaces naturels sensibles**

Conformément aux articles L. 142-1 à L. 142-13 ; R 142-1 à R 142-18 du Code de l'Urbanisme, la délimitation de Zones de Prémption au titre des Espaces Naturels Sensibles permet au Département d'exercer un droit d'acquisition sur tout terrain situé à l'intérieur des E.N.S. lors de leur mise en vente.

Pour le territoire de Tarnos, plusieurs Espaces Naturels Sensibles ont été définis selon des critères de milieux à préserver :

- Le milieu dunaire,
- La zone humide d'arrière dune,
- La pinède et les petites dépressions humides,
- Les étangs et les zones humides associées,

#### 2.1.5. Mesures particulières

##### **Contrat de rivière des bassins versants du Bourret et du Boudigau (contrat du 15 mai 2002)**

Le contrat de rivière des bassins versants du Bourret et du Boudigau a été signé le 15 mai 2002 entre l'Etat, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, la Région Aquitaine, le Conseil Général des Landes, le Syndicat mixte de rivière Bourret - Boudigau et le Comité de rivière du contrat.

Les objectifs de ce dispositif partenarial sont d'une part de suivre la qualité de l'eau, de restaurer et d'entretenir (problèmes d'ensablement et d'invasion par les plantes aquatiques) l'ensemble du réseau hydrographique de ces bassins versants.

## *2.2. Risques majeurs, évaluations et prescriptions*

Cette partie a pour objectif de recenser les différents risques majeurs naturels et technologiques de la Commune de Tarnos.

On appelle risques majeurs, des événements à faible fréquence mais de grande gravité touchant des enjeux importants (personnes, biens, équipements, etc.).

Selon le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture des Landes (SIDPC, 1996), la Commune de Tarnos est exposée à six risques majeurs regroupés en deux familles : les risques technologiques (stockage de matières dangereuses, transport de matières dangereuses) et les risques naturels prévisibles\* (feux de forêts, tempêtes, inondations, glissements de terrain).

### 2.2.1. Risques technologiques

#### **Stockage de matières dangereuses (carte n°10) :**

Plusieurs sources définissent la zone industrielle portuaire comme zone sensible aux risques technologiques :

- le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles et des Risques de l'estuaire de l'Adour (S.P.P.P.I) dont une des missions principales consiste à prévenir les risques technologiques majeurs sur la zone portuaire.
- l'étude de danger du Port de Bayonne et le Plan Portuaire de Sécurité

Trois établissements SEVESO sont recensés sur Tarnos (DRIRE, 2002) :

- deux établissements SEVESO seuil « bas » : Bayonne Manutention et Air Liquide (SOGIF France)
- un établissement SEVESO seuil « haut » avec classement AS (Autorisation avec servitude d'utilité publique) : LBC Bayonne. Cet établissement à risques susceptibles de dépasser les limites de l'établissement, est doté, en plus de son Plan d'Opération Interne (P.O.I.), d'un Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.). Il possède également un périmètre obligatoire de protection dit périmètre SEVESO.

#### **Transport de matières dangereuses :**

Le stockage de matières dangereuses suppose l'acheminement de marchandises dangereuses via différents moyens de transport (le transport routier, ferroviaire, par voie d'eau et par canalisation).

### 2.2.2. Risques naturels prévisibles

#### **Feux de forêts**

Commune à risques d'incendies de forêts (SIDPC, 1996).

- Les mesures de prévention et de protection :

Pour faire face à ce risque la commune a initialisé une démarche de mise à jour du dispositif de lutte. Ainsi, du fait de la proximité immédiate du département des Pyrénées Atlantiques, un partenariat étroit s'est révélé entre le SDIS 40 et le SDIS 64 via une convention qui définit les modalités d'intervention de chacun, sur le territoire tarnosien. D'autre part, la commune collabore avec l'association locale de Défense Contre l'Incendie (D.F.C.I.) chargé de la prévention du risque.

#### **Tempêtes**

Commune à risques de tempêtes (SIDPC, 1996).

#### **Inondations**

Commune à risques d'inondations (SIDPC, 1996).

Pour la commune, seul le risque d'inondation lié aux Barthes de l'Adour est recensé par la Préfecture des Landes (SIDPC, 1996). La prise en compte des Barthes de l'Adour comme zone inondable se base sur la crue centennale de 1952. La côte d'eau de 3,20 mètres NGF délimite le périmètre de cette zone (Source DDE 40).

Cependant l'Aygas, cours d'eau urbain de Tarnos, fait l'objet de débordements non répertoriés par le rapport du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de 1996.



- **Secteur des Barthes : Inondations en zone fluvio-estuarienne (carte n°11)**

- Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes principales :

La zone estuarienne : Le secteur des barthes à Tarnos se situe en zone estuarienne et constitue un secteur hydrauliquement complexe soumis à la conjugaison d'influences maritimes et fluviales ;

- Influence maritime : l'influence des marées se fait sentir jusqu'à Dax.
- Influences fluviales : ce secteur rassemble les eaux du fleuve Adour lui-même plus celles des gaves (Pau, Oloron et Mauléon). De plus, le climat océanique très pluvieux, associé à la fonte des neiges printanière, augmente de manière importante la quantité d'eau.

Le bassin versant : Le plateau dont l'altitude (d'après la carte n°2 : 37-48 m) et les pentes (d'après la carte n°3 : 8°-20°) forment un bassin versant qui alimente par ruissellement la vallée des barthes de manière non négligeable. Les constructions installées sur les bordures de l'Adour (barthe haute) sont prises entre l'eau de ruissellement du bassin versant et le débordement de l'Adour.

Cette situation géographique fait des barthes de Tarnos une zone régulièrement inondée en hiver et au printemps.

- Les facteurs aggravant les risques :

Il convient de se référer au « guide méthodologique des plans de prévention des risques naturels - risques d'inondation » (1999, 123 p) réalisé conjointement par le Ministère de l'Aménagement du Territoire (M.A.T.E.) et de l'Environnement et le Ministère de l'Équipement des Transports et du Logement (M.E.T.L.).

- Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde :

Afin de limiter au maximum les risques d'inondations, différentes mesures de prévention et de protection sont prises par les autorités compétentes :

- la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (P.P.R.I.), issu du décret 95-1089 du 5 octobre 1995 pour le bassin de l'Adour,
- le zonage en zones Agricoles Inondables et Naturelles Inondables (Ai et Ni) de la barthe basse et la barthe haute de Tarnos où toute construction nouvelle est interdite.
- l'entretien des digues via l'organisme compétent qu'est l'Institution pour l'Aménagement Hydraulique de l'Adour.

- **Secteur de l'Aygas :**

- Définition des zones sensibles aux inondations

Plusieurs documents sources traitant de la problématique des inondations dans le secteur de l'Aygas, ont permis de mettre en évidence une zone sensible :

- Un rapport interne de la commune de Tarnos (1995) : « rapport sur les problèmes d'eaux pluviales rencontrés sur la commune et leurs conséquences »,
- L'étude SCE (2000a) : « Etudes complémentaires et rédaction du dossier définitif du contrat de rivière. Volet 2 : Restauration, entretien et mise en valeur des cours d'eau. Volet spécifique : l'Aygas. »,
- L'étude SCE (2002) : « Etude hydraulique de l'Aygas. Rapport diagnostic. Programme d'actions.
- Les témoignages des riverains ayant subi des inondations en 2001.

- Le risque d'inondation est la conjugaison de plusieurs composantes :

La pluviométrie associée à une fluctuation sensible de la nappe phréatique :

- L'absence d'exutoire de ce ruisseau provoque l'accumulation des eaux dans les zones humides de l'arrière dune en hiver (le Métro, la Piste et la Baleye),
- Le niveau de la nappe phréatique est très proche de la surface et très sensible à l'intensité de la pluviométrie, ce phénomène étant accentué par le substrat sableux très perméable.

En effet, le substrat sableux à l'ouest de la voie ferrée (carte de géologie n°1), qui, associé à des altitudes inférieures à 8 mètres (carte des altitudes n°2) et un dénivelé inférieur à 4 degrés (carte des pentes n°3), font de l'Aygas un vaste collecteur d'eaux pluviales (Rapport interne commune de Tarnos, 1995) dont l'exutoire est la vaste zone humide du métro.

Érosion des berges et ensablement : L'érosion des berges sableuses et l'ensablement peuvent être en partie responsables des débordements saisonniers de l'Aygas. En effet, même si la majorité des débordements de ce ruisseau se situent en zone naturelle, l'évolution de l'ensablement du lit mineur entre le lieu-dit « Laborde » et la zone du Métro, provoque une diminution de la section d'écoulement et augmente le risque d'inondation, en particulier dans les zones habitées (SCE, 2000a).

Inondations par ruissellement urbain : L'urbanisation d'un bassin versant comme celui de l'Aygas est à l'origine de l'imperméabilisation des sols, qui accroît le ruissellement. A l'occasion d'un événement pluvieux important, le système de collecte peut être saturé.

- Les facteurs aggravant les risques :

Il convient de se référer au « guide méthodologique des plans de prévention des risques naturels - risques d'inondation » (1999, 123 p) réalisé conjointement par le Ministère de l'Aménagement du Territoire (M.A.T.E.) et de l'Environnement et le Ministère de l'Équipement des Transports et du Logement (M.E.T.L.).

- Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde :

Afin de limiter au maximum les risques d'inondations, différentes mesures de prévention et de protection sont déjà, ou seront dans un futur proche, prises par les autorités compétentes dans ce secteur (Etat, Commune et Syndicat en charge de l'entretien du cours d'eau). Les actions menées et projetées sont les suivantes :

Dans le cadre du Contrat de rivière Bourret-Boudigau :

- Information des riverains via des réunions publiques et des publications locales (Tarnos Contact et l'Arribet, brochure du Contrat de Rivière),

- Restauration classique de cours d'eau qui comprend le désencombrement du lit avec l'enlèvement de la végétation aquatique (jussie), des branchages et des détritiques empêchant le bon écoulement des eaux ; l'entretien des berges avec le traitement des zones d'érosion par consolidation (fascines et plantations) ; la gestion sélective de la végétation permettant l'enlèvement des branchages et des arbres dangereux,

- Création d'un bassin dessableur permettant de lutter contre l'ensablement du lit, phénomène contribuant au débordement du cours d'eau,

- Elargissement et approfondissement du lit pour faciliter l'écoulement dans la zone exposée aux inondations,

- Mise en place d'un dispositif d'entretien et de suivi pour assurer la pérennisation des travaux de restauration,

**Dans le cadre de l'urbanisation :**

- Réflexion partenariale avec les services d'État pour l'élaboration d'un P.P.R.I. qui localisera, au moyen d'une modélisation hydraulique, les zones soumises à inondations et tentera d'identifier l'influence de chaque facteur (ruissellement urbain, fluctuation des nappes, débordement du cours d'eau, etc.) dans le phénomène d'inondations,

- Classement des zones sensibles aux inondations de part et d'autre de l'Aygas en zone Npi (Naturelle à protéger avec un caractère « d'inondabilité ») où toute construction est interdite. Cette mesure transitoire permet de figer les secteurs sensibles et de préserver les zones naturelles, en attendant d'avoir le zonage du P.P.R.I.

**Glissement de terrain et sensibilité érosive des sols****o Glissement de terrain**

Commune à risques de glissements de terrain (SIDPC, 1996).

**o Sensibilité érosive des sols (carte n°12)**

Par ailleurs une cartographie de la sensibilité érosive des sols selon cinq niveaux a été réalisée à partir du croisement des données lithologiques et des pentes pour une couverture du sol homogène. Cette carte met en relief les zones fragiles qui nécessitent une protection végétale importante.

La sensibilité moyenne de l'ensemble de Tarnos est moyenne avec une majeure partie des parcelles connaissant un coefficient de sensibilité **Cs de 6**.

Cependant trois grandes zones peuvent être distinguées :

- la zone à l'Ouest de l'10, qui malgré des pentes relativement faibles est la zone la plus sensible à l'érosion ( $6 < Cs < 8$ ) du fait de sa composition lithologique extrêmement érodable (sable),

- La zone des barthes à l'extrême Sud de Tarnos qui connaît une sensibilité à l'érosion ( $Cs = 6$ ) du fait de la nature même de la roche mère (sol alluvial),

- la région intermédiaire qui reste peu sensible à l'érosion malgré la présence de pentes. Cette sensibilité est néanmoins plus ou moins prononcée en fonction des pentes puisque les collines et les coteaux aux pentes modérées sont marqués par une sensibilité supérieure ( $Cs = 7$ ). Cette zone de Tarnos est relativement protégée des phénomènes d'érosion grâce à la présence des boisements, en particulier sur les pentes.

**Les facteurs aggravant les risques :**

Les pratiques culturales : l'étude agricole menée à l'occasion de l'élaboration du P.L.U. a montré que l'hiver, près de 170 ha des terres cultivées ne présentent aucun couvert végétal, augmentant ainsi les risques d'érosion.

**Les préconisations de prévention, de protection et de sauvegarde :**

- L'érosion liée à la pente :

Couvrir le sol pour couper la pente : en effet, le maintien d'un couvert végétal (prairies, espaces forestiers) joue un rôle important de protection car il permet de diminuer la vitesse d'écoulement superficiel des eaux (ROBERT M., 1996).

- L'érosion diffuse :

Changement des pratiques culturales en modifiant la pratique du labour, voire instaurer le non labour, protéger le sol durant les saisons pluvieuses (automne, hiver, début du printemps) par des cultures dérobées. Choisir les rotations des cultures et aménager les bassins versants sensibles à l'érosion (ROBERT M., 1996).

## Risques naturels prévisibles :



Érosion diffuse sur sol nu



Les barthes du Seignanx, zones inondables, décembre 2002.  
La protection de la digue (à gauche) devient dérisoire face à la montée des eaux de l'Adour

*Crédit photos : C.P.I.E. Pays de Seignanx*

### 2.2.3. Fiche synthétique des risques majeurs de la commune (intégrés dans les documents officiels)

#### **Les risques technologiques**

##### **STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX (CARTE N°10)**

*Commune à risques de stockages de produits dangereux (SIDPC, 1996).* Selon la DRIRE (DRIRE, 2002), trois entreprises soumises à autorisation sont classées « SEVESO » :

- 2 entreprises classées « SEVESO » seuil bas
- 1 entreprise classée « SEVESO » seuil haut (AS)

##### **TRANSPORTS DE MATIERE DANGEREUSES**

#### **Les risques naturels prévisibles**

##### **INCENDIES DE FORETS**

*Commune à risques d'incendies de forêts (SIDPC, 1996)*

##### **TEMPETES**

*Commune à risques de tempête (SIDPC, 1996)*

##### **INONDATIONS**

*Commune à risques naturels d'inondations (SIDPC, 1996)*

##### **GLISSEMENT DE TERRAIN**

*Commune à risques de glissements de terrain (SIDPC, 1996)*



## BIBLIOGRAPHIE

**AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE, 1996 :** *SDAGE Adour Garonne. Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.* 112 pages.

**BOURNERIAS M., POMEROL C., TURQUIER Y., 1998.** *Le golfe de Gascogne de l'île d'Oléron au Pays Basque.* Delachaux & Niestle. 272 pages.

**CPIE PAYS DE SEIGNANX, 2001.** *Mise en place du schéma directeur de l'agglomération de Bayonne et du sud Landes : diagnostic des espaces naturels du Pays de Seignanx. Rapport d'études.*

**DRIRE, 2002.** *Base de données de la DRIRE, mise à jour du 26/12/2002. Les ICPE en Aquitaine : fiche d'identité d'un établissement autorisé.* [www.aquitaine.drire.gouv.fr/environnement/base/](http://www.aquitaine.drire.gouv.fr/environnement/base/)

**FAVENNEC J. (ONF), 1998.** *Guide de la flore des dunes littorales.* SUD-OUEST 167 pages.

**FLPPMA, 2000.** *Etude des potentialités piscicoles et halieutiques. Diagnostic des potentialités piscicoles et halieutiques. Propositions d'aménagement & de gestion des milieux aquatiques. Etude réalisée par la Fédération de Pêche des Landes pour le Comité de rivière Bassins versants Bourret – Boudigau.* août 2000. 34 pages.

**GEREA, 1985.** *Intérêt écologique et fragilité des zones humides des Landes de Gascogne,* 95 pages.

**MATE, METL, 1997 :** *Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR). Guide général.* Ed. La Documentation française. Paris. 76 pages.

**MATE, METL, 1999 :** *Plans de Prévention des Risques Naturels (PPR). Risques d'inondations. Guide méthodologique.* Ed. La Documentation française. Paris. 123 pages.

**MÉTAPHORE, 2000.** *Commune de Tarnos - Plan d'Occupation des Sols : Rapport de présentation.* 103 pages.

**MINISTERE DES TRANSPORTS DIRECTION DES ROUTES DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DES LANDES, 1984.** *Autoroute « La Pyrénéenne » A 64 Bayonne – Tarbes Est : Modification du tracé entre l'A 63 et le franchissement de l'Adour.*

**RETEAU F., GRANEREAU G., FERRER A., COEUGNET E. (ONF), 2001A.** *Schéma hydraulique relatif au fonctionnement et à la gestion possible des zones humides dites « du Métro ».* 22 pages.

**RETEAU F., GRANEREAU G., FERRER A., COEUGNET E. (ONF), 2001B.** *Plan de gestion du site du Métro.* 132 pages.

**ROBERT M., 1996.** *Le sol : interface dans l'environnement.* Ed. Masson. Paris. 244 pages.

**SCE, 2000A :** *Etudes complémentaires et rédaction du dossier définitif du contrat de rivière. Volet 2 : Restauration, entretien et mise en valeur des cours d'eau. Volet spécifique : l'Aygas. Etude réalisée par SCE pour le Comité de rivière Bassins versants Bourret – Boudigau. Réunion de travail du 31 août 2000.* 32 pages.

**SCE, 2000B.** *Rapport diagnostic. Etudes complémentaires. Synthèse. SCE pour le Comité de rivière des Bassin versant du Bourret et du Boudigau.* Novembre 2000. 30 pages.

**SCE, 2002.** *Etude hydraulique de l'Aygas. Rapport diagnostic. Programme d'actions.* Département des Landes, SIVOM Côte Sud. Février 2002. 36 pages.

**SIDPC, 1996 :** *Les Risques Majeurs du Département des Landes (D.D.R.M.). Préfecture des Landes.* 44 pages.

**SPPPI :** *SPPPI Estuaire de l'Adour. Les risques majeurs entreprises et interentreprises.* Centre de Secours Principal du District de Bayonne Anglet Biarritz.

## **ANNEXES**

## ANNEXE 1

### Liste des protections dont bénéficient les espaces naturels et les espèces

Les milieux naturels peuvent bénéficier de protections au titre de diverses directives européennes et lois françaises :

#### CONVENTION DE BERNE

Convention du conseil de l'Europe relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du 19 septembre 1979, décret du 22 août 1990

- Annexe I : Espèces végétales strictement protégées
- Annexe II : Espèces de faune strictement protégées
- Annexe III : Espèces de faune protégées

#### DIRECTIVE « HABITATS »

Directive 92/43/CEE du Conseil de l'Europe du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels

- Annexe I : Habitats naturels d'intérêt communautaire
- Annexe II : Espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de Z.S.C.
- Annexe IV : Espèces d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte
- Annexe V : Espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures et de gestion

#### DIRECTIVE « OISEAUX »

Directive 79/409 du Conseil de l'Europe du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages

- Annexe I : espèces faisant l'objet de mesures de conservation spéciale

#### LOI FRANÇAISE

**Arrêté Ministériel du 20 janvier 1982**, modifié par l'arrêté Ministériel du 31 août 1995 fixant la liste des espèces végétales protégées sur le territoire français.

- Annexe I : Espèces intégralement protégées sur l'ensemble du territoire français
- Annexe II : Espèces partiellement protégées

**Arrêté ministériel du 17 avril 1981** fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire

**Arrêté ministériel du 8 décembre 1988** fixant la liste des poissons protégés sur l'ensemble du territoire

**Arrêté ministériel du 22 juillet 1993** fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire

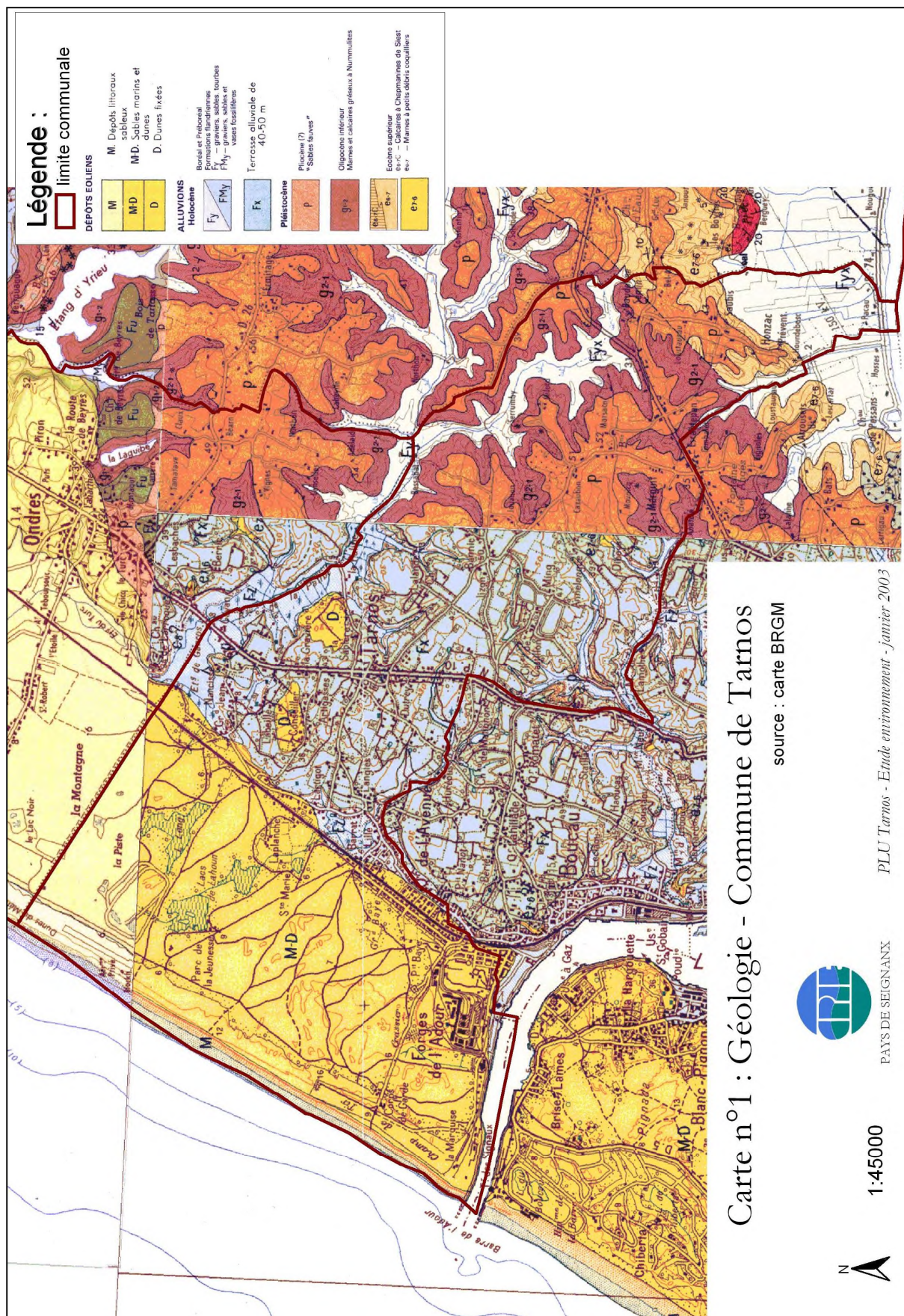
**Arrêté ministériel du 22 juillet 1993** fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire

#### DEGRÉ DE MENACE

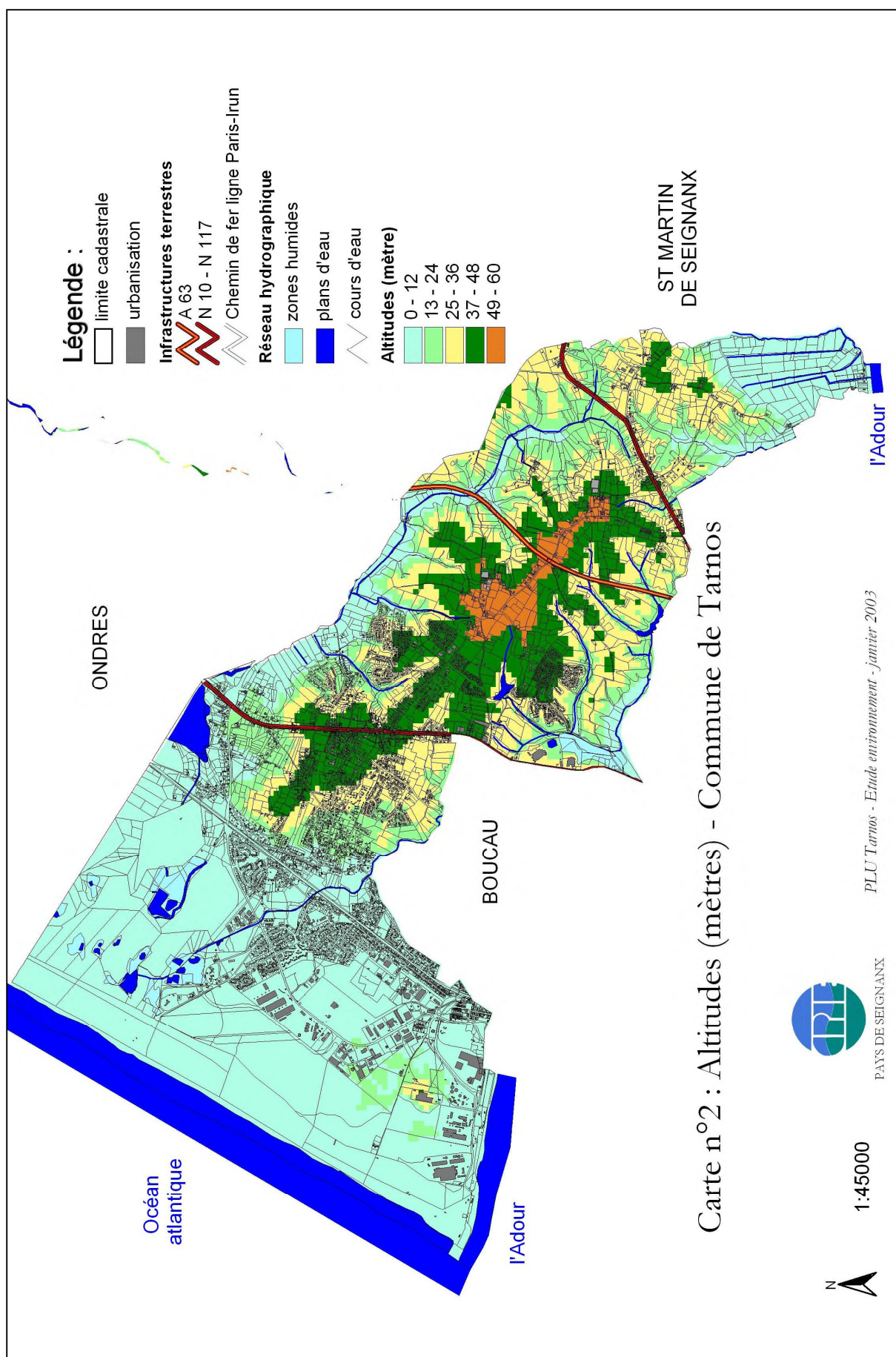
Livre rouge de la flore menacée de France  
Livre rouge de la faune menacée de France

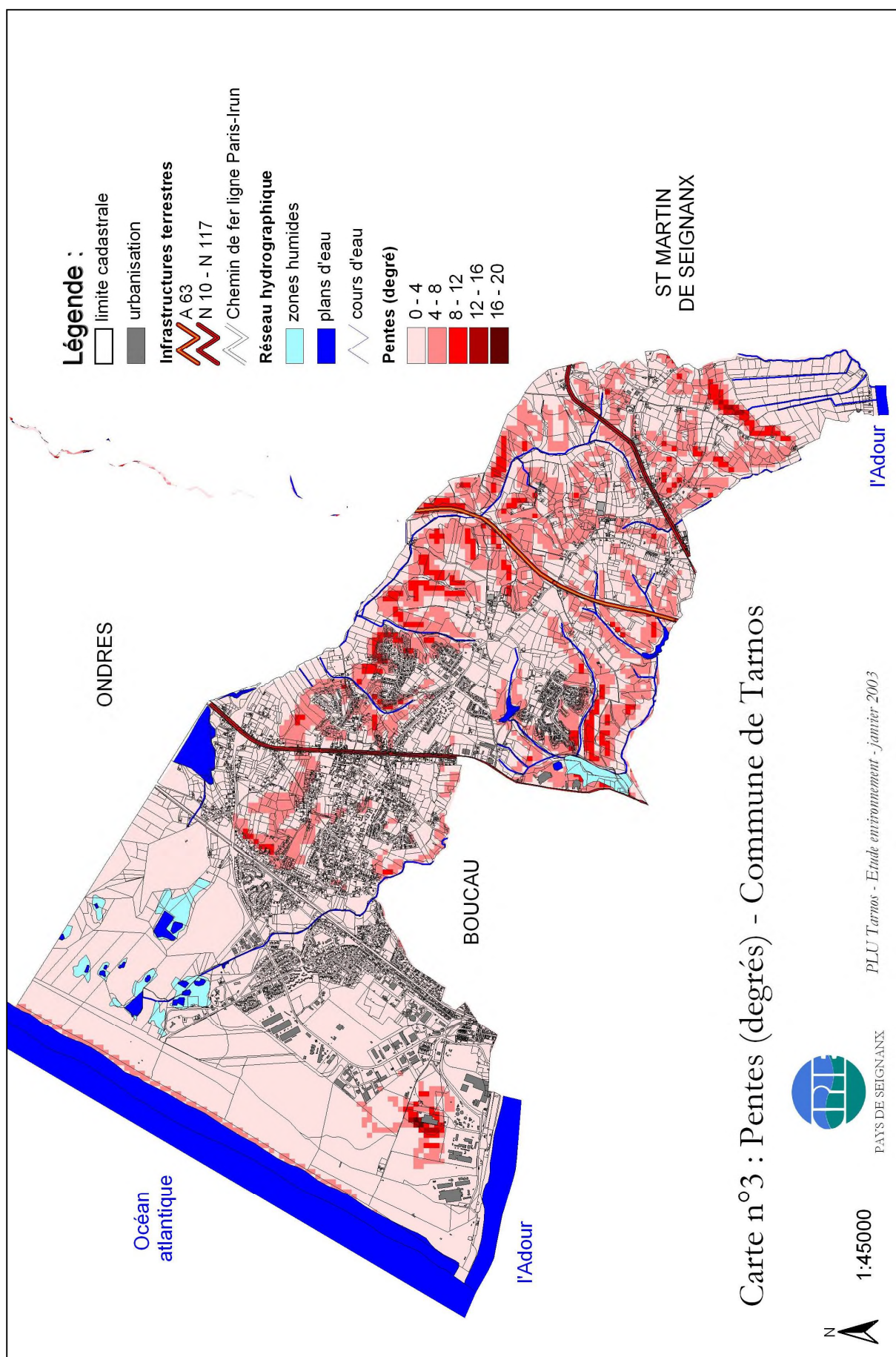
## **ANNEXE 2**

### **Cartes relatives à l'état de l'état initial de l'environnement de la commune de Tarnos**

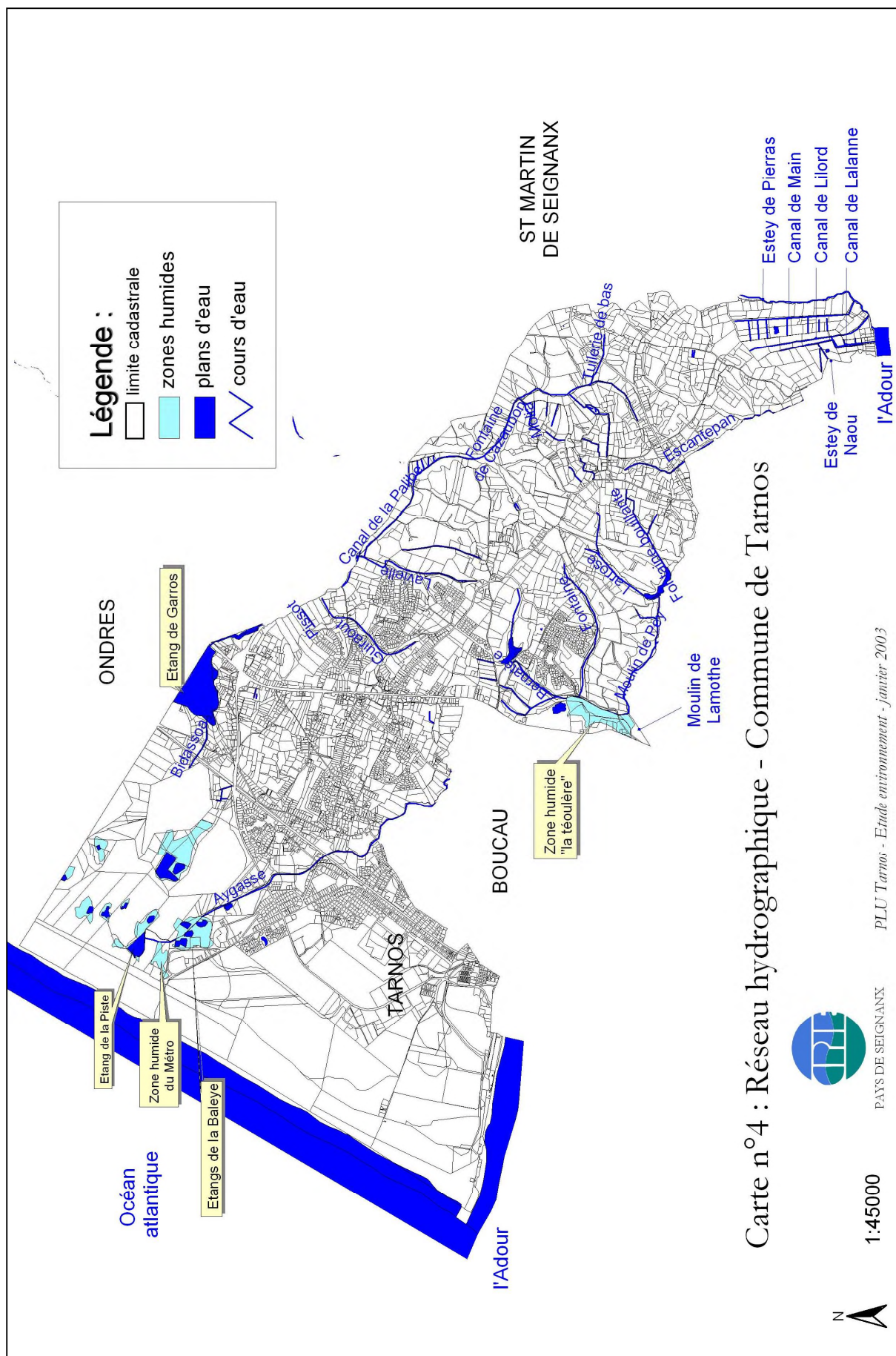




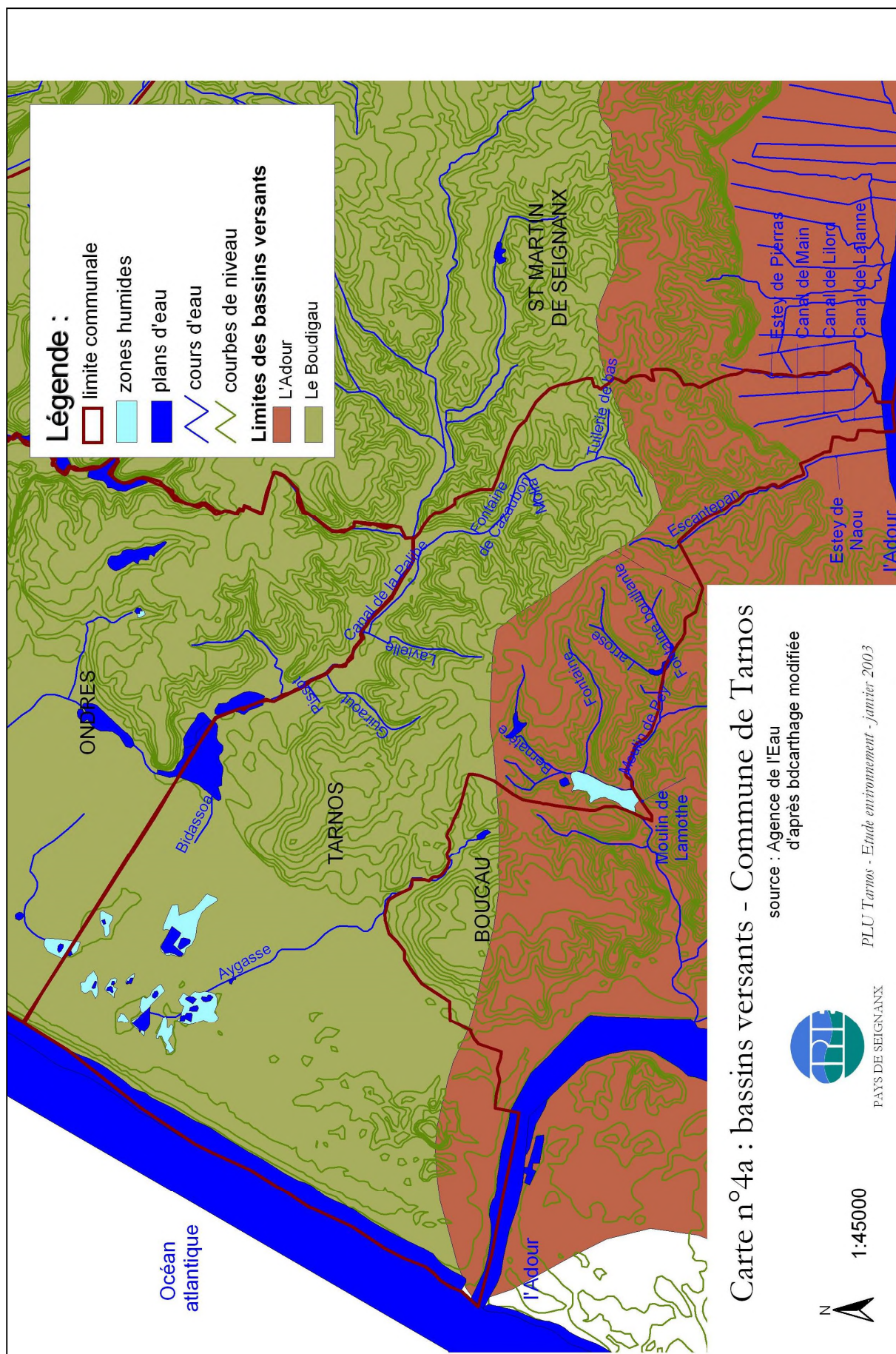




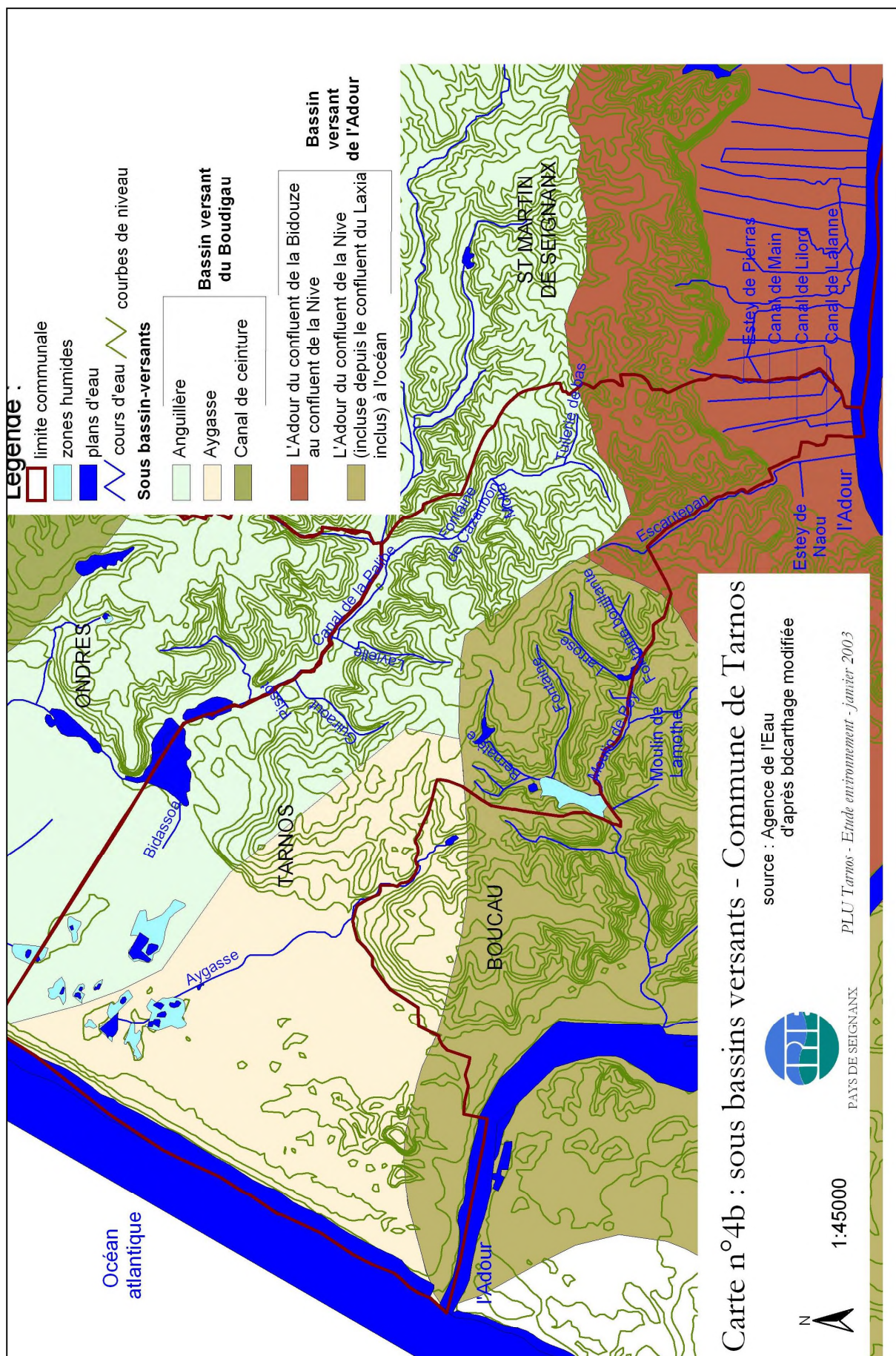




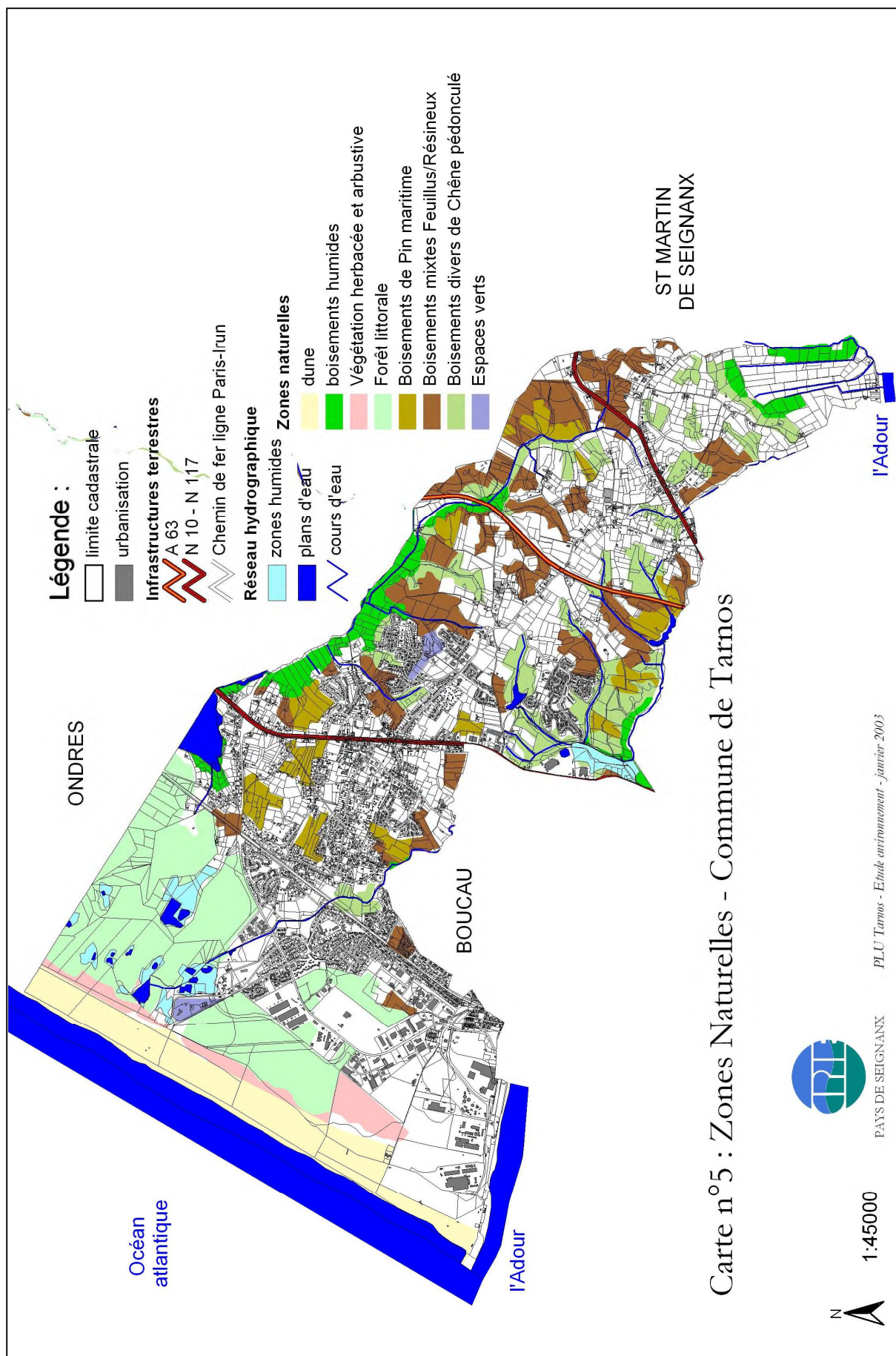


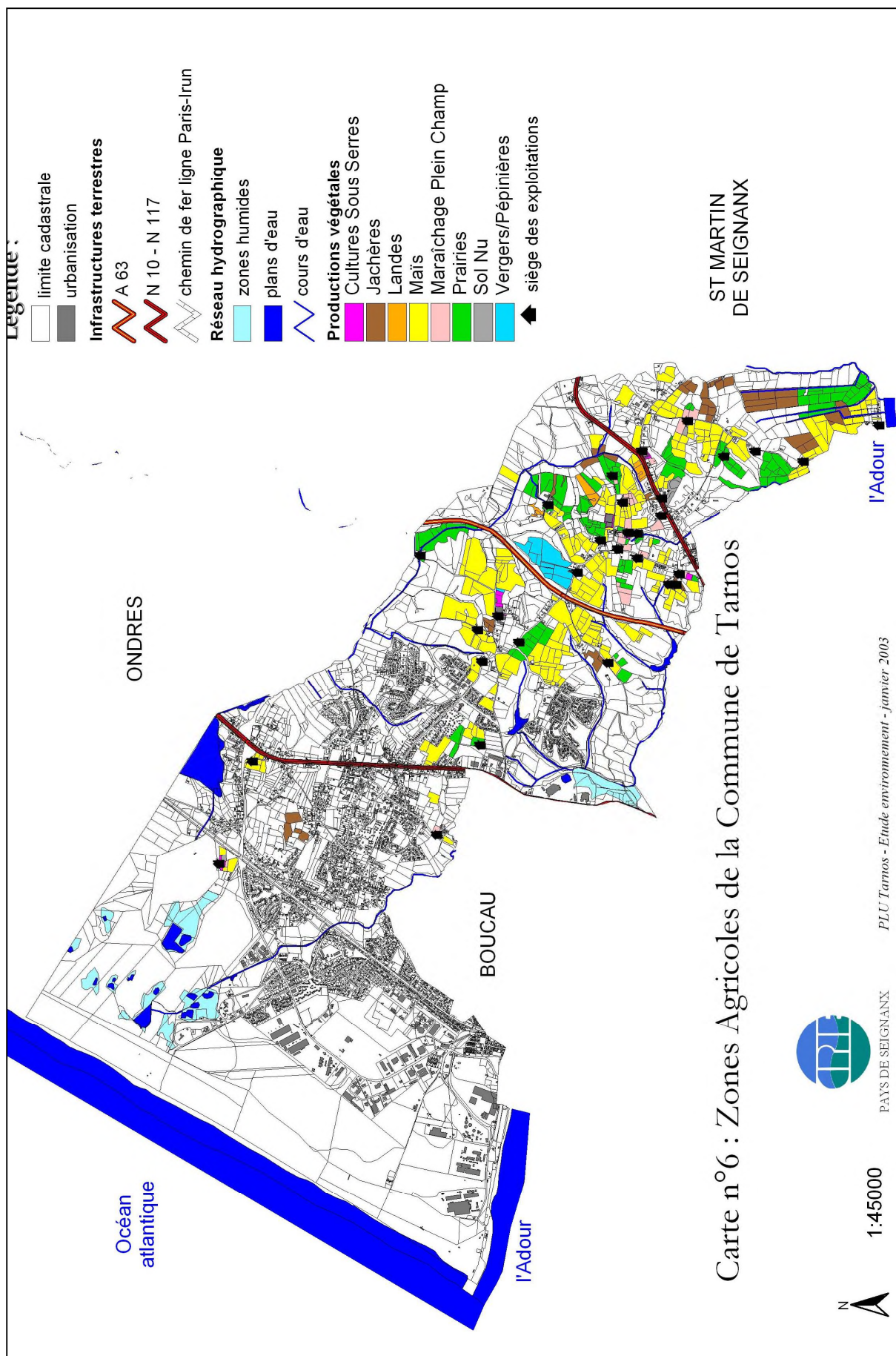




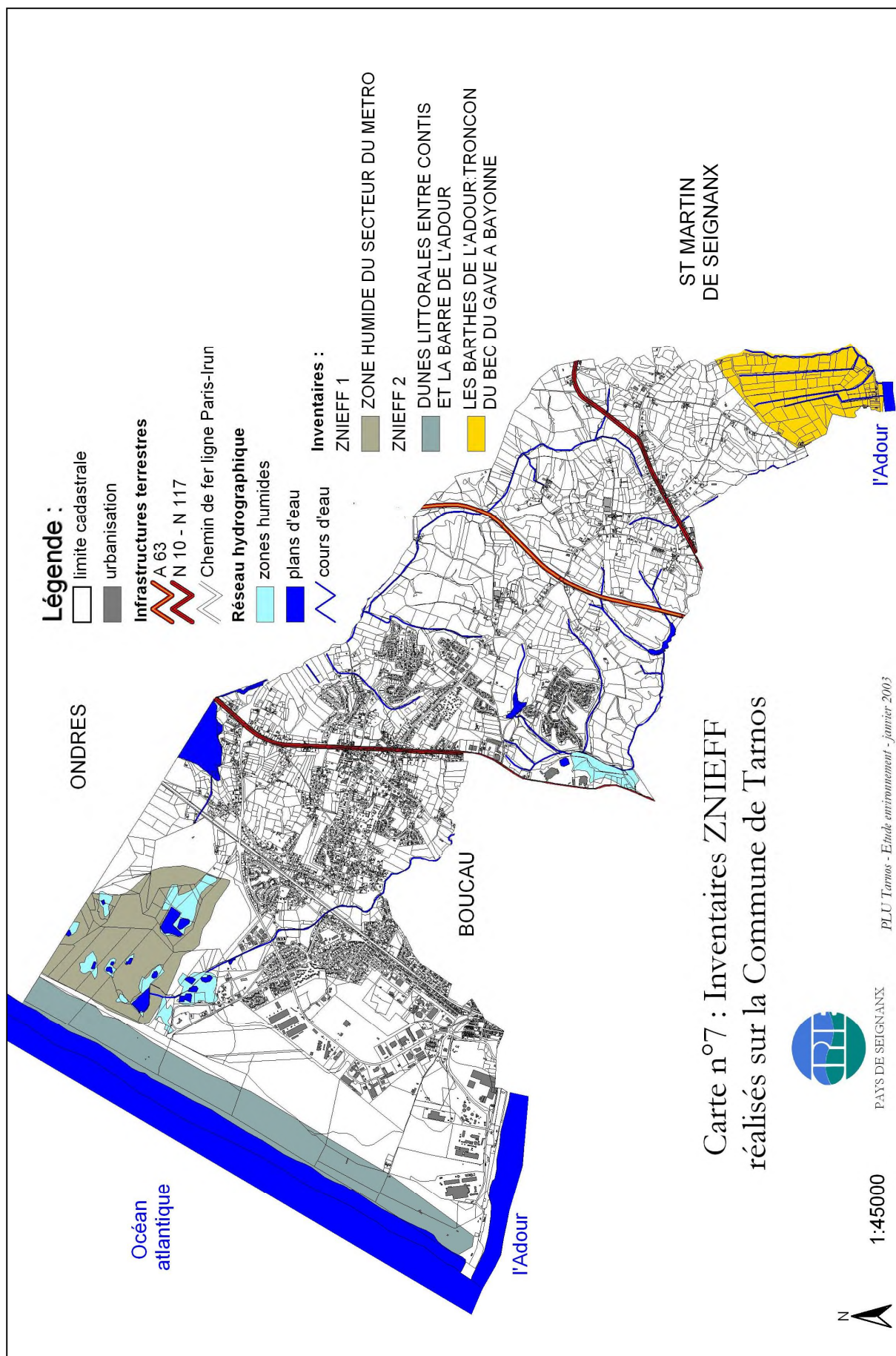


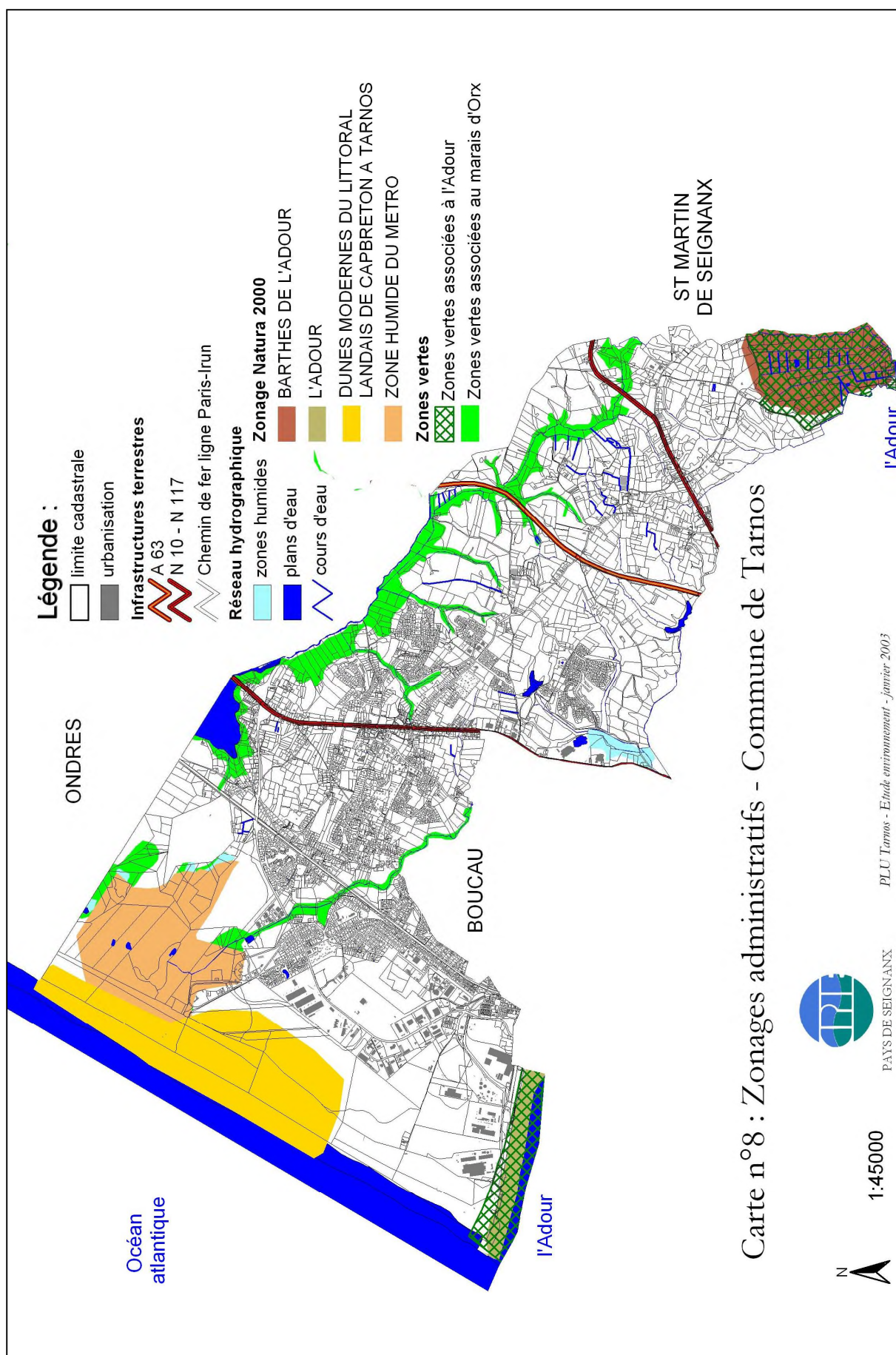




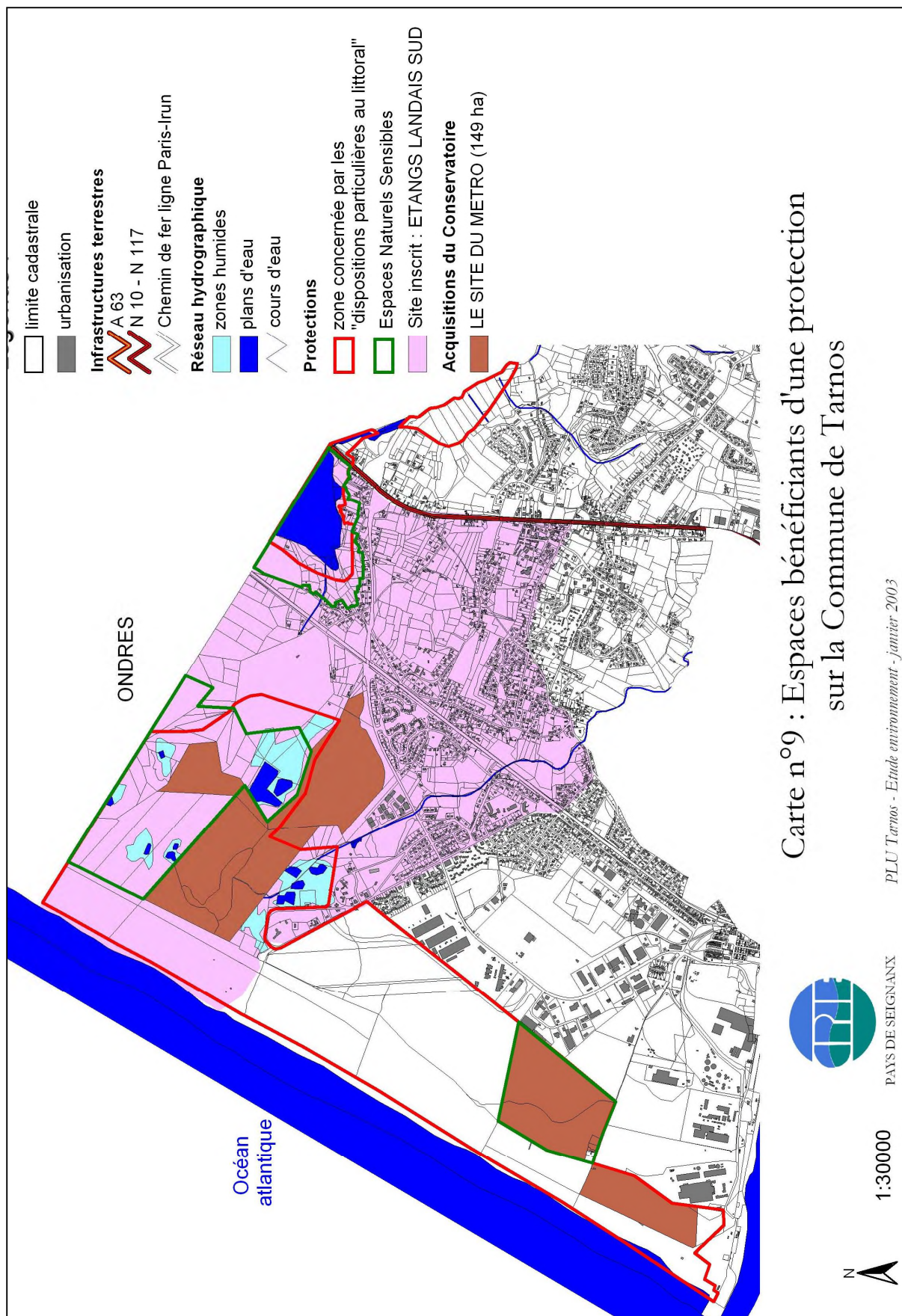


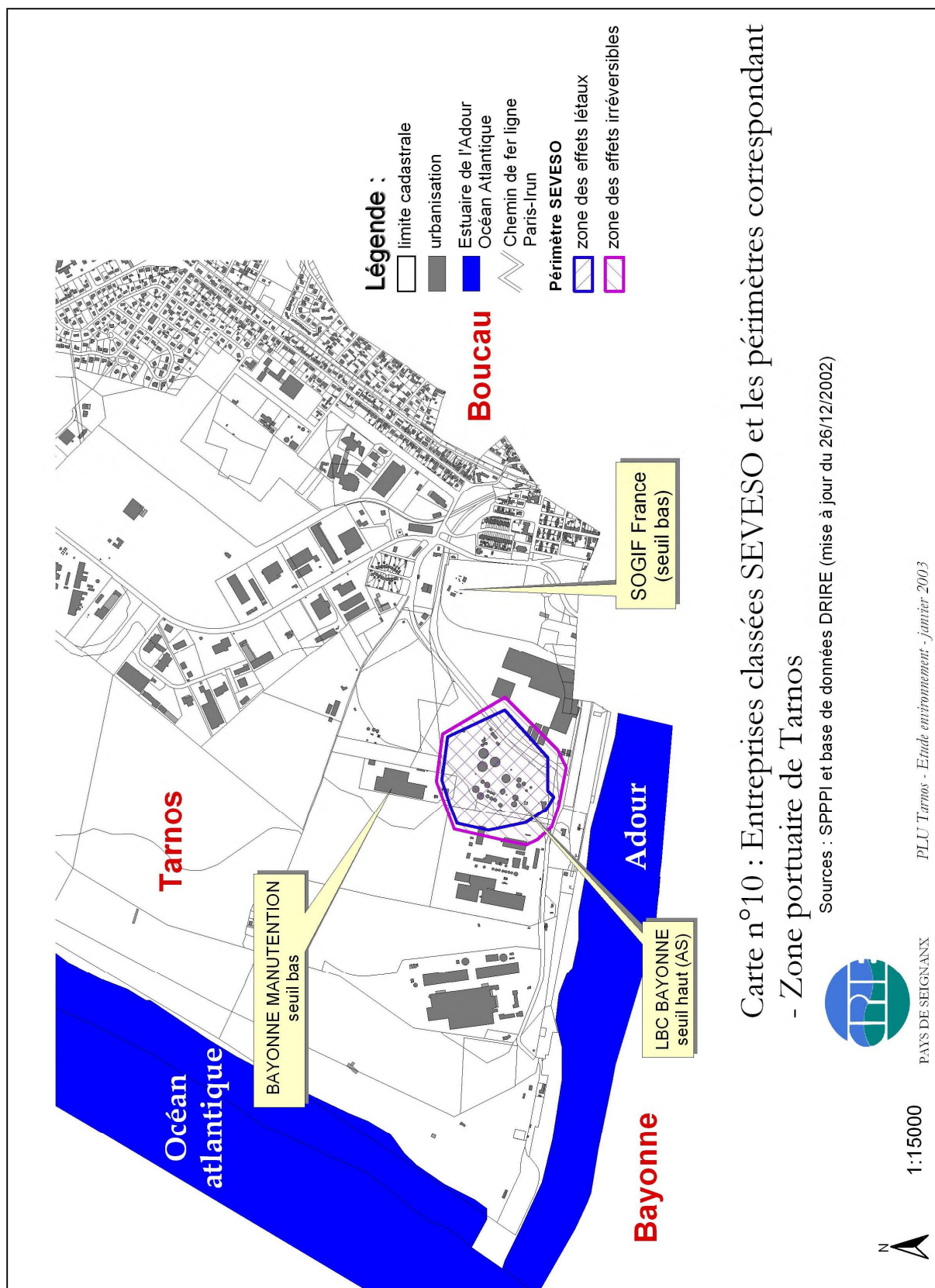




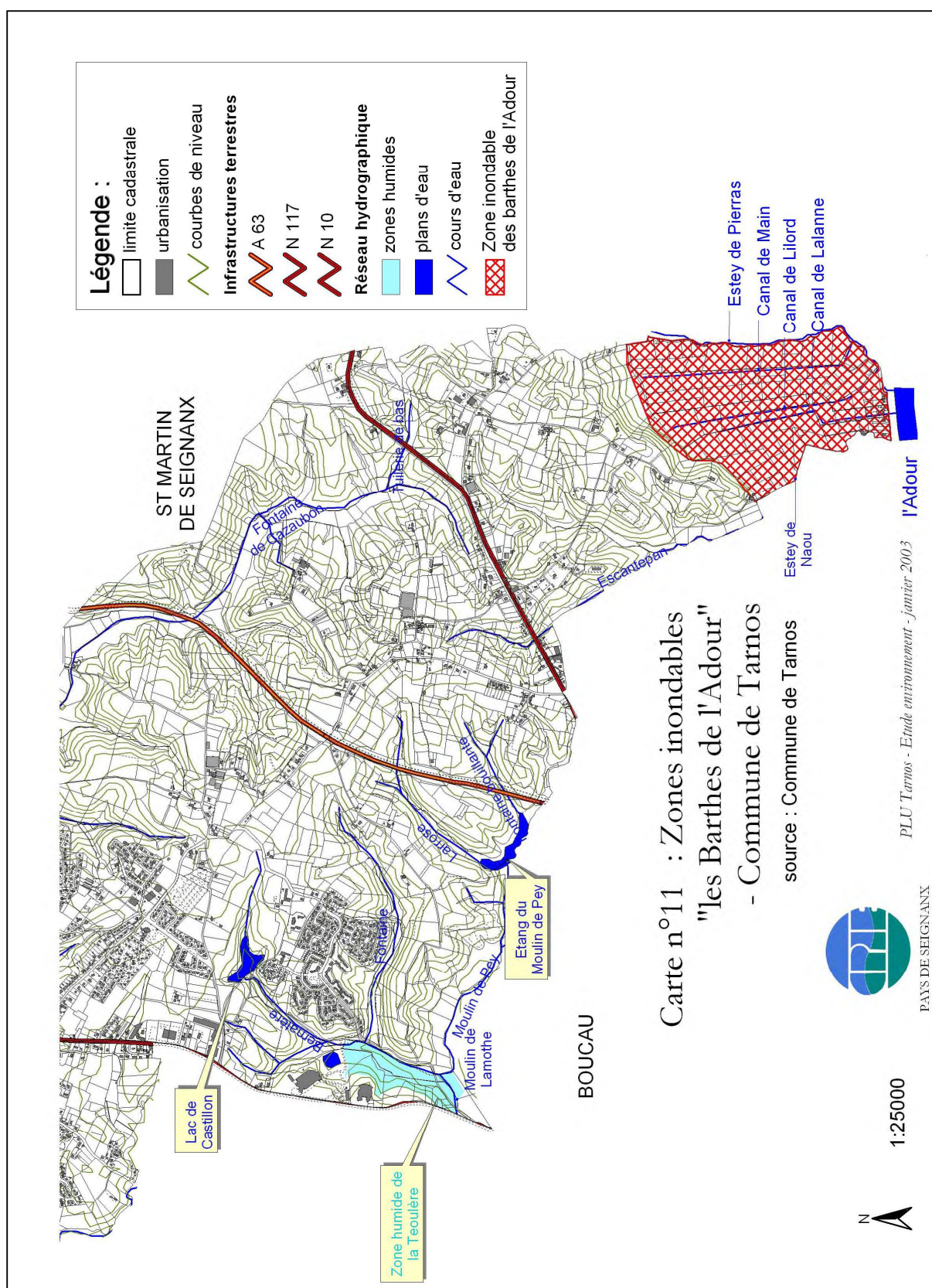


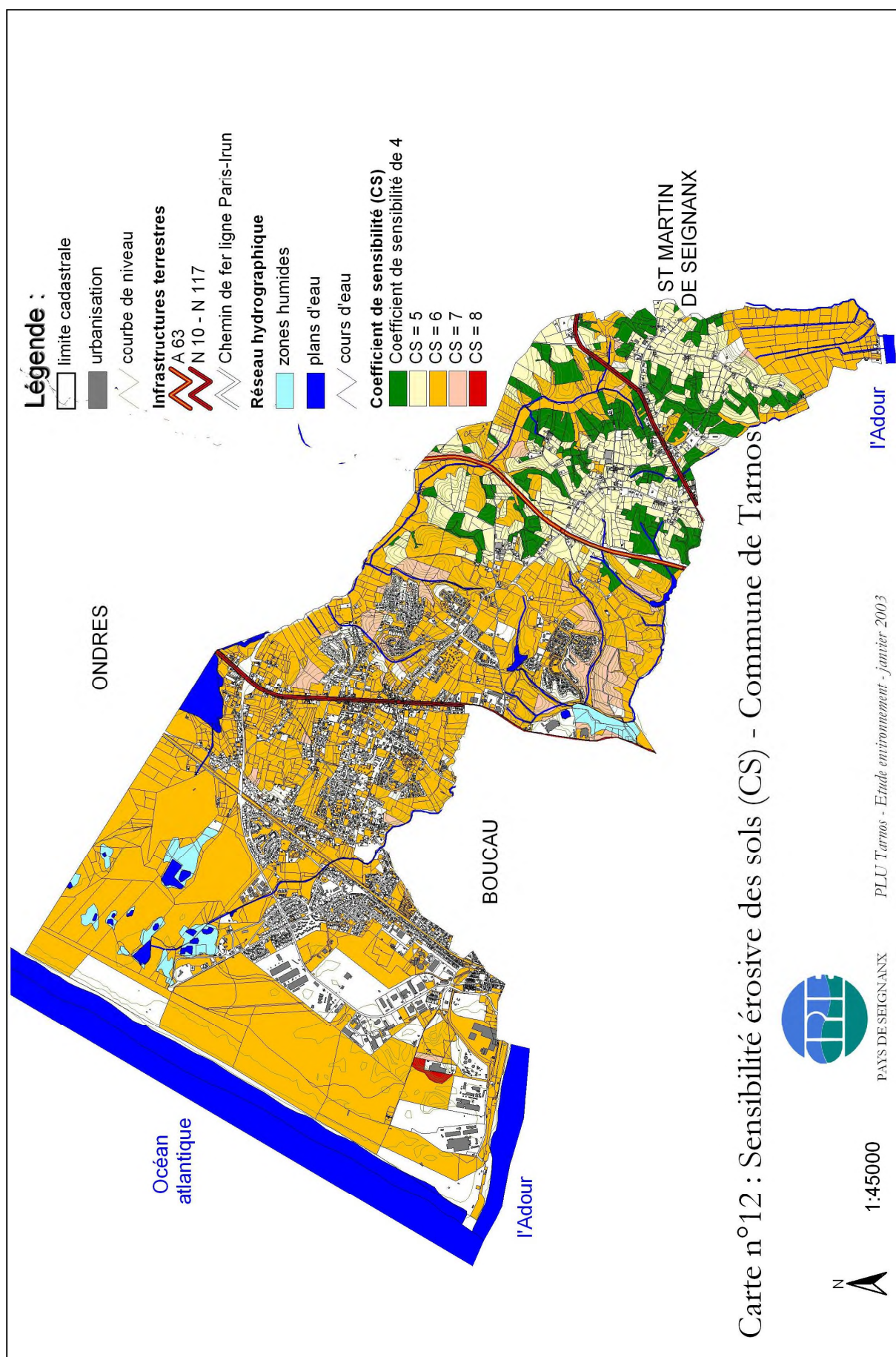














**EXPLICATION  
DES CHOIX RETENUS  
POUR ÉTABLIR LE P.A.D.D.  
ET DÉLIMITER LES ZONES**

## Préambule

L'appartenance de la commune à des regroupements intercommunaux est ancienne, et recouvre des activités pour partie déléguées ou transférées, qui touchent à l'organisation de la vie urbaine et rurale de la commune.

En 1993, les communes du canton de Saint-Martin-de-Seignanx (Biarrotte, Biaudos, Saint-André-de-Seignanx, Saint-Barthélemy, Saint-Laurent-de-Gosse, Saint-Martin-de-Seignanx, Ondres et Tarnos) ont décidé de constituer la Communauté de Communes du Seignanx. Celle-ci a été officiellement créée par arrêté préfectoral le 23 décembre 1993.

Les compétences (qui constituent autant de commissions) de la Communauté de Communes du Seignanx sont :

- ✓ l'aménagement de l'espace,
- ✓ l'action économique,
- ✓ le développement économique,
- ✓ la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie,
- ✓ la promotion touristique du secteur,
- ✓ la politique du logement et du cadre de vie,
- ✓ la protection et la mise en valeur de l'environnement,
- ✓ l'animation et la promotion du secteur,
- ✓ la collecte et le traitement des ordures ménagères.

La Communauté de Communes du Seignanx participe d'une manière importante à la définition des politiques locales de développement et de gestion des espaces de chaque commune membre, dont Tarnos.

L'organisation et l'amélioration de la vie urbaine et rurale sont comprises dans des axes transversaux dans chacune des compétences transférées. Urbanisation et ruralité font l'objet d'une attention continue pour en renforcer les bases et obtenir l'harmonisation des politiques communales dans une traduction communautaire cohérente, équilibrée et maîtrisée.

Ainsi, le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Tarnos a été élaboré par la Communauté de Communes du Seignanx, dans le respect des orientations souhaitées par la municipalité tarnosienne, en cohérence avec les politiques communales des communes membres et en tenant compte :

- des premières orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) de l'agglomération de Bayonne et du Sud des Landes,
- du Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) du Seignanx et de l'agglomération de Bayonne,
- des prescriptions (Servitudes d'Utilité publique, dispositions particulières au littoral, amendement Dupont, etc.) et des projets de l'État (Projet d'Intérêt Général de mise à 2X3 voies de l'A 63, application du programme européen Natura 2000, etc.),
- des compétences du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (C.P.I.E.) Pays de Seignanx, labellisé au plan national : expertise sur l'analyse de l'état initial de l'environnement, évaluation des incidences des orientations du plan sur l'environnement et prise en compte du souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement.

# 1. ASSURER UN DÉVELOPPEMENT COHÉRENT DE L'URBANISATION

## 1.1. Maîtriser l'urbanisation et favoriser les liens interquartiers

Afin de répondre de façon cohérente en terme de fonctionnement urbain aux nouveaux besoins engendrés par l'accroissement démographique prévu (cf. étude du P.L.H.), la municipalité tarnosienne a souhaité traduire ses objectifs en matière de maîtrise de l'urbanisation de la manière suivante :

- Conformément aux préconisations de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U.), l'essentiel du développement urbain des dix années à venir se concentrera dans la partie centrale de Tarnos

A cet égard, est créée une zone **Uhc** : zone **Urbaine d'habitat centrale**. Il s'agit d'une zone desservie par les réseaux, réservée à l'habitat et aux activités complémentaires à l'habitat (hôtellerie, commerces et services de proximité ; équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : équipements médicaux, sanitaires, sociaux, scolaires, culturels, sportifs, de loisirs, etc.).

En outre, afin d'échelonner l'urbanisation dans le temps, est créée une zone **AU** : zone **A Urbaniser**. Il s'agit d'une zone desservie de manière insuffisante par les réseaux, destinée à être urbanisée. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone ne pourra s'effectuer qu'après son classement en zone U à l'occasion d'une procédure de modification ou de révision du présent Plan Local d'Urbanisme.

- Constituer un maillage cohérent des quartiers (historiques et pavillonnaires) et tendre à développer des moyens de transports durables (transports en commun, circulations douces - piétons, deux roues, handicapés, etc. - )

Est ainsi créé un zonage **Uhp** : zone **Urbaine d'habitat périphérique**. Il s'agit d'une zone urbaine desservie ou non par les réseaux, réservée à l'habitat et aux activités complémentaires à l'habitat (hôtellerie, commerces et services de proximité ; équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : équipements médicaux, sanitaires, sociaux, scolaires, culturels, sportifs, de loisirs, station d'épuration, etc.),

La zone Uhp comprend 2 secteurs :

- **Uhp1** : secteur **Urbain d'habitat périphérique dense** (lotissements, résidences, quartier des Forges de l'Adour),
- **Uhp2** : secteur **Urbain d'habitat périphérique peu dense** (quartiers de l'Avenir et des Barthes.).

- Préserver et mettre en valeur les espaces naturels,

A cette fin, sont créées les zones :

**Np** : zone **Naturelle à protéger**. Il s'agit d'une zone naturelle à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

**Ni** : zone **Naturelle inondable**. Il s'agit d'une zone naturelle à protéger en raison de son caractère inondable où aucune nouvelle construction ne sera autorisée. Les habitations et bâtiments existants pourront être réhabilités et agrandis uniquement en ce qui concerne les parties hors d'atteinte de la montée des eaux.

**NI** : zone **Naturelle d'application des dispositions particulières au littoral** (loi littoral). Il s'agit d'une zone naturelle qu'il convient de protéger et d'aménager en application de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (dite « loi littoral ») et de son décret d'application du 20 septembre 1989. Précisons dès à présent que de nombreux milieux sont protégés par le zonage NI et notamment :

- les formations dunaires,
- la pinède souvent mixte,

- les zones humides d'arrière dune,
- l'étang de Garros,
- une partie des abords du ruisseau La Palibe.

**Npp** : zone **Naturelle** d'application du **plan-plage**. Il s'agit d'une zone naturelle réservée aux équipements liés à la plage.

**No** : zone **Naturelle** ordinaire. Il s'agit d'une zone naturelle pouvant comprendre :

- des hangars, abris de jardin, garages, chenils, étables, courtils, écuries, bergeries, volières, poulaillers, pigeonniers,
- des aires naturelles de campement et de caravanage,
- des services publics ou d'intérêt collectif (équipements sanitaires, sociaux, sportifs, culturels et de loisirs, etc.),
- équipements liés au bon fonctionnement du milieu naturel (ouvrages hydrauliques, canalisations des divers réseaux, bassin dessableur, etc.) ou difficilement compatibles avec le milieu urbain (déchetterie notamment)

En outre, le P.L.U. comprend :

- pour les quartiers moins formalisés que les zones Uhp, des zones **Naturelles d'habitat (Nh)** desservies partiellement par des équipements, dans lesquelles des constructions ont déjà été édifiées et où de nouvelles constructions seront autorisées en nombre limité. Il s'agit des *secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées* d'habitations tels que définis à l'article R. 123-8 du Code de l'Urbanisme. De plus, afin de préserver le caractère rural de ces zones, la superficie minimale des terrains constructibles en zone Nh est de 1000 m<sup>2</sup>.
  - des Espaces Boisés Classés (E.B.C.) qui contribuent à préserver un certain nombre de boisements. Il s'agit notamment des vallons boisés constituant les limites des opérations d'habitat (Castillon, Castagnet, etc.) - ces espaces correspondent pour la plupart à des thalwegs - et les boisements d'arrière dune (zone soumise aux dispositions particulières au littoral).
- Préserver les espaces nécessaires à l'activité agricole.

Dans cet objectif, sont créées les zones :

**Ao** : zone **Agricole** ordinaire. Il s'agit d'une zone où les constructions et installations, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées.

**Ai** : zone **Agricole** inondable. Il s'agit d'une zone où les habitations et les bâtiments existants pourront être réhabilités et agrandis uniquement en ce qui concerne les parties hors d'atteinte de la montée des eaux.

### *1.2. Limiter l'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage*

Dans les espaces proches du rivage situés en l'Océan et la voie ferrée Paris - Irun, certains secteurs peuvent faire l'objet d'une extension limitée de l'urbanisation :

- les zones industrielle (Uéi) et industrialo-portuaire (Uéip, Uéip1 et Uéip2) dont la plupart des terrains sont déjà occupés par des activités, mais qui peuvent encore admettre quelques constructions ou installations supplémentaires, soit nécessitant la proximité de l'eau pour l'utilisation du bord à quai, soit en lien avec la vocation de la zone, notamment dans les espaces actuellement occupés par des parcs de stationnement aériens,
- la zone d'habitat périphérique dense (Uhp1) constituée essentiellement de lotissements pavillonnaires qui ne pourra pas comprendre de développement important. En effet, pour maintenir l'unicité de la caractéristique actuelle des lieux, l'emprise au sol est limitée à 40% et la hauteur des constructions ne pourra pas excéder 9 mètres, soit R + 1,



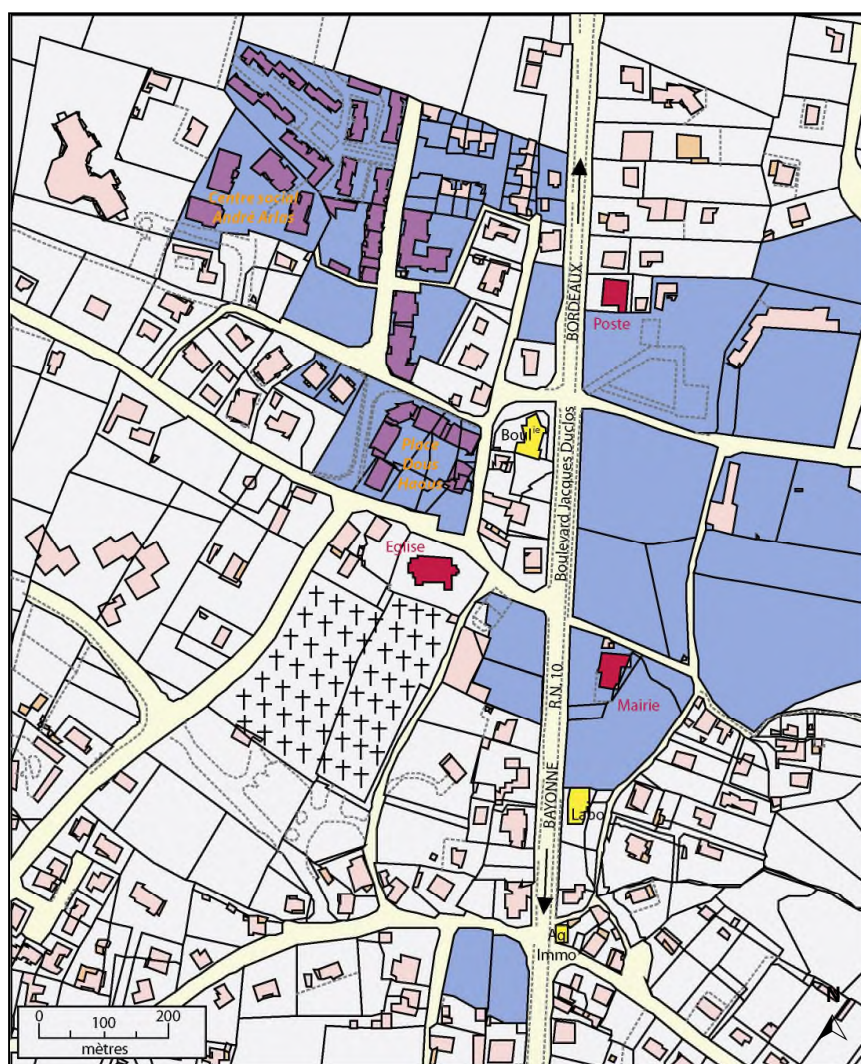
- le village de vacances « La Forêt des Landes » qui est affecté d'un zonage spécifique (Uc) dont le règlement restreint l'extension à cette forme d'urbanisation,
- le secteur (en zone Uhp1) situé entre la zone industrielle et les constructions édifiées en bordure de la voie ferrée (lieu-dit La Baye), soit entre 1,5 km et 2 km du rivage, qui reste potentiellement disponible. Toutefois, ces terrains communaux abritent actuellement des équipements sportifs et de loisirs. En outre, l'extension de la station d'épuration, prévue à cet endroit, limitera d'autant la constructibilité. Pour l'instant, aucun projet n'est envisagé par la commune. En l'absence de S.Co.T. opposable aux tiers, toute opération nouvelle serait soumise à l'accord du Préfet après avis de la Commission Départementale des Sites.

### 1.3. Donner une échelle humaine et urbaine au centre-ville

Le diagnostic communal a fait ressortir le fait que la commune de Tarnos possède un centre-ville « éclaté » (peu structuré et peu dense) constitué sur le modèle urbain de la « ville-rue ». En effet, le centre-ville est traversé (plus de 20 000 véhicules par jour) par l'axe routier historique reliant Paris à Irun : la RN 10.

La municipalité tarnosienne ne veut pas se résigner à laisser la ville demeurer un « couloir » entre la frontière espagnole et la capitale française. Ainsi, depuis plusieurs années, la municipalité a entrepris de multiples actions de valorisation et de densification de la partie centrale de la ville.

Peu à peu, les extrémités du centre-ville se sont étoffées : boulangerie au nord, laboratoire d'analyse et agence immobilière au sud (en jaune sur le plan ci-dessous). Force était de constater qu'il n'existait alors encore qu'un lien ténu entre ces diverses entités, d'autant que le centre-ville était ponctué de parcelles inexploitées : les « dents creuses » (en bleu sur le plan ci-dessous).



Il s'agissait d'engager un programme important afin de donner plus de consistance au cœur de la ville. La densification du centre-ville (en violet sur le plan page précédente) s'est opérée, sur une partie des dents creuses, selon un programme mixte d'habitat collectif, d'espaces et d'équipements publics, de commerces et de services. A ce dernier titre, afin de continuer à favoriser et à faciliter l'implantation des activités de commerces et de services, des règles d'implantation spécifiques sont définies au sein des articles 6 et 7 des zones U du règlement du présent P.L.U.

♦ **Le lotissement du Centre-Ville :**

- ✓ La place Dous Haous, lieu de rassemblement comprend un kiosque central et un parc de stationnement souterrain.
- ✓ Le programme bâti en R + 3 de la place Dous Haous abrite :
  - ⇒ 38 logements locatifs à loyer modéré,
  - ⇒ 30 logements en accession à la propriété à loyer modéré,
  - ⇒ les A.S.S.E.D.I.C.,
  - ⇒ un corps médical (podologue, dentiste, kinésithérapeute),
  - ⇒ des services complémentaires (épicerie, bar, fleuriste, institut de beauté).
- ✓ Le reste du programme, irrigué par la rue André Bouillat comprend :
  - ⇒ 75 logements locatifs à loyer modéré,
  - ⇒ 70 logements en accession à la propriété,
  - ⇒ un centre social (C.C.A.S., assistance sociale départementale, A.N.P.E.).

♦ **En complément du lotissement du Centre-ville :**

- ✓ La Maison d'Accueil des Personnes Agées Dépendantes (M.A.P.A.D.),
- ✓ Le cimetière paysager,
- ✓ La Résidence Tarnos Océan (réservée aux handicapés),
- ✓ L'opération O.P.D.H.L.M. des Landes (33 logements sociaux),
- ✓ La bibliothèque,
- ✓ Le centre Henri Daga qui héberge des associations

*1.4. Créer les équipements et réseaux publics nécessaires*

Compte tenu des évolutions démographiques et légales, un certain nombre d'équipements publics doivent être réhabilités, redimensionnés et/ou créés.

**La ressource en eau potable et le réseau d'adduction d'eau potable**

La commune de Tarnos ne disposant pas de ressource particulière en eau, cette dernière provient en totalité de l'Usine de la Nive à Anglet. Cependant, un nouveau site de pompage d'eau potable devrait voir le jour prochainement. En effet, des sondages ont montré que la commune voisine d'Ondres disposait d'une ressource en eau potable importante. L'exploitation prochaine du site ondrais (en plus de celui d'Angresse, récemment mis en œuvre) permettra de compenser une éventuelle défaillance de l'Usine de la Nive.

Parallèlement, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (S.I.A.E.P.) Boucau - Tarnos - Ondres - Saint-Martin-de-Seignanx, présidé par Monsieur le Maire de Tarnos, a confié au bureau d'études Hydraulique Environnement Aquitaine une mission de diagnostic et de schéma directeur du réseau d'adduction d'eau potable. Les conclusions de cette étude, prévues pour 2005, détermineront les parties de réseau à réhabiliter, les renforcements et les extensions nécessaires en prenant en compte les zones urbanisées et à urbaniser des P.L.U. des communes concernées.

**Les dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées**

Le réseau d'assainissement collectif urbain de Tarnos existe depuis 1971. Un agrandissement de la station d'épuration, située au lieu-dit « La Baye », est intervenu en 1985 afin de porter sa capacité à 21 800 équivalents-habitants. Aujourd'hui, la ville compte environ 52 kilomètres de réseau, 500 000 m<sup>3</sup> sont soumis à la redevance d'assainissement et 4000 foyers sont abonnés au S.Y.D.E.C.

En ce qui concerne l'assainissement collectif, le S.Y.D.E.C., syndicat mixte regroupant l'ensemble des communes y adhérant (dont Tarnos) et le Conseil Général des Landes, a pris la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'assainissement collectif en 2000 et assure l'exploitation du réseau tarnosien depuis 2001.

Suite à la parution de la directive européenne de 1991 relative au traitement des eaux résiduelles urbaines et de son application nationale, la loi sur l'eau de 1992, la Ville de Tarnos a vu ses questions d'assainissement encadrées par deux arrêtés :

- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1998 délimitant une carte d'agglomération d'assainissement,
- l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 fixant les objectifs de réduction de flux de substances polluantes pour Tarnos et une partie de Boucau.

Afin de respecter ces arrêtés préfectoraux, le S.Y.D.E.C. a prévu de réaliser une nouvelle station d'épuration d'une capacité de 35 000 équivalents-habitants (dont 20 000 équivalents-habitants réservés à la commune de Tarnos, 7 000 pour la commune de Boucau, 2 000 pour la zone industrielle, 2 000 pour la prise en compte des matières de vidange des dispositifs d'assainissement non collectif et 4 000 pour le recueil des eaux pluviales), à proximité de celle existante.

Les zones constructibles concernées par l'assainissement non collectif sont limitées (zone Uhp2 de la RN 117 et zones Nh). En effet, en raison d'une mauvaise aptitude des sols à l'assainissement individuel (étude de zonage d'octobre 1998 et carte d'aptitude des sols de février 1999 réalisées par le bureau d'études Gaudriot Ingénieurs Conseils), le nombre de constructions nouvelles potentielles ne s'élève, à l'échelle de la commune, qu'à une quinzaine d'habitations, implantables soit en situation de « dent creuse », soit en continuité de la zone bâtie existante. L'extension de ces zones ne pourra s'effectuer que si le réseau d'assainissement collectif les dessert.

En outre, il convient de préciser que les permis de construire relatifs à ces constructions potentielles ne seront délivrés que si une solution satisfaisante en matière de traitement des eaux usées est proposée. Les dispositifs d'assainissement autonome devront être conformes aux textes en vigueur et seront contrôlés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.).

L'annexe sanitaire du P.L.U. consacrée à la collecte et au traitement des eaux usées précise :

- le projet de création de la nouvelle station d'épuration,
- les modalités d'assainissement des zones actuellement non raccordées.

### **L'aire d'accueil des gens du voyage**

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, dite **loi BESSON**, impose à toutes les communes de plus de 5000 habitants de réaliser une aire d'accueil et/ou de grand passage pour les gens du voyage.

Les aires d'accueil (de 15 à 50 places) sont destinées aux gens du voyage dont les durées de séjour dans un même lieu peuvent aller jusqu'à plusieurs mois. Leur aménagement doit assurer des conditions de vie décentes.

Les aires de grands passages (de 50 à 200 places) permettent une durée de stationnement le plus souvent d'une semaine. Les aménagements sont donc plus sommaires.

La loi Besson a été transcrite localement dans le **Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage des Landes**, approuvé le 18 mars 2002 par le Préfet des Landes et le Président du Conseil Général des Landes.

**Ce schéma précise que les communes de Tarnos, Ondres et Saint Martin de Seignanx doivent se doter d'au moins une aire d'accueil et d'une aire de grand passage dans les meilleurs délais.**

Depuis l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2001, la Communauté de Communes du Seignanx est compétente en matière de création d'aire des gens du voyage.

Concernant la commune de Tarnos, la Communauté de Communes du Seignanx a repris l'étude réalisée pour le bureau d'études Métaphore, où quatre sites ont été explorés pour la création d'une aire d'accueil d'une vingtaine de places :

- deux à proximité de la R.N. 10 et de l'échangeur avec la R.D. 85
- deux à proximité de la R.N. 117

Afin de déterminer l'implantation la plus judicieuse, le bureau d'études a pris en compte, conformément aux recommandations de la loi Besson, plusieurs critères :

- être proche des axes de transit, avec un accès assez direct pour éviter autant que possible les convois réguliers de caravanes sur des voies dont le gabarit est manifestement inadapté à cet usage,
- ne pas être trop éloigné des centres urbains où se concentrent commerces, services et équipements publics (mairie, écoles, services médicaux et sociaux, etc.).

Les principaux inconvénients des deux terrains proches de la R.N. 117 sont l'éloignement des commerces, services et équipements publics et une voirie communale peu adaptée aux passages constants de caravane.

Par contre, ceux en bordure de la R.N. 10 sont mieux desservis en voirie et réseaux, proches du centre-ville et bénéficient d'un accès direct depuis l'A 63 (échangeur d'Ondres), via la RD 85, sans traverser des quartiers habités. Ils nécessitent toutefois un aménagement paysager permettant d'intégrer ces aires au paysage agricole actuel et à l'entrée de ville.

La Communauté de Communes du Seignanx, en concertation avec la municipalité tarnosienne, a arrêté son choix sur l'emplacement situé à l'ouest de la R.N. 10, l'autre se trouvant plus entouré de constructions.

Le P.L.U. comprend un secteur **Ucgv** : secteur **U**rbain de **c**ampement et de caravannage d'accueil des **g**ens du **v**oyage, situé à proximité de l'échangeur R.N. 10 / R.D. 85. (Emplacement Réservé n°5)

### **Une deuxième déchetterie**

La commune de Tarnos a transféré la compétence collecte et traitement des déchets à la Communauté de Communes du Seignanx. Pour la mise en œuvre de cette compétence, cette dernière a adhéré au Syndicat Intercommunal de Traitement et de Collecte des Ordures Ménagères (S.I.T.C.O.M.) de la Côte Sud des Landes.

Afin de suivre les objectifs du Plan Départemental d'Élimination des Déchets approuvé en 2000 et dans le but de développer le recyclage des déchets, la commune de Tarnos compte 4 dispositifs :

► **14 stations de collecte sélective :**

La localisation et les caractéristiques de ces points tri sont précisées au sein de l'annexe sanitaire du P.L.U. consacrée à l'élimination des déchets. Afin d'optimiser le ramassage et le tri des déchets, le P.A.D.D. précise que les opérations d'habitat devront désormais intégrer un emplacement pour les ordures ménagères et un point tri.

► **Prêt d'une benne à gravats aux particuliers :**

Une benne est mise gratuitement à disposition des Tarnosiens qui en font la demande.

► **42 sites de collecte de végétaux :**

Le principe consiste à la mise en place de bennes à déchets verts sur l'ensemble de la commune afin de désengorger la déchetterie intercommunale qui arrive à saturation.

► **Une déchetterie existante et une en projet :**

En 1996, le Syndicat Intercommunal de Traitement et de Collecte des Ordures Ménagères (S.I.T.C.O.M.) de la Côte Sud des Landes a créé une déchetterie rue Georges Lassalle à Tarnos.

Il s'agit de la troisième plus importante déchetterie gérée par le S.I.T.C.O.M. En 2001, plus de 60 000 personnes l'ont fréquentée et 45 429 m<sup>3</sup> de déchets ont été récupérés.



Cette déchetterie :

- est accessible aux véhicules de moins de 3,5 tonnes appartenant aux artisans ou aux particuliers,
- accueille les déchets suivants : ferraille, carton, gravats, Tout Venant Incinérable, végétaux, pneus, huiles minérales, huiles de cuisine, néons, téléviseurs, jouets, livres, réfrigérateurs, filtres à huiles et gasoil, amiante ciment, médicaments, batteries, piles, lunettes, radiographies, textiles, déchets toxiques (peintures), déchets médicaux et dispose d'un point tri (verre, boîtes métalliques, bouteilles plastiques, papiers, tétra-pack, carton).

Il s'agit d'une déchetterie intercommunale qui accueille indifféremment les déchets de Boucau et Tarnos, voire même ceux de Ondres et de Saint-Martin-de-Seignanx.

Afin de faire face aux besoins sans cesse croissants et à l'étendue de la commune, il est prévu de créer une déchetterie plus importante et accessible à tous les types de véhicules, à l'Est de la R.N. 10, en bordure de la voie communale de Castillon. A cet effet, un Emplacement Réservé (n°1) est instauré sur les parcelles AE 116 et 117.

## 2. PÉRENNISER LE CADRE DE VIE COMMUNAL

### 2.1. Protéger et mettre en valeur les espaces naturels

**Contrairement à l'idée commune d'une ville très urbanisée, Tarnos bénéficie en fait d'une zone « verte » encore prédominante.** En effet, sur 2 626 ha que compte la commune, seuls 31 % sont urbanisés, 54 % concernent les espaces « verts » et les « zones humides » et 15 % sont occupés par l'agriculture. **Le présent P.L.U. vise à maintenir l'importance de ce poumon vert.** Le potentiel et les intérêts écologiques relevés sur la commune impliquent la mise en place de mesures traduites au travers du P.L.U. afin de :

- **Préserver** l'équilibre naturel des secteurs les plus sensibles et en particulier :

#### \* Les zones humides d'arrière-dune du secteur dit « Le Métro »

Pour cela, le classement en Espace Boisé Classé (E.B.C.) d'une partie (hors plans d'eau et zones humides) de la Z.N.I.E.F.F. et le classement en ceinture d'un vaste espace en zone **Naturelle** à protéger au titre des dispositions particulières au littoral (**NI**) marque la volonté de protection. Ces classements s'accompagnent :

- par l'inscription du Bassin Versant de l'Aygas, ruisseau qui alimente cette zone humide, dans le Contrat de Rivière Bourret – Boudigau,
- par la contractualisation d'un Plan de Gestion signé entre le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (C.E.L.R.G.), propriétaire et la Commune de Tarnos, gestionnaire. Ce dispositif sera mis en œuvre en partenariat avec le Conseil Général des Landes, l'Office National des Forêts (O.N.F.) et le syndicat de rivière Bourret-Boudigau,
- par l'acceptation (par délibération du conseil municipal du 22 avril 2002) par la commune du classement de la zone dans le périmètre du réseau Natura 2000.

#### \* L'étang de Garros

Ce plan d'eau est alimenté par le bassin versant du réseau de La Palibe. Il est prolongé par l'étang du Turc sur Ondres, le ruisseau de l'Anguillère, le canal du Boudigau, le Port de Capbreton. Le Contrat de Rivière, en cours d'exécution, concerne l'ensemble de ce réseau.

Une étude bathymétrique de l'étang de Garros révèle la présence de 120 000 m<sup>3</sup> de sédiments déposés, qui conduiront, si rien n'est fait pour stopper ce dépôt, à « la mort » de l'étang dans une quarantaine d'années. Pour pallier ce phénomène de sédimentation, un bassin dessableur a été créé sur la Palibe à l'endroit de sa confluence avec l'étang de Garros.

De statut public, l'étang de Garros est malgré tout inaccessible, compte tenu du caractère privé de ses rives. La municipalité souhaite promouvoir cet espace et l'ouvrir aux Tarnosiens. Cet objectif se réalisera par le biais d'aménagements légers, compatibles avec la sensibilité du site, conformément à l'article L. 146-6 du Code de l'urbanisme (dispositions particulières au littoral).

Des parcelles bordant l'étang sont frappées d'un emplacements réservé (V8) au profit de la commune pour la création d'un chemin piéton de promenade. En outre, l'ensemble de ses rives est protégé par un classement en zone **Naturelle** à protéger au titre des dispositions particulières au littoral (**NI**). Le site est inclus dans le Périmètre Sensible créé le 31 janvier 1985.

Dans l'objectif d'ouvrir ce site à tous, une aire de stationnement est prévue à l'ouest de l'étang. Cette dernière, en retrait du plan d'eau (environ 150 mètres) permettra d'accueillir les véhicules des promeneurs sans porter atteinte à l'écosystème de l'étang.

- **Conserver** et protéger les espaces "tampon", dits **coulées ou coupures vertes** pour pallier un développement continu du tissu urbain sur l'ensemble du territoire communal (voir Orientation d'Aménagement n°7) :

*\* Coupure verte littorale entre Tarnos et Ondres.*

*\* Zone **Naturelle** à protéger en raison de sa sensibilité aux problèmes d'inondations (**Npi**) aux abords du ruisseau de l'Aygas.*

*\* Zone agricole et naturelle de la partie Est de la commune.*

Le parti pris du développement de la commune vise à une urbanisation plus dense du centre-ville, afin d'économiser le foncier et de conserver les coulées vertes offrant un cadre de vie privilégié aux quartiers déjà organisés.

- **Réorganiser** les différents accès à la plage de façon à préserver l'équilibre écologique des espaces dunaires.

Il n'existe que deux plages ouvertes aux publics sur les 5 kilomètres de littoral que compte la commune :

\* La plage nord, dite « Le Métro », est accessible par la RD 81. La maîtrise de la fréquentation de ce site a été étudiée dans le cadre du projet européen LIFE 95.

Cette plage est concernée par l'opération plan-plage (zone **Naturelle** réservée au **plan-plage : Npp**). Les équipements pour partie réalisés (aménagement de la tête de plage, pôle de services, promenades, sentier de découverte, naturalisation de l'aérodrome privé, aires de stationnement) sont de nature à maîtriser le flux des usagers de la plage, et à préserver le site dunaire exceptionnel de Tarnos. De plus, la commune a accepté la proposition de classer l'ensemble du domaine dunaire dans le périmètre du réseau Natura 2000.

\* Pour la plage sud dite « La Digue », située à l'embouchure nord de l'Adour (Domaine Portuaire), au-delà de l'aspect primordial de l'environnement, il convient aussi de maîtriser les accès en tenant compte d'autres conflits d'usages :

- zone industrialo-portuaire (Z.I.P.) et son trafic inhérent de poids lourds,
- champ de tir de la IV<sup>ème</sup> Région Militaire.

La sécurité des usagers pourrait être mieux assurée par la création d'un accès-plage différent de celui des activités portuaires.

La voie de desserte touristique de la Digue (Emplacement Réservé n°4) prévue au P.L.U. permettra de maîtriser et d'organiser l'accès à la plage en interdisant toute autre circulation sur la dune.

- **Se prémunir** contre les inondations liées au débordement de l'Adour.

Compte tenu du risque d'inondation, du potentiel écologique mais également de la grande sensibilité paysagère (versant boisé) que présente le secteur des Barthes de l'Adour, une protection stricte est appliquée par un classement en zone **Naturelle inondable (Ni)**, zone naturelle à protéger en raison des risques d'inondations.

## *2.2. Conserver les espaces d'urbanisation traditionnelle et les paysages*

Les orientations du P.L.U. prennent en compte la protection du paysage et du cadre bâti et tendent à en assurer leur préservation et la maîtrise de leur évolution :

- Les zones d'urbanisation traditionnelle de la commune sont protégées par leur classement en :
  - zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P.), actuellement en cours d'élaboration. Il s'agit de substituer la servitude de protection (de l'église des Forges, inscrite à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques) de 500 mètres par une servitude correspondant à un projet d'aménagement concerté de ce quartier historique. Les ensembles localisés aux documents graphiques devront être préservés afin que la Cité des Forges, conserve son identité et ses espaces tampons avec les autres ensembles bâtis,
  - zone **Urbaine d'habitat périphérique peu dense (Uhp2)** en ce qui concerne les quartiers historiques de l'Avenir et des Barthes.
- Une étude architecturale et paysagère est en cours d'élaboration. Le diagnostic ainsi que le cahier de recommandations, de prescriptions et de proscriptions architecturales et paysagères pourront être intégrés au P.L.U. lors d'une future procédure de modification ou de révision.
- Les importants zonages agricoles et naturels sont de nature à assurer une protection du paysage en limitant le mitage et la banalisation des espaces.
- Les grandes unités paysagères sont préservées grâce à la protection de la zone littorale (zonage NI et Espaces Boisés Classés), des massifs et dépressions boisés (zonage Np) et des Barthes (zonage Ni).
- Les axes de communication et en particulier les routes constituent le principal mode de perception du paysage. Ainsi, il est nécessaire de s'assurer de la maîtrise de l'évolution du paysage aux abords des principales infrastructures traversant la commune et en particulier l'A 63, les R.N. 10 et 117.

L'article 52 de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (communément appelé amendement Dupont) a introduit l'article L. 111-1-4 au code de l'urbanisme. L'objectif de cette loi, dont les dispositions sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1997 est de tendre à une meilleure maîtrise et intégration paysagère du développement urbain le long des voies les plus importantes, notamment les entrées de villes et les voies express.

Les dispositions de l'article L. 111-1-4 limitent et qualifient l'implantation des constructions et des installations nouvelles en instituant, en dehors des zones déjà urbanisées, une marge de recul de 100 mètres de part et d'autre des voies express, autoroutes et déviations, et de 75 mètres de part et d'autre des routes classées à grande circulation.

Cependant, l'interdiction de construire ne s'applique pas à l'intérieur de ladite bande si un projet d'aménagement d'ensemble justifiant d'un parti d'aménagement cohérent au regard notamment des nuisances, de la sécurité, de l'architecture et des paysages est proposé.

Comme le précise l'Orientation d'Aménagement n°4 du présent P.L.U., une étude urbaine et paysagère sera réalisée dans le cadre du projet de Parc d'Activités du Seignanx aux abords de la R.N. 117 (axe routier soumis au retrait de 75 mètres).

Cette étude permettra de définir des dispositions en matière de sécurité, de réduction des nuisances, de qualité urbaine et architecturale et d'intégration paysagère du projet.

### 2.3. Préserver les espaces nécessaires à l'activité agricole

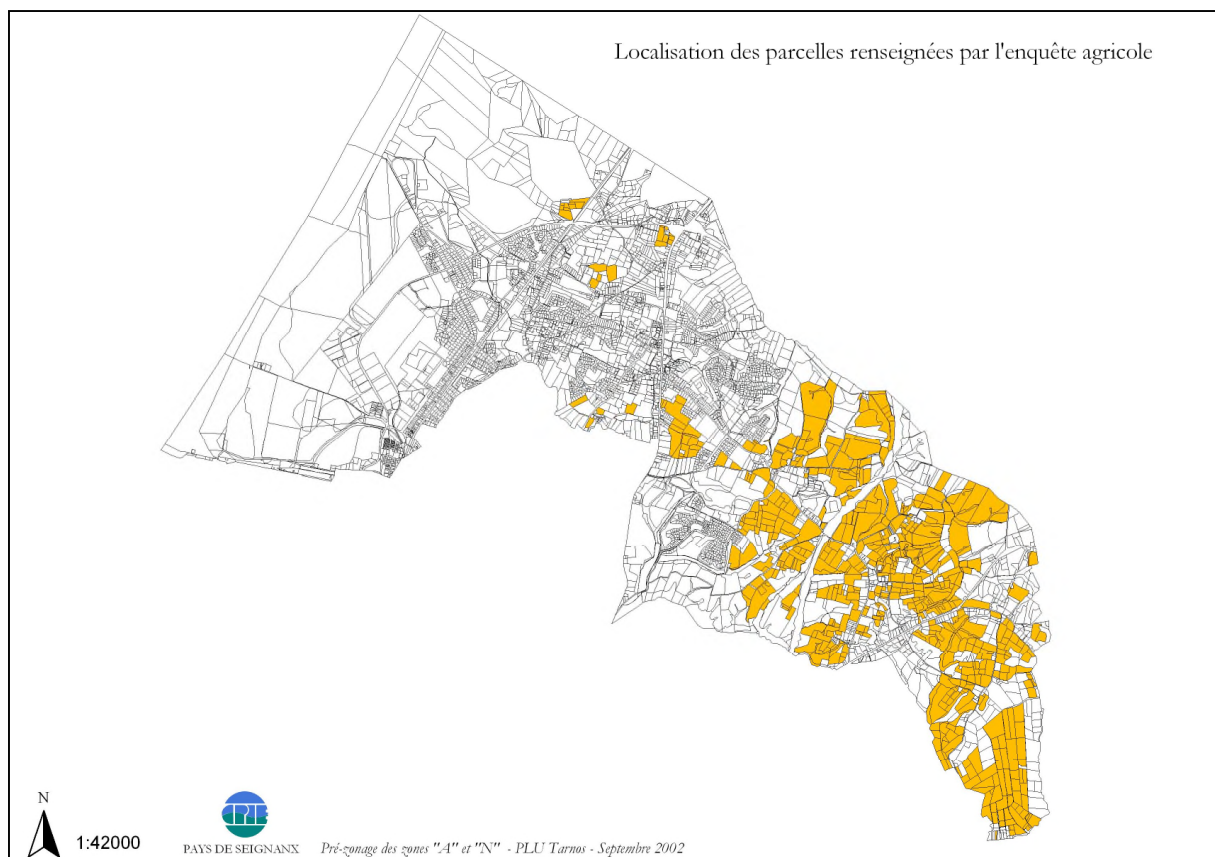
Dans un souci de soutien à l'activité agricole (protection de l'outil de travail qu'est le foncier agricole), encore dynamique sur Tarnos, garante de l'entretien et de la diversité des paysages, l'élaboration du P.L.U. a été conduite en associant la profession agricole au sein d'un groupe de travail "agriculture" composé des :

- représentants locaux des organisations professionnelles agricoles,
- techniciens de la Chambre d'Agriculture,
- techniciens de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- représentants de l'Association de D.F.C.I.,
- représentants de la Municipalité et de la Communauté de Communes du Seignanx,
- techniciens de la Municipalité et de la Communauté de Communes du Seignanx,

Ce groupe de travail a mis en place une « enquête agricole » menée (par le C.P.I.E. Pays de Seignanx) auprès de l'ensemble des exploitants tarnosiens (à l'exception de deux exploitants : un injoignable et un qui n'a pas souhaité répondre à cette enquête anonyme) entre mars et mai 2002.

L'enquête agricole a démontré que, contrairement à certains clichés et idées reçues, l'agriculture tient une place respectable à Tarnos tant en terme de nombre d'exploitations existantes qu'au niveau de la diversité des productions végétales et animales répertoriées.

Ainsi, il apparaît important de maintenir l'activité économique que constitue l'agriculture au sein de la coulée verte tarnosienne.





En effet, à la fonction de « garde-manger » de l'agglomération (cultures maraîchères et fruitières), le maintien de l'agriculture permet aussi d'assurer la pérennité du paysage agricole qui constitue l'un des atouts du cadre de vie communal.

Les zones **Agricoles ordinaires** (non inondables) ont été classées **Ao** au règlement du P.L.U. tandis que les zones **Agricoles inondables** en bordure d'Adour ont été classées **Ai**.

Au final ce groupe de travail a défini les deux objectifs suivants :

- préserver un espace ("outil de travail") suffisant,
- ne prélever que les surfaces nécessaires au développement raisonné de la commune.

Ces deux objectifs devront favoriser les perspectives de développement durable de l'activité agricole, ainsi que son renouvellement dans le cadre de reprises d'exploitations notamment par des jeunes agriculteurs.

Précisons qu'en conséquence de la nouvelle réglementation applicable aux zones agricoles (R. 123-7 du Code de l'Urbanisme), n'autorisant que les constructions\* et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole, les bâtiments existants au sein des zones agricoles (définies par l'enquête agricole menée lors de l'élaboration du présent P.L.U.) qui ne sont pas directement liés à l'exploitation agricole (les gîtes ruraux qui ne sont pas un complément de l'activité agricole, les habitations occupées par les retraités agricoles et les non-exploitants agricoles, etc.), sont inclus en zone Naturelle ordinaire (pour le bâti en diffus) ou Naturelle d'habitat (pour le bâti situé en zone de quartier).

\* La Direction Générale de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction du Ministère de l'Équipement précise que « les constructions nécessaires à l'exploitation agricole sont :

- des constructions à caractère fonctionnel nécessaires aux exploitations (serres, silos, locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation, etc.)
- des constructions destinées au logement des personnes travaillant sur l'exploitation,
- des constructions complémentaires et nécessaires à l'activité agricole et à l'élevage (hangar, grange, coopérative agricole, etc.) ».

### 3. ENCADRER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le P.L.U. comprend, en raison des conflits d'usage et des différences substantielles de composition urbaine (hauteurs, emprises au sols, accès, etc.) entre les grandes zones d'activités et les zones habitées, une zone **Urbaine** à vocation **économique (Ué)** réservée aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de services.

La zone Ué comprend trois secteurs :

- **Uéc** : secteur **Urbain économique commercial, artisanal et de services**
- **Uéi** : secteur **Urbain économique industriel** (zone industrielle).
- **Uéip** : secteur **Urbain économique industrialo-portuaire** avec deux sous-secteurs Uéip1 et Uéip2 soumis à des protections spéciales.

La mise en oeuvre des différentes zones doit permettre de conforter la vocation industrielle de la commune et de diversifier le tissu des activités économiques.

#### 3.1. Requalifier les zones industrielle et industrialo-portuaire

##### La zone industrielle

La zone industrielle de Tarnos doit faire face désormais au logique phénomène de vieillissement. Le travail de requalification nécessaire s'intègre dans une stratégie globale de développement économique suite à la fin de cycle de certaines entreprises et la création du pôle technologique Jean Bertin.

Il s'agit notamment de poursuivre, avec le soutien d'autres institutions (telles que le Conseil Général des Landes, le Conseil Régional, la CCI du Pays Basque et des Landes, etc.) la politique de réserves foncières : acquisitions amiables, Zones d'Aménagement Différé, Droit de Préemption Urbain.

Sur le volet urbain, la requalification de la zone industrielle passe par un traitement environnemental et paysager qui pourrait se mettre en œuvre dans un premier temps dans le cadre de l'élaboration d'une Charte Environnementale, associant les entrepreneurs, la commune de Tarnos, la Communauté de Communes du Seignanx, le Comité de Bassin d'Emploi (C.B.E.), le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (C.P.I.E.), etc.

Dès à présent, certains boisements existants en bordure de sites industriels (Turboméca, pôle Jean Bertin) ont été inscrits en Espaces Boisés Classés, afin de constituer un espace tampon entre les espaces d'activités et les quartiers d'habitation.

### **La zone industrialo-portuaire**

Celle-ci a fait l'objet d'une étude longue et de concertations entre usagers du Port (de Bayonne), collectivités publiques et services de l'Etat, conduisant à la rédaction d'un projet de Charte Portuaire du Port de Bayonne. Ce document a été validé par le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (C.I.A.D.T.) du 15 décembre 1997.

La Charte Portuaire pose fortement la problématique des conflits d'usage résultant de l'interaction des flux de poids lourds, des flux de véhicules légers et des habitants riverains de la R.D. 85. Une première mesure a été la réalisation de la déviation de la R.D. 85.

En outre, plusieurs dispositions projetées dans la Charte Portuaire ont été reprises dans le projet de P.L.U. et permettront de répondre aux problèmes posés :

- La délimitation des sous-secteurs Uéip1 et Uéip2 soumis à des protections spéciales afin d'assurer une organisation des secours optimale,
- Afin de préserver l'activité industrialo-portuaire, depuis le carrefour Fougerolles, les routes du Port et de la Barre qui longent les quais de l'Adour seront réservées exclusivement au trafic poids lourds lié à l'activité du Port,

En contrepartie, l'accès à la plage de la Digue s'effectuera, depuis le carrefour Fougerolles, par l'actuelle route du champ de tir (Emplacement Réservé V4) qui sera remise en état à cet effet. Cette voie sera aménagée pour les véhicules légers, les deux roues et les piétons.

- La liaison Port - RN 117 qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du Conseil Général des Landes présente un double intérêt :
  - Relier le Port de Tarnos aux grands axes de communication locaux (RN 10, A 63 et RN 117) et à long terme au Centre Européen de Fret de Mouguerre (C.E.F.M.)
  - Irriguer le Parc d'Activités du Seignanx depuis l'A 63 et la RN 117 (cf. paragraphe suivant) et le relier au Port de Tarnos afin de favoriser et de faciliter les échanges entre ces deux entités économiques.

L'Emplacement Réservé V2 transcrit le fuseau d'étude de la partie de la liaison à réaliser sur Tarnos.

### ***3.2. Créer une offre complémentaire***

Avec la mise en place progressive du pôle technologique Jean BERTIN, la commune de Tarnos continue à constituer un ensemble de zones d'activités complémentaires.

Cependant, il faut souligner :

- ⇒ qu'il ne reste que très peu d'espace disponible au sein des zones d'activités existantes,
- ⇒ que la commune ne dispose pas de réserves foncières conséquentes pour créer une nouvelle zone d'activités,
- ⇒ que la Communauté de Communes du Seignanx envisage de créer un parc d'activités communautaire dont une partie se situerait sur Tarnos (35 ha), à proximité de la RN 117, aux alentours du lieu-dit « La Tuilerie ».

La partie tarnosienne de cet espace économique (des études de faisabilité et de marché en définiront le contenu précis) s'intégrera au sein d'un parc d'environ 175 ha de surface utile (environ 30 ha sur Ondres et 110 ha sur Saint-Martin-de-Seignanx).

La mise en oeuvre de ce projet est rendue possible par l'engagement du Conseil Général des Landes à créer la bretelle de liaison entre l'A 63 (échangeur d'Ondres) et la R.N. 117 ainsi qu'envisagé par la Charte Portuaire afin de désenclaver le port et desservir l'hinterland.

Le site d'accueil sur Tarnos ainsi que les infrastructures qui lui sont associées s'implanteront dans un milieu boisé de qualité. A ce titre, le projet d'aménagement du parc d'activités précisera les conditions de sauvegarde et de mise en valeur des paysages traversés, notamment la série de thalwegs boisés.

Comme le projet d'aménagement de la partie tarnosienne du Parc d'Activités du Seignanx n'était pas finalisé lors de l'arrêt du projet de P.L.U., la zone de la Tuilerie a été classée en zone **A Urbaniser (AU)** sous forme d'une opération d'aménagement d'ensemble.

L'ouverture à l'urbanisation de cet espace ne pourra s'effectuer qu'après son classement en zone U à l'occasion d'une procédure de modification ou de révision du présent Plan Local d'Urbanisme.

### *3.3. Favoriser le développement du tourisme*

Tarnos reste en Aquitaine une des rares communes littorales (5 km de plage) à ne pas être classée station balnéaire : faute de capacité d'hébergement, notamment hôtelière, elle n'obtient pas le minima réglementaire pour ce classement, ne perçoit pas les aides spécifiques de l'Etat (D.G.F.) et supporte toutes les dépenses de plage sur la fiscalité communale.

Depuis l'annulation du P.O.S. en 1992, la volonté de la commune a évolué vers une prise en compte complète de son environnement.

En ce qui concerne la zone littorale, l'O.N.F. a informé et conseillé la municipalité dans le cadre du programme européen LIFE 95, cofinancé à 10 % par la commune : prospection foncière, analyse scientifique du milieu, réhabilitation du site, accueil du public, protocole de suivi écologique, en sont les objectifs. Ils conduisent la commune à prendre des dispositions qui limitent l'utilisation du foncier au strict minimum pour accueillir, héberger, organiser et maîtriser la fréquentation du milieu naturel.

Désormais, tout projet s'oblige à des conditions paysagères et de fonctionnement, s'inscrivant dans le respect des milieux.

#### **Le village de vacances La Forêt des Landes**

Seul site utilisable, il est constitué d'un pôle d'accueil touristique limité, lié à la fréquentation estivale et au-delà à la découverte du milieu naturel. Il est également utilisé comme hébergement pour les stages sportifs qui se déroulent toute l'année sur les installations d'athlétisme toutes proches.

Cette réhabilitation de l'ancienne colonie de vacance de la R.A.T.P. a permis la création de 130 gîtes de nature autour de l'ancien équipement transformé en accueil et locaux communs.

Un certain nombre d'équipements de loisirs y sont associés, cours de tennis, piscine, théâtre de plein air, bouldrome.

La forêt située au nord du village-vacances est protégée au titre des Espaces Boisés Classés (E.B.C.).

### **Le domaine de Castillon**

Un inventaire du boisement a été effectué par la commune et le C.P.I.E. Pays de Seignanx afin de définir les zones à inscrire en Espaces Boisés Classés et de mettre en oeuvre un plan de gestion privilégiant la conservation et la mise en valeur des éléments remarquables.

### **L'aire de campement et de caravanage Jobel**

L'aire de campement et de caravanage Jobel jouit d'un environnement de qualité constitué d'une belle chênaie et d'une capacité d'accueil actuelle de 80 emplacements. Le P.L.U. conforte cette activité en la classant en zone **Urbaine de campement et caravanage (Uc)**.

### **Le plan-plage**

Il s'agit d'une opération destinée à la protection et à la revalorisation du secteur de la plage du Métro. Compte tenu de la richesse du milieu dunaire et de la fréquentation croissante de la plage du Métro (5 000 personnes en période estivale), une réflexion engagée avec l'O.N.F. a permis de dégager des solutions pratiques pour poursuivre la démarche du plan-plage :

- Sensibiliser le public à la richesse du milieu naturel par des actions en faveur de la découverte du milieu (sentiers de découverte, animations, etc.),
- Créer un pôle communal de services et d'information en retrait du poste de secours existant. Celui-ci permet d'accueillir et d'informer le public mais aussi de canaliser les flux piétons entre les aires de stationnement et la plage afin de réduire le piétinement des zones fragiles,
- Ouvrir une aire de stationnement sous couvert forestier et une aire de pique-nique (avis favorable de la Commission Départementale des Sites Perspectives et Paysages du 27 janvier 2003),

Le P.L.U. intègre l'espace concerné par le plan-plage au sein de la zone **Naturelle d'application du plan-plage (Npp)**.

### **La piste cyclable Le Verdon - Hendaye**

Une piste cyclable sera aménagée à partir de la plage de la Digue, empruntant des chemins et des pistes déjà existants. Elle reliera l'embouchure de l'Adour à la plage du Métro et se poursuivra vers Ondres par le chemin de la Bidassoa qui longe la ligne de chemin de fer.

Cette portion constituera le dernier maillon d'un réseau continu de pistes cyclables qui couvrira le littoral landais du Nord au Sud du département, partie de la liaison régionale Le Verdon - Hendaye.

Ainsi, les espaces évoqués ci-dessus ont pour objet de développer les activités touristiques, sportives et de loisirs, en valorisant et réhabilitant les sites existants, en accroissant les activités et la capacité d'hébergement touristiques et en préservant les espaces naturels.



**COMPATIBILITÉ DES  
DISPOSITIONS DU P.L.U.  
AVEC LA LOI S.R.U.,  
LES SERVITUDES D'UTILITÉ  
PUBLIQUE ET LES PROJETS  
D'INTERET GÉNÉRAL**

## GÉNÉRALITÉS

Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est régi par les règles du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions du P.L.U. doivent notamment :

- être compatibles avec les prescriptions nationales qui lui sont applicables,
- respecter les Servitudes d'Utilité Publique instaurées sur le territoire communal,
- ne pas compromettre la mise en oeuvre des Projets d'Intérêt Général.

## PRESCRIPTIONS NATIONALES

### Les dispositions de l'article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme

Les Plans Locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
- Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Suite à la prise en compte de ces problématiques dans le Rapport de Présentation et leur traduction en terme d'objectif dans le P.A.D.D., le P.L.U., délimite à travers le règlement et leurs documents graphiques :

- les zones de protection des espaces naturels et notamment les sites les plus sensibles,
- les zones agricoles,
- les zones urbaines et d'urbanisation future.

### Les dispositions particulières au littoral (« loi littoral »)

Ces dispositions (articles L. 146-6, R. 146-1 et suivants du Code de l'Urbanisme) concernent les zones naturelles qu'il convient de protéger et d'aménager en application de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (dite « loi littoral ») et de son décret d'application du 20 septembre 1989, transcrit localement au sein du Schéma de Cohérence pour l'Application de la loi Littoral.

### Les dispositions de l'article R. 123-1 et suivants du code de l'urbanisme

Ces dispositions réglementent le contenu du présent Plan Local d'Urbanisme.

## **SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE (S.U.P.)**

Les S.U.P. à prendre en compte sur la commune de Tarnos sont définies en annexe du présent dossier de P.L.U.

## **PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (P.I.G.)**

Suite à l'arrêté préfectoral du 18 avril 2002, la commune de Tarnos est concernée par le Projet d'Intérêt Général de mise à 2X3 voies de l'A 63 entre Ondres et la frontière espagnole. Un emplacement réservé au bénéfice de l'État a été défini à cet effet.

## **COMPATIBILITÉ DES DISPOSITIONS DU P.L.U. AVEC LES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE COMMUNALE ET INTERCOMMUNALE**

Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) de l'agglomération de Bayonne et du Sud des Landes a été approuvé par le préfet des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, le 2 Mars 1999.

Suite à la délibération du comité syndical du S.C.O.T. du 13 juin 2002, Tarnos, à l'instar de l'ensemble des communes de la Communauté de Communes du Seignanx, fait partie du périmètre de ce S.C.O.T.

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques est désigné comme préfet coordonnateur chargé de suivre, pour le compte de l'Etat, la procédure d'élaboration du S.C.O.T.

Le P.L.U. de Tarnos devra donc être mis en compatibilité avec ce schéma lorsque ce dernier sera élaboré.

**INCIDENCES DES  
ORIENTATIONS DU PLAN  
SUR L'ENVIRONNEMENT**

-

**PRISE EN COMPTE  
ET MISE EN VALEUR  
DE L'ENVIRONNEMENT**

Les incidences des orientations du plan sur le milieu naturel s'avèrent relativement limitées en raison de la volonté affichée d'assurer **un développement cohérent et maîtrisé de l'urbanisation**. A ce titre, le P.L.U. et notamment le P.A.D.D. prennent en compte le souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement de part les orientations suivantes.

## 1. MAITRISER L'URBANISATION ET SES CONSÉQUENCES

Conformément aux préconisations de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, **le développement urbain s'opère majoritairement sur les zones déjà urbanisées** et notamment sur la partie centrale de la commune. Les zones Urbaines (U) se limitent en grande partie à l'enveloppe déjà construite.

Seulement 2 zones A Urbaniser (AU), nécessaires au développement raisonné d'une commune littorale et limitrophe de l'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz, ont été définies :

- l'une pour l'habitat et ses équipements publics afférents jouxte le centre-ville,
- l'autre concerne la partie tarnosienne du Parc d'Activités du Seignanx.

Un « **poumon vert** » a été défini entre la limite de l'urbanisation actuelle (lotissements Hontabat, Le Hameau des Cerisiers et Castillon) et les Barthes de l'Adour. Hormis le long de la RN 117 et la partie tarnosienne du Parc d'Activités du Seignanx, il n'existe pas de zone U ou AU dans cette espace de respiration.

Afin de **limiter au maximum les impacts de l'urbanisation sur le cadre de vie** :

- une étude de modélisation hydraulique concernant les eaux pluviales est en cours,
- une nouvelle station d'épuration est en projet,
- une seconde déchetterie est envisagée.

**La requalification environnementale et paysagère de la zone industrielle** est envisagée par la réalisation d'une charte environnementale, associant les entrepreneurs, la commune de Tarnos, la Communauté de Communes du Seignanx, le Comité de Bassin d'Emploi (C.B.E.) et le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (C.P.I.E.).

## 2. PROTÉGER LES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Les milieux riches et sensibles définis au sein de l'état initial de l'environnement sont préservés de plusieurs façons.

Les espaces naturels et les paysages sont protégés par des **dispositions réglementaires** (Loi Littoral - zone NI -, Site Inscrit des Étangs Landais Sud, Espaces Boisés Classés), le contrat de rivière des bassins versants du Bourret et du Boudigau et les acquisitions du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres.

Au-delà de ces régimes de protection, le plan définit des :

- zones Naturelles à protéger (Np) en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels,

Afin de limiter les impacts de la pression anthropique sur ces milieux sensibles il est proposé de créer :

- un parc de stationnement sous couvert forestier pour la plage du Métro dans le cadre de la zone naturelle du plan-plage (Npp),
- une voie de desserte de la plage de la Digue,
- un réseau de pistes et de bandes cyclables,
- des sentiers de promenade et de découverte.



- zones Naturelles à protéger en raison de leur sensibilité aux problèmes d'inondations (Npi) en ce qui concerne les abords de l'Aygas. **Un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (P.P.R.I.), définira l'importance de la sensibilité de ces zones aux problèmes d'inondations et les mesures de prévention à mettre en œuvre.**
- zones naturelles inondables (Ni) en ce qui concerne les Barthes de l'Adour.

Ainsi, afin d'offrir de espaces de respiration à la commune, **les coupures d'urbanisation prévues au titre de la loi littoral sont maintenues** avec notamment les espaces boisés classés littoraux et de Castillon ainsi que la zone naturelle à protéger aux abords de l'Aygas.

Suite à l'enquête agricole menée par le C.P.I.E. du Seignanx, des zones agricoles ont été définies afin de protéger « l'outil de travail » qu'est le foncier agricole et les paysages ruraux.

Au final, les espaces verts (naturels et agricoles) représentent plus des  $\frac{2}{3}$  de la superficie de la commune de Tarnos.

### 3. PRÉSERVER LES ESPACES D'HABITAT TRADITIONNEL ET LES PAYSAGES

Conformément aux préconisations de la loi Urbanisme et Habitat, l'urbanisation traditionnelle et l'intérêt paysager des quartiers de l'Avenir et des Barthes sont conservés.

De plus, une étude architecturale et paysagère est en cours d'élaboration. Le diagnostic ainsi que le cahier de recommandations, de prescriptions et de proscriptions architecturales et paysagères pourront être intégrés au dossier de P.L.U. lors d'une future procédure de modification ou de révision.



Commune de TARNOS



# **PLAN LOCAL D'URBANISME DE TARNOS**

**ELABORATION - 1<sup>ère</sup> MODIFICATION**

## **RAPPORT DE PRESENTATION**

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 18 février 2015

Le Président :

Eric GUILLOTEAU

# S O M M A I R E

<b>1. Contexte et objets de la 1<sup>ère</sup> modification du P.L.U.....</b>	<b>4</b>
<b>2. État initial de l'environnement.....</b>	<b>5</b>
<b><u>2.1 Contexte physique.....</u></b>	<b>5</b>
2.1.1 Géologie – sols et sous-sols.....	6
2.1.2 Topographie – pentes.....	6
2.1.3 Climat et qualité de l'air.....	7
2.1.4 Bruit et vibrations.....	8
2.1.5 Hydrographie.....	8
2.1.6 SDAGE Adour-Garonne.....	11
<b><u>2.2 Contexte naturel.....</u></b>	<b>12</b>
2.2.1 Habitats/Flore/Faune.....	12
2.2.2 Contexte global et fonctionnalités écologiques.....	18
2.2.3 Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000.....	19
2.2.4 Sites Natura2000.....	23
2.2.5 Les espaces forestiers.....	23
<b><u>2.3 Contexte agricole.....</u></b>	<b>24</b>
<b><u>2.4 Contexte urbain et cadre de vie.....</u></b>	<b>24</b>
2.4.1 Cadre de vie.....	24
2.4.2 Bâti et mesures de protection.....	25
2.4.3 Contexte sonore et qualité de l'air.....	25
2.4.4 Circuits de randonnée et déplacements doux.....	26
2.4.5 Dessertes et infrastructures terrestres.....	26
2.4.6 Gestion des eaux.....	27
2.4.7 Gestion des déchets.....	28
2.4.8 Eclairage.....	28
2.4.9 Energie.....	28
2.4.10 Ondres électromagnétiques.....	28
<b><u>2.5 Prise en compte des risques, aléas et autres sensibilités.....</u></b>	<b>29</b>
2.5.1 Risque majeur « incendie de forêt ».....	29
2.5.2 Risque majeur « zonage sismique ».....	32
2.5.3 Risque majeur « mouvements de terrain ».....	34
2.5.4 Phénomène de « sensibilité des sols à l'érosion ».....	35
<b><u>2.6 Synthèse des enjeux liés à l'état initial de l'environnement.....</u></b>	<b>38</b>
<b>3. Explication des choix retenus .....</b>	<b>41</b>
<b><u>3.1 Mise à jour du règlement.....</u></b>	<b>41</b>
3.1.1 Préambule.....	42
3.1.2 Dispositions générales.....	44

3.1.3 Dispositions applicables aux zones du règlement.....	44
3.1.4 Annexes du règlement.....	55
3.1.5 Documents graphiques du règlement.....	55
<b>3.2 Modification de l'orientation d'aménagement et de programmation n°1.....</b>	<b>57</b>
<b>3.3 Création des secteurs Uhc1 et Uhc2.....</b>	<b>57</b>
<b>3.4 Ouverture partielle à l'urbanisation de deux zones à urbaniser.....</b>	<b>57</b>
<b>3.5 Suppression de la zone Uéip et sous secteurs Uéip1 et Uéip2.....</b>	<b>57</b>
<b>3.6 Insertion du périmètre de pondération des obligations en matière de stationnement.....</b>	<b>58</b>
<b>4. Incidences du projet sur l'environnement et mesures prises pour préserver et valoriser l'environnement.....</b>	<b>59</b>
4.1 Présentation synthétique du projet.....	59
4.2 Incidences sur le contexte physique et mesures prises.....	60
4.2.1 Ressources en eau / Sols et sous-sols.....	60
4.2.2 Phénomène d'érosion des sols.....	63
4.2.3 Climat / énergie.....	63
4.2.4 Qualité de l'air.....	64
4.3 Incidences sur le contexte biologique et paysager et mesures prises.....	65
4.3.1 Habitats naturels.....	65
4.3.2 Flore et cortège floristique.....	66
4.3.3 Lutte contre les espèces végétales envahissantes.....	66
4.3.4 Faune.....	66
4.3.5 Fragmentation de l'espace et des continuités biologiques Protection de la biodiversité et des réservoirs biologiques.....	67
4.4 Incidences sur les mesures appliquées aux milieux et aux espèces.....	69
4.4.1 Espaces naturels hors Natura2000.....	69
4.4.2 Sites Natura2000.....	70
4.5 Incidences sur les espaces forestiers.....	70
4.6 Incidences sur le contexte agricole.....	70
4.7 Incidences sur le contexte urbain et mesures prises.....	70
4.7.1 Cadre de vie et nuisances.....	70
4.7.2 Le bâti existant – Monuments historiques – Patrimoine archéologique.....	71
4.7.3 Circuits de randonnée et déplacements doux.....	71
4.7.4 Sécurité.....	71
4.7.5 Déchets.....	71
4.7.6 Gestion des eaux usées.....	71
4.7.7 Emissions lumineuses nocturnes.....	72
4.7.8 Ondes électromagnétiques.....	72
4.7.9 Desserte électrique.....	72
<b>5. Annexes.....</b>	<b>75</b>
I Prescriptions pour un chantier à « nuisances réduites ».....	76
II Composition et gestion des espaces verts d'agrément.....	80
III Liste des espèces à proscrire dans la composition des espaces verts d'agrément.....	82
IV Annexes cartographiques.....	84



## **1. CONTEXTE ET OBJETS DE LA PREMIERE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Par délibération du 19 septembre 2001, le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Seignanx a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) de Tarnos. Celui-ci a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 22 février 2005.

Les principaux enjeux qui ont guidé l'élaboration du P.L.U ont été d'assurer un développement cohérent de l'urbanisation, de pérenniser le cadre de vie communal, d'encadrer le développement économique.

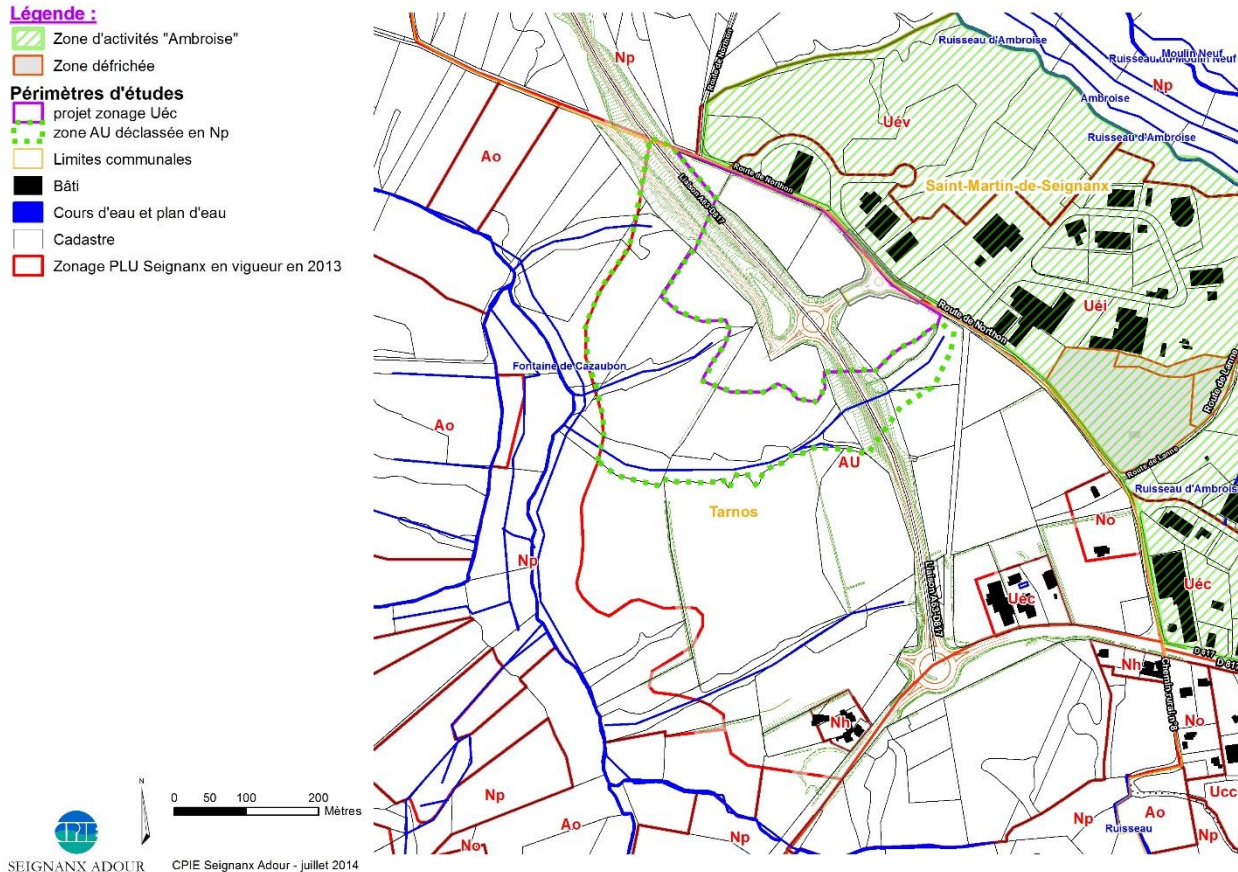
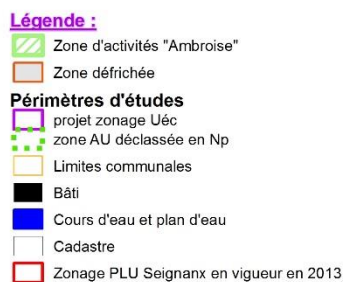
### **La présente modification comporte trois objets principaux :**

- La mise à jour du règlement (règlement écrit et règlement graphique) afin de prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis l'approbation du P.L.U en 2005, de préciser ou modifier la rédaction de certaines règles afin de les rendre plus simples d'application et mieux adaptées aux enjeux actuels en matière d'urbanisme et d'architecture. La modification du règlement graphique repose entre autres sur la mise à jour du fond de plan cadastral, des emplacements réservés, de la zone d'aléa fort du risque incendie de forêt ;
- La modification de l'orientation d'aménagement et de programmation n°1 « *Aménager le centre-ville* » pour prendre en compte les avancées du schéma d'évolution du centre-ville ;
- L'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone à urbaniser située le long de la route départementale n°85, au sud-est de la commune, en limite de Saint-Martin-de-Seignanx ;
- L'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone à urbaniser située le long du boulevard Jacques Duclos (R.D 810) ;

Le projet de modification du plan local d'urbanisme ne portant pas de changement aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (P.A.D.D), ne réduisant ni un espace boisé classé, ni une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ne réduisant pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et ne comportant pas d'évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, respecte les dispositions de l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme.

## 2. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Cette partie s'attache à décrire l'environnement à l'intérieur du périmètre de la zone AU (16 ha) faisant l'objet de la présente modification et dont le projet prévoit de définir une zone urbaine économique (Uéc) de 7 ha et une zone naturelle à protéger (Np) de 9 ha. La zone Uéc étant destinée aux aménagements, la zone Np prévoit de préserver les milieux présentant des enjeux environnementaux forts. Le périmètre AU comprend un tronçon de la R.D 85 sur une surface d'environ 3 ha.



Carte de localisation du périmètre à aménager (Uéc) et du périmètre à préserver (Np)

### 2.1. Contexte physique

Le territoire communal se décompose en trois secteurs physiques distincts :

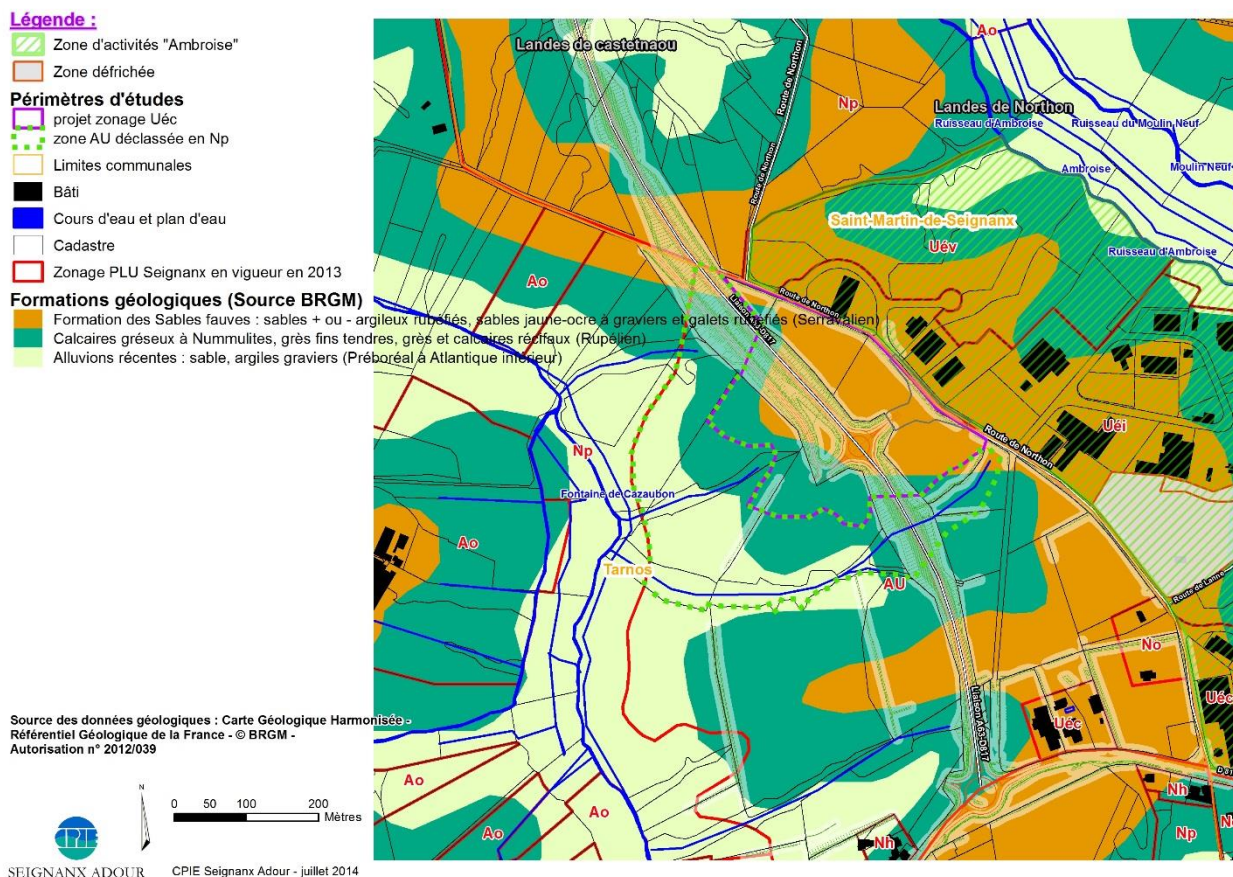
- Le littoral dunaire à l'ouest ;
- Le plateau urbanisé au centre, découpé de vallons encaissés et profonds (talwegs) ;
- La vallée de l'Adour au Sud.

Le périmètre objet de la modification se situe sur le plateau découpé de vallons encaissés et profonds (talwegs).

### 2.1.1. Géologie – sols et sous-sols (carte ci-dessous)

Le périmètre Uéc à l'est de la D85, se situe sur les formations des « sables fauves » issues du dépôt fluvio-marin littoral. Ce sont des sédiments fins limono-argileux ou des sables grossiers à quelques graviers, et leurs faciès intermédiaires, de couleurs rougeâtres (fauves à rouges). Le périmètre Uéc à l'ouest de la D85, se situe sur des calcaires gréseux. **Ces sols se caractérisent par leur mauvaise qualité et leur instabilité face à l'érosion hydrique.**

Le périmètre Np se situe sur des calcaires gréseux (secteurs plats) et des alluvions récentes (secteurs pentus).



Carte du contexte géologique

### 2.1.2. Topographie - pentes (cartes ci-après)

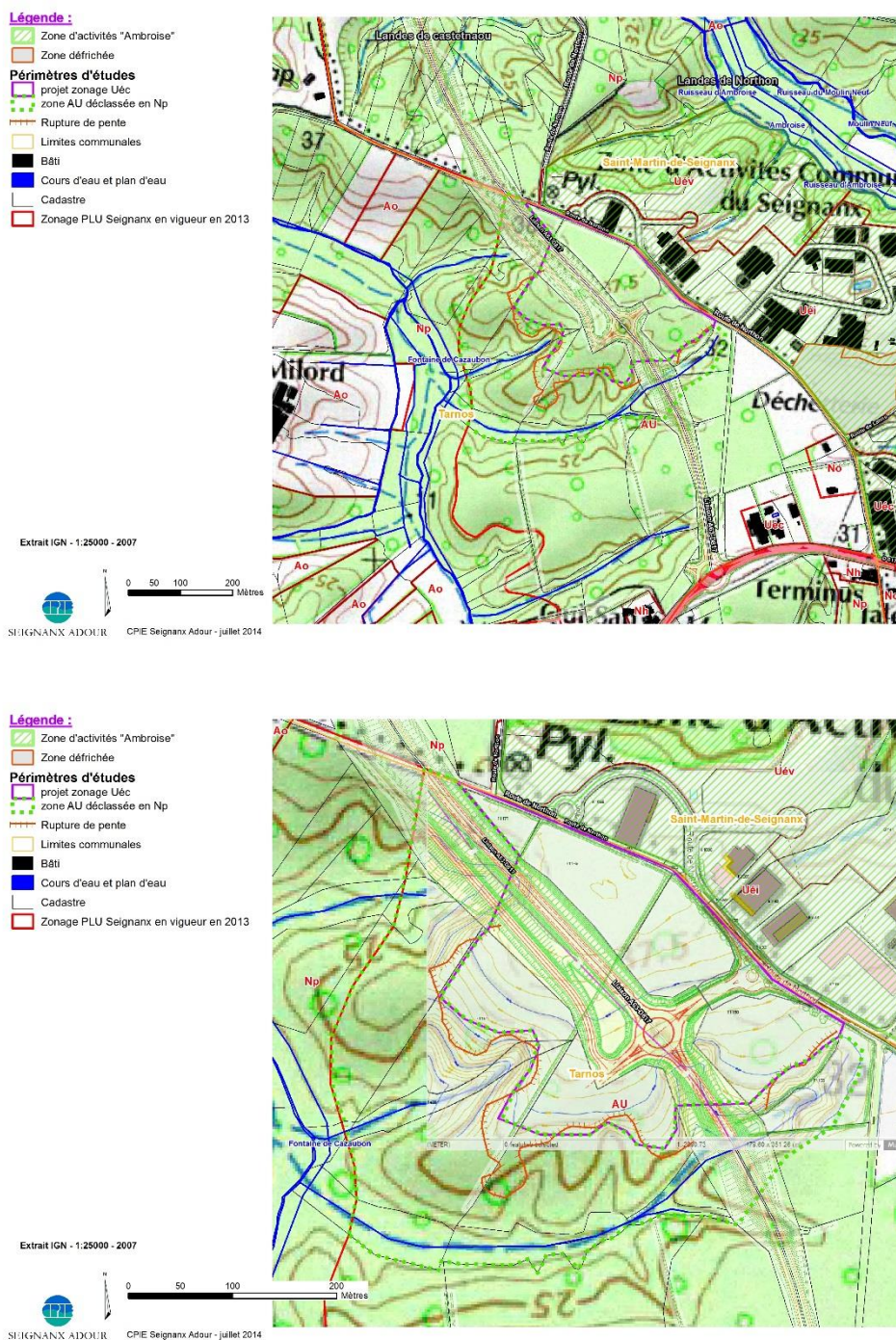
Le périmètre Uéc a été délimité pour être sur les secteurs les plus plats et avec les altitudes les plus élevées (26 à 39 mètres d'altitude). Ceci explique la forme très découpée du périmètre. Les altitudes les plus élevées se retrouvent en bordure de la route de Northon, du côté de la zone d'activité d'Ambroise. Puis les altitudes diminuent progressivement avec une orientation sud-ouest en direction des talwegs sud et sud-ouest.

Le périmètre Np concentre les zones de pentes (entre 10 et 15%) où le risque d'érosion des sols est plus important. On peut y observer notamment des zones de rupture de pente (> 15 %).

**La détermination du périmètre Uéc par rapport aux pentes fait partie de la démarche engagée par la Communauté de Communes du Seignanx pour préserver les espaces qui présentent des enjeux environnementaux forts.**



## Cartes des altitudes (mètres)



### 2.1.3. Climat et qualité de l'air

#### ○ Contexte climatique (source Météo France)

Le climat est de type océanique, doux et pluvieux. Les étés sont chauds et les précipitations maximales en hiver. Le Seignaux (station météorologique d'Orx) reçoit en moyenne 1 400 mm de pluie par an. L'amplitude thermique est d'environ 13,5°C ; la moyenne des températures minimales est de 3 à 4°C en hiver, et la moyenne des températures maximales est de 25 à 26°C en été. Les hivers sont en général humides et les températures clémentes (moyenne de 7°C) mais les brouillards sont fréquents et la neige tombe chaque année sans rester longtemps. Les printemps souvent pluvieux et peu ensoleillés, posent

quelques problèmes sur le semis de maïs. Les automnes sont doux et lumineux et les étés sont secs et très ensoleillés avec de fortes montées des températures (moyenne de 20°C).

**Les contrastes thermiques importants peuvent générer ou activer une forte instabilité avec des développements d'orages particulièrement violents, capables de provoquer des dégâts importants. On observe également de longues périodes très pluvieuses. Sans être une région très venteuse, les vents peuvent être ponctuellement forts ou peuvent favoriser la dispersion de particules.**

Les vents forts dominants (> 29 km/h) sont de secteur Ouest quelle que soit la période de l'année avec des vitesses qui peuvent être importantes en période dépressionnaire. Des vents forts de secteur Sud sont fréquents d'octobre à mars. Les vents de force moyenne (15-29 km/h) sont variables ; de secteur Ouest toute l'année et de secteur Sud d'octobre à mars. Les vents plus faibles (7-14 km/h) sont variables ; de secteur Sud d'octobre à mars, de secteur Est toute l'année, de secteur Ouest et Nord-Ouest d'avril à septembre.

- **Sources d'émissions de gaz à effet de serre du périmètre**

**L'occupation boisée des périmètres n'induit pas d'émissions de gaz à effet de serre. Le boisement joue un rôle de puits de carbone.**

- **Qualité de l'air**

**L'occupation boisée des périmètres favorise une bonne qualité de l'air.**

**A noter, la présence de voies de circulations importantes (D85 et route de Northon) et de la zone d'activités « Ambroise » limitrophes au périmètre Uéc.** La teneur dans l'air de polluants en lien avec l'utilisation de véhicules et des activités artisanales et industrielles participe à la dégradation de la qualité de l'air du périmètre.

#### **2.1.4. Bruit et vibrations**

**L'occupation boisée des périmètres favorise l'atténuation du bruit et des vibrations.** L'absence d'habitations proches ou d'autres installations sensibles aux nuisances sonores, n'induit pas de rôle de protection du boisement.

#### **2.1.5. Hydrographie**

- **Eaux de surface**

- **Situation du périmètre Uéc**

Il n'y a pas de cours d'eau recensé dans la base de données de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Cette absence de cours d'eau est confirmée par des prospections de terrain. Les eaux de ruissellement qui s'écoulent vers le nord-est du périmètre Uéc ont pour exutoire, la châtaigneraie en bordure de la D85 et de la route de Northon (voir point 5 sur la carte ci-après).

- **Situation du périmètre Np et contexte hydraulique global**

Les eaux de ruissellement du périmètre Uéc s'écoulent vers 4 sous bassins versants répartis selon les pentes (voir carte ci-après) :

Sous bassin 1 : Les eaux de ruissellement du périmètre Uéc qui s'écoulent vers le sud-est ont pour exutoire un talweg situé dans le périmètre Np, complété du fossé de récupération des eaux pluviales de la D85 (voir photos A et B ci-après).

Sous bassin 2 : Les eaux du secteur 1 passent sous la D85 et rejoignent le talweg sud-ouest de collecte du secteur 2.

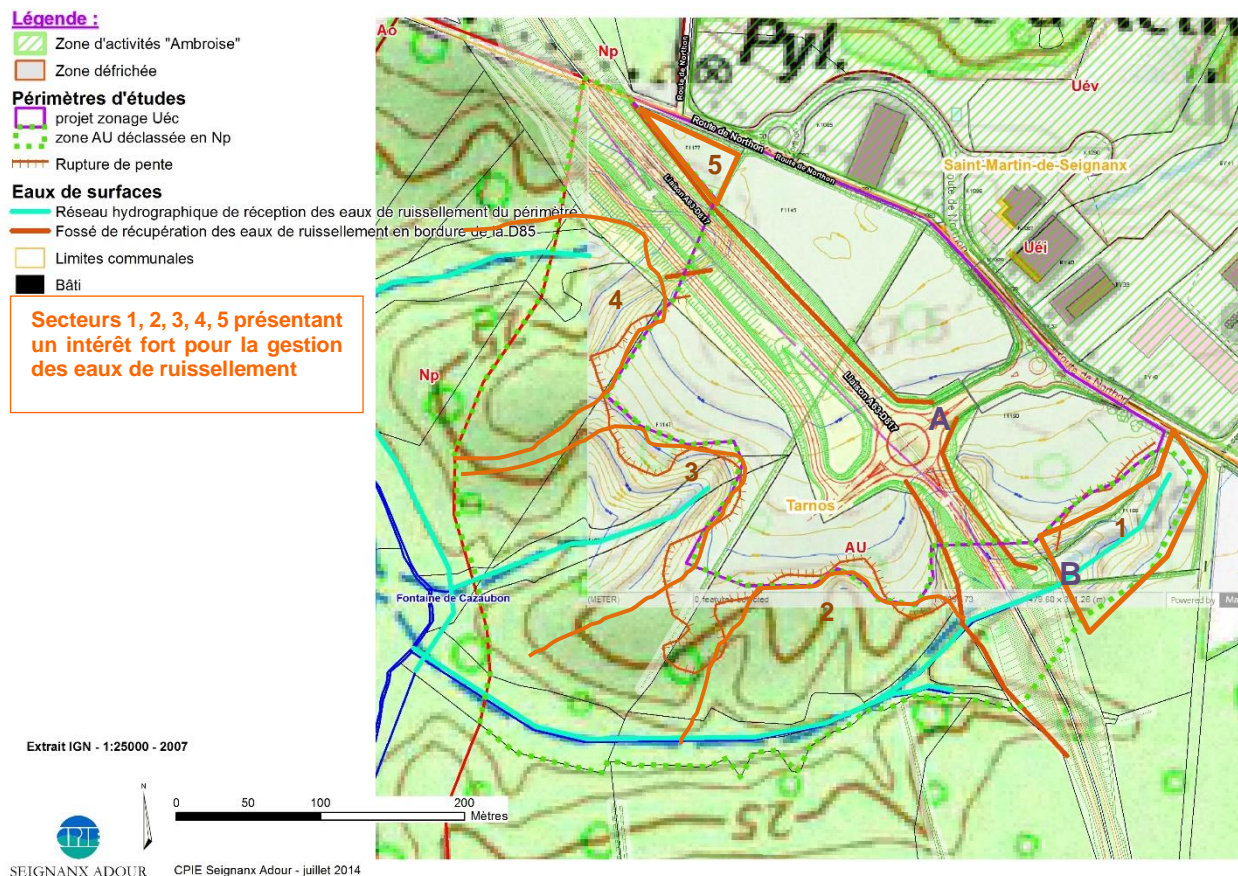
Sous bassin 3 : Les eaux de ruissellement qui s'écoulent, vers l'ouest, d'une partie de la plate-forme Uéc sont collectées dans le talweg 3.



Sous bassin 4 : Les eaux de ruissellement qui s'écoulent vers le nord, d'une partie de la plate-forme Uéc, sont collectées dans le grand talweg 4.

Ces talwegs sont actuellement utilisés comme bassin de récupération des eaux pluviales de la D85 (voir photos A et B ci-après).

**La préservation de la ressource en eau (qualitative et quantitative) et l'alimentation du réseau hydrographique aval, présentent un enjeu particulier.**



**Zoom du sous bassin-versant qui réceptionne les eaux de ruissellement du périmètre Uéc**

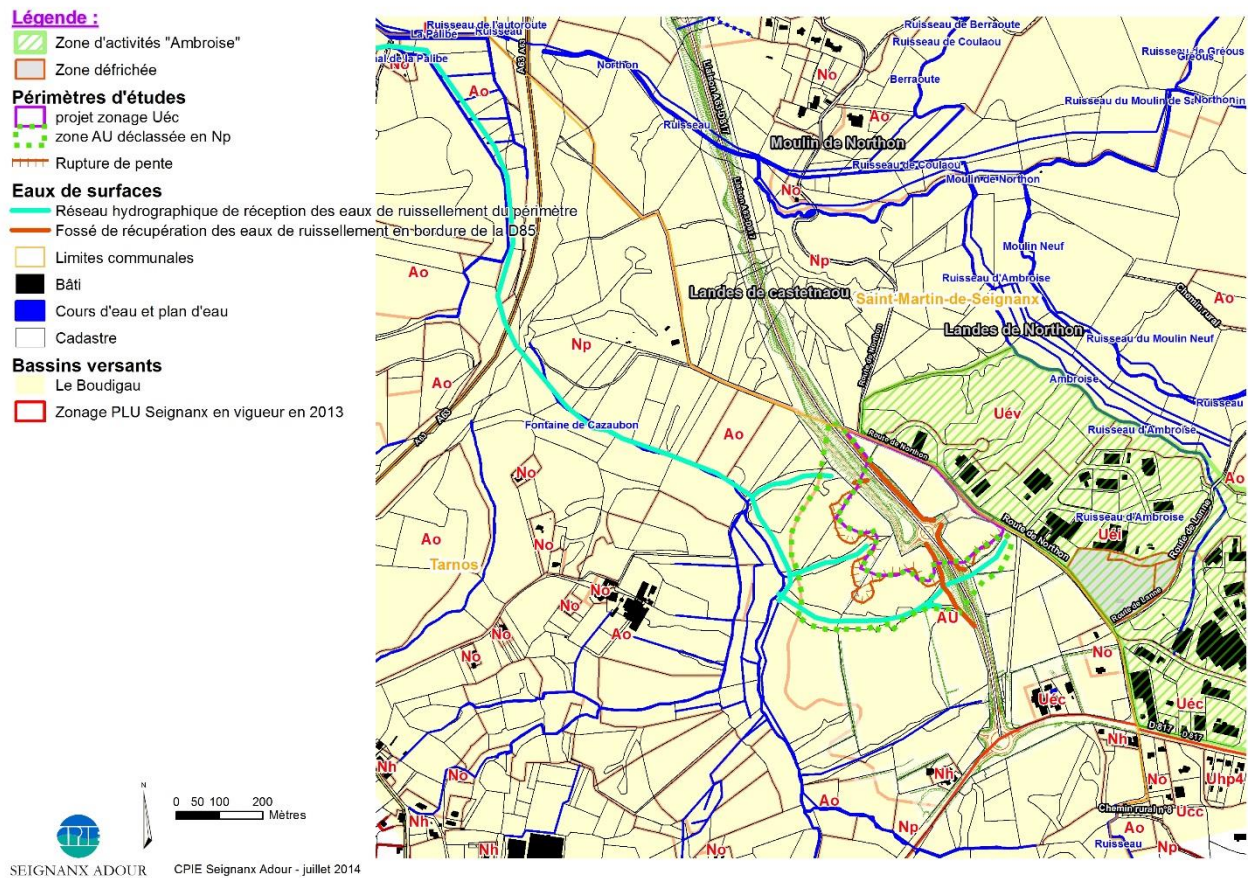


**Photos : à gauche un des fossés de récupération des eaux de la D85, au milieu le fossé vu depuis le fond du talweg et à droite la zone humide du talweg confirmée par la présence de la végétation hygrophile<sup>1</sup> dont les massettes (*Typha sp.*).**

<sup>1</sup> Végétation hygrophile : végétation qui pousse dans les sols inondés ou saturés en eau de manière permanente ou périodique.



Plus globalement, le périmètre d'étude appartient au bassin-versant du Boudigau dont les eaux s'écoulent en direction du canal de la Palibe au nord (voir carte ci-dessous). La Palibe appartient à la masse d'eau « Anguillère » et à l'unité hydrographique des étangs, lacs et littoral landais.



### Carte du réseau hydrographique et du bassin versant

- **Eaux souterraines et contexte hydrogéologique**

Le découpage des périmètres Uéc et Np permet de prendre en compte le contexte hydrogéologique. Le périmètre Np se situe sur le plateau dont le sous-sol fait l'objet d'un fonctionnement hydrogéologique qui associe des nappes perchées et dont l'exutoire se situe dans les pentes des talwegs du périmètre Np. Ces exutoires appelés « sources » sont à l'origine des ruisseaux qui circulent dans le fond des talwegs et des zones humides associées. Ces secteurs très sensibles sont partiellement préservés des aménagements dans le périmètre Np.

Les eaux pluviales s'infiltrent dans les sols pour alimenter un réseau de nappes perchées. La présence de boisements, entre autre, dans les périmètres Uéc et Np, favorise l'infiltration en ralentissant les écoulements. Le drainage de ces nappes perchées par les sources est lent et diffus, permettant une restitution faible mais continue des eaux dans le réseau hydrographique. Ce système permet une épuration naturelle des eaux et l'alimentation continue des zones humides avals.

**Le projet devra prendre en compte le fonctionnement hydrogéologique et la préservation de l'alimentation des zones humides avals même si elles sont en dehors du périmètre à aménager.**

### 2.1.6. SDAGE Adour-Garonne

Le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 est l'outil d'application de la « directive cadre sur l'eau » européenne et de la « loi sur l'eau » française.

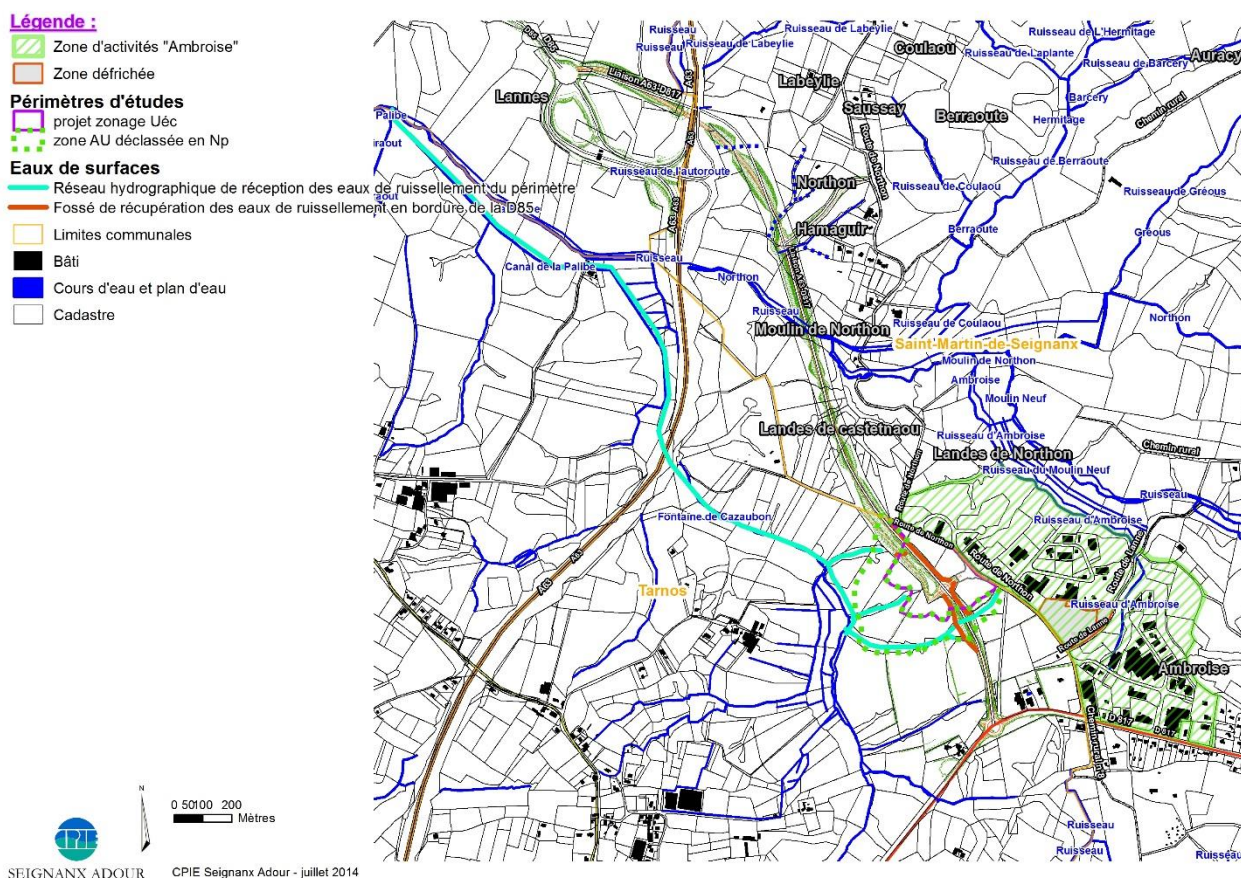
#### ▪ Objectifs de qualité du SDAGE Adour-Garonne 2010-2015

Les eaux de ruissellement du boisement dans les périmètres Uéc et Np, s'écoulent en direction de la vallée du ruisseau de Fontaine de Cazaubon qui alimente la vallée de la Palibe au nord (voir carte ci-après). La Palibe appartient à la masse d'eau « Anguillère » et à l'unité hydrographique des étangs, lacs et littoral landais. Cet ensemble fait l'objet de différentes mesures pour préserver ou restaurer la qualité chimique et biologique des milieux dans le cadre du S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2010-2015. Les objectifs de bon état écologique et chimique doivent être atteints pour 2015.

**Pour être compatible avec les orientations du SDAGE, le projet doit prendre en compte les enjeux suivants :**

- Résorption des foyers importants de macro-pollution domestique et industrielle
- Réduction et suppression des substances toxiques d'origine urbaine et industrielle
- Restauration des fonctionnalités naturelles des zones humides, rivières, et lacs
- Gestion patrimoniale des eaux souterraines
- Préserver les ressources en eau nécessaires à l'alimentation en eau potable
- Prévention du risque inondation en aval

**La préservation de la ressource en eau (qualitative et quantitative) présente un enjeu particulier. Avec le périmètre Np, ces secteurs très sensibles sont partiellement préservés des aménagements.**



**Carte des prescriptions du S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2010-2015 pour la ressource en eau**

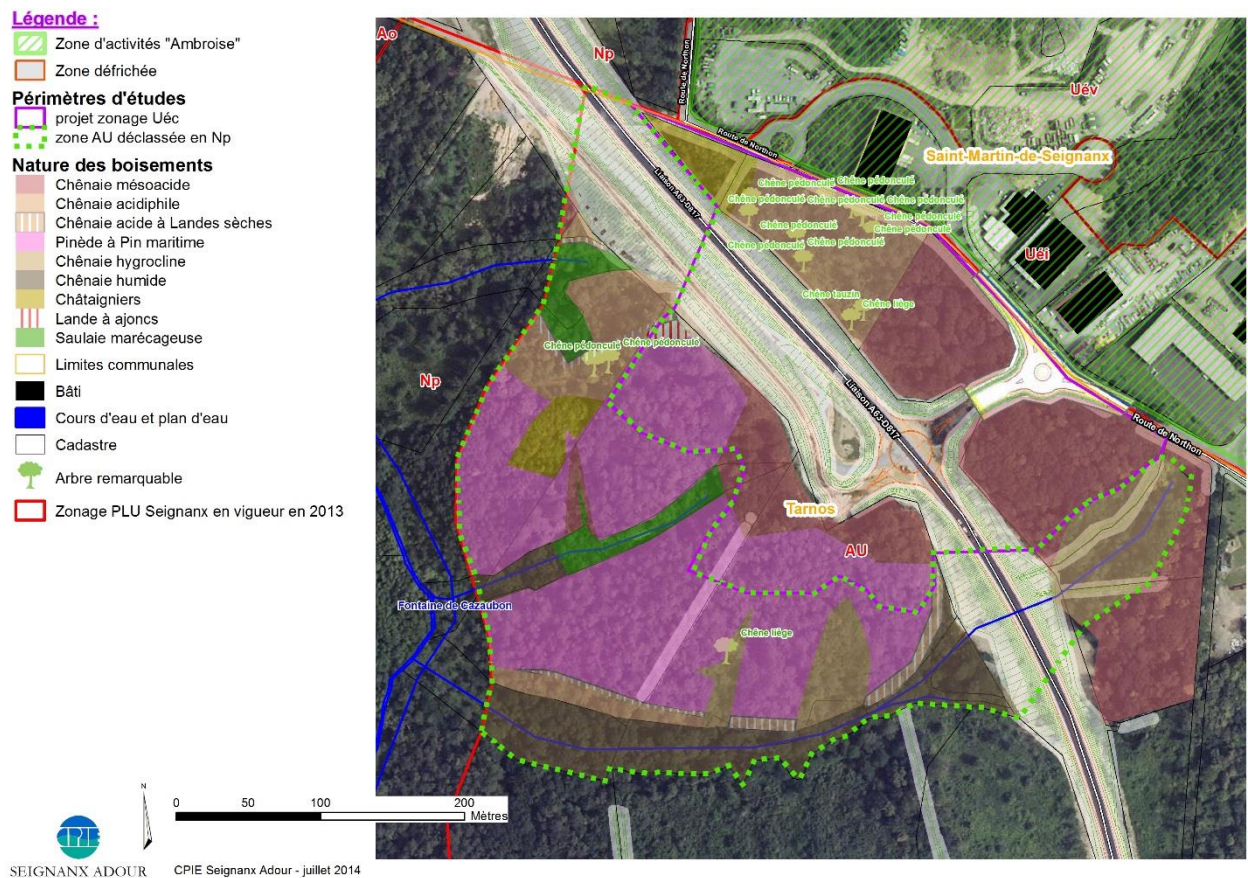


## 2.2. Contexte naturel

### 2.2.1. Habitats / Flore / Faune

- **Description du boisement en place**

Le boisement occupe 13 ha de la zone d'étude, dont 7,75 ha dans la zone AU à déclasser en Np et 5,25 ha dans la zone à classer en Uéc (voir carte ci-dessous). Ce boisement appartient au massif boisé associé à la vallée de Fontaine de Cazaubon. Une partie de ce boisement a déjà été déconnecté par la création de la D85 et se retrouve isolé entre la D85 à l'ouest et la zone d'activités « Ambroise » à l'est. Cette déconnection occasionne une différenciation des boisements due à la fréquentation humaine et une modification de leur composition et fonctionnement. Pour les décrire, on différenciera le boisement à l'est de la D85 de celui situé à l'ouest.



### Carte des typologies de boisements du périmètre et du massif boisé

- **Potentiel environnemental du boisement**

- **Description générale**

Le périmètre d'étude de la présente modification, se compose d'une diversité de milieux liée à la nature des sols, au relief et à l'âge des plantations. Le boisement correspond, selon le référentiel européen EUNIS, à la **Chênaie atlantique (code G1.85)** dont la strate arborescente est dominée par le Chêne pédonculé. Cette chênaie se décline sous 4 formes (**acidiphile, mésoacidiphile, hygrocline, humide**), en fonction de la nature du sol (humidité, acidité, pente). **La chênaie s'accompagne sur le plateau**, de secteurs dominés soit par le **Pin maritime (code G3.71)** soit par le **Châtaignier (code G1.7D)**. **Les fonds de talwegs** sont dominés par la chênaie humide ponctuée de **boisement marécageux de saules (code G2)**. On peut observer un petit secteur de **landes à ajoncs (code F4.2)** situé au nord-ouest de la D85, correspondant à la repousse de la pinède coupée pendant le chantier de la D85.

### ▪ Dans le périmètre à aménager (Uéc)

Le boisement du périmètre Uéc à aménager (voir carte ci-dessus) correspond à une Chênaie atlantique dont la strate arborescente est dominée par le Chêne pédonculé.

**Le boisement à l'Est de la D85 se compose de très beaux individus de Chêne pédonculé, de quelques individus de Chêne liège et de Chêne tauzin. Certains individus sont âgés et participent fortement à l'intérêt patrimonial et paysager du boisement. En particulier, les arbres situés en bordure de la route de Northon, présentent un intérêt paysager fort.** Le sous-bois est caractéristique de ce type de chênaie, avec du Noisetier, de l'Aubépine, de la Bourdaine, du Houx, etc. (voir photos ci-dessous).

La moitié sud de la chênaie est très fréquentée par la population locale ou voisine. **Cette partie de boisement est dégradée et se caractérise par un sous-bois d'espèces ornementales et envahissantes comme le Laurier cerise, l'Erable sycomore et d'espèces de milieux dégradés comme la ronce.** La dégradation du sous-bois est accentuée par un accès réalisé dans le cadre du chantier de la D85. L'utilisation de l'accès s'est longtemps poursuivie avec des dépôts sauvages jusqu'à sa fermeture contrainte. De nombreux déchets jonchent le sol.

Le boisement à l'Est de la D85 comprend également une châtaigneraie au nord, d'une surface de 2 000 m<sup>2</sup>, correspondant à des zones basses plus humides. Une partie des eaux de la plate-forme Uéc, s'écoule vers la châtaigneraie au nord qui joue le rôle de rétention et d'épuration des eaux de ruissellement. Ces eaux s'infiltrent faute d'exutoire. **La châtaigneraie serait à préserver dans le périmètre à aménager Uéc comme bassin naturel de gestion des eaux de ruissellement.**



Chênaie atlantique (code G1.85) correspondant au boisement dominant du périmètre

**Le boisement situé à l'ouest de la D85 est dans un meilleur état de conservation naturel** car il subit moins de pression anthropique que celui, de l'autre côté de la route, limitrophe des activités artisanales et industrielles d'Ambroise. Le boisement se compose d'une chênaie (de la forme mésoacidiphile) accompagné d'une surface équivalente de **pinède âgée dominée par le Pin maritime**. Le petit secteur de **landes à ajoncs** situé au nord-ouest de la D85 est également dans le périmètre. A noter la présence d'Herbe de la pampa, espèce végétale envahissante, sur la partie remaniée par le chantier de la D85.

**Les boisements humides et de pentes ne sont pas concernés par la zone Uéc à aménager.**

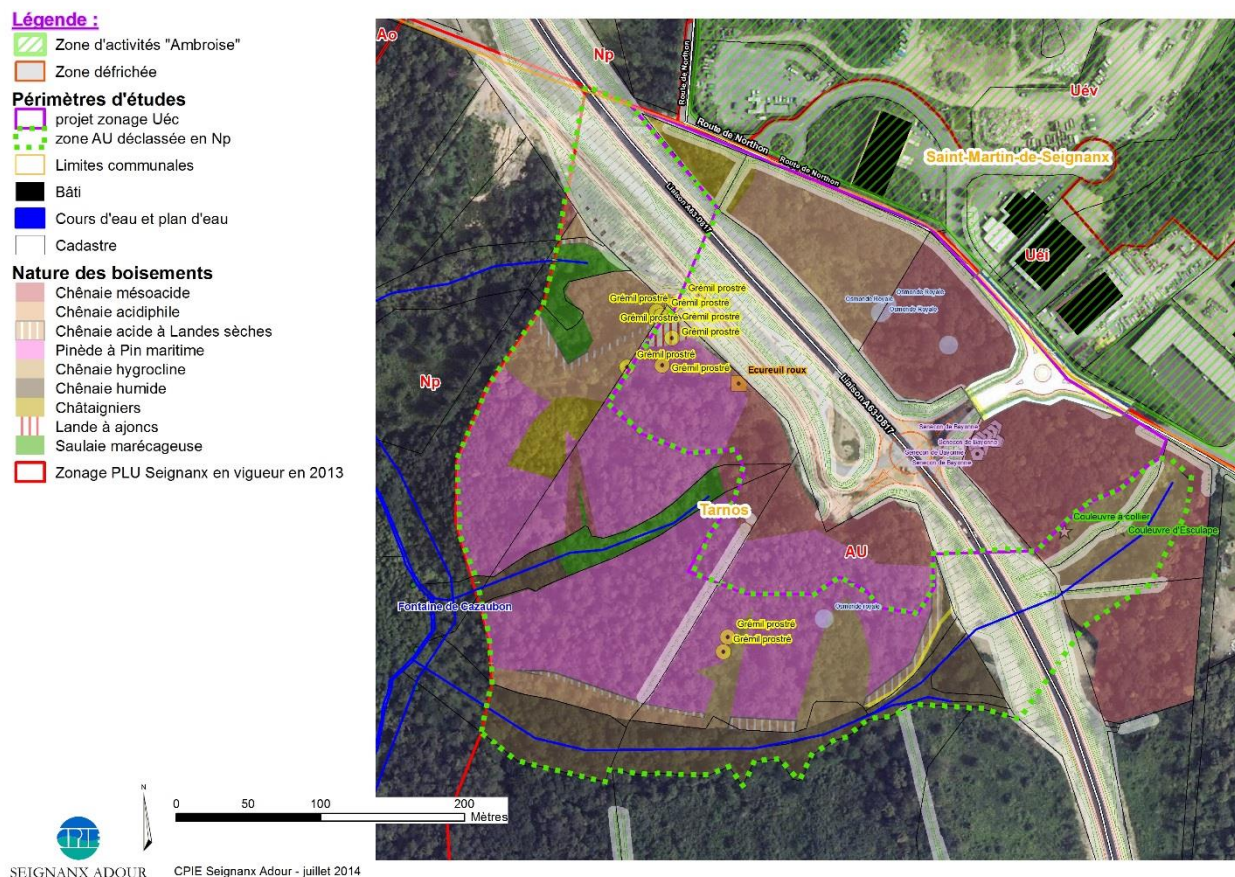
### ▪ Dans le périmètre à préserver (Np)

**Le périmètre à déclasser présente les boisements de grande valeur écologique.** On retrouve trois des quatre formes de chênaie (**acidiphile, hygrocline, humide**), la pinède âgée, les Châtaigniers et la saulaie marécageuse. En rupture de pente, le sous-bois de la chênaie acidiphile présente, entre autre, un milieu d'intérêt communautaire, « les landes sèches ». C'est un milieu endémique vasco-cantabrique présent en France uniquement dans les Pyrénées Atlantiques et le Sud-Landes.



### ○ Espèces végétales protégées

Trois espèces végétales d'intérêt sont présentes dans les boisements du périmètre d'étude : l'Osmonde royale, le Séneçon de Bayonne et le Grémil prostré.



Carte de répartition des espèces végétales et animales protégées, présentes dans les périmètres Uéc et Np

### ▪ L'Osmonde royale



Osmonde royale (photo CPIE – avril 2014)

L'Osmonde royale se rencontre dans les secteurs plus humides du boisement correspondant à des petites dépressions ou des fossés. Cette grande fougère n'est pas protégée en Aquitaine mais elle l'est dans 11 Régions en France. Même si cette espèce reste bien représentée dans l'extrême Sud-Ouest de la France, il s'agit de pérenniser cette présence en y apportant une attention particulière dans les projets d'aménagements.

L'espèce se rencontre dans les deux périmètres Uéc et Np (voir carte ci-dessus).

### ▪ Le Séneçon de Bayonne

Le boisement se caractérise par la présence d'une station de minimum 20 pieds de Séneçon de Bayonne (voir photos ci-dessous), sur une surface d'environ 200 m<sup>2</sup> (voir carte ci-dessus).

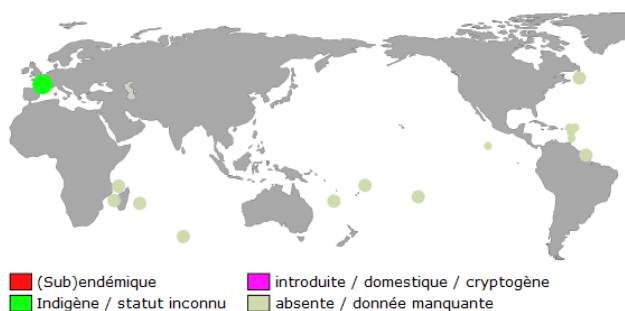


**L'espèce se rencontre malheureusement uniquement dans le périmètre à aménager Uéc (voir carte ci-dessus).** Il s'agit d'une station déjà mise en évidence en 2006. Le Sénéçon de Bayonne, espèce protégée et présente en France uniquement dans le Pays Basque et le Sud-Landes (voir cartes de répartition du Muséum ci-dessous), se rencontre typiquement dans ce type de boisement sur le territoire du Seignanx. Sa sauvegarde dépend de la conservation des chênaies acidiphiles et humides. **Malgré son enclavement, cette station devrait faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre des mesures à prendre.**

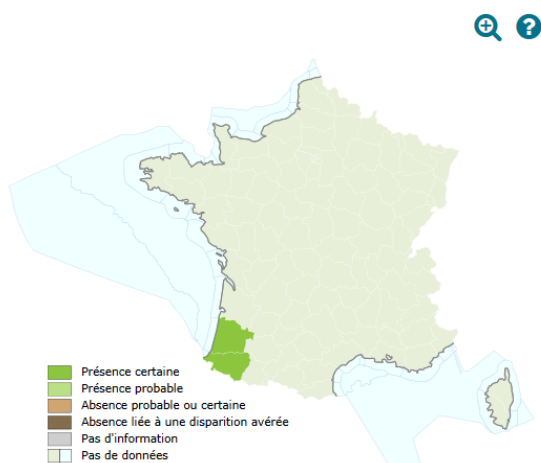


Une partie de la station de Sénéçon de Bayonne, à gauche en juillet 2007 et à droite en novembre 2012 (photo CPIE)

Carte mondiale de présence dans les territoires Français



Carte de répartition actuelle en France métropolitaine et Corse



Source INPN (<http://inpn.mnhn.fr>)

## ▪ Le Grémil à rameaux étalés

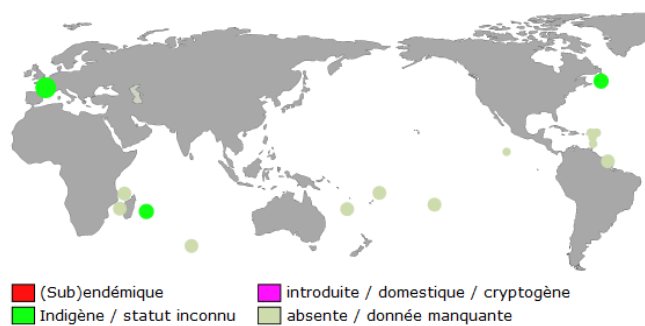


Il s'agit d'une espèce ibéro-atlantique dont la répartition est limitée en France à l'Aquitaine, Poitou-Charentes et à la Bretagne (voir cartes de répartition du Muséum ci-dessous). Cette plante présente un enjeu de conservation puisqu'elle est strictement protégée au titre de l'Arrêté ministériel du 20 janvier 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées au niveau national en France.

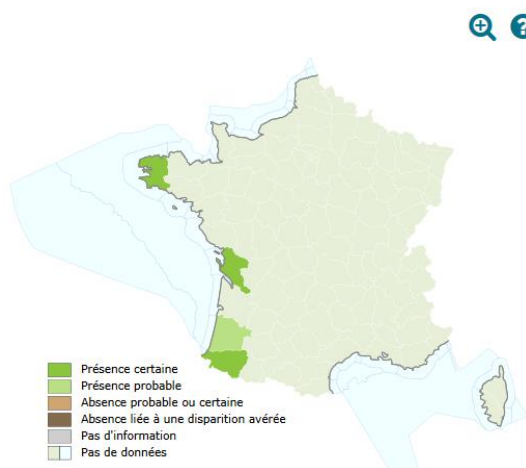
**L'espèce se rencontre uniquement à l'ouest de la D85 dans la lande à ajoncs du périmètre Uéc sur une surface d'environ 400 m<sup>2</sup> et dans la vieille pinède du périmètre Np (voir carte ci-dessus).**

Grémil à rameaux étalés (photo CPIE – avril 2014)

Carte mondiale de présence dans les territoires Français



Carte de répartition actuelle en France métropolitaine et Corse



Source INPN (<http://inpn.mnhn.fr>)

## ○ Faune

### ▪ Dans les boisements du périmètre Uéc

Avifaune et chiroptères : La chênaie du périmètre d'étude abrite essentiellement l'**avifaune** et des **chiroptères** (tous les chiroptères sont strictement protégés au niveau européen). L'avifaune est représentée surtout par des espèces sylvoicoles (dont mésanges, Rouge-gorge, Troglodyte mignon, Pic vert, Chouette hulotte). **Le boisement est un habitat d'espèces protégées et devrait faire l'objet de mesures à prendre dans le cadre de son défrichement.**

**Mammifères** : Les prospections en avril 2014 ont mis en évidence la présence d'une espèce protégée, l'Ecureuil roux, dans la chênaie du plateau, à l'ouest de la D85. De grands mammifères tels que chevreuils, sangliers et blaireaux, circulent dans le périmètre. **Le boisement devrait faire l'objet de mesures à prendre dans le cadre de son défrichement.**

**Insectes** : La chênaie constitue l'habitat d'insectes protégés comme le Lucane cerf-volant et le Grand Capricorne. De manière plus générale, l'essentiel des insectes ne bénéficie d'aucun statut de protection par contre, tous participent à la biodiversité de manière importante puisqu'ils constituent le régime alimentaire de nombreuses espèces dont les oiseaux et les chiroptères qui elles sont protégées.

▪ **Hors du périmètre : dans les boisements du plateau et des talwegs du périmètre Np**

**Ces boisements présentent un intérêt faunistique fort lié au caractère boisé et pour certains humides.** C'est un milieu très favorable à tous les groupes d'espèces : avifaune, petits mammifères, amphibiens, reptiles, insectes.

**Mammifères** : Le boisement est également un habitat de l'Ecureuil roux observé dans le périmètre Uéc. Les grands mammifères tels que chevreuils, sangliers et blaireaux utilisent plus largement le massif boisé de la vallée de Cazaubon comme **continuité biologique**. Les boisements sont très favorables aux espèces de chauves-souris, véritables indicateurs de la bonne santé d'un milieu.

**Avifaune** : L'avifaune est identique à celle décrite ci-dessus dans le périmètre Uéc. Le sous-bois dense et peu dégradé favorise d'autant plus la diversité des espèces et l'abondance.

**Reptiles** : Les reptiles sont thermophiles et recherchent les zones ensoleillées. C'est pour cela qu'ils **fréquentent très volontiers les lisières**. On observera très facilement le Lézard des murailles et plus rarement le Lézard vert. **Les prospections de novembre 2012 ont mis en évidence la présence de deux espèces protégées de reptiles, la Couleuvre à collier et la Couleuvre d'Esculape. Ces espèces ont été observées au niveau de la rupture de pente du talweg sud-est.**

**Amphibiens** : Les espèces d'amphibiens sont toutes protégées. La Salamandre tachetée, le Triton palmé et la Grenouille agile **trouvent refuge dans les souches des pentes et du plateau (hors d'eau) pour passer l'hiver** et rejoignent les zones humides pour se reproduire dès que les conditions climatiques sont favorables.

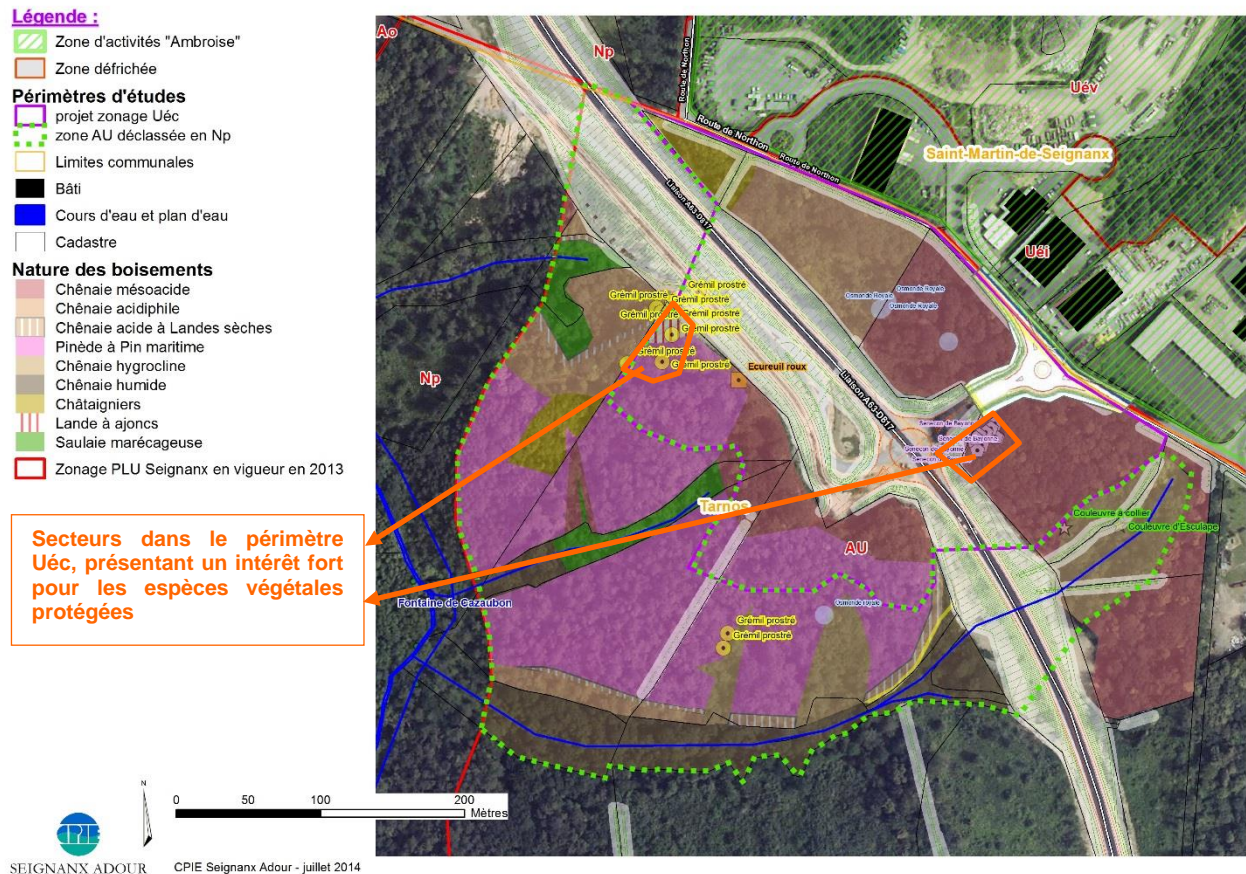
**Insectes** : Les milieux les plus intéressants pour la diversité des insectes sont les boisements de vieux feuillus et leurs lisières, les zones humides, les zones ouvertes type prairies et landes.

**Les boisements du périmètre Uéc présentent une diversité biologique qui devra bénéficier de mesures dans le cadre du défrichement. En particulier pour les stations d'espèces végétales protégées : Sénéçon de Bayonne et Grémil à rameaux étalés.**

**Les boisements du périmètre Np présentent une diversité biologique qui nécessite leur préservation. Ces boisements actuellement en zone AU, sont classés en zone Np dans projet de modification du P.L.U. Ce déclassement de zone à urbaniser en zone naturelle à protéger permettra de mettre en place les mesures à prendre dans le cadre du défrichement de la zone Uéc.**

**La préservation des boisements du périmètre Np nécessite notamment d'interdire tout déblais/remblais en particulier pendant les travaux d'aménagement des parcelles. Le sous-bois devra être maintenu en l'état, les arbres morts laissés sur place de manière à ne pas favoriser l'accessibilité du public.**





### Carte des espèces protégées présentes dans le périmètre et des secteurs d'intérêt

### 2.2.2. Contexte global et fonctionnalités écologiques

Le boisement situé à l'est de la D85 est enclavé entre la zone d'activités « Ambroise » et la D85. **Cet isolement ne permet plus à ce boisement de jouer un rôle de corridor ou de réservoir biologique** (voir carte ci-après). Malgré cette situation d'isolement, il se compose de très beaux individus de Chêne pédonculé, de quelques individus de Chêne liège et de Chêne tauzin, d'une flore et d'une faune protégée.

Le boisement situé à l'ouest de la D85 appartient au réservoir biologique de la vallée de Fontaine de Cazaubon et plus largement de la Palibe. **Cette position confère aux boisements des zones Uéc et Np un rôle de continuité écologique non négligeable.**



Source des données "continuités biologiques" : étude d'intégration des enjeux de conservation de la biodiversité dans le SCOT de l'agglomération de Bayonne et du sud des Landes - © CPIE



Identification des réservoirs biologiques du Seignanx en lien avec le périmètre

### 2.2.3. Mesures de protections des espaces naturels hors Natura2000

#### ○ Dans le périmètre Uéc

Le périmètre ne fait pas l'objet de zonages de protection du patrimoine biologique (voir carte ci-après).

#### ○ En dehors mais en lien avec le périmètre Uéc

##### ▪ Inventaire des zones humides de la Région Aquitaine (zones vertes de la DREAL Aquitaine)

Les eaux de ruissellement du boisement s'écoulent en direction de la vallée du ruisseau de Fontaine de Cazaubon dont les zones humides ont été identifiées dans le cadre de l'inventaire des zones humides de la Région Aquitaine (Source DREAL Aquitaine). Ces zones humides appartiennent au réseau des « milieux aquatiques à forts enjeux environnementaux » du S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2010-2015 (voir carte ci-après). Des dispositions générales (mesures C30 et C31) visent à préserver l'intégrité de ces milieux et à garantir leurs fonctionnalités.

**Afin de préserver la qualité et l'alimentation des zones humides avals, les eaux de ruissellement du périmètre devront être collectées, stockées et traitées avant restitution progressive dans le talweg sud. La collecte devra être réalisée dès la phase particulièrement sensible du défrichement et des travaux d'aménagement. La nature des sols très sensibles à l'érosion hydrique et la sensibilité des zones humides de la vallée de Fontaine de Cazaubon à l'aval, justifient cette mesure incontournable.**

- **Objectifs de qualité du SDAGE Adour-Garonne 2010-2015**

Les eaux de ruissellement du boisement s'écoulent en direction de la vallée du ruisseau de Fontaine de Cazaubon qui alimente la vallée de la Palibe au nord (voir carte ci-après). La Palibe appartient à la masse d'eau « Anguillère » et à l'unité hydrographique des étangs, lacs et littoral landais. Cet ensemble fait l'objet de différentes mesures pour préserver ou restaurer la qualité chimique et biologique des milieux dans le cadre du S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2010-2015. Les objectifs de bon état écologique et chimique doivent être atteints pour 2015.

**Pour atteindre l'objectif de reconquête de la qualité biologique des cours d'eau, il s'agit entre autre de supprimer ou de réduire les pollutions urbaines (eaux pluviales et assainissement). Cela nécessite, entre autre, la gestion qualitative et quantitative des eaux de ruissellement du périmètre.**

- **S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2010-2015**

***Restauration des axes migrateurs***

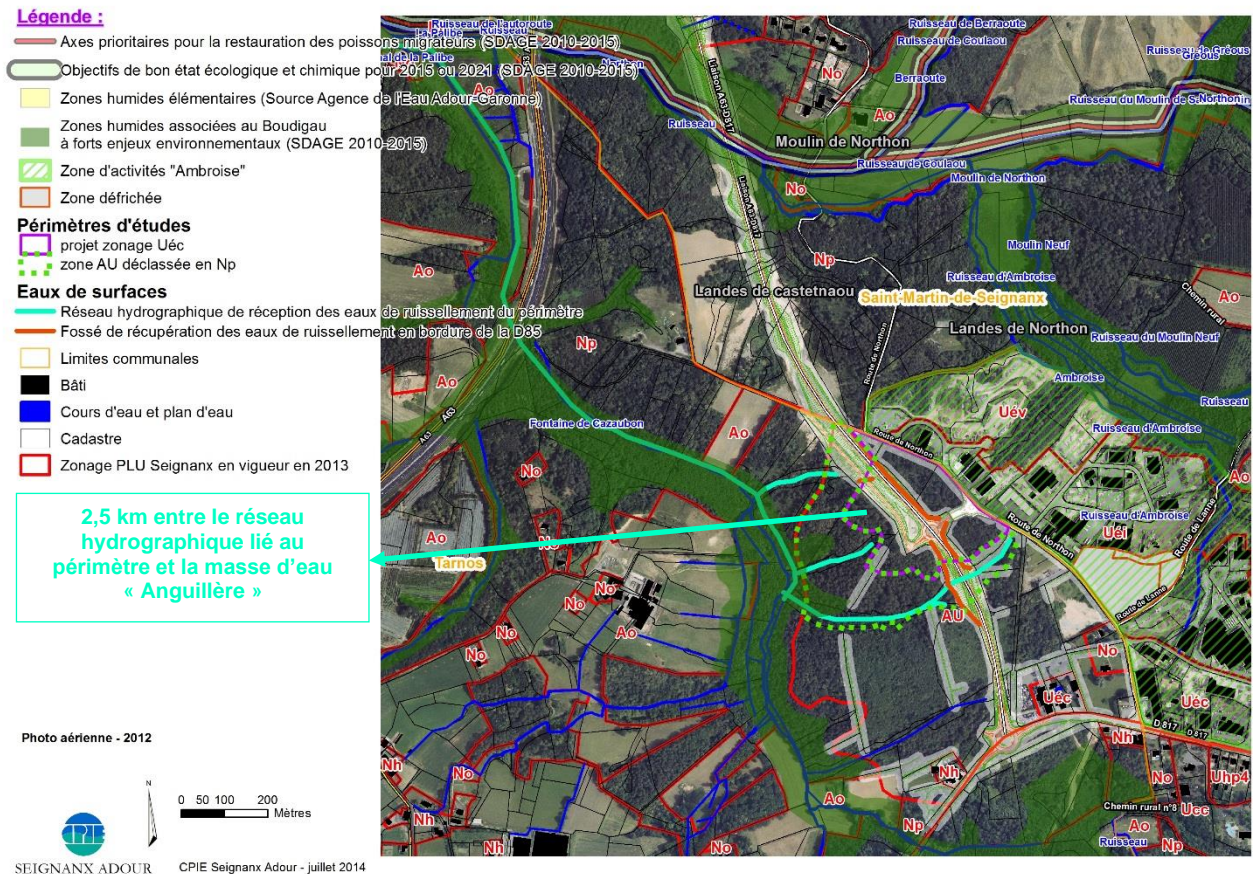
La masse d'eau « Anguillère » est un des axes prioritaires pour la restauration de la circulation des poissons migrateurs amphihalins (voir carte ci-après).

**La distance de 2,5 km entre le réseau hydrographique lié au périmètre et la masse d'eau « Anguillère » est suffisante pour préserver l'axe migrateur.**

***Préservation des zones humides***

Les zones humides de la vallée de Fontaine de Cazaubon ont été recensées par la DREAL Aquitaine et d'autres ont pu être confirmées lors des prospections de terrain dans les talwegs de réception des eaux de ruissellement de la plate-forme Uéc. **Ces secteurs particulièrement sensibles sont dans le périmètre Np, à préserver des aménagements.**





### Carte des prescriptions du S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2010-2015

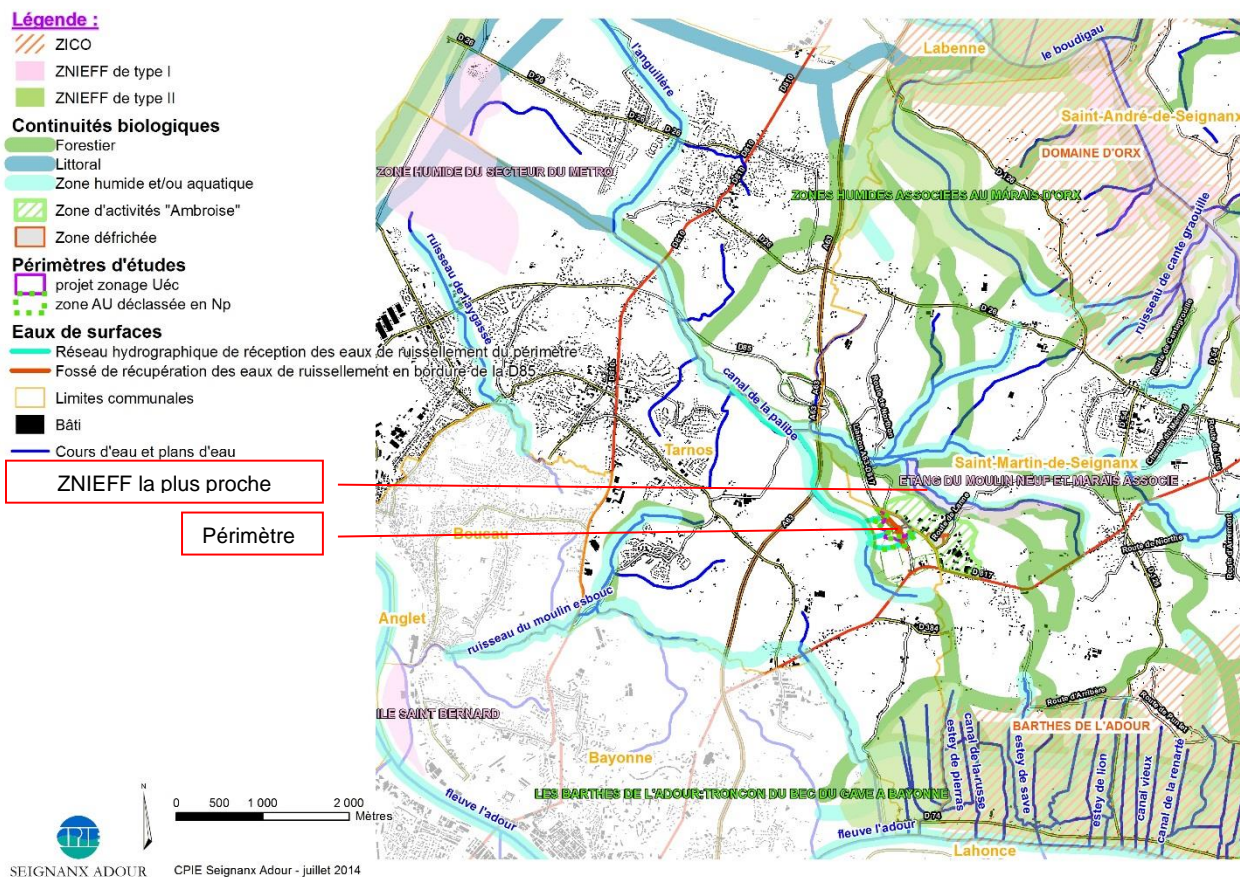
- **ZNIEFF de type 1 de l' « Étang du Moulin Neuf et Marais Associés »**

**La ZNIEFF la plus proche de la zone d'étude se situe à 350 mètres au nord et correspond à la ZNIEFF de la vallée d'Ambroise (voir cartes ci-après).**

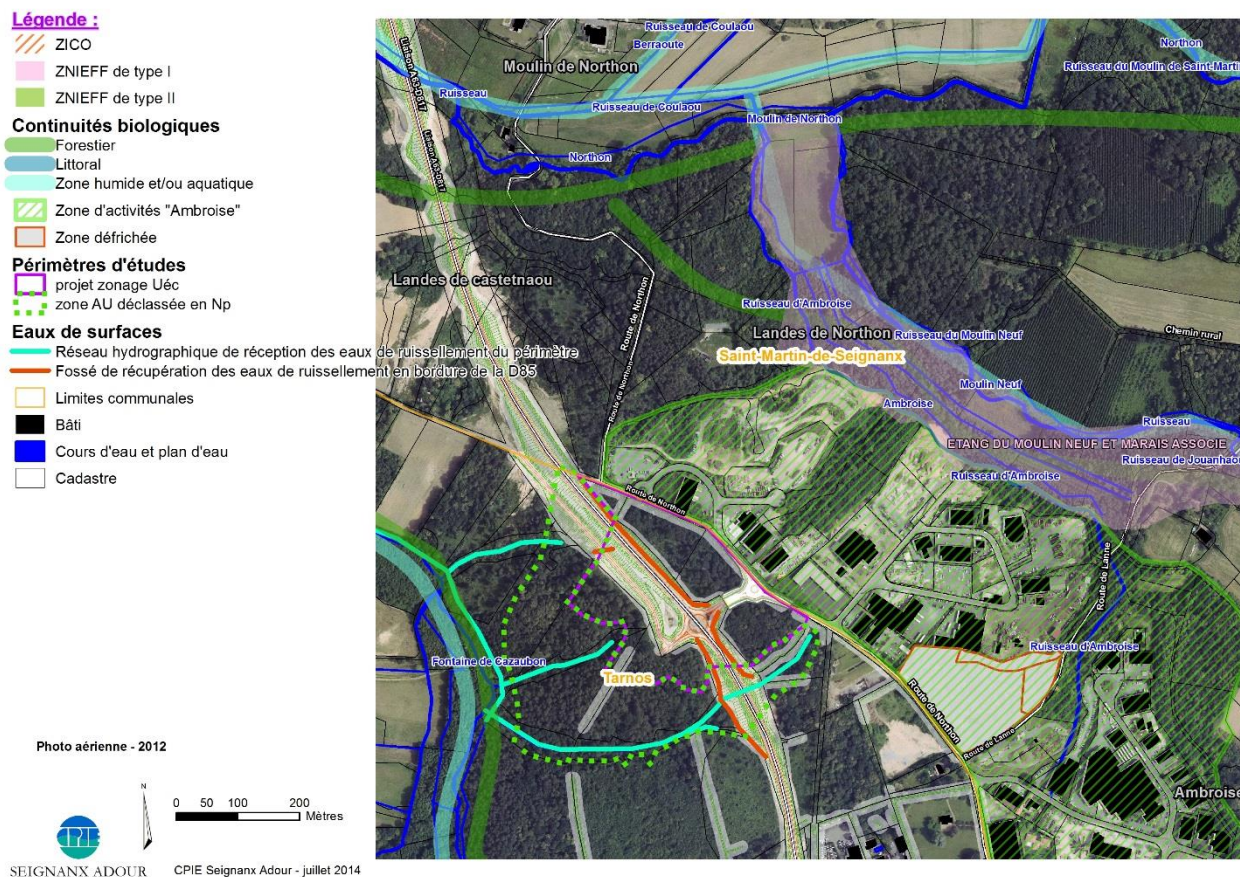
La vallée d'Ambroise est inscrite comme « Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique ». Il s'agit de la ZNIEFF de type 1 de l'« Étang du Moulin Neuf et Marais Associés ». L'inventaire a mis en évidence le patrimoine floristique, faunistique et en particulier entomologique.

**Les périmètres Uéc et Np sont déconnectés de la ZNIEFF par la D85 et la zone artisanale Ambroise. Cet isolement ne permet plus de jouer un rôle de corridor ou de réservoir biologique avec la ZNIEFF située dans la vallée d'Ambroise.**





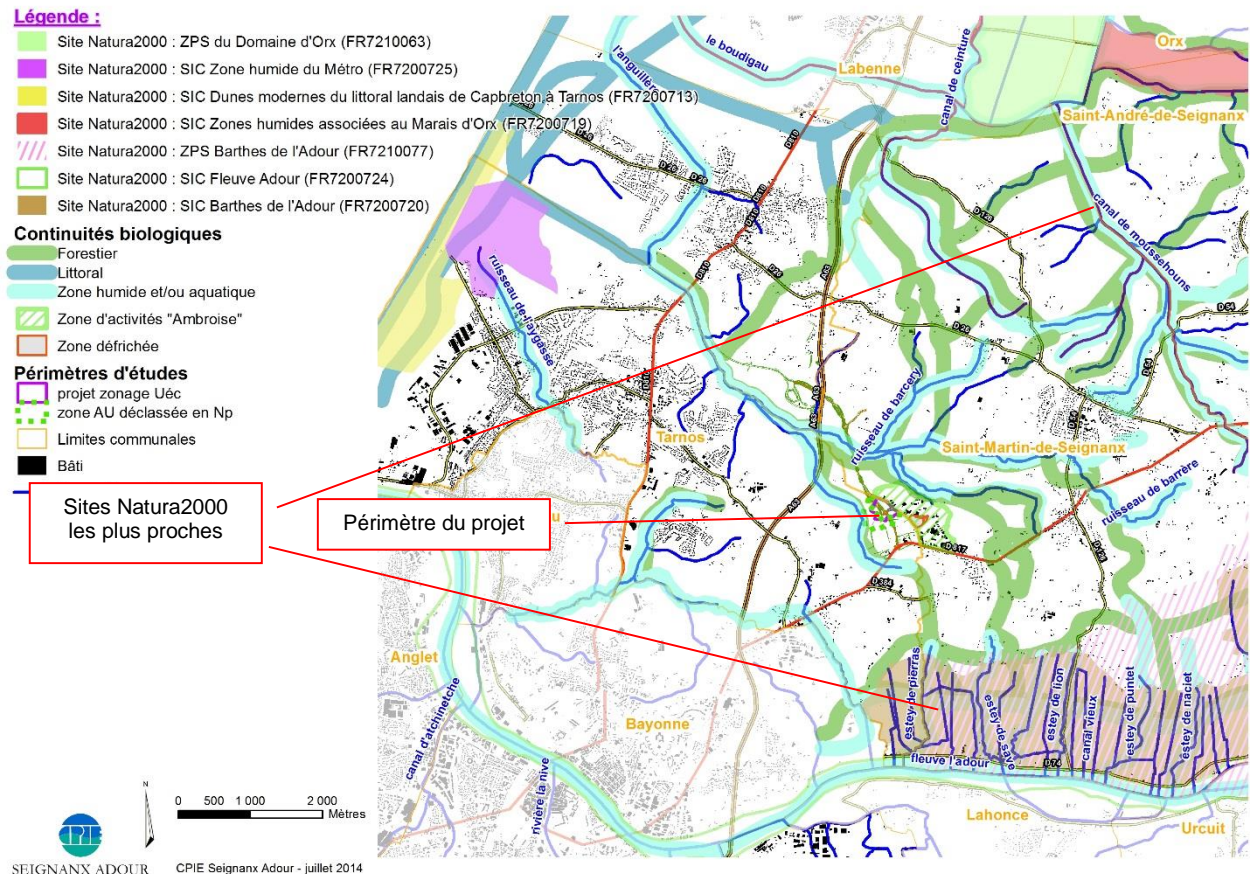
Carte des zonages ZNIEFF et ZICO périphériques au périmètre et zoom de la ZNIEFF proche du périmètre





#### 2.2.4. Sites Natura2000

Les périmètres Uéc et Np se situent à 2 km du site Natura2000 le plus proche situé au sud. Le périmètre est déconnecté par la D85 et la zone artisanale Ambroise. Cet isolement ne permet plus aux boisements de jouer un rôle de corridor ou de réservoir biologique avec les sites Natura2000 (voir carte ci-dessous).



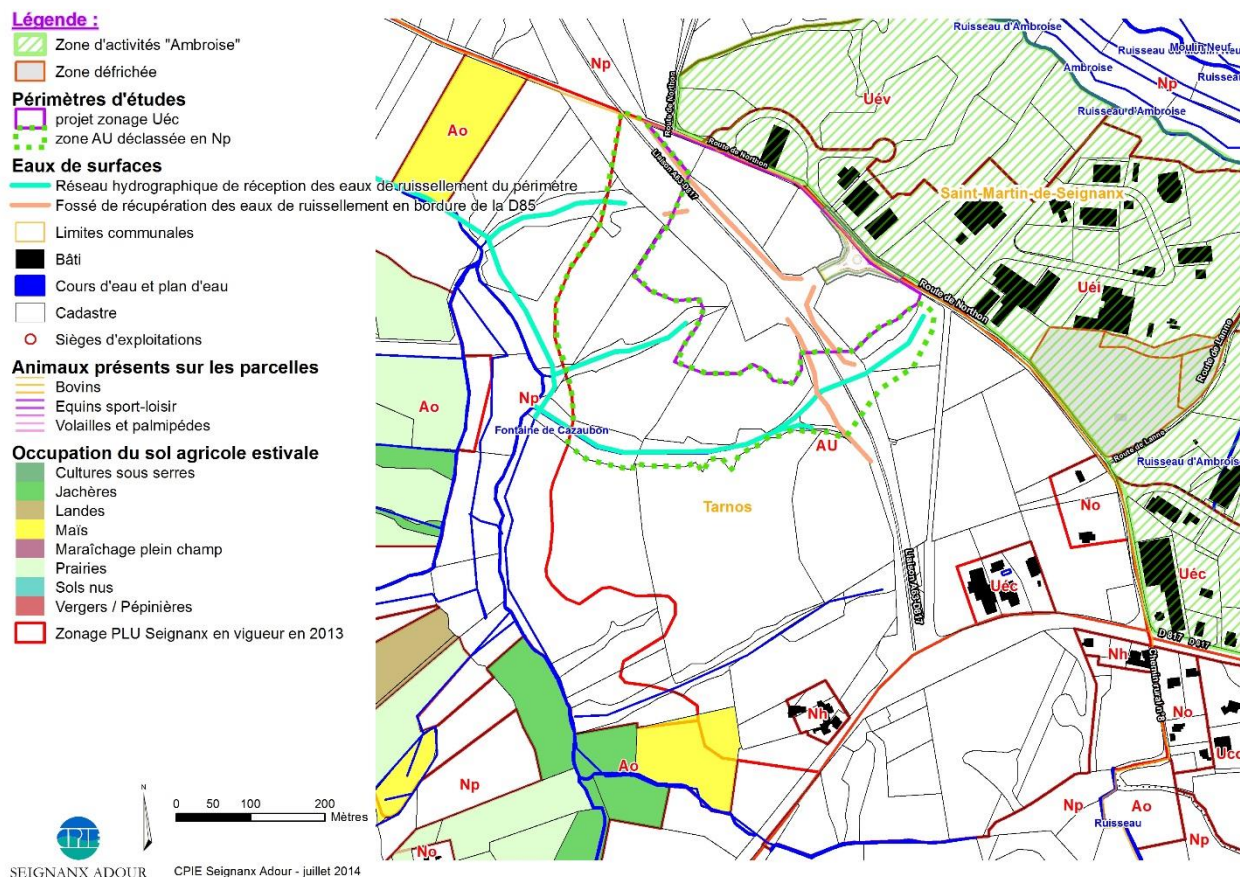
### Carte des sites Natura2000 périphériques au boisement à défricher

### 2.2.5. Les espaces forestiers

Les boisements des périmètres Uéc et Np ne sont pas soumis au régime forestier, ni au schéma régional de gestion sylvicole.

## 2.3. Contexte agricole

Il n'y a pas d'activité agricole, élevage ou végétale, dans les périmètres, ni à proximité (voir carte ci-dessous).



Carte de l'occupation du sol agricole dans et à proximité des périmètres

## 2.4. Contexte urbain et cadre de vie

### 2.4.1. Cadre de vie

Les périmètres Uéc et Np s'insèrent dans un contexte mixte entre milieux naturels (espaces boisés, zones humides) et zone urbaine (zone d'activités d'Ambroise, infrastructures routières avec la D85 et la route de Northon). Les zones d'habitats sont éloignées (voir carte ci-dessous). **Le cadre de vie se caractérise par un contexte sonore et une qualité de l'air influencés par la zone d'activités d'Ambroise et les infrastructures routières (D85, route de Northon, D817).**

**Les vieilles chênaies du périmètre Uéc créent un paysage boisé d'autant plus marqué qu'ils surplombent la D85 (voir photos ci-après). Le défrichement créera une trouée dans le paysage.**





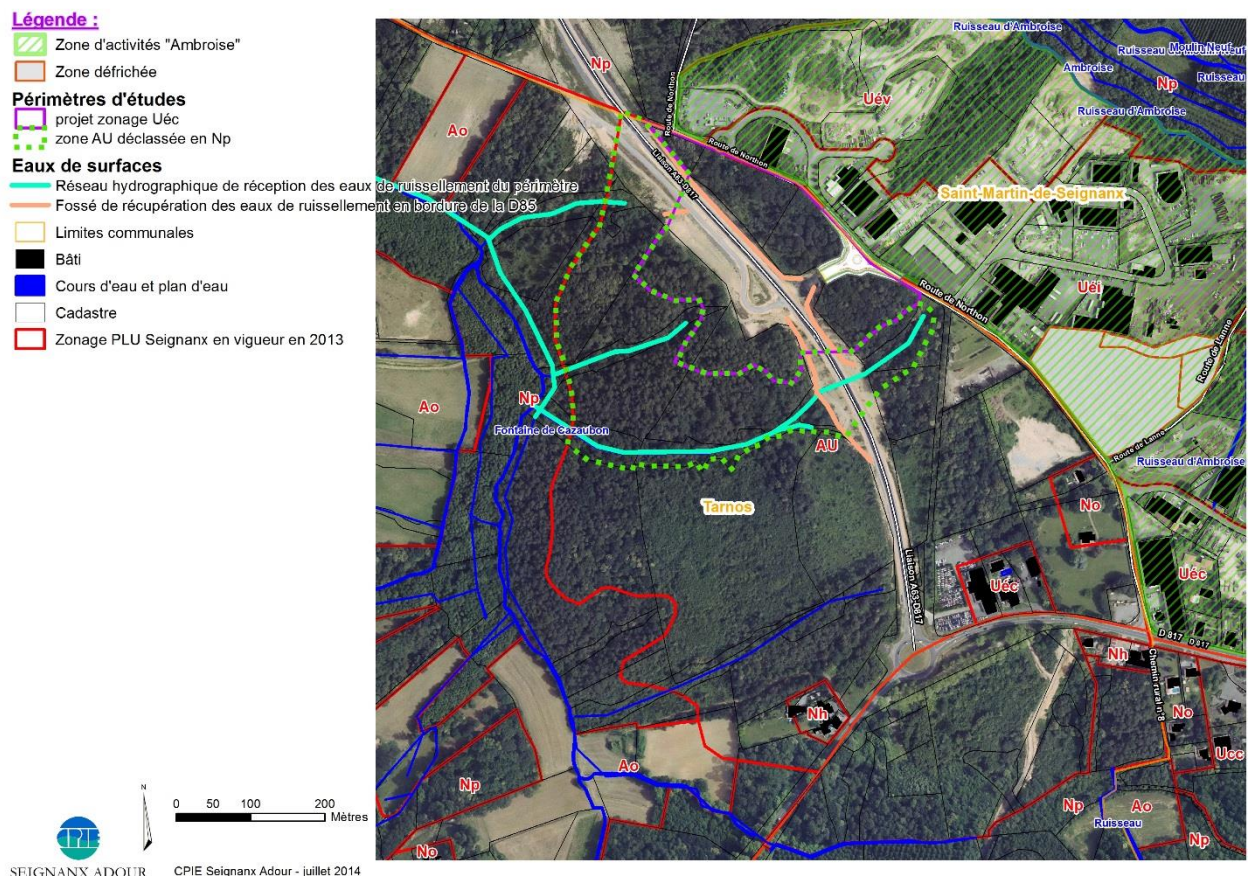
**Route de Northon et boisement  
du périmètre Uéc à droite**



### D85 et paysage boisé en face de l'autre côté de la route



**D85 et boisement du  
périmètre Uéc à gauche**



### Carte d'occupation du sol en 2012

### 2.4.2. Bâti et mesures de protection

Il n'y a pas de patrimoine archéologique ou bâti bénéficiant de protections dans les périmètres ou à proximité.

### 2.4.3. Contexte sonore et qualité de l'air

Les périmètres Np et Uéc se situent en bordure de la D85 et de la route de Northon. **Le contexte sonore de ce secteur se caractérise déjà par les nuisances sonores et les vibrations associées. La qualité de l'air est influencée à la fois par la circulation des véhicules sur les deux voies et par les activités de la zone d'activités « Ambroise ».** Les entreprises en activité sont de type artisanal et petite industrie dont certaines atteignent les seuils de déclaration et d'autorisation.



#### 2.4.4. Circuits de randonnée et déplacements doux

Il n'y a pas de circuit de randonnée dans les périmètres ou à proximité. Il n'y a pas non plus de déplacement doux existant sur la route de Northon ou la D85.

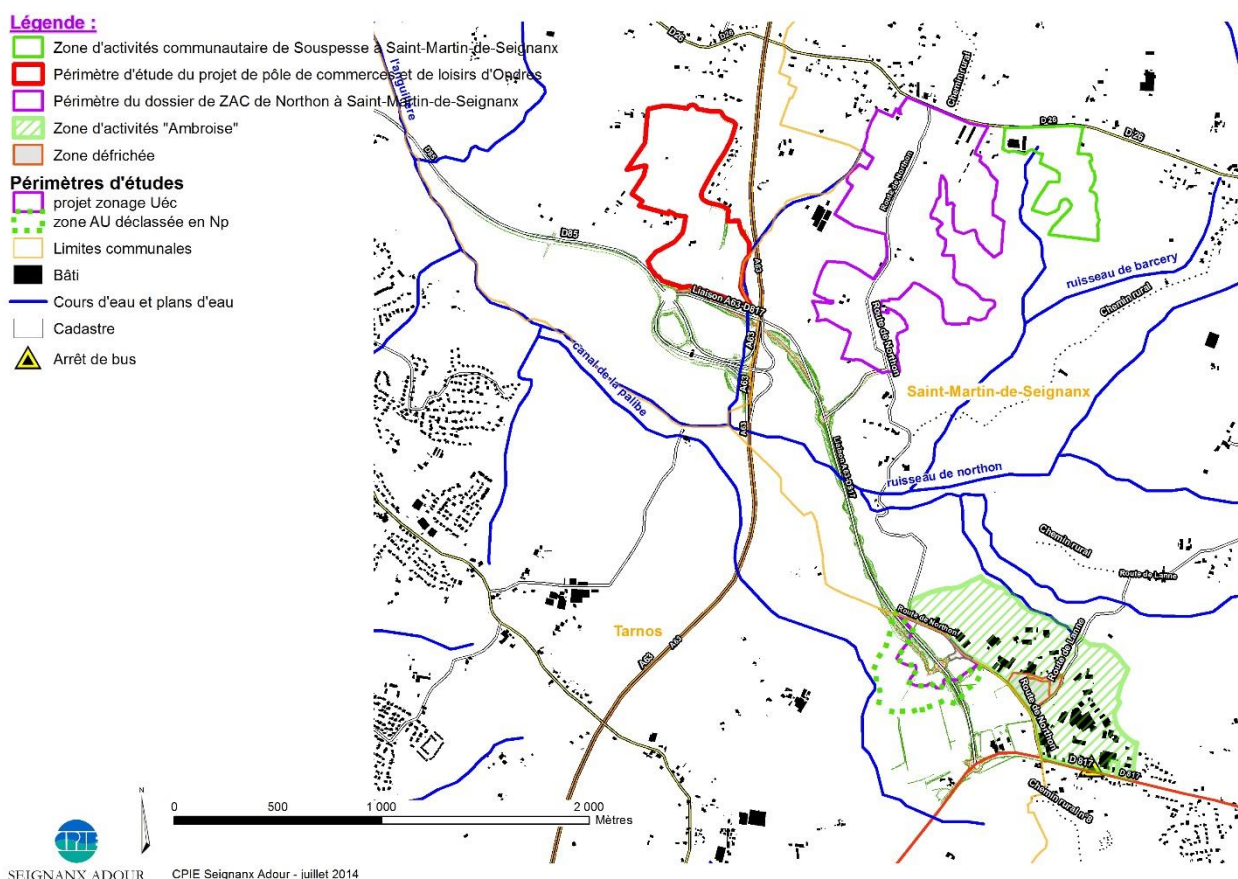
#### 2.4.5. Dessertes et infrastructures terrestres

##### ○ Dessertes

**Le périmètre Uéc est accessible depuis la D85 et la route de Northon.** Ces deux voies appartiennent à un réseau viaire créé (D85) ou à restaurer (route de Northon) dans le cadre du projet global de parc d'activités du Seignanx. **La D85 permet d'accéder au périmètre Uéc depuis l'A63, la D817 et la D810 qui constituent des axes importants de circulation.** La route de Northon permet de desservir la zone Ambroise depuis la D85 (voir carte ci-dessous).

##### ○ Transports alternatifs

**Actuellement, la ligne de transports en commun la plus proche du périmètre se situe sur la D817.** Il s'agit d'une ligne de transports en commun interurbains routiers, gérées par le Conseil Général des Landes depuis 2009. La fréquence est de 4 allers-retours par jour du lundi au vendredi. **L'arrêt de bus le plus proche se situe au carrefour de la D817 et la route de Northon, à 1 km de la zone Uéc en traversant la zone Ambroise** (voir carte ci-dessous).



Carte des dessertes et accès

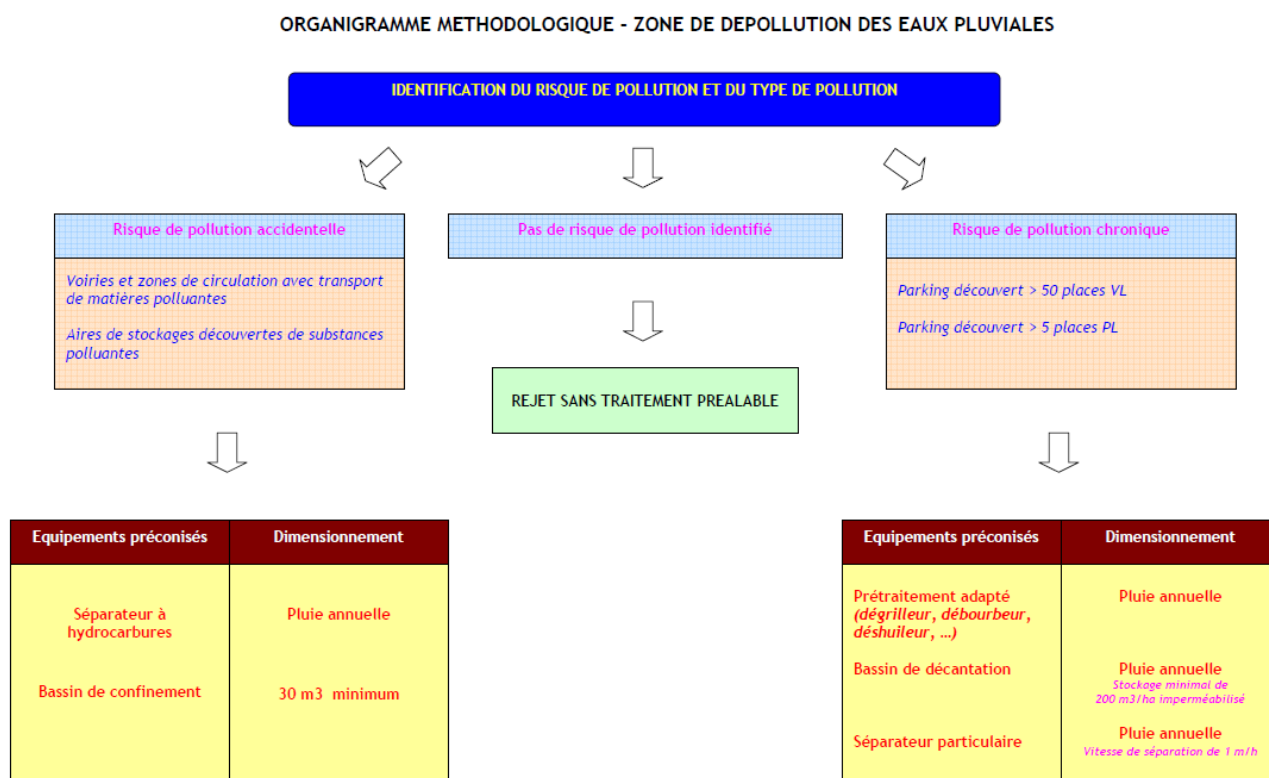
## 2.4.6. Gestion des eaux

### ○ Collecte et traitement des eaux usées et des eaux pluviales

**Le périmètre Uéc est à proximité du réseau d'assainissement collectif** de la zone Ambroise. Les **eaux usées** sont traitées à la station d'épuration de Saint-Martin-de-Seignanx.

**Les eaux pluviales** des périmètres Uéc et Np s'écoulent naturellement vers les fossés de la D85 et les talwegs sud et ouest, avant de rejoindre le milieu naturel de la vallée de Fontaine de Cazaubon. Les eaux de ruissellement qui s'écoulent vers le nord-est du périmètre Uéc ont pour exutoire, la châtaigneraie en bordure de la D85 et de la route de Northon. Les prescriptions du SDAGE Adour-Garonne demandent aujourd'hui que chaque projet d'aménagement soit accompagné d'une gestion des eaux pluviales. **Cette gestion nécessite une rétention et un traitement avant rejet calibré dans le milieu naturel.**

D'autre part, toute la zone AU est classée en zone de dépollution dans le zonage d'assainissement pluvial de la commune de Tarnos. Ce zonage précise la méthodologie d'identification du risque de pollution des eaux pluviales par les aménagements et les mesures à prendre dans le cadre des aménagements (voir organigramme ci-dessous).



Extrait du zonage d'assainissement pluvial sur le territoire de Tarnos.

### ○ Réseau d'Adduction d'Eau Potable (A.E.P.)

Le réseau d'eau potable alimente la zone Ambroise par la route de Northon. Le réseau d'eau potable est présent en bordure du périmètre Uéc depuis la route de Northon.

### **2.4.7. Gestion des déchets**

- **La politique des « déchets » sur le territoire**

Le « plan départemental pour la gestion des déchets du B.T.P. des Landes » définit les filières de collecte, de traitement ou de valorisation des déchets de chantier et d'activités. Il définit également les exigences à avoir par le maître d'ouvrage dans les compétences d'une entreprise à gérer les déchets de chantiers. En effet, **les déchets doivent être gérés en amont des projets par exemple par des réserves foncières pour installer les zones de stockage (bennes, points tris, etc.).**

- **La gestion des « déchets » localement**

**La commune de Tarnos, et celle de Saint-Martin-de-Seignanx limitrophe, se situent sur un territoire qui encourage le tri sélectif** grâce à des points tris. Le gestionnaire de la collecte est le Syndicat Intercommunal de Traitement et de Collecte des Ordures Ménagères (S.I.T.C.O.M.) Côte Sud des Landes dont l'usine de traitement est basée à Bénesse-Maremne. **La déchetterie la plus proche se situe dans la zone Ambroise limitrophe au périmètre Uéc (distante de 600 mètres).**

### **2.4.8. Éclairage**

Le contexte global est peu éclairé. Seules la zone Ambroise et la route de Northon sont éclairées. La D85 ne fait pas l'objet d'un éclairage.

### **2.4.9. Énergie**

Le réseau électrique (E.R.D.F.) déjà compatible avec une zone d'activités, est accessible depuis la route de Northon.

### **2.4.10. Ondes électromagnétiques**

Une antenne relais téléphonique est installée sur la zone d'activités « Ambroise ». Les installations émettrices d'ondes électromagnétiques présentent un risque pour la santé publique. Les installations non émettrices comme le satellite ou la fibre optique sont à privilégier dans les projets d'aménagements.

## **2.5. Prise en compte des risques, aléas et autres sensibilités**

La commune de Tarnos est exposée à plusieurs types de risques ; les risques majeurs recensés dans le DDRM de 2011<sup>2</sup> et les phénomènes non recensés comme « risque majeur » mais pouvant occasionner des dégâts matériels non négligeables comme la « sensibilité des sols à l'érosion ». C'est un phénomène qui influence localement l'occupation des sols.

Cette partie ne traitera que des risques, aléas et autres sensibilités liés aux périmètres Uéc et Np du projet, à savoir : incendies de forêts, zonage sismique et mouvements de terrain (phénomène de « retrait-gonflement des sols argileux »).

### ***2.5.1. Risque majeur « Incendies de forêts »***

Tarnos est une commune à risques d'incendies de forêts (source : DDRM de 2011), comme toutes les communes appartenant au massif des Landes de Gascogne. Composé de 80% de Pin maritime, ce massif est classé « zone à haut risque d'incendie ». Différentes mesures sont prévues dans le guide pour la prise en compte du risque d'incendie de forêt, notamment dans les documents d'urbanisme, édité par la Préfecture des Landes en 2011.

---

<sup>2</sup> DDRM 2011 : Document Départemental des Risques Majeurs - dernière mise à jour en 2011

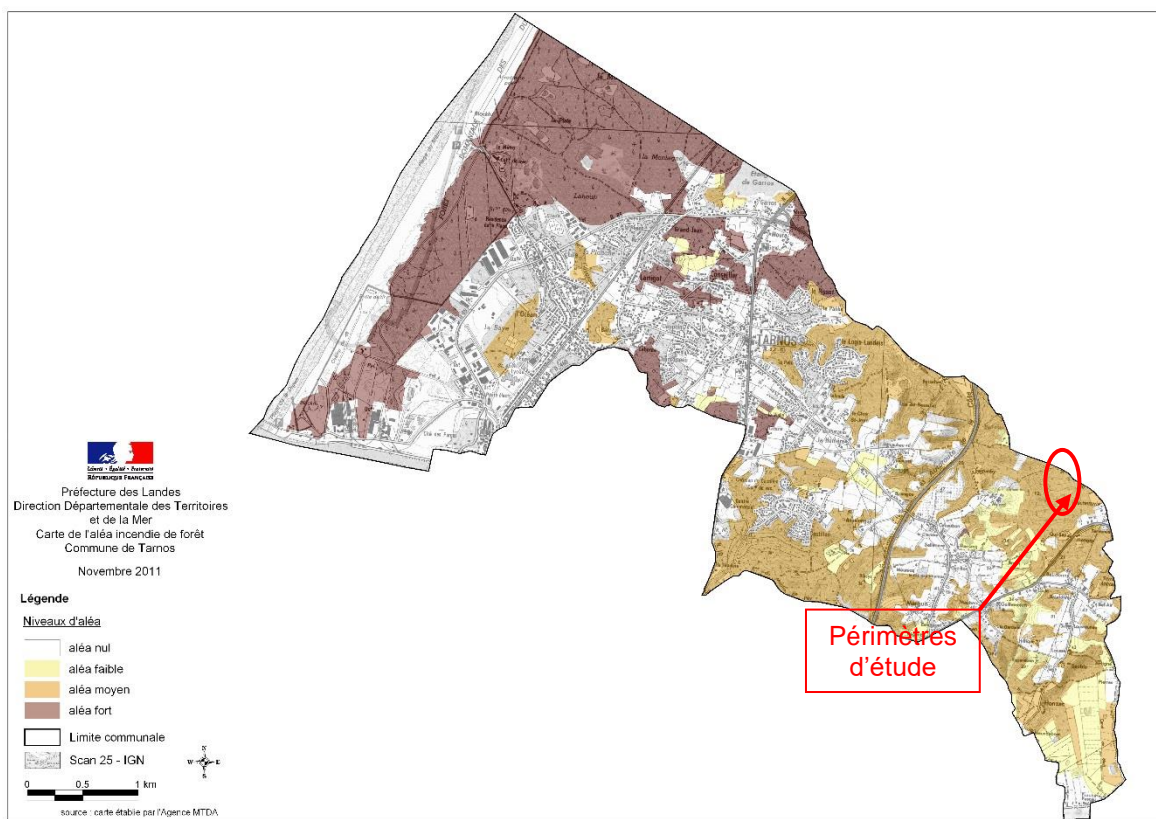


## Carte du risque incendies de forêts dans les Landes



Extrait du DDRM 2011

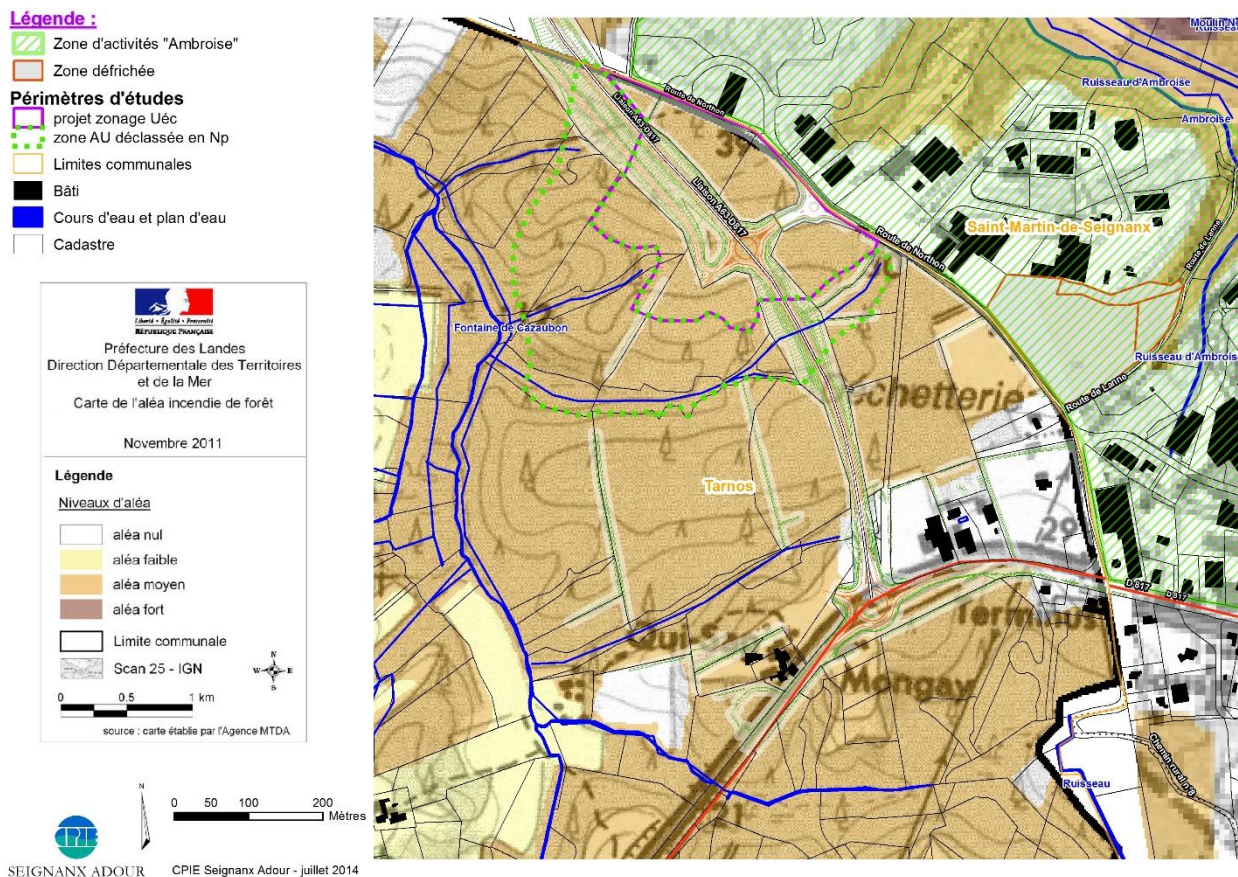
La Préfecture édite également une carte de zonage de l'aléa incendie de forêt pour chaque commune (carte ci-dessous). Cette carte permet de se rendre compte précisément de la sensibilité d'un projet d'aménagement par rapport à l'aléa incendie de forêt et de prendre les mesures correspondantes.



Source : Préfecture des Landes

Les périmètres Uéc et Np sont en aléa « moyen » (voir carte ci-dessous) et non soumis aux mesures de prévention du risque incendie de forêt.

### Carte de l'aléa du massif boisé des périmètres Uéc et Np



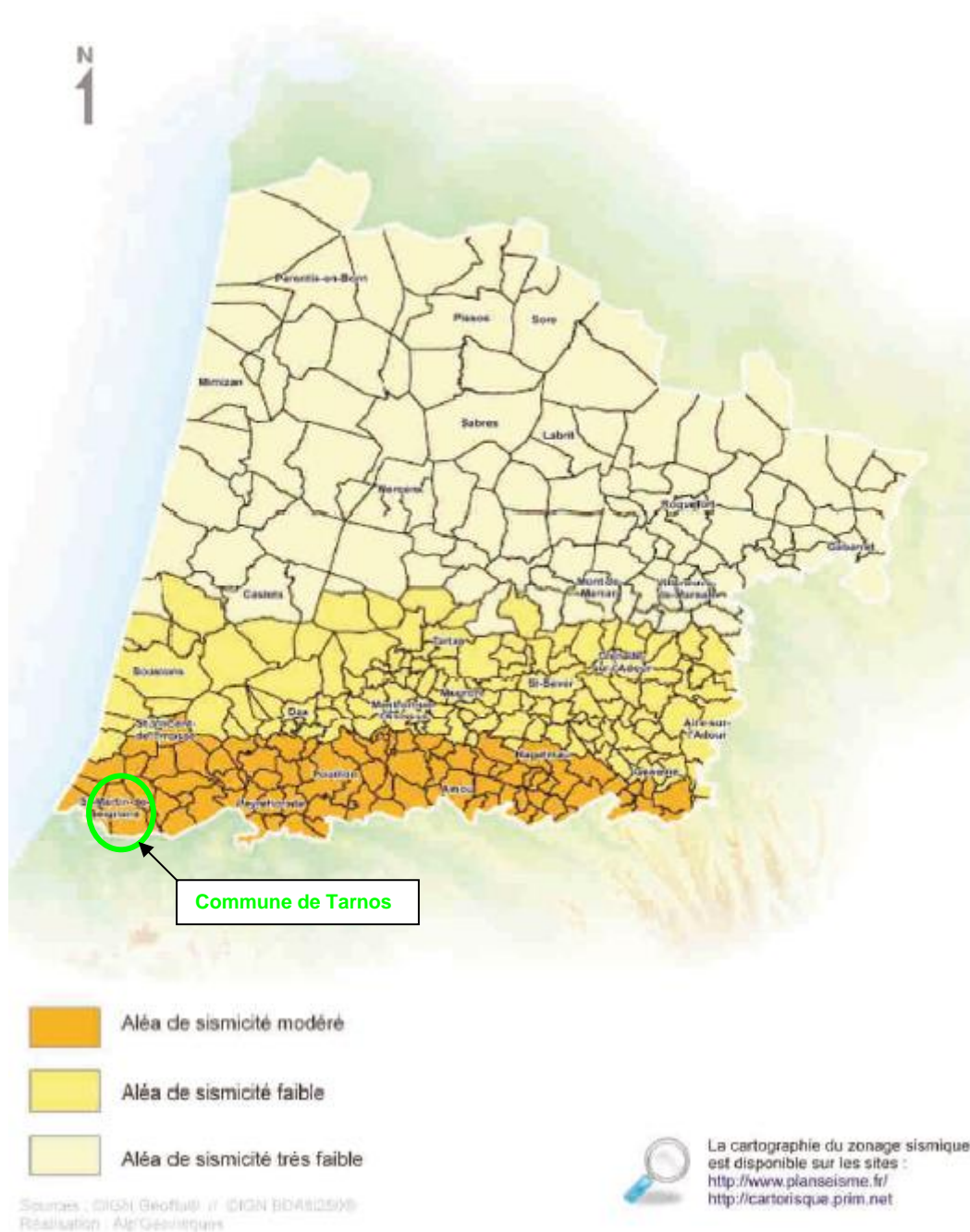
### 2.5.2. Risque majeur « Zonage sismique »

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement modifiés par les décrets no 2010-1254 du 22 octobre 2010 et no 2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l'arrêté du 22 octobre 2010).

La commune de Tarnos présente un niveau de sismicité 3 (source : DDRM de 2011) « modéré » où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments.



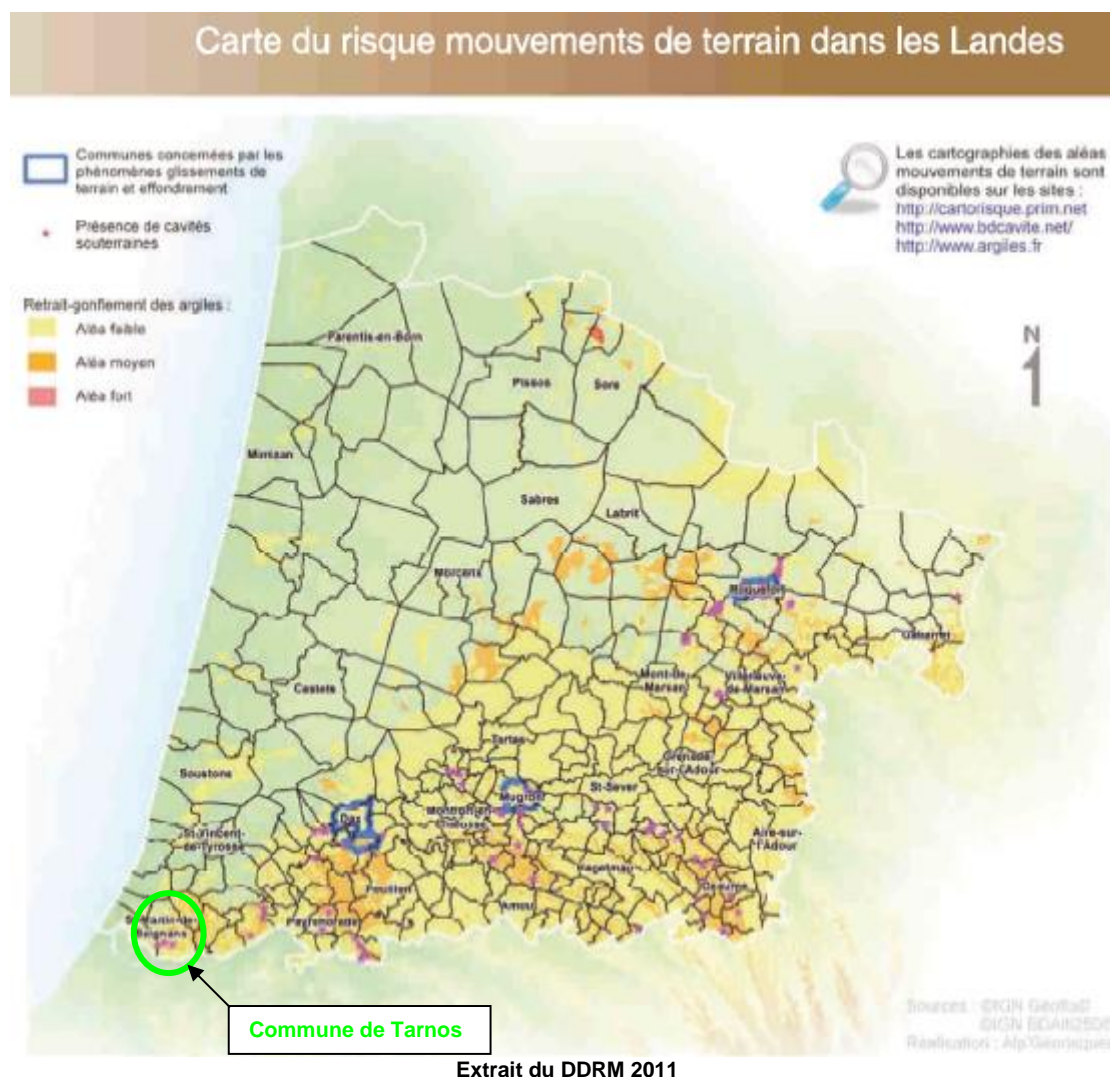
## Carte du zonage sismique dans les Landes



Extrait du DDRM 2011



### 2.5.3. Risque majeur « mouvements de terrain »



Le DDRM de 2011 distingue plusieurs types de « mouvements de terrain ». La commune de Tarnos est concernée par le phénomène de « retrait-gonflement des sols argileux ».

#### ○ Phénomène de « retrait-gonflement des sols argileux »

La commune de Tarnos est concernée par le phénomène « retrait-gonflement des sols argileux ». Le périmètre Uéc présente un aléa « faible » localisé sur le plateau et le périmètre Np le même aléa localisé dans le fond des talwegs (voir carte ci-après).

Ce phénomène peut avoir un impact significatif sur les constructions, dans les zones concernées. Il est important de prendre des mesures préventives pour les constructions neuves.

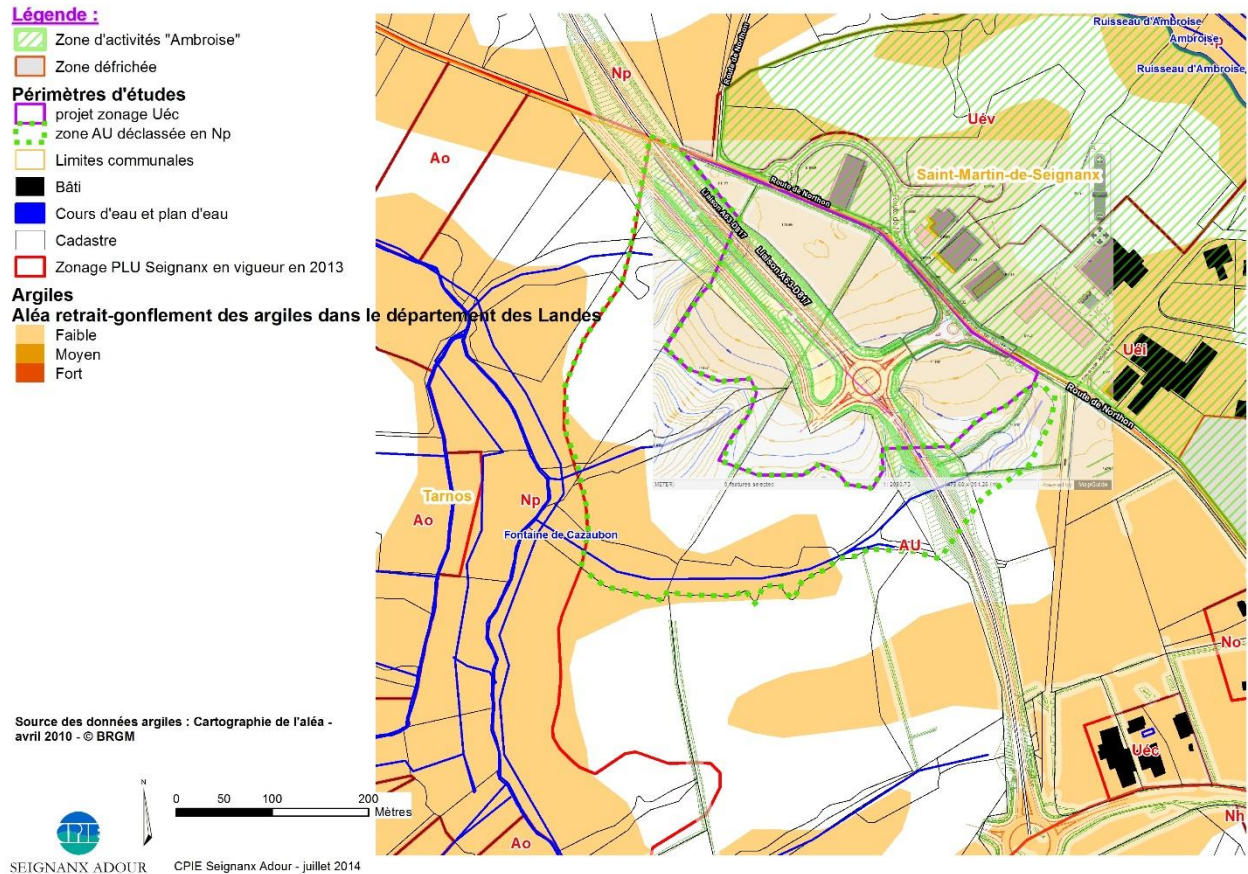
Une étude a été réalisée par le BRGM<sup>3</sup>, sur le phénomène « retrait-gonflement des sols argileux » à la demande du MEEDDAT<sup>4</sup> après une série de sinistres où des communes landaises ont été reconnues en état de catastrophe naturelle pour ce phénomène. Une cartographie de l'aléa<sup>5</sup> a été éditée en avril 2010. Sur cette carte, les zones d'affleurement des formations à dominante argileuse ou marneuse sont caractérisées par trois niveaux d'aléa (fort, moyen et faible).

<sup>3</sup> BRGM : Établissement public de référence dans le domaine des sciences de la Terre.

<sup>4</sup> MEEDDAT : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

<sup>5</sup> Aléa : un ALÉA est un événement potentiellement dangereux. Il devient un RISQUE MAJEUR lorsqu'il intervient dans une zone où des enjeux humains, économiques ou environnementaux sont en présence.

C'est un outil d'information à destination notamment des constructeurs et des maîtres d'ouvrage sur la nécessité de respecter certaines règles constructives préventives dans les zones soumises à l'aléa « retrait-gonflement des sols argileux », en fonction du niveau de celui-ci. **Il est également nécessaire de réaliser une étude géotechnique à la parcelle comme préalable à toute construction nouvelle dans les secteurs concernés par les formations géologiques à aléa fort, moyen ou faible.**



### Carte d'aléa des argiles dans le périmètre et en périphérie

#### 2.5.4. Phénomène de « sensibilité des sols à l'érosion »

## ORIGINE DE LA SENSIBILITE EROSIVE DES SOLS SUR LA COMMUNE

- **Phénomène d'érosion naturelle du plateau**

Le découpage du plateau, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est issu de l'érosion du sol par l'eau de ruissellement. Le ruissellement et le phénomène d'érosion des sols débutent sur des pentes de 5%, à l'origine de la formation des vallées plus ou moins profondes (talwegs). Au-delà de 15% on observe des effondrements. Ce phénomène naturel, qui se poursuit encore aujourd'hui, est accentué par certains types d'activités humaines. Nous sommes sur un territoire où les méthodes utilisées, entre autre, dans l'aménagement du territoire accentuent le phénomène et favorisent les glissements de terrain.

- **Rôle de la pluviométrie dans le phénomène**

Le Seignanx présente des précipitations parmi les plus importantes des Landes (1 440 mm). Ces pluies se caractérisent d'une part par la quantité d'eau mais surtout par leur intensité. Si la quantité de pluie enregistrée dans la Région est comparable à celle de la Bretagne, le nombre de jours de pluie par an est nettement inférieur (données Météo France).



## CONSEQUENCES DE L'EROSION

Les effets néfastes de l'érosion sont non seulement d'ordre écologique mais également économique : pollution de l'eau, effondrement en zone de rupture de pente, comblement des zones de circulation et de stockage des eaux de ruissellement.

- **Pollution de l'eau**

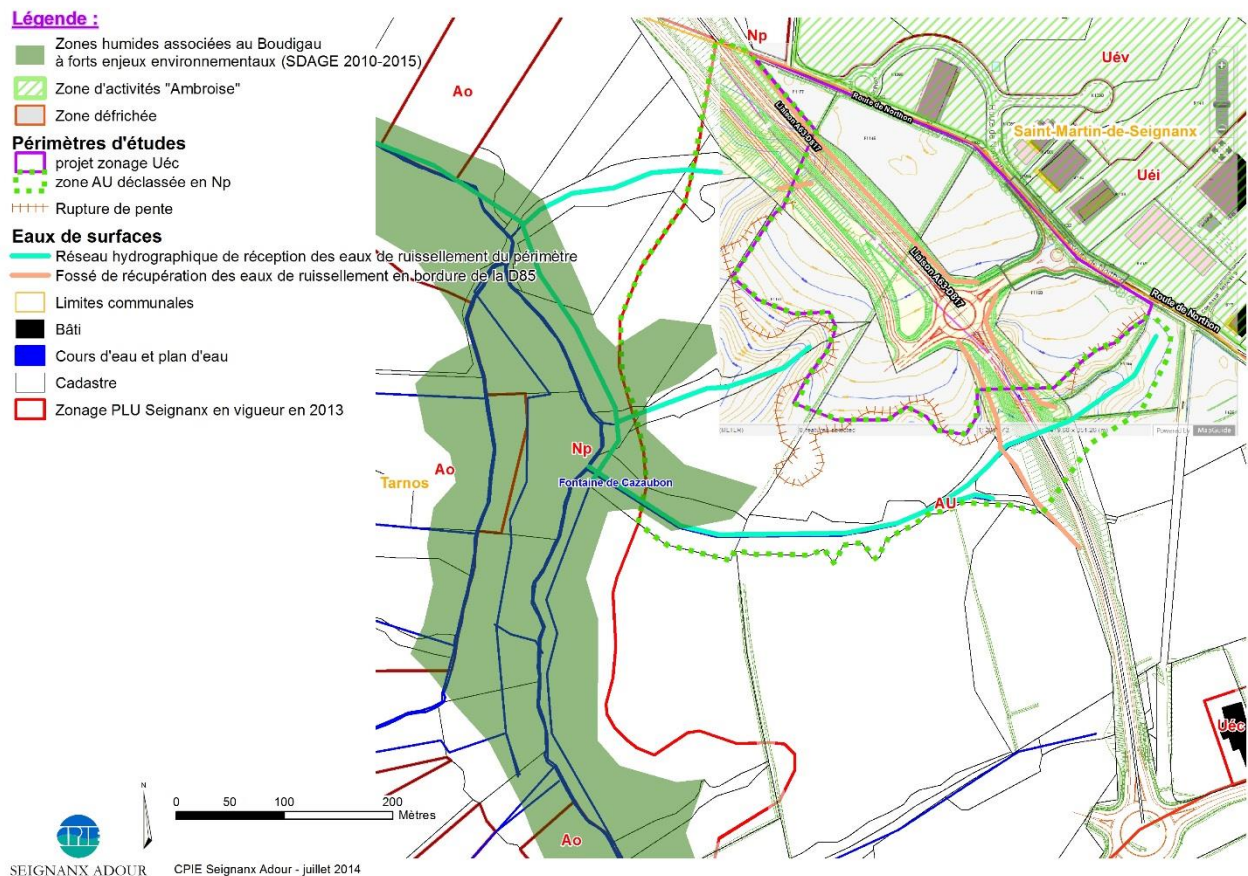
Il est important de prendre conscience de la destination des matériaux mobilisés (intrants agricoles, matière organique, etc.) lors du ruissellement. Le ruissellement alimente le réseau hydrographique dont le SDAGE prescrit la reconquête biologique, physico-chimique, qualitative et quantitative. Cet objectif nécessite, entre autre, la réhabilitation de la qualité des eaux de tous les petits affluents (têtes de bassin). De plus, la gestion qualitative de la ressource en eau est une question de santé et de salubrité publique. En effet, le réseau hydrographique se jette dans l'océan et conditionne, notamment, la qualité des eaux de baignade du littoral proche.

- **Effondrement en zone de rupture de pente**

Le plateau du Seignanx se caractérise par un relief très marqué et une géologie sensible à l'érosion hydrique. Le périmètre à l'étude présente des zones de rupture de pente, nécessitant une prise en compte (voir carte ci-dessous). Rappelons, qu'au-delà de 15% on observe des effondrements.

- **Comblement des zones de circulation et de stockage des eaux de ruissellement**

L'érosion hydrique occasionne une dissolution des sols composés de sables et d'argiles, facilement mobilisables. Ces matières sont transportées par les eaux de ruissellement et s'accumulent dans les zones basses par décantation. On observe une accélération du comblement des bassins de rétention et une dégradation du fonctionnement des zones humides à l'aval (voir carte ci-dessous).



### Carte de localisation des zones sensibles au phénomène d'érosion hydrique

## MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

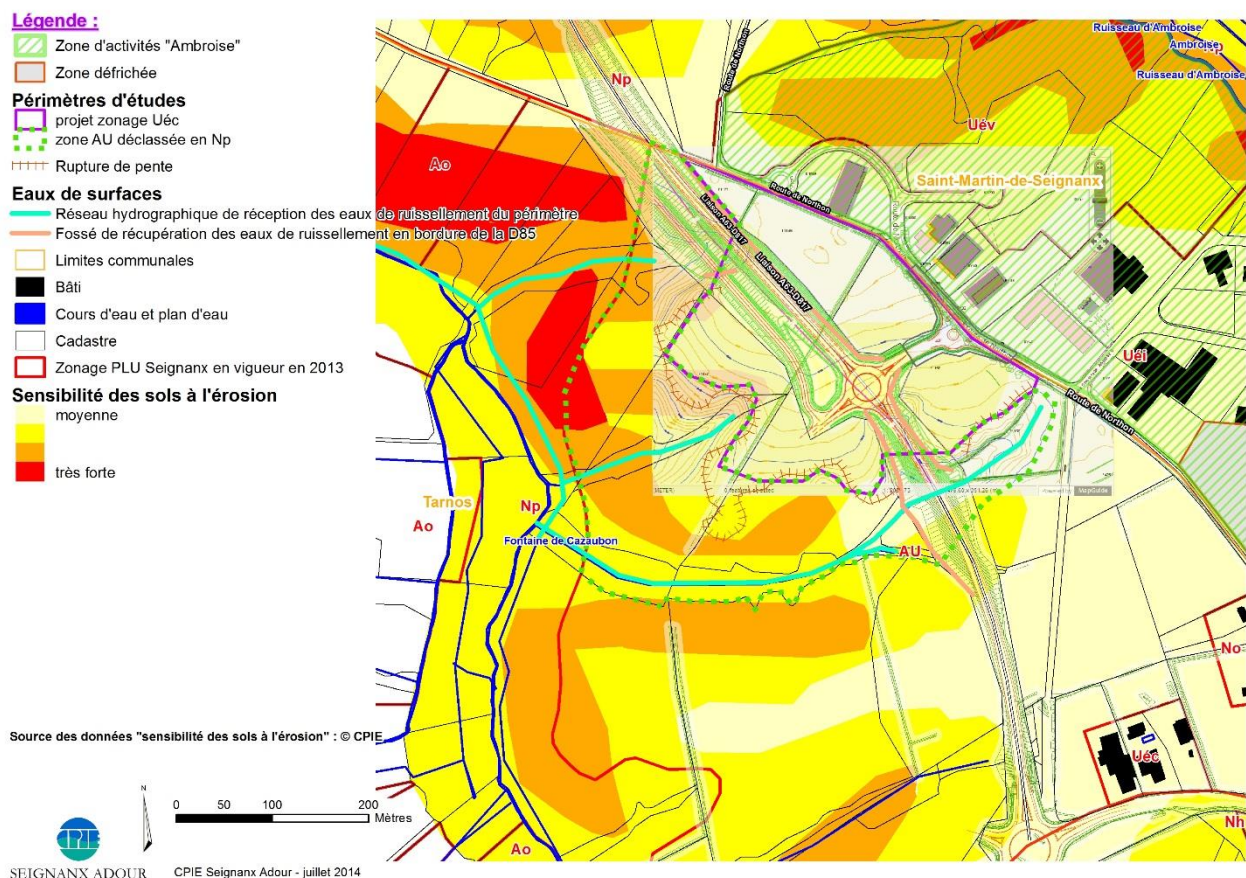
- **Détermination du coefficient de sensibilité des sols à l'érosion (voir carte ci-après)**

Pour trouver des solutions adaptées, une cartographie de la sensibilité érosive des sols a été réalisée à partir du croisement des données géologiques, de l'érodibilité du matériau parental et des pentes pour une couverture du sol homogène.

Cette carte, à voir ci-dessous, met en relief les zones fragiles qui nécessitent une attention particulière afin de prévenir l'érosion du sol qui pourrait aboutir, dans des cas extrêmes, à des glissements de terrain. Ce coefficient ne tient pas compte volontairement du couvert végétal qui est un facteur naturel limitant l'érosion. Le terme d'« érodibilité » est utilisé pour évaluer la stabilité et la cohésion des matériaux parentaux (roche), c'est-à-dire leur résistance et leur plus ou moins grande facilité à être mobilisé par le ruissellement ou par des mouvements de masse.

- **Mesures de prévention sur le périmètre Uéc et en périphérie (zone Np et au-delà)**

Le phénomène devient significatif dans les zones de pentes et des talwegs du périmètre Np (voir carte ci-après). Sur les secteurs plats du périmètre Uéc, il convient tout de même de **prévoir des mesures de récupération des eaux de ruissellement**, en particulier **pendant la phase des travaux de terrassement et de défrichement, pour empêcher la prise de vitesse des eaux de ruissellement qui favorisent l'érosion des sols**. Il s'agit d'une phase particulièrement sensible où les matières du sol sont lessivées vers les zones humides avals.



### Carte d'information du phénomène de sensibilité des sols à l'érosion

Le périmètre Uéc a été découpé de façon à retirer les zones de pentes et de rupture de pente. Ces secteurs sensibles sont dans le périmètre Np, justifiant ainsi le déclassement de la zone AU. Cependant, la maîtrise des eaux pluviales et de l'occupation du sol est nécessaire au sein des aménagements de la zone Uéc. Il conviendra, entre autre, de conserver une bande végétale de 10 mètres entre la rupture de pente et les premiers aménagements (stockage, parking, bâtiment, etc.).



## **2.6. Synthèse des enjeux liés à l'état initial de l'environnement**

### **Définition des périmètres**

- E1. La découpe du périmètre Uéc par rapport aux pentes et aux milieux à forts enjeux environnementaux fait partie de la démarche engagée par la communauté de communes du Seignanx.
- E2. Le déclassement de la zone AU en zone Np participe à la protection des espèces animales et végétales protégées, à la préservation des zones humides avals, au maintien des continuités biologiques, à la lutte contre la perte de biodiversité, au maintien du cadre de vie et de la qualité de l'air.

### **Enjeux liés au contexte physique**

- E3. Le contexte géologique favorise la sensibilité des sols à l'érosion hydrique.
- E4. Prendre en compte la proximité des fortes pentes des talwegs sud et sud-ouest.
- E5. Instabilité pluvieuse pouvant occasionner de fortes pluviométries favorisant l'érosion des sols et de grandes quantités d'eau à gérer en peu de temps.
- E6. L'occupation boisée des périmètres n'induit pas d'émissions de gaz à effet de serre. Le boisement joue un rôle de puits de carbone.
- E7. L'occupation boisée des périmètres favorise une bonne qualité de l'air. La présence des voies de circulations (D85 et route de Northon) et de la zone d'activités « Ambroise » favorise la teneur dans l'air de polluants.
- E8. L'occupation boisée des périmètres favorise l'absence de bruit et de vibrations.
- E9. La préservation de la ressource en eau (qualitative et quantitative) et l'alimentation du réseau hydrographique aval, présentent un enjeu particulier. Les eaux de ruissellement du périmètre Uéc devront être collectées, stockées et traitées avant restitution progressive dans les talwegs sud et sud-ouest et la châtaigneraie au nord. La collecte devra être réalisée dès la phase particulièrement sensible du défrichement et des travaux d'aménagement. La nature des sols très sensibles à l'érosion hydrique et la sensibilité des zones humides de la vallée de Fontaine de Cazaubon à l'aval, justifient cette mesure incontournable.

### **Enjeux liés aux habitats, la flore, la faune**

#### **Dans le périmètre Uéc à aménager**

- E10. Le boisement du périmètre Uéc se compose de très beaux individus de Chêne pédonculé, de quelques individus de Chêne liège et de Chêne tauzin. Certains individus sont âgés et participent fortement à l'intérêt patrimonial et paysager du boisement. En particulier, les arbres situés en bordure de la route de Northon.
- E11. La moitié sud-est de la chênaie est dégradée et se caractérise par un sous-bois d'espèces ornementales et envahissantes comme le Laurier cerise, l'Erable sycomore et d'espèces de milieux dégradés comme la ronce.
- E12. La châtaigneraie au nord joue un rôle de rétention des eaux de ruissellement d'une partie des eaux de la plate-forme.
- E13. Trois espèces végétales d'intérêt sont présentes dans le boisement du périmètre : l'Osmonde royale, le Séneçon de Bayonne et le Grémil à rameaux étalés. Malgré son enclavement, la station de Séneçon de Bayonne (espèce protégée) devrait faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre des mesures à prendre. Le Grémil à rameaux étalés et l'Osmonde royale sont présents dans les périmètres Uéc et Np.
- E14. La présence d'espèces végétales envahissantes dans le périmètre nécessitera de veiller à leur destruction pendant les travaux. La composition des espaces verts devra être exempte de ces espèces.
- E15. Les prospections ont mis en évidence la présence d'une espèce protégée, l'Ecureuil roux dans la chênaie à l'ouest de la D85. D'autre part, la chênaie constitue l'habitat d'insectes protégés comme

le Lucane cerf-volant et le Grand Capricorne. Le boisement devrait faire l'objet de mesures à prendre dans le cadre de son défrichement.

**Dans le périmètre Np à préserver**

- E16. Les boisements présentent un intérêt faunistique fort lié au caractère boisé et pour certains humides.
- E17. Les prospections ont mis en évidence la présence de deux espèces protégées de reptiles, la couleuvre à collier et la couleuvre d'Esculape. Ces espèces ont été observées au niveau de la rupture de pente du talweg sud-est. Le boisement est également un habitat de l'Ecureuil roux observé dans le périmètre Uéc.
- E18. Les boisements du périmètre Np sont des milieux importants en particulier pour les espèces d'amphibiens traditionnellement présentes dans les boisements humides du Seignanx (Salamandre tachetée, Triton palmé et Grenouille agile)
- E19. Les boisements du périmètre Uéc présentent une diversité biologique qui devra bénéficier de mesures dans le cadre du défrichement. En particulier pour les stations d'espèces végétales protégées : Sénéçon de Bayonne et Grémil à rameaux étalés.
- E20. Les boisements du périmètre Np présentent une diversité biologique qui nécessite leur préservation. Ces boisements actuellement en zone AU, devrait être classés en Np. Ce déclassement de zone à urbaniser en zone naturelle à protéger permettrait de mettre en place les mesures à prendre dans le cadre du défrichement de la zone Uéc.
- E21. La préservation des boisements du périmètre Np nécessite notamment d'interdire tout déblais/remblais en particulier pendant les travaux d'aménagement des parcelles. Le sous-bois devra être maintenu en l'état, les arbres morts laissés sur place de manière à ne pas favoriser l'accessibilité du public.

**Enjeux liés aux fonctionnalités écologiques**

- E22. Le boisement du périmètre Uéc, situé à l'est de la D85, est déconnecté des vallées de Fontaine de Cazaubon et d'Ambroise, ce qui ne lui permet plus de jouer un rôle de corridor ou de réservoir biologique. Le boisement est également déconnecté de la ZNIEFF de l'« Étang du Moulin Neuf et Marais Associés » et des sites Natura2000.
- E23. Les boisements des périmètres Uéc et Np, situés à l'ouest de la D85 appartiennent au réservoir biologique de la vallée de Fontaine de Cazaubon et plus largement de la Palibe. Cette position confère aux boisements des zones Uéc et Np un rôle de continuité écologique non négligeable. Même si ceux-ci sont également déconnectés de la ZNIEFF et des sites Natura2000 par la D85 et la zone d'activité d'Ambroise.
- E24. Les boisements des périmètres Uéc et Np ne sont pas soumis au régime forestier, ni au schéma régional de gestion sylvicole.

**Contexte agricole et urbain**

- E25. Il n'y a pas d'activité agricole, élevage ou végétale, dans les périmètres, ni à proximité.
- E26. Le cadre de vie se caractérise par un contexte sonore et une qualité de l'air influencés par la zone d'activités d'Ambroise et les infrastructures routières (D85, route de Northon, D817).
- E27. Les vieilles chênaies du périmètre Uéc créent un paysage boisé d'autant plus marqué qu'ils surplombent la D85 (voir photos ci-après). Le défrichement créera une trouée dans le paysage.
- E28. Il n'y a pas de patrimoine archéologique ou bâti bénéficiant de protections dans les périmètres ou à proximité. Il n'y a pas de circuit de randonnée dans les périmètres ou à proximité. Il n'y a pas non plus de déplacement doux existant sur la route de Northon ou la D85.
- E29. Le périmètre Uéc est accessible depuis la D85 et la route de Northon. La D85 permet d'accéder au périmètre Uéc depuis l'A63, la D817 et la D810 qui constituent des axes importants de circulation.
- E30. Actuellement, la ligne de transports en commun la plus proche du périmètre se situe sur la D817. L'arrêt de bus le plus proche se situe au carrefour de la D817 et la route de Northon, à 1 km de la zone Uéc.

- E31. Le périmètre Uéc est à proximité du réseau d'assainissement collectif de la zone Ambroise. Les eaux usées sont traitées à la station d'épuration de Saint-Martin-de-Seignanx.
- E32. Les eaux pluviales des périmètres Uéc et Np s'écoulent naturellement vers les fossés de la D85 et les talwegs sud et ouest, avant de rejoindre le milieu naturel de la vallée de Fontaine de Cazaubon. D'autre part, toute la zone AU est classée en zone de dépollution dans le zonage d'assainissement pluvial de la commune de Tarnos.
- E33. Le réseau d'eau potable est présent en bordure du périmètre Uéc depuis la route de Northon.
- E34. Les déchets d'activités et les ordures ménagères ne sont pas collectés sur la zone d'activités « Ambroise ». Chaque entreprise doit se déplacer à la déchetterie dont la plus proche se situe dans la zone Ambroise à 600 mètres du périmètre Uéc.
- E35. Le contexte global est peu éclairé. Seule la zone Ambroise et la route de Northon sont éclairées.
- E36. Le réseau électrique (E.R.D.F.) déjà compatible avec une zone d'activités, est accessible depuis la route de Northon.
- E37. Une antenne relais téléphonique est installée sur la zone d'activités « Ambroise ». Les installations non émettrices comme le satellite ou la fibre optique sont à privilégier dans les projets d'aménagements.

### **Risques, aléas et autres sensibilités**

- E38. Les périmètres Uéc et Np sont en **aléa incendie de forêt** « moyen » et les mesures de prévention du risque incendie de forêt concernent les boisements de résineux classés en aléa « fort ». Les mesures ne concernent pas les chênaies des périmètres Uéc et Np.
- E39. La commune de Tarnos présente un **niveau de sismicité 3** (source : DDRM de 2011) « modéré » où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments.
- E40. Le périmètre Uéc présente un aléa « faible » localisé sur le plateau. Le périmètre Np ne présente pas d'aléa. Il est nécessaire de réaliser une étude géotechnique à la parcelle comme préalable à toute construction nouvelle dans les secteurs concernés par les formations géologiques à aléa fort, moyen ou faible.
- E41. Pour prévenir le **phénomène de « Sensibilité des sols à l'érosion »**, il convient, sur les secteurs plats du périmètre Uéc, de prévoir des mesures de récupération des eaux de ruissellement, en particulier pendant la phase des travaux de terrassement et de défrichement. Cela ralentit la vitesse des eaux de ruissellement et réduit le phénomène d'érosion des sols. Il convient également de conserver une bande végétale de 10 mètres entre la rupture de pente et les premiers aménagements (stockage, parking, bâtiment, etc.).

### **3. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS**

#### **3.1. Mise à jour du règlement**

Le plan local d'urbanisme a été approuvé le 22 février 2005. Des évolutions législatives et réglementaires intervenues postérieurement nécessitent d'adapter le règlement. Parmi ces évolutions, on peut citer :

- Loi constitutionnelle du 1er mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;
- Ordonnance du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme ;
- Loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- Décret du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme ;
- Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Décret du 12 juillet 2011 pris pour l'application des articles L. 111-6-2, L. 128-1 et L. 128-2 du code de l'urbanisme ;
- Décret du 29 septembre 2011 portant adaptation des dispositions du code de l'urbanisme relatives aux terrains de camping et aux parcs résidentiels de loisirs ;
- Ordonnance du 16 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme ;
- Ordonnance du 22 décembre 2011 relative à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme ;
- Décret du 29 décembre 2011 pris pour l'application de l'ordonnance du 16 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme ;
- Décret du 28 février 2012 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme ;
- Décret du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme et pris pour l'application de l'article 51 de la loi du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche ;
- Décret du 27 février 2014 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme ;
- Loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- Loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Bien que la présente modification n'amène pas de changement aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables du P.L.U, la modification de certaines règles (hauteur, emprise au sol, stationnement) répond aux orientations du **schéma de cohérence territoriale de l'agglomération de Bayonne et du sud des Landes** approuvé le 6 février 2014.



La modification du règlement intègre également des dispositions réglementaires ayant des répercussions sur les autorisations d'urbanisme, issues de documents tels que :

- Le guide pour la prise en compte du risque incendie de forêt – décembre 2011 ;
- Le schéma routier départemental approuvé le 3 février 2009 ;
- Le programme local de l'habitat (P.L.H) approuvé le 10 avril 2013 ;

### 3.1.1 Préambule

Au sein du **préambule** du règlement qui a essentiellement une vocation explicative, les modifications suivantes sont apportées :

- **p.2, article 1** : suppression de l'expression « *les plantations* », celles-ci n'étant pas réglementées en tant que mode d'occupation ou d'utilisation du sol dans plan local d'urbanisme ;
- **p.2, article 1, 5<sup>ème</sup> alinéa** : après l'expression « *les lotissements* », suppression de l'expression « *et les groupes d'habitations* », ceux-ci étant compris comme les constructions du premier alinéa ;
- **p.2, article 1, 7<sup>ème</sup> alinéa** : ajout de l'expression « *les résidences mobiles de loisirs (R.M.L.)* », catégorie créée par le décret du 5 janvier 2007 (article R. 111-33 du code de l'urbanisme) ;
- **p.2, article 1, 8<sup>ème</sup> alinéa** : suppression des alinéas relatifs au « *stationnement isolé ou collectif des caravanes* » au profit des « *résidences démontables ou mobiles* » (loi du 24 mars 2014, article 157, article L. 123-1-5, II, 6°, c) du code de l'urbanisme) ;
- **p.2, article 1, 12<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de l'expression « *les installations et travaux divers (I.T.D.)* », cette catégorie ayant été supprimée par le décret du 5 janvier 2007 ;
- **p.2, article 1, 13<sup>ème</sup> alinéa** : ajout de l'expression « *et les aires de stationnement de véhicules* », catégorie créée par le décret du 5 janvier 2007 (article R. 421-23 du code de l'urbanisme) ;
- **p.2, article 2** : modification du titre de l'article 2 et de la définition de « *l'unité foncière* » qui prévaut désormais sur la notion d'« *ilot de propriété* », qui est ambiguë. La définition est simplifiée pour en faciliter la compréhension. Il en est de même de l'expression « *terrain d'assiette* », introduite dans cet article ;
- **p.2, article 3, 1<sup>er</sup> alinéa** : simplification de la définition de l'alignement. Ajout de l'expression « *approuvé après enquête publique* » ;
- **p.2, article 3, 2<sup>ème</sup> alinéa** : simplification de la définition des limites séparatives. Dans cet esprit, suppression de l'expression « *qu'elles jouxtent en un point ou non un alignement, compris avec les espaces ouverts à la circulation publique et ne faisant pas partie du domaine public classé (espaces verts, pistes cyclables ou piétonnières, etc.).* » qui est redondante ;
- **p.2** : suppression de l'article relatif aux lotissements, ceux-ci étant bien définis dans le code de l'urbanisme.
- **p.2, article 4** : ajout d'un article relatif aux « *voies et emprises publiques* » pour expliquer cette notion ;

- **p.3, article 5** : par mesure de simplification, entre l'expression « *dont les capacités juridiques et physiques lui permettent de recevoir* » et l'expression « *une construction* », suppression de l'expression « *immédiatement* » ;
- **p.3, article 6** : suppression de l'article relatif au « *droit de passage institué par le code civil* », celui-ci relevant d'une autre réglementation. Insertion d'un nouvel article relatif à « *l'accès à la voie publique* » pour expliquer cette notion ;
- **p.3** : suppression de l'article relatif aux différentes notions d'habitations, dont les définitions sont données par le code de la construction et de l'habitation (article R.111-18). La référence à la copropriété est sans objet dans le règlement du P.L.U. Il en est de même des piscines ;
- **p.3** : suppression de l'article relatif aux « *réseaux de distribution d'énergie électrique* » par ailleurs définis par le code de l'énergie et le code de l'urbanisme pour le régime des autorisations (article R. 421-9) ;
- **p.3 et 4** : nouvelle numérotation de l'article 7 (auparavant article 8) relatif à « *la hauteur d'une construction* ». La définition est précisée en faisant la distinction entre la hauteur totale d'une construction (1<sup>er</sup> alinéa) et la hauteur « *en tout point* » d'une construction (2<sup>ème</sup> alinéa). Trois croquis sont ajoutés pour une meilleure compréhension. Le croquis existant expliquant la hauteur totale est modifié. La référence à la « *chape la plus basse* » est abandonnée au profit de la notion de « *terrain naturel* », notion ne donnant pas lieu à interprétations différentes et pour laquelle une définition est apportée ;
- **p.4** : nouvelle numérotation de l'article 8 (auparavant article 10) relatif à « *l'emprise au sol* ». Simplification de la rédaction de cet article qui renvoie désormais au code de l'urbanisme ;
- **p.4** : suppression de l'article relatif au « *coefficient d'occupation des sols* », supprimé par la loi du 24 mars 2014 (article 157) ;
- **p.4** : nouvelle numérotation de l'article 9 (auparavant article 12) relatif à la déclaration d'intention d'aliéner ;
- **p.4** : nouvelle numérotation de l'article 10 (auparavant article 13) relatif au droit de préemption urbain ;
- **p.5** : nouvelle numérotation de l'article 11 (auparavant article 14) relatif à l'habitation légère de loisirs. La définition est modifiée pour prendre en compte le décret du 5 janvier 2007 ;
- **p.5, article 12** : création d'un article relatif à la résidence mobile de loisirs (décret du 5 janvier 2007) ;
- **p.5** : nouvelle numérotation de l'article 13 (auparavant article 15) relatif au parc résidentiel de loisir. Suppression de la référence à l'article R. 441-3 du code de l'urbanisme, désormais R. 443-1 et suivants (décret du 5 janvier 2007) ;
- **p.5 et p.6 articles 14, 15, 16, 17, 18** : afin de les définir ces notions et faciliter l'application du règlement, ajout des articles relatifs aux espaces libres, au logement, au commerce, artisanat et industrie, aux bureaux, à l'hébergement hôtelier ;

### 3.1.2 Dispositions générales

- **p.7, article 3, 1<sup>er</sup> paragraphe** : l'expression « *tiretés* » est remplacée par l'expression « *tirets* » ;
- **p.7, article 3, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : ajout d'un titre avant les cinq derniers alinéas : « *Outre la délimitation des zones, le document graphique du règlement du P.L.U. comprend : »* ;
- **p.7, article 3, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 1<sup>er</sup> alinéa** : désormais consacré à l'obligation de création de logements sociaux en vertu de l'article R. 123-12 f) du code de l'urbanisme (décret du 29 février 2012) ;
- **p.7, article 3, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 4<sup>ème</sup> alinéa** : la définition des espaces boisés classés est supprimée. Il est désormais simplement fait mention de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme ;
- **p.7, article 3, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 5<sup>ème</sup> alinéa** : nouvel alinéa mentionnant les éléments à protéger en vertu de l'article L. 123-1-5, III, 2° du code de l'urbanisme (loi du 24 mars 2014). Cet alinéa fait la distinction avec les espaces boisés classés ;
- **p.7, article 3, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'alinéa relatif aux secteurs de nuisances sonores qui figurent uniquement dans les annexes du règlement (article R. 123-13 du code de l'urbanisme) ;
- **p.8, article 4** : les règles de stationnement sont supprimées de cet article et précisées aux articles 12 de chacune des zones. Une distance maximale d'éloignement est introduite pour l'application du report de stationnement hors du terrain d'assiette du projet. Ajout de l'obligation de créer des aires de stationnement couvertes pour les deux-roues afin de développer ce mode de déplacement. Rappel des règles propres à la construction de logements locatifs sociaux et aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments existants affectés à des logements locatifs sociaux ;
- **p.8 et p.9, article 5** : modification de cet article relatif aux adaptations mineures, en reprenant précisément l'article L. 123-1-9 du code de l'urbanisme ;
- **p.9, article 6** : modification de cet article relatif aux exceptions aux règles édictées par le règlement afin de reprendre précisément la rédaction de l'article L. 111-12 du code de l'urbanisme, modifié par la loi du 13 juillet 2006 ;
- **p.9, article 7** : suppression de l'expression « *Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif (postes de refoulement, transformateurs électriques, pylônes, réservoirs, etc.) sont autorisés dans toutes les zones du P.L.U. et ne sont soumis qu'aux dispositions de l'article 11.* » L'article 1 de chaque zone précisant si ces ouvrages techniques sont autorisés ou non, cette mention est redondante ;

### 3.1.3 Dispositions applicables aux zones du règlement

#### Dispositions communes à l'ensemble des zones du règlement :

- Afin de faciliter leur insertion dans les autorisations d'urbanisme, en particulier lors de prescriptions, et pour éviter toute confusion avec la numérotation des secteurs, la formulation de l'intitulé de chaque article de l'ensemble des zones du règlement est modifiée sur le modèle suivant :

« ARTICLE Uhc 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES »

devient :

« ARTICLE 1 - zone Uhc : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES »

- **Articles 1** : les destinations des constructions et installations autorisées ou interdites reprennent exactement les termes de l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme ;
- **Articles 2** : rappel, dans les zones concernées, du risque d'inondation réglementé par le plan de prévention des risques inondation approuvé le 18 avril 2011 ;
- **Articles 2, 3, 11 et 13** : Introduction des règles à respecter pour limiter le risque incendie dans les zones d'aléa fort (Guide pour la prise en compte du risque incendie de forêt – décembre 2011) ;
- **Articles 3** : introduction dans les zones concernées pour les voies internes des lotissements, groupes d'habitations ou opérations de logements collectifs, de l'obligation de répondre aux normes techniques prescrites par la commune. Ceci a pour but de contrôler les caractéristiques des voies internes de ces types d'opérations, notamment en vue de leur incorporation dans le domaine public. Les critères relatifs aux accès sont développés ;
- **Articles 4** : ajout d'un paragraphe relatif aux eaux pluviales afin de réglementer la gestion des eaux pluviales, en relation avec le « zonage pluvial », document réglementaire annexé au P.L.U le 3 octobre 2013 ;
- **Articles 5** : cet article relatif à la superficie minimale des terrains constructibles devient sans objet (Loi du 24 mars 2014-article 157-article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme) ;
- **Articles 6** : Introduction des règles de reculs par rapport à l'axe des voies départementales dans les secteurs situés hors agglomération (intégration du schéma départementale de voirie approuvé le 3 février 2009) ;
- **Articles 6** : l'expression « *l'alignement* », remplace l'expression « *des voies existantes ou à créer* », cette dernière notion donnant lieu à interprétation ;
- **Articles 6** : pour les autres implantations par rapport aux voies et emprises publiques que celles édictées par la règle, il est précisé que l'accord du gestionnaire de la voie concernée est obligatoire. L'expression « *programme d'ensemble* » remplace l'expression « *opération d'aménagement d'ensemble* ». Le plan de composition doit être dorénavant approuvé par la commune ;
- **Articles 7** : rédaction modifiée pour faire référence à l'article 7 du préambule du règlement définissant la hauteur d'une construction. Les possibilités d'autres implantations sont supprimées, celles-ci ayant un caractère dérogatoire ;
- **Articles 9** : dans les zones où une emprise au sol maximale est imposée et afin de simplifier la rédaction de l'article, après l'expression « *l'emprise au sol des constructions* », l'expression « *de toute nature* » est supprimée. L'expression « *surface* » est remplacée par l'expression « *superficie* ». Après l'expression « *une emprise au sol supérieure* », l'expression « *pourra* » est remplacée par l'expression « *peut* » ;
- **Articles 7 et 10** : il est fait référence à l'article 7 du préambule du règlement qui explique le mode de calcul des hauteurs (hauteur totale et hauteur en tout point) ;
- **Articles 11** : pour respecter la rédaction de l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme et préciser la référence à l'article L. 123-1-5, III, 2° du code de l'urbanisme (modifié par la loi du 24 mars 2014), l'intitulé des articles 11 est modifié sur le modèle suivant :

« ARTICLE Uhc 11 : ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS »

devient :

« ARTICLE 11 - zone Uhc : ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS ET PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES ARBRES, BOISEMENTS ET BÂTIMENTS PROTÉGÉS AU TITRE DE L'ARTICLE L. 123-1-5, III, 2° DU CODE DE L'URBANISME »



- **Articles 11** : suppression du paragraphe relatif aux toitures terrasses, désormais autorisées afin de favoriser l'expression de l'architecture contemporaine, le recours à des techniques de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, et l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable (décret du 12 juillet 2011, article L. 111-6-2 du code de l'urbanisme) ;
- **Articles 12** : les règles en matière de stationnement, auparavant décrites dans les dispositions générales du règlement, sont désormais reportées dans les articles 12 de chaque zone concernée. Il y est précisé que les règles de stationnement concernent les véhicules automobiles.
- **Articles 12** : dans les zones concernées par une règle de stationnement, la notion de surface de plancher remplace la notion de S.H.O.B (surface hors œuvre brute) (ordonnance du 16 novembre 2011) ;
- **Articles 13** : pour respecter la rédaction de l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme et la portée des articles 13, leur intitulé est modifié :

« ARTICLE Uhp 13 : ESPACES LIBRES, PLANTATIONS, AIRE DE JEUX ET DE LOISIRS »

devient :

« ARTICLE 13 - zone Uhp : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS »

- **Articles 13**, l'expression « l'implantation d'un bâtiment » est remplacée par l'expression « le projet » pour que la règle soit moins restrictive et ainsi améliorer sa portée.

### **Dispositions propres à chaque zone du règlement :**

#### **Titre II, chapitre 1 : dispositions applicables à la zone Uhc :**

- **p.11** : le préambule du chapitre 1 est complété par la présentation des deux secteurs (Uhc1 et Uhc2) de la zone urbaine d'habitat centrale. La création de ces secteurs permet d'introduire des règles spécifiques au secteur Uhc1 correspondant aux périmètres « Jacques Duclos » et « Serpa » de l'orientation d'aménagement et de programmation n°1 « Aménager le centre-ville ».
- **p.11, article 1, 1<sup>er</sup> paragraphe** : ce point est modifié afin de reprendre exactement les destinations telles qu'elles sont prévues par l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme ;
- **p.11, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « les affouillements et/ou les exhaussements de sols », ajout de l'expression « qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations » ;
- **p.11, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « les décharges et dépôts de véhicules » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.11, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression des alinéas relatifs au stationnement isolé de caravanes, et au stationnement collectif de caravanes. Création du 4<sup>ème</sup> alinéa relatif aux résidences mobiles ou démontables (loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.11, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 5<sup>ème</sup> alinéa** : création de cet alinéa relatif aux résidences mobiles de loisirs (décret du 5 janvier 2007) ;
- **p.11, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'alinéa relatif aux terrains aménagés de campement et de caravanage (Loi du 24 mars 2014, article 132) ;

- **p.11, article 1, 6<sup>ème</sup> alinéa** : ajout de cet alinéa interdisant les pylônes hertziens dans la zone Uhc en vertu du principe de précaution inscrit dans la Charte de l'environnement (loi du 1<sup>er</sup> mars 2005) ;
- **p.11, article 2, 1<sup>er</sup> paragraphe** : cet article, qui imposait déjà la création de logements sociaux, est modifié par l'ajout d'un tableau indiquant la proportion et la catégorie de logements sociaux à créer selon l'importance de l'opération. Pour les programmes de plus de 10 logements, l'obligation de création de logements sociaux est portée de 25% à 30%, en application du programme local de l'habitat approuvé le 10 avril 2013 ;
- **p.12 et p.13, article 4, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : modification du paragraphe relatif aux eaux usées. La zone Uhc étant desservie par le réseau d'assainissement collectif, le système d'assainissement non-collectif n'est plus mentionné ;
- **p.13, article 6** : la règle de recul des constructions par rapport aux voies et emprises publiques est modifiée. La règle générale (qui n'est pas modifiée) s'applique au secteur Uhc2. Dans les secteurs Uhc1, l'implantation des constructions est définie par les schémas de composition des périmètres « *Jacques Duclos* » et « *Serpa* » de l'orientation d'aménagement et de programmation « *aménager le centre-ville* ».
- **p.13, article 7** : cet article est modifié afin de différencier les règles de hauteur en tout point des constructions dans les secteurs Uhc1 et Uhc2. En secteur Uhc1, les règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives sont définies par les schémas de composition des périmètres « *Jacques Duclos* » et « *Serpa* » de l'orientation d'aménagement et de programmation n°1 « *aménager le centre-ville* ». En secteur Uhc2, la règle d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives est inchangée (H/2 pour les constructions de hauteur totale égale ou supérieure à 12m). Les possibilités d'autres implantations sont supprimées, celles-ci ayant un caractère dérogoire.
- **p.13, article 9** : afin de favoriser la densité urbaine, l'emprise au sol maximale du secteur Uhc2 est portée à 60% de la superficie du terrain ;
- **p.14, article 10** : cet article est modifié afin de différencier les règles de hauteur maximale des secteurs Uhc1 et Uhc2. Dans le secteur Uhc1 (périmètre « *Serpa* »), les hauteurs maximales sont conditionnées par le schéma de composition (polygones de dépassement ou de limitation des hauteurs) de l'orientation d'aménagement n°1 « *aménager le centre-ville* ». Les hauteurs totales y sont limitées à 9m/R+1 et 21m/R+5. Au sein du périmètre « *Jacques Duclos* » et dans le secteur Uhc2 la hauteur maximale est maintenue à 15m. Il est fait référence à l'article 7 du préambule expliquant le calcul de la hauteur totale d'une construction ;
- **p.14, article 11** : suppression du paragraphe relatif au regroupement des pylônes hertziens, ceux-ci étant désormais interdits dans la zone ;
- **p.14 et p.15, article 12** : pour les projets collectifs, il est ajouté l'obligation de créer un espace couvert pour les deux roues ainsi qu'une minoration de la règle de stationnement pour les projets situés à proximité des arrêts de bus de la future ligne « *Chrono 2* » (bus à haut niveau de service). Pour l'application de cette règle, il est fait référence au périmètre de pondération des obligations en matière de stationnement ajouté sur le règlement graphique ;
- **p.14 et p.15, article 12** : les obligations concernant les commerces et bureaux sont levées (suppression du paragraphe y afférant) en raison de l'offre existante de stationnement public dans le secteur et pour favoriser le recours aux transports en commun et aux modes de déplacement alternatifs à l'automobile ;
- **p.15, article 13, 6<sup>ème</sup> paragraphe** : ce paragraphe est reformulé pour porter sur les projets de 4 lots ainsi que sur les projets créant de plus de 4 logements. Afin de favoriser la densité des projets tout en conservant des espaces libres, l'obligation passe de 20% à 10% de la

superficie du terrain. Il est également fait référence à l'article 14 du préambule définissant les espaces libres ;

**Titre II, chapitre 2 : dispositions applicables à la zone Uhp :**

- **p.16, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.16, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.16, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression des alinéas relatifs au stationnement isolé de caravanes, et au stationnement collectif de caravanes.
- **p.16, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : ajout du 4<sup>ème</sup> alinéa relatif aux résidences mobiles ou démontables (loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.16, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : ajout du 5<sup>ème</sup> alinéa relatif aux résidences mobiles de loisirs (décret du 5 janvier 2007) ;
- **p.16, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'alinéa relatif aux terrains aménagés de campement et de caravanage (loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.16, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : ajout du 6<sup>ème</sup> alinéa interdisant les pylônes hertziens dans la zone Uhc en vertu du principe de précaution inscrit dans la Charte de l'environnement (loi du 1<sup>er</sup> mars 2005) ;
- **p.16 et p.17, article 2, 1<sup>er</sup> paragraphe** : introduction de l'obligation de création de logements sociaux, selon un tableau indiquant la proportion et la catégorie de logements sociaux à créer selon l'importance de l'opération. Pour les programmes de plus de 10 logements, l'obligation de création de logements sociaux est portée de 25% à 30%, en application du programme local de l'habitat approuvé le 10 avril 2013 ;
- **p.19, article 9, 1<sup>er</sup> paragraphe** : afin de conserver le caractère diffus du secteur Uhc2, les superficies minimales étant supprimées par la loi du 24 mars 2014, l'emprise au sol maximale autorisée passe de 20% à 15% ;
- **p.19, article 11, 4<sup>ème</sup> paragraphe** : mise à jour de la référence aux éléments de paysage à préserver en vertu de l'article L. 123-1-5, III, 2° du code de l'urbanisme (auparavant article L. 123-1-5, 7° (modifié par la loi du 24 mars 2014) ;
- **p. 19 et p.20, article 12** : pour les projets collectifs, il est ajouté l'obligation de créer un espace couvert pour les deux roues ainsi qu'une minoration de la règle de stationnement pour les projets situés à proximité des arrêts de bus de la future ligne « Chrono 2 » (bus à haut niveau de service). Pour l'application de cette règle, il est fait référence au périmètre de pondération des obligations en matière de stationnement ajouté sur le règlement graphique ;
- **p. 19 et p.20, article 12** : les obligations concernant les commerces et bureaux sont levées en raison de l'offre existante de stationnement public dans le secteur et pour favoriser le recours aux transports en commun et aux modes de déplacement alternatifs
- **p.20, article 13, 6<sup>ème</sup> paragraphe** : ce paragraphe est reformulé pour porter sur les projets de 4 lots ainsi que sur les projets créant de plus de 4 logements. Afin de favoriser la densité des projets tout en conservant des espaces libres, l'obligation passe de 20% à 10% de la

superficie du terrain. Il est également fait référence à l'article 14 du préambule définissant les espaces libres ;

### **Titre II, chapitre 3 : dispositions applicables à la zone Ué :**

- **p.21** : suppression du secteur Uép (secteur urbain économique industrialo-portuaire soumis à des mesures de protections spéciales) et de ses deux sous-secteurs Uép1 et Uép2. Ce secteur est désormais rattaché à la zone Uéi. La suppression des sous-secteurs est justifiée par le fait que les mesures de protection autour de l'établissement « L.B.C » sont réglementées par le P.P.R.T approuvé le 5 avril 2013 (mise à jour du P.L.U le 3 octobre 2013) et la servitude d'utilité publique associée. Les destinations autorisées dans le secteur Uéi, dont la vocation générale est industrielle, sont élargies. Bureaux, hébergement hôtelier et commerces sont dorénavant autorisés si les services proposés sont nécessaires à l'activité industrielle ;
- **p.21, article 1** : pour une meilleure compréhension, l'article est organisé en trois parties : constructions et installations interdites en Uéc (paragraphe 1), en Uéi (paragraphe 2), et dans toute la zone Ué (paragraphe 3) ;
- **p.21, article 1, 3<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.21, article 1, 3<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.21, article 1, 3<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression des alinéas relatifs au stationnement isolé de caravanes, et au stationnement collectif de caravanes.
- **p.21, article 1, 3<sup>ème</sup> paragraphe** : ajout du 4<sup>ème</sup> alinéa relatif aux résidences mobiles ou démontables (loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.21, article 1, 3<sup>ème</sup> paragraphe** : ajout du 5<sup>ème</sup> alinéa relatif aux résidences mobiles de loisirs (décret du 5 janvier 2007) ;
- **p.21, article 1, 3<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'alinéa relatif aux terrains aménagés de campement et de caravanage (loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.21, article 2** : cet article est modifié pour prendre en compte la suppression des sous-secteurs Uép.1 et Uép.2 qui étaient justifiées par le risque technologique de la société L.B.C. Le risque technologique est désormais encadré par le plan de prévention des risques technologiques approuvé le 5 avril 2013 ;
- **p.22, article 4, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : le paragraphe relatif aux eaux usées ne fait plus référence aux eaux usées des logements, les habitations nouvelles étant interdites dans la zone Ué ;
- **p.23, article 7** : une distinction est apportée entre les secteurs Uéi et Uéc en ce qui concerne les règles d'implantation par rapport aux limites séparatives. La rédaction de l'article est modifiée pour faire référence à l'article 7 du préambule du règlement définissant la hauteur d'une construction. La règle imposant l'emploi de murs coupe-feu est supprimée, celle-ci relevant d'une autre réglementation ;
- **p.23, article 9** : afin d'économiser l'espace et de rationaliser l'occupation des zones économiques, l'emprise au sol, auparavant limitée à 50%, n'est plus réglementée. Il est à noter que celle-ci est indirectement conditionnée par les besoins des entreprises, les aires de circulation, de stockage, les espaces nécessaires à l'infiltration des eaux pluviales ;



- **p.23, article 10** : après réécriture de l'article 7 qui fixait la hauteur par rapport aux limites séparatives, cet article devient sans objet ;
- **p.23 et p.24, article 11, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : afin d'étendre la portée de la règle visant à dissimuler les zones de stockage, après l'expression « *pour dissimuler cette zone* », suppression de l'expression « *des voisins latéraux et arrières* » ;
- **p.23 et p.24, article 11** : suppression de l'alinéa relatif à l'étude urbaine et paysagère relative à l'entrée de ville pour éviter le renvoi à un document n'ayant pas de caractère réglementaire ;
- **p.23 et p.24, article 11** : suppression de la règle imposant des clôtures d'une hauteur maximale de 1,60m, cette règle n'étant pas adaptée aux activités dans la zone (sites industriels, sites commerciaux nécessitant une sécurité élevée importante) ;
- **p.24, article 11** : insertion d'un paragraphe relatif aux ensembles paysagers à protéger au titre de l'article L. 123-1-5, III, 2° du code de l'urbanisme ;
- **p.24, article 12** : Outre la suppression de la notion de Surface Hors Œuvre Brute (S.H.O.B) et l'introduction de la notion de surface de plancher, une règle est instaurée pour les constructions à usage d'artisanat (1 place de stationnement pour 60m<sup>2</sup> de surface de plancher), ainsi que la nécessité de créer un espace de stationnement pour les deux roues ;

#### **Titre II, chapitre 4 : dispositions applicables à la zone Uc :**

- **p.26, préambule** : nouvelle rédaction du préambule supprimant la notion de « *caravanage* » (loi du 24 mars 2014). L'expression « *para-hôtellerie de tourisme* » est remplacée par l'expression « *hôtellerie de tourisme* » plus adaptée à ce type d'activité ;
- **p.26, préambule** : le secteur Ucgv, lié au projet de création d'une aire d'accueil pour les gens du voyage, est supprimé (jugement du Tribunal administratif de Pau du 8 novembre 2007). D'autres sites sont étudiés (étude réalisée par le P.A.C.T des Landes en 2008, actualisée en 2012) ;
- **p.26, article 1 : 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.26, article 2** : suppression de la notion de « *gardiennage* ». Les parties habitables destinées au gardiennage sont en effet comprises dans la destination principale des constructions ;
- **p.26 et p.27, article 4, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : modification du paragraphe relatif aux eaux usées en précisant l'obligation de conformité des systèmes d'assainissement non collectif et le contrôle par le S.P.A.N.C (service public d'assainissement non collectif) ;
- **p.28, article 9** : nouvelle rédaction ne faisant plus la distinction entre les constructions à usage d'habitation et les autres habitations (sans objet car les habitations ne sont pas autorisées en zone Uc). L'emprise au sol maximale est maintenue à 40% de la superficie du terrain ;
- **p.28, article 10** : suppression d'une hauteur maximale pour les habitations (non autorisées dans la zone). La hauteur maximale des constructions autorisées est désormais de 9m, pour limiter leur impact dans le paysage et en relation avec la vocation touristique de la zone ;

- **p.28, article 11, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : afin d'étendre la portée de la règle visant à dissimuler les zones de stockage, après l'expression « *pour dissimuler cette zone* », suppression de l'expression « *des voisins latéraux et arrières* » ;
- **p.29, article 12** : l'expression « *chambre* » est remplacée par l'expression « *unité d'hébergement* », plus adaptée à l'hôtellerie de tourisme de type « *village de vacances* » ;
- **p.29, article 13, 6<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de la notion de « *lot* », inadaptée aux types de projets dans les zones d'hébergement touristique et posant des problèmes d'interprétation. Dans ce même paragraphe, il est fait référence à l'article 14 du préambule définissant les espaces libres ;

### **Titre III, chapitre 1 : dispositions applicables à la zone Au :**

- **p.31, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.31, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.31, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression des alinéas relatifs au stationnement isolé de caravanes, et au stationnement collectif de caravanes. Ajout du 4<sup>ème</sup> alinéa relatif aux résidences mobiles ou démontables (loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.31, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'alinéa relatif aux terrains aménagés de campement et de caravanage (Loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.32, article 6** : s'agissant d'une zone où les constructions nouvelles ne sont pas autorisées, simplification de l'article en supprimant les possibilités d'implantations inférieures au recul imposé. Introduction des règles de reculs par rapport à l'axe des voies départementales dans les secteurs situés hors agglomération (intégration du Schéma départemental de voirie approuvé le 3 février 2009) ;
- **p.33, article 11, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : afin d'étendre la portée de la règle visant à dissimuler les zones de stockage, après l'expression « *pour dissimuler cette zone* », suppression de l'expression « *des voisins latéraux et arrières* » ;
- **p.33, article 11** : suppression de l'alinéa relatif à l'étude urbaine et paysagère relative à l'entrée de ville » pour éviter le renvoi à un document n'ayant pas de caractère réglementaire ;
- **p.33, article 12** : les constructions nouvelles étant interdites dans la zone, les règles de stationnement sont sans objet ;
- **p.33 et p.34, article 13** : suppression du paragraphe relatif aux opérations de plus de 5 lots, interdites en zone AU ;

### **Titre IV, chapitre 1 : dispositions applicables à la zone Ao :**

- **p.36, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de précision, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;

- **p.36, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.36, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de la référence à l'article R. 443-3 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.36, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression des alinéas relatifs au stationnement isolé de caravanes, et au stationnement collectif de caravanes. Ajout du 4<sup>ème</sup> alinéa relatif aux résidences mobiles ou démontables (loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.36, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'alinéa relatif aux terrains aménagés de campement et de caravanage (Loi du 24 mars 2014, article 132) ;
- **p.37, article 6, 3<sup>ème</sup> paragraphe** : le 2<sup>ème</sup> alinéa relatif aux opérations d'aménagement d'ensemble est supprimé, sans objet en zone agricole ;

#### **Titre IV, chapitre 2 : dispositions applicables à la zone Ai :**

- **p.39, article 1** : les deux paragraphes sont réorganisés pour faciliter leur compréhension, sans modification des règles sur le fond ;
- **p.39, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.39, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 5<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.39, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'alinéa relatif aux terrains aménagés de campement et de caravanage ;
- **p.39, article 2, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de l'expression « *non enterrée* », redondante. L'expression « *au-dessus* », plus explicite, remplace l'expression « *sous respect* » ;

#### **Titre V, chapitre 1 : dispositions applicables à la zone Np :**

- **p.43, préambule, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de l'expression « *Ce secteur ne dispose pas d'un règlement propre au sein du présent P.L.U. Le règlement de la zone Np s'applique au secteur Npi dans l'attente du règlement du futur Plan de Prévention des Risques d'Inondations (P.P.R.I.) qui s'imposera au règlement du présent P.L.U.* ». En effet, le P.P.R.I a été approuvé le 18 avril 2011 ;
- **p.43, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.43, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 5<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.43, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 6<sup>ème</sup> alinéa** : cet alinéa comprend désormais la notion de « *résidence mobile ou démontable* », introduite par l'article 132 de la loi du 24 mars 2014, et remplace les alinéas relatifs au stationnement de caravanes ;

**Titre V, chapitre 2 : dispositions applicables à la zone Ni :**

- **p.47, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.47, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 5<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.47, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 4<sup>ème</sup> alinéa** : cet alinéa comprend désormais la notion de « *résidence mobile ou démontable* », introduite par l'article 132 de la loi du 24 mars 2014, et remplace les alinéas relatifs au stationnement de caravanes ;
- **p.47, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 9<sup>ème</sup> alinéa** : l'expression « *usage* » est remplacée par l'expression « *destination* », conformément à l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme ;
- **p.47, article 1** : suppression du dernier alinéa, le renvoi au P.P.R.I est fait à l'article 2 ;
- **p.47, article 2** : rappel du risque d'inondation réglementé par le Plan de Prévention des Risques Inondation approuvé le 18 avril 2011 ;
- **p.49, article 10** : l'expression « *usage* » est remplacée par l'expression « *destination* » ;

**Titre V, chapitre 3 : dispositions applicables à la zone NI :**

- **p.51, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.51, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.51, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 4<sup>ème</sup> alinéa** : cet alinéa comprend désormais la notion de « *résidence mobile ou démontable* », introduite par l'article 132 de la loi du 24 mars 2014, et remplace les alinéas relatifs au stationnement de caravanes ;
- **p.51, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 9<sup>ème</sup> alinéa** : l'expression « *usage* » est remplacée par l'expression « *destination* », conformément à l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme ;
- **p.53, article 10** : l'expression « *usage* » est remplacée par l'expression « *destination* » ;

**Titre V, chapitre 4 : dispositions applicables à la zone Npp :**

- **p.55, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de précision, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.55, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;



- **p.55, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 4<sup>ème</sup> alinéa** : cet alinéa comprend désormais la notion de « *résidence mobile ou démontable* », introduite par l'article 132 de la loi du 24 mars 2014, et remplace les alinéas relatifs au stationnement de caravanes ;
- **p.55, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 9<sup>ème</sup> alinéa** : l'expression « *usage* » est remplacée par l'expression « *destination* », conformément à l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme ;

#### **Titre V, chapitre 5 : dispositions applicables à la zone No :**

- **p.59, article 1, 1<sup>er</sup> paragraphe** : l'expression « *hangars, abris de jardin, garages, chenils, étables, courtils, écuries, bergeries, volières, poulaillers, pigeonniers* » est remplacée par l'expression « *constructions et installations nécessaires à l'activité agricole et/ou forestière* », afin de se conformer à l'article R. 123-8 du code de l'urbanisme ;
- **p.59, article 1, 1<sup>er</sup> paragraphe** : suppression des « *aires naturelles de campement et/ou de caravanage, à raison d'une aire par propriétaire* » de la liste des installations autorisées. Ces aires de campement ne sont pas souhaitables dans des zones disséminées sur le territoire. Elles peuvent poser des problèmes d'usage (zones non-raccordées au réseau d'assainissement collectif) ;
- **p.59, article 1, 1<sup>er</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : l'expression « *équipements administratifs, techniques, sanitaires, sociaux, sportifs, culturels, de loisirs, etc.* », donnant une liste ouverte des constructions autorisées est supprimée au profit de la notion de « *services publics ou d'intérêt collectif* » ;
- **p.59, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;
- **p.59, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.59, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 4<sup>ème</sup> alinéa** : cet alinéa comprend désormais la notion de « *résidence mobile ou démontable* », introduite par l'article 132 de la loi du 24 mars 2014, et remplace les alinéas relatifs au stationnement de caravanes ;
- **p.59, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 9<sup>ème</sup> alinéa** : l'interdiction de construction de nouvelles habitations, qui existait déjà, est reformulée et placée dans ce paragraphe pour une meilleure compréhension ;
- **p.59, article 2** : suppression des règles relatives aux extensions qui se révèlent d'application difficile. L'article 1 (occupations et utilisations du sol interdites) et l'article 9 (emprise au sol) encadrent désormais les possibilités d'extension des bâtiments existants ;
- **p.61, article 9** : l'absence d'emprise au sol maximale dans cette zone était une anomalie. Elle est désormais fixée à 15% pour conserver le caractère naturel et faiblement urbanisé des secteurs situés en zone naturelle ordinaire ;

#### **Titre V, chapitre 6 : dispositions applicables à la zone Nh :**

- **p.63, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme (modifié par le décret du 28 février 2012). Afin de préciser, après l'expression « *les affouillements et/ou les exhaussements de sols* », ajout de l'expression « *qui ne sont pas nécessaires aux constructions et/ou aux installations* » ;

- **p.63, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 3<sup>ème</sup> alinéa** : suppression de la référence à l'article R.442-2 après l'expression « *les décharges et dépôts de véhicules* » (modifié par le décret du 28 février 2012) ;
- **p.63, article 1, 2<sup>ème</sup> paragraphe, 4<sup>ème</sup> alinéa** : cet alinéa comprend désormais la notion de « *résidence mobile ou démontable* », introduite par l'article 132 de la loi du 24 mars 2014, et remplace les alinéas relatifs au stationnement de caravanes ;
- **p.65, article 9** : l'emprise au sol maximale autorisée est réduite de 20% à 15% pour conserver le caractère naturel des secteurs situés en zone naturelle d'habitat ;

### **3.1.4 Annexes du règlement**

- **p.69, chapitre 1.2** : l'appellation du C.A.U.E est modifiée : « *Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement des Landes* ». La phrase relative aux permanences en mairie d'Ondres est supprimée, celles-ci n'ayant plus lieu ;
- **p.71, chapitre 1.3.4 relatif aux clôtures** : correction de la hauteur maximale autorisée en cohérence avec la partie réglementaire (1,60m au lieu de 2m).

### **3.1.5 Document graphique du règlement**

- Le fond de plan cadastral est mis à jour ;
- Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique sont édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement (couramment appelé « *secteurs de nuisances sonores* ») est retiré du document graphique du règlement car il figure sur le plan des annexes (article R. 123-13, 13° du code de l'urbanisme) ;
- La légende est mise à jour. « *Parcelle végétalisée à conserver* » devient « *Boisement à préserver au titre de l'article L. 123-1-5, III, 2° du code de l'urbanisme* » ;
- De même, la légende « *emplacement réservé au titre des art. L. 123-2 et R. 123-12 du Code de l'Urbanisme* » devient « *Obligation de réaliser des logements sociaux en application des articles L. 123-1-5, II, 4° et R. 123-12, 4°, f) du code de l'urbanisme* » ;
- Intégration des zones d'aléa fort du risque incendie de forêt, en application de l'article R. 123-11, b) du code de l'urbanisme et du guide pour la prise en compte du risque incendie de forêt dans le massif des Landes de Gascogne édité par la Préfecture des Landes en 2011 ;
- Le secteur Ucgv, lié au projet de création d'une aire d'accueil pour les Gens du Voyage, est supprimé (jugement du Tribunal administratif de Pau du 8 novembre 2007) et rattaché à la zone agricole ordinaire. Il en est de même de l'emplacement réservé correspondant ;
- Les cercles localisant les exploitations agricoles sont supprimés. Initialement insérés sur le règlement graphique pour faciliter l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme, cette donnée s'avère souvent obsolète du fait de l'évolution de l'activité agricole ;
- La liste des emplacements réservés est retirée des annexes pour être intégrée sur le document graphique du règlement ;
- Cette liste et la numérotation des emplacements réservés sont mis à jour. Les emplacements réservés concernant des aménagements réalisés sont supprimés. De nouveaux emplacements réservés sont créés :

N° de réserve au plan	Désignation	N° de la section	N° de la parcelle	Superficie approximative (en m²)	Collectivité attributaire
1	Espace vert et parc de stationnement	AL	235	6230	Commune
2	Équipement public et stationnement	G	716	2000	Commune
3	Aménagement de voirie Accès sur la RD 85	AC	500,503,99	3400	Commune
4	Création d'un front urbain bâti Création d'une contre-allée Création d'une voie interne à l'îlot	AC	39p,40,730p	2885	Commune
5	Création d'un front urbain bâti	AI	1216	900	Commune
6	Création d'un front bâti Densification urbaine	AC	31,32,33,215	3820	Commune
7	Création d'un front bâti Densification urbaine	AI	286	1760	Commune
8	Création d'un front bâti Densification urbaine	AD	373,375,376	1530	Commune
9	Création d'un front bâti	AI	275,575,1051,573p	4410	Commune
10	Création d'un front bâti Densification urbaine	AD	92,93,872	1499	Commune

N° de réserve Au plan	Désignation	Nature de l'opération	Longueur approximative (en m)	Collectivité attributaire
V1	Voie nouvelle	Création	1000	Commune
V2	Voie de contournement du port de Tarnos et aménagement du carrefour avenue du 1er mai, rue des Dunes, rue Pierre Séward et du carrefour route du Port, rue des Dunes. Longueur 2530m + 500m	Déplacement et élargissement	Variable	Département des Landes
V3	Aménagement du carrefour rue de Castillon, chemin du Pont Neuf, rue des Barthes	Création	Variable	Commune
V4	Aménagement du carrefour rue Joseph Ponsolle, rue des Barthes	Création	Variable	Commune
V5	Cheminement piétonnier de l'étang de Garros	Création	Variable	Commune
V6	Aménagement du carrefour rue Jean Moulin, allée de la Pinède	Création	Variable	Commune
V7	Cheminement doux	Création	Variable	Commune
V8	Liaison douce	Création	800	Commune
V9	Cheminement doux	Création	Variable	Commune
V10	Accès à la zone à urbaniser	Création	Variable	Commune
V11	Cheminement doux	Création	Variable	Commune
V12	Aménagement d'un carrefour	Création	Variable	Commune

### **3.2. Modification de l'orientation d'aménagement et de programmation n°1**

La modification de l'orientation d'aménagement et de programmation n°1 « *aménager le centre-ville* » est rendue nécessaire par la finalisation du schéma d'évolution du centre-ville, étude urbaine menée par la Ville de Tarnos depuis 2011.

Le schéma prévoit le développement et le réaménagement du centre-ville à proximité de la future ligne « *Chrono 2* » du réseau Chrono plus de l'agglomération Côte Basque-Adour. Cet élément structurant permettra d'accompagner la création de logements, commerces et services ainsi que le réaménagement du quartier autour des équipements publics existant.

L'orientation d'aménagement et de programmation n°1 est la traduction, dans le plan local d'urbanisme, de ce projet urbain. Elle accompagne les dispositions réglementaires développées dans le règlement écrit (zone Uhc) par l'insertion des schémas de composition des secteurs Jacques Duclos et Serpa.

Le croquis de l'orientation d'aménagement et de programmation n°9 « *résoudre le conflit d'usage port/tourisme/vie locale* » est modifié pour ajuster la représentation de la voie à usage touristique (en rose) au tracé retenu dans le projet de voie de contournement du port de Tarnos.

### **3.3. Création des secteurs Uhc1 et Uhc2**

La création des sous-secteurs Uhc1 et Uhc2, au sein de la zone urbaine d'habitat centrale Uhc, est la traduction réglementaire du schéma d'évolution du centre-ville. Elle prévoit une densité plus importante au sein du sous-secteur Uhc1 (hauteur, implantation), et permet également de lier les projets au projet structurant de bus à haut niveau de service (règles de stationnement adaptées). Les sous-secteurs Uhc1 et Uhc2 sont ainsi reportés sur le règlement graphique.

### **3.4. Ouverture partielle à l'urbanisation de deux zones à urbaniser**

Au sud-est de la commune, le long de la R.D 85, en limite de Saint-Martin-de-Seignanx, il est procédé à l'ouverture à l'urbanisation (classement en zone urbaine à vocation économique) d'une partie de la zone à urbaniser pour une superficie approximative de 7ha. La création de cette zone s'inscrit dans le projet de parc d'activités du Seignanx sur les communes de Tarnos, Ondres et Saint-Martin-de-Seignanx. Le projet et ses incidences sur l'environnement sont développés au chapitre 4. Il s'accompagne d'un classement en zone naturelle d'environ 9ha de terrains aujourd'hui classés en zone à urbaniser et de la création d'une zone de protection (boisement à préserver au titre de l'article L. 123-1-5, III, 2° du code de l'urbanisme).

Le long du boulevard Jacques Duclos, à proximité du centre-ville, il est procédé à l'ouverture à l'urbanisation (classement en zone urbaine d'habitat périphérique - secteur Uhp1) des parcelles AI 904 et AI 689 pour partie, d'une superficie d'environ 1150m<sup>2</sup>. Ces parcelles sont actuellement situées entre deux zones urbaines et constituent un espace non construit entouré de parcelles bâties (« dent creuse »).

### **3.5 Suppression de la zone Uéip et sous secteurs Uéip1 et Uéip2**

Au sein de la zone urbaine économique à vocation industrielle, la zone urbaine économique à vocation industrielle et portuaire (Uéip) avait pour objectif la création de secteurs de protection autour de l'établissement L.B.C, installation classée pour l'environnement de type Seveso II seuil haut. Le plan de prévention des risques technologiques approuvé le 5 avril 2013 et la servitude d'utilité publique correspondante étant désormais le cadre réglementaire, la zone Uéip et ses sous-secteurs Uéip1 et Uéip2 n'a plus d'objet. Les secteurs concernés (la zone portuaire) sont rattachés à la zone Uéi.

### **3.6 Insertion du périmètre de pondération des obligations en matière de stationnement**

Le périmètre, ajouté sur le règlement graphique, correspond aux secteurs situés à proximité (300m)



d'une offre de transport public. Cette offre de transport va se développer avec le projet de bus à haut niveau de service et l'extension de la future ligne « *Chrono 2* » sur le boulevard Jacques Duclos/RD 810.

Ce périmètre sert à l'application d'une règle de stationnement minorée (1,25 places par logement au lieu de 2,50 places) qui incite à recourir aux modes de transports alternatifs à l'automobile, et permet de rationaliser l'espace des projets en favorisant les espaces libres.

#### **4. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PRISES POUR PRESERVER ET METTRE EN VALEUR L'ENVIRONNEMENT**

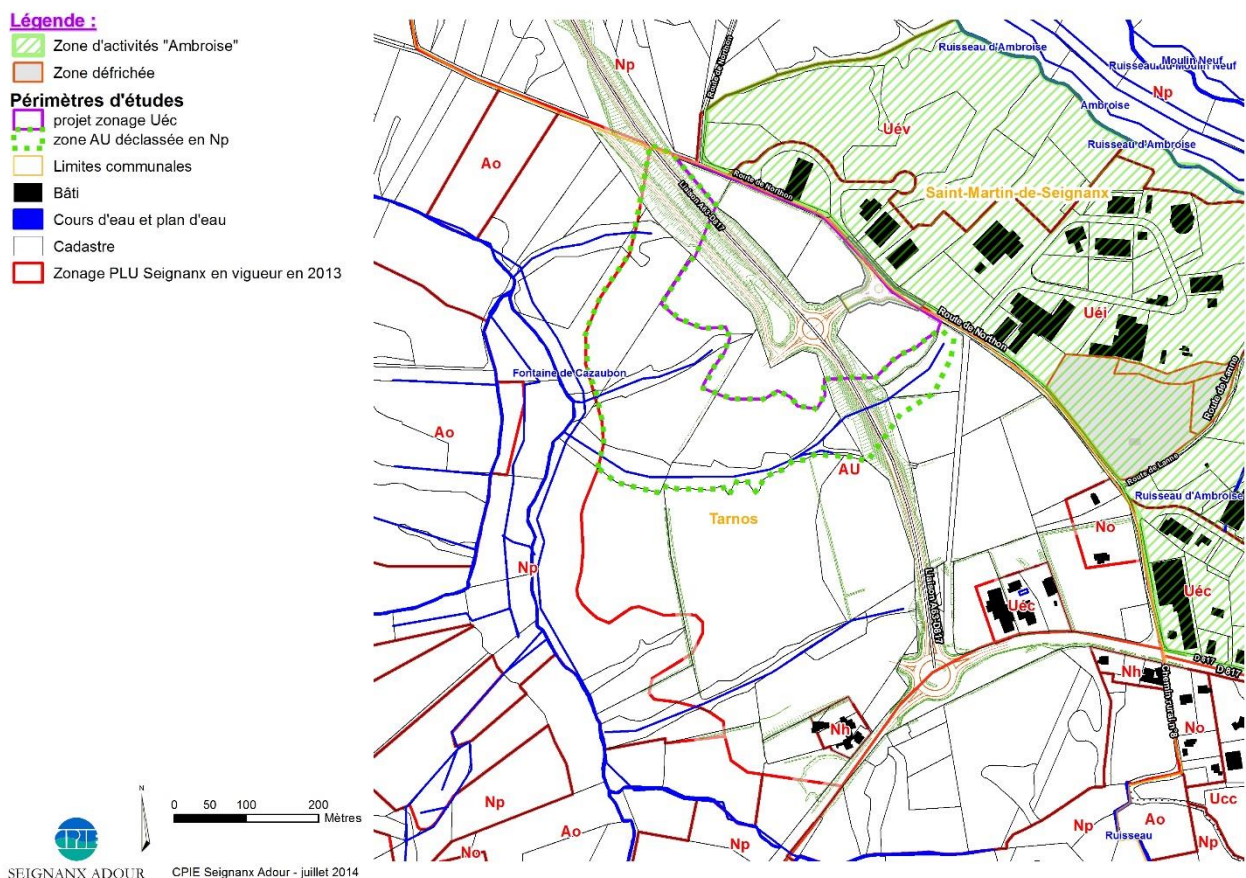
#### **4.1. Présentation synthétique du projet**

Le périmètre Uéc correspond à une zone d'environ 5,25 ha à vocation commerciale, de services et artisanale et environ 1,75 ha de la D85 qui relie la D817 à l'autoroute A63. Le périmètre Uéc se répartie de part et d'autre de la D85. Il sera découpé en lots pouvant accueillir les activités économiques. Le périmètre comprendra une surface minimale de 10% d'espaces libres.

Tous les réseaux (eaux usées, eau potable, telecom, EDF) sont accessibles depuis la route de Northon dans la zone Ambroise.

Ce projet s'insère de manière plus générale au projet de Parc d'Activités du Seignanx. Ce dernier fait l'objet d'une **charte d'aménagement et de développement durable** très complète, qui décrit notamment 15 mesures environnementales. **Les actions de la charte sont reprises dans les mesures prévues pour supprimer, réduire ou compenser les incidences de ce projet sur l'environnement.**

Le périmètre Np correspond à une zone Naturelle à protéger d'environ 7,75ha et 1,25ha de voirie dont les enjeux écologiques, sont décrits dans « l'état initial de l'environnement » de ce document et qui justifient le déclassement de la zone AU.



**Carte de localisation du périmètre à aménager (Uéc) et du périmètre à préserver (Np)**

## 4.2. Incidences sur le contexte physique et mesures prises

### 4.2.1. Ressource en eau / Sols et sous-sols

#### ○ Incidences

#### ▪ Pollution des sols et sous-sols et de la ressource en eau

Les sols et le sous-sol du périmètre d'étude sont de type « sables fauves » en surface et « calcaires et sables argileux » plus en profondeur. Ce contexte induit un système hydrogéologique particulier avec la présence de nappes perchées à faible profondeur. Ces nappes participent à l'alimentation des zones humides avals associées à la vallée de Fontaine de Cazaubon et plus globalement au bassin versant de la Palibe.

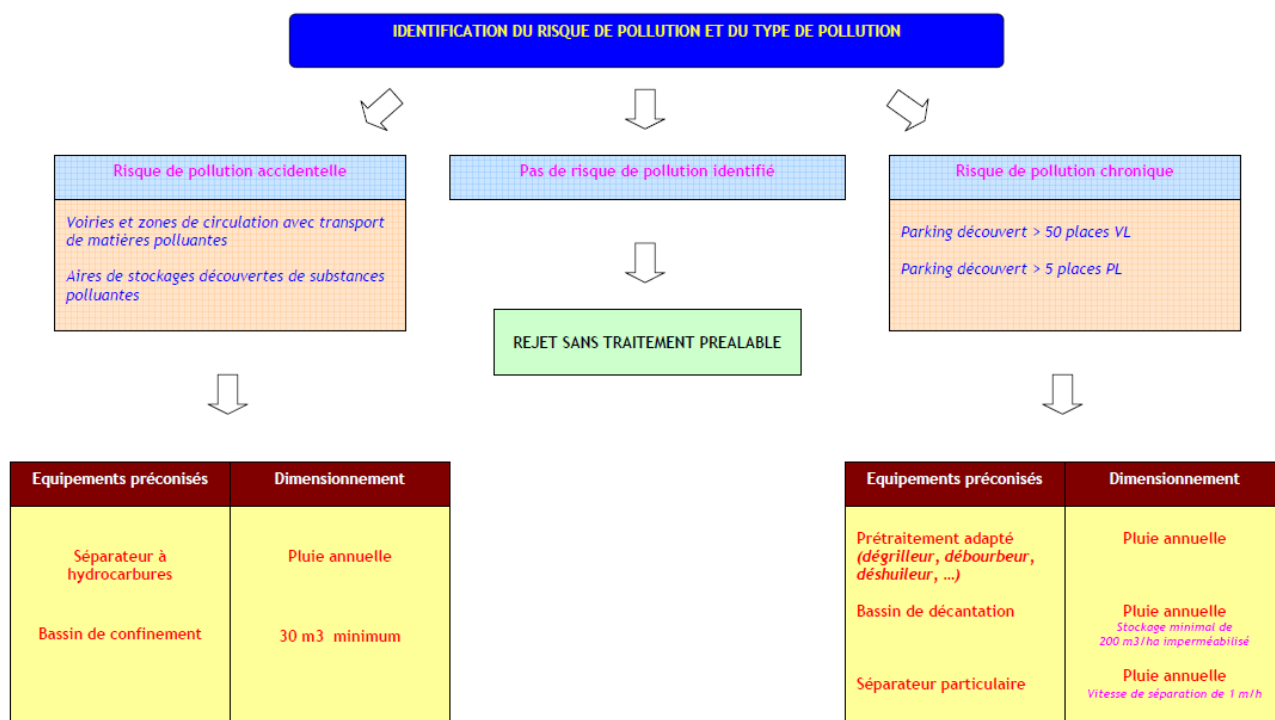
**Ce système hydrogéologique favorise une sensibilité particulière à la pollution des sols, du sous-sol et de la ressource en eau. Cette pollution peut être issue des eaux de ruissellements et des travaux d'aménagements (terrassements et déblaiements).**

**Les sources de pollution des sols et de la ressource en eau sont diverses :**

- Les terrassements qui induisent une mise à nu du sol dont les matières sont lessivées pendant un épisode pluvieux.
- L'utilisation d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires (pesticides) pour l'entretien des espaces verts.
- Les hydrocarbures et les huiles du goudronnement et des véhicules
- Divers produits chimiques issus des activités des entreprises.

L'organigramme méthodologique du zonage d'assainissement de la ville de Tarnos, décrit les équipements à réaliser pour prévenir les pollutions accidentelles et les pollutions chroniques (voir organigramme ci-dessous).

#### ORGANIGRAMME METHODOLOGIQUE - ZONE DE DE POLLUTION DES EAUX PLUVIALES



Extrait du zonage d'assainissement pluvial sur le territoire communal de la ville de Tarnos.

- **Augmentation du prélèvement dans la ressource souterraine pour la production d'eau potable**

La consommation d'eau potable a des incidences à plusieurs niveaux. **L'augmentation des prélèvements dans la ressource pour la production d'eau potable et l'augmentation de la quantité des eaux usées à traiter par la station d'épuration.**

- **Réduction de l'alimentation de la ressource souterraine**

L'imperméabilisation des surfaces et le défrichement occasionnent une **perturbation de l'alimentation naturelle du fonctionnement hydrogéologique et de l'alimentation des zones humides avals.**

- **Mesures à prendre**

- **Gestion des eaux de ruissellement**

**Les eaux pluviales** seront gérées à l'échelle du périmètre Uéc par plusieurs bassins de stockage et de dépollution avant rejet dans le milieu naturel via les talwegs identifiés dans l'état initial de l'environnement (voir carte ci-dessous). Les ouvrages devront être créés à l'intérieur du périmètre et non dans la zone Np, conformément à la charte de développement durable du parc d'activités.

Pour les eaux de ruissellement de la plate-forme nord-est, la châtaigneraie peut être utilisée comme bassin naturel de réception (voir point 5 sur la carte ci-après). Cependant, le boisement devra être conservé et fonctionner sur le principe d'un boisement marécageux. Il ne devra pas y avoir d'intervention type débroussaillage ou élagage. La dimension du boisement à conserver, sera calculée sur ce principe.

Pour les bassins à aménager à l'intérieur du périmètre Uéc, il existe des solutions permettant d'éviter la destruction des talwegs. A titre d'exemple, la zone d'activité de Souspesse, aménagée sur la commune de Saint-Martin-de-Seignanx, présente le même contexte topographique et les mêmes enjeux environnementaux. Pour pallier les difficultés d'aménagement du bassin de traitement, les terres de terrassement ont été utilisées pour former un merlon de ceinture de la zone, permettant de diriger les eaux de ruissellement vers un bassin situé en partie basse. Le merlon et le bassin, aménagés à l'intérieur du périmètre, participent à l'agrément paysager par un traitement simple végétalisé et non bétonné ni bâché (voir photo ci-contre).



**Bassin de rétention aménagé sur la zone de Souspesse en janvier 2014**



**Légende :**

- Zone d'activités "Ambroise"
- Zone défrichée
- Périmètres d'études**
- projet zonage Uéc
- zone AU déclassée en Np
- Rupture de pente
- Limites communales
- Bâti
- Cours d'eau et plan d'eau
- Cadastre
- Zonage PLU Seignanx en vigueur en 2013

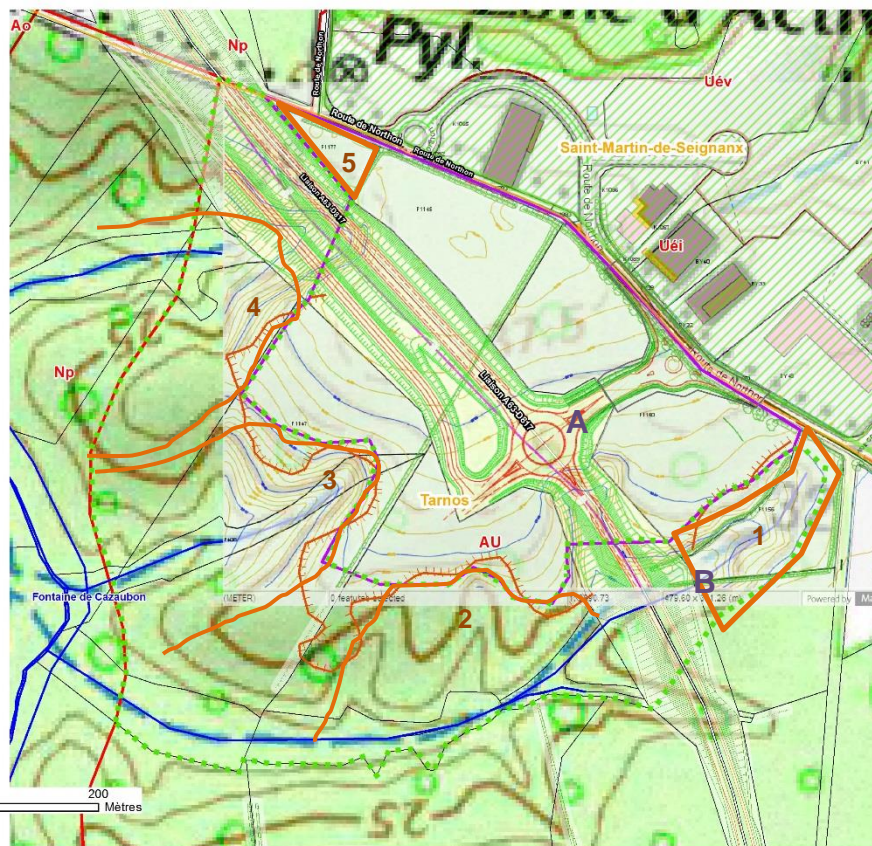
**Secteurs 1, 2, 3, 4, 5 présentant un intérêt fort pour la gestion des eaux de ruissellement**

Extrait IGN - 1:25000 - 2007



0 50 100 200 Mètres

CPIE Seignanx Adour - juillet 2014



#### Zoom du sous bassin-versant qui réceptionne les eaux de ruissellement du périmètre Uéc

Conformément à l'organigramme méthodologique du zonage d'assainissement de la ville de Tarnos les équipements à réaliser pour les zones potentiellement polluantes sont :

- pour les zones à risque de pollution accidentelle :
  - dispositifs de piégeage des pollutions accidentelles (de type séparateur à hydrocarbures permettant d'éviter les effets de chocs sur les milieux récepteurs),
  - volume de rétention étanche destiné au confinement d'une pollution accidentelle par temps sec, équipé de vannes d'isolement et d'un bypass,
- pour les zones où des risques de pollution chronique sont identifiés :
  - dispositifs de prétraitement adaptés à l'activité du site (dégrilleur, débourbeur, déshuileur, séparateur à hydrocarbures, ...),
  - dispositifs de traitement des eaux pluviales par décantation.

Ces équipements devront être installés :

- pour les zones à risque de pollution accidentelle :
  - voiries et zones de circulation susceptible d'accueillir des véhicules transportant des matières polluantes,
  - aires de stockage découvertes de substances polluantes.
- pour les zones où des risques de pollution chronique sont identifiés :
  - parking découvert d'une taille supérieure à 50 places pour les véhicules légers,
  - parking découvert d'une taille supérieure à 5 places pour les véhicules de type poids lourds.

En l'absence de prescriptions spécifiques de la Police de l'Eau, les ouvrages de traitement seront dimensionnés sur la base d'une **pluie annuelle**.

Pour le traitement de la pollution chronique, un volume de stockage minimal de 200 m<sup>3</sup>/ha imperméabilisés sera retenu en cas de traitement par bassin de décantation. En cas de risque de pollution accidentelle, les ouvrages de confinement mis en place auront un volume utile de 30 m<sup>3</sup> minimum.

Les systèmes de récupération des eaux pluviales (fossés, bassins) seront mis en place **dès la phase particulièrement sensible du défrichement et des travaux d'aménagement**. Cette mesure permet de ralentir les eaux de ruissellement et de **prévenir l'érosion hydrique des sols**.

- **Gestion des eaux usées**

**Le périmètre Uéc est à proximité du réseau d'assainissement collectif** de la zone Ambroise. **Les eaux usées** sont traitées à la station d'épuration de Saint-Martin-de-Seignanx. Les mesures nécessaires seront prises pour respecter les seuils de tolérance de traitement des effluents, par la station d'épuration.

- **Réduction de l'eau potable et des eaux usées à traiter**

Afin de limiter la consommation d'eau potable pour l'arrosage des espaces verts, les **variétés adaptées au sol et au climat à utiliser sont listées** en annexe II du rapport de présentation.

Des solutions seront à trouver en fonction des « process » des entreprises, pour faire des économies d'eau potable et réduire la quantité et la charge polluante des eaux usées.

#### **4.2.2. Phénomène d'érosion des sols**

- **Incidences**

- **Érosion**

L'état initial de l'environnement a montré la nature instable du sol et du sous-sol face au ruissellement. Les terrassements occasionnés par **le chantier augmentent le phénomène d'érosion des sols**. Les conséquences sont multiples : **pollution de la ressource en eau, comblement des zones humides aval, perte de surfaces**. Le phénomène d'érosion est accentué par l'imperméabilisation des surfaces (goudronnement, toitures), qui augmente la vitesse de ruissellement des eaux pluviales.

- **Pollution**

Les eaux de lessivage des chantiers **chargées en polluants s'infiltrent dans le sol et participent à la pollution des nappes phréatiques et du réseau hydrographique**.

- **Mesures à prévoir**

Les systèmes de récupération des eaux pluviales (fossés, bassins) seront mis en place dès la phase particulièrement sensible du défrichement et des travaux d'aménagement. Cette mesure permet de ralentir les eaux de ruissellement et de prévenir l'érosion hydrique des sols.

#### **4.2.3. Climat / Énergie**

- **Incidences**

Les incidences du projet d'aménagement sur le climat sont fonctions des émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère (gaz à effet de serre). Les émissions peuvent avoir plusieurs origines :

- **Transports routiers**

Les déplacements des engins à l'intérieur du chantier. Certains engins de chantier nécessitent un transport routier depuis l'entreprise prestataire vers le chantier. Les matériaux (ciment, bitume, espaces verts) nécessitent un transport routier pour arriver sur le chantier.

- **Transport de personnes**

Les déplacements quotidiens du personnel du chantier (domicile-travail) auront un effet sur l'émission de gaz à effet de serre.

- **Matériaux**

Les matériaux utilisés pour aménager la zone (ciment, bitume, stabilisé) ont un effet par leur procédé de fabrication.

- **Consommation énergétique**

L'énergie utilisée sur le chantier aura un effet différent s'il s'agit de carburant ou d'électricité. Tout comme pour les matériaux, c'est le procédé de fabrication de cette énergie qui est facteur d'émission de gaz à effet de serre. L'énergie électrique par exemple n'est pas facteur d'émission de gaz à effet de serre c'est le procédé de fabrication de cette énergie (nucléaire, solaire).

- **Mesures à prévoir**

Afin de limiter la consommation énergétique des espaces collectifs, **l'éclairage sera conçu pour une extinction de 22h à 6h et pour éclairer uniquement vers le bas** (proscrire les boules qui éclairent le ciel). De 22h à 6h, un éclairage par détection de présence peut être utilisé.

Afin de diversifier les sources d'émission de gaz à effet de serre, **il est conseillé de diversifier l'alimentation énergétique (électricité, gaz)** ainsi que les procédés de fabrication par des techniques de fabrication des énergies dites « renouvelables » (solaire, géothermie).

#### ***4.2.4. Qualité de l'air***

- **Incidences**

- **Dépôts des poussières**

Les travaux de terrassement occasionneront la présence de particules fines (PM10) dans l'air. **Les poussières peuvent occasionner une nuisance sur les routes limitrophes, les entreprises proches et les espaces naturels.**

- **Pollens**

Le choix des espèces végétales dans la composition des espaces verts peut avoir des conséquences inverses de celles recherchées au départ dans l'amélioration du cadre de vie. En effet, **le pollen de certaines espèces végétales peut avoir des propriétés très allergisantes sur les populations sensibles** (asthmatiques, enfants, etc.). Les pollens font partis des éléments mesurés dans le cadre des suivis de la qualité de l'air en France et en particulier par AIRAQ (Réseau de Surveillance de la Qualité de l'Air en Aquitaine).

Le projet prévoit des espaces verts (cadre de vie, protection du paysage, gestion des eaux pluviales), il se situe **dans un contexte climatique périodiquement venteux** (dispersion des pollens). **Il y aura donc un effet de ces espèces végétales sur la qualité l'air.**

- **Mesures à prévoir**

Le cahier des charges des appels d'offre intégrera les prescriptions pour un chantier à « nuisances réduites » (détail en annexe I).

Le projet doit prévoir l'utilisation d'espèces végétales locales dans la composition des espaces verts (détail en annexe II). L'utilisation de ces espèces, réduit le risque d'introduire des espèces allergènes.

### **4.3. Incidences sur le contexte biologique et paysager et les mesures prises**

#### ***4.3.1. Habitats naturels***

- **Incidences**

##### ***Dans le périmètre Uéc à aménager***

Le projet nécessite le défrichement du boisement du périmètre Uéc soit 5,25 ha. L'état initial a mis en évidence l'intérêt de certains arbres âgés qui participent fortement à l'intérêt patrimonial et paysager du boisement, en particulier, les arbres situés en bordure de la route de Northon.

##### ***Dans le périmètre Np à préserver***

Les boisements présentent un intérêt faunistique fort lié au caractère boisé et pour certains humides.

- **Mesures prises**

**Les limites du périmètre Uéc ont été définies de manière à prendre en compte les enjeux des espaces situés en périphérie : pentes, gestion des eaux pluviales, protection de la ressource en eau, prévention du phénomène d'érosion des sols, conservation des milieux naturels et de leur fonctionnalité, protection des espèces et de leurs milieux, maintien du cadre de vie et de la qualité de l'air.**

**Le déclassement de la zone AU en zone Np d'une surface de 7,75ha, participe à la préservation des milieux naturels présentant un intérêt environnemental fort.**

- **Mesures à prendre**

##### ***Dans le périmètre Uéc à aménager***

**Le défrichement du périmètre cherchera à préserver les chênes situés en bordure de la route de Northon. A l'intérieur des parcelles, les aménagements devront favoriser la conservation des chênes (pédonculé, tauzin, liège) dans les espaces d'agrément. Si les conditions de conservation de ces arbres ne sont pas favorables, la composition des espaces verts pourra utiliser les espèces dont la liste est en annexe II de ce document.**

Conformément à la réglementation sur le défrichement, l'autorisation de défricher devra être demandée pour le boisement d'une surface de 5,25 ha.

Afin de rechercher une cohérence paysagère et végétale, **la création des espaces verts pourra utiliser les espèces dont la liste est en annexe II de ce document.**

##### ***Dans le périmètre Np à préserver***

La préservation des boisements du périmètre Np nécessite notamment d'interdire tout déblais/remblais en particulier pendant les travaux d'aménagement des parcelles. Cette mesure signifie que les bassins de rétention, par exemple, devront être réalisés à l'intérieur du périmètre Uéc. Les bassins de rétention



réalisés dans le périmètre Np ne nécessiteront ni défrichement, ni terrassement. Le sous-bois devra être maintenu en l'état, les arbres morts laissés sur place de manière à ne pas favoriser l'accessibilité du public.

#### 4.3.2. Flore et cortège floristique

- **Incidences**

Le défrichement aura pour conséquence la disparition de la station de Sénéçon de Bayonne et de Grémil à rameaux étalés, espèces végétales protégées. L'Osmonde royale, espèce végétale non protégée, mais d'intérêt patrimonial va aussi disparaître.

- **Mesures à prendre**

Dans le cadre du **dossier de demande de défrichement**, des mesures devront être proposées pour **éviter ou compenser la destruction des stations de Sénéçon de Bayonne (environ 200 m<sup>2</sup>) et de Grémil à rameaux étalés (environ 400 m<sup>2</sup>)**.

**Le déclassement de la zone AU en zone Np d'une surface de 7,75 ha participe à la compensation du défrichement de 5,25 ha.** Cela d'autant plus que le boisement est similaire, et que l'on y trouve également des stations de Grémil à rameaux étalés et d'Osmonde royale.

Le Sénéçon de Bayonne est absent du boisement du périmètre Np et ne peut bénéficier de cette compensation. **Le Sénéçon de Bayonne pourrait être conservé en maintenant une bande boisée le long de la D85 jusqu'au talweg sud-est sur une largeur d'une vingtaine de mètres.**

#### 4.3.3. Lutte contre les espèces végétales envahissantes



- **Incidences**

L'état initial a mis en évidence la présence de plusieurs espèces végétales ornementales envahissantes et considérées comme dangereuses pour la biodiversité comme le Laurier cerise, l'Erable sycomore et l'Herbe de la pampa (voir photo ci-contre).

La création des espaces verts est l'occasion de planter des espèces végétales envahissantes (Buddleia, Herbe de la pampa, bambous, Laurier cerise, Robinier faux-accacia, etc.).

- **Mesures à prendre**

Les **espèces mises en évidence par l'état initial devront être détruites** : Laurier cerise, l'Erable sycomore et l'Herbe de la pampa.

Afin de prévenir la dispersion des espèces végétales dites « envahissantes » et dangereuses pour la biodiversité, une **liste d'espèces est prévue en annexe II du rapport de présentation**. La **liste des espèces à proscrire est en annexe III**.

#### 4.3.4. Faune

- **Incidences**

Le défrichement du boisement Uéc de 5,25 ha occasionnera la destruction d'habitats d'espèces protégées, à l'image de l'Ecureuil roux observé dans la chênaie Uéc à l'ouest de la D85.

- **Mesure prise**

Le **déclassement de la zone AU** d'une surface de 7,75 ha en zone Np (Naturelle à protéger) participe à la **préservation des habitats d'espèces protégés** mis en évidence dans l'état initial de l'environnement. Ce déclassement est d'autant plus intéressant que le **boisement est similaire à celui défriché** et qu'il appartient au grand réservoir de biodiversité de la vallée de la Palibe (voir cartes ci-après).

- **Mesures à prendre**

La préservation des boisements du périmètre Np nécessite notamment **d'interdire tout déblais/remblais en particulier pendant les travaux d'aménagement des parcelles** du périmètre Uéc. Le **sous-bois devra être maintenu en l'état, les arbres morts laissés sur place** de manière à ne pas favoriser l'accessibilité du public.

**Le dossier de défrichement devra tenir compte de la destruction d'habitats d'espèces protégées.**

#### ***4.3.5. Fragmentation de l'espace et des continuités biologiques - Protection de la biodiversité et des réservoirs biologiques***

- **Incidences**

L'état initial de l'environnement a mis en évidence la situation enclavée du boisement du périmètre Uéc à l'est de la D85. Cet isolement ne permet plus à ce boisement de jouer un rôle de corridor ou de réservoir biologique.

Le boisement situé à l'ouest de la D85 appartient au réservoir biologique de la vallée de Fontaine de Cazaubon et plus largement de la Palibe. Cette position confère aux boisements des périmètres Uéc et Np situés à l'ouest de la D85 un rôle de continuité écologique non négligeable. Même si le défrichement du périmètre Uéc diminuera le réservoir biologique d'une surface de 1,75 ha, il ne remet pas en question l'équilibre général du réservoir d'une surface totale de 825 ha.

- **Mesure prise**

Le **déclassement de la zone AU** d'une surface de 7,75 ha en zone Np (Naturelle à protéger) participe à la **préservation des continuités biologiques** et à la **lutte contre la fragmentation de l'espace** et des réservoirs biologiques. Ce déclassement est d'autant plus intéressant que le boisement est similaire à celui défriché et qu'il appartient au grand réservoir de biodiversité de la vallée de la Palibe (voir cartes ci-après).

**Légende :**

Zone d'activités "Ambroise"

Zone défrichée

**Périmètres d'études**

projet zonage Uéc

zone AU déclassée en Np

Limites communales

Bâti

Cours d'eau et plan d'eau

Cadaastre

**Nature des boisements**

Chênaie mésoacide

Chênaie acidiphile

Chênaie acide à Landes sèches

Pinède à Pin maritime

Chênaie hygrocline

Chênaie humide

Châtaigniers

Landes à ajoncs

Saulaie marécageuse

Zonage PLU Seignanx en vigueur en 2013

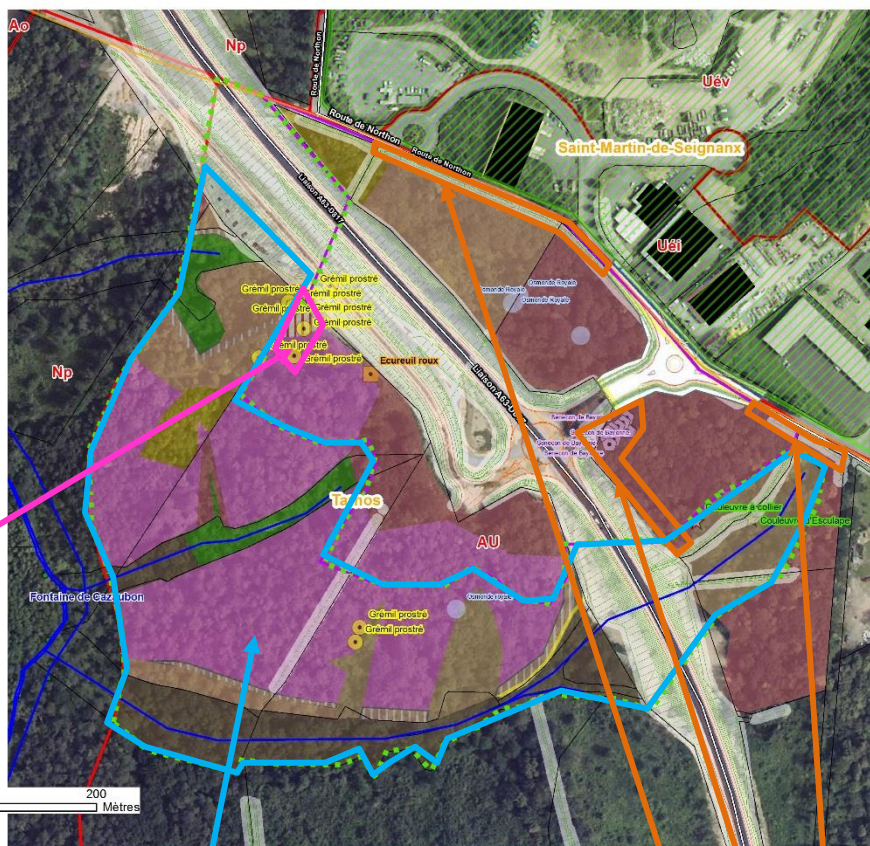
**Le déclassement de la zone AU participe à la compensation pour la destruction de la station de Grémil à rameaux étalés (ou Grémil prostré)**



SEIGNANX ADOUR

CPIE Seignanx Adour - juillet 2014

0 50 100 200 Mètres

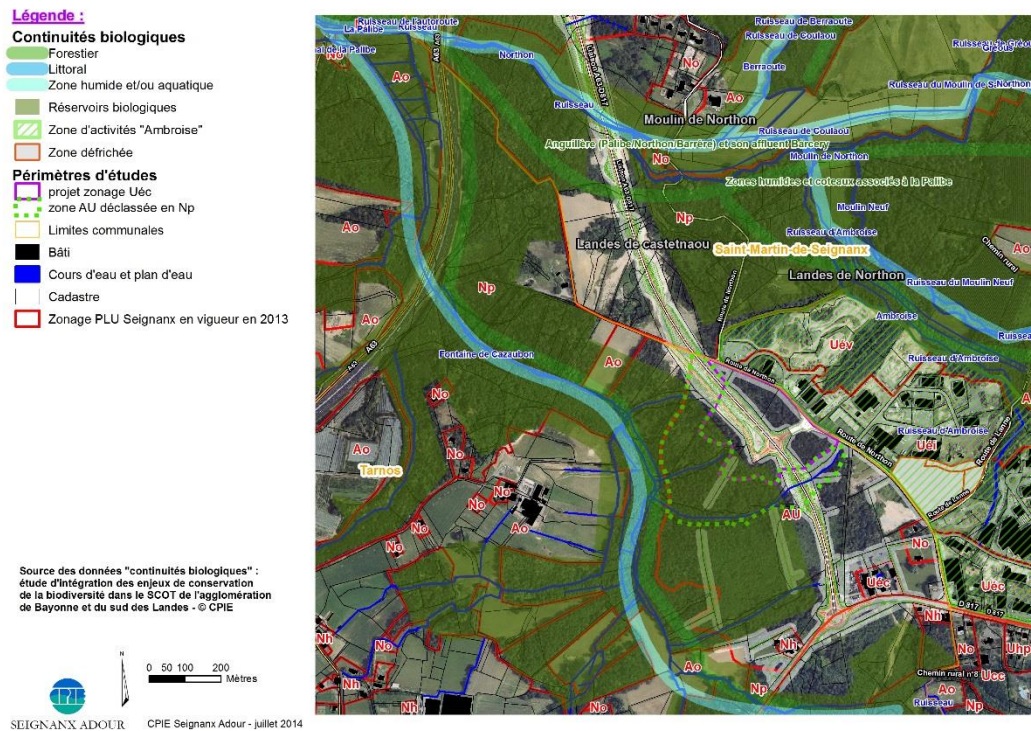


- Zone AU à déclasser en zone Np pour préserver les milieux, les espèces et les continuités biologiques  
- Pour préserver notamment le Grémil à rameaux étalés (ou Grémil prostré) présent dans le périmètre Uéc à aménager

**Bande boisée à maintenir pour :**  
- conserver la station de Sénéçon de Bayonne, espèce absente de la zone AU à déclasser  
- participer à l'intégration paysagère de l'aménagement

Carte des espaces à préserver dans le périmètre d'étude





## Carte des continuités biologiques et des réservoirs de biodiversité

#### 4.4. Incidences sur les mesures appliquées aux milieux et aux espèces

#### 4.4.1. *Espaces naturels hors Natura2000*

- **Incidences**

**Le périmètre ne fait pas l'objet de zonages de protection du patrimoine biologique.** En dehors du périmètre, les eaux de ruissellement peuvent avoir des incidences sur les zones humides avals référencées par la DREAL Aquitaine, sur les objectifs de qualité du SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 pour préserver ou restaurer la qualité chimique et biologique des milieux.

L'état initial n'a pas mis en évidence de lien entre le périmètre et l'axe de circulation des poissons migrateurs amphihalins ni avec la ZNIEFF de type 1 de l' « Étang du Moulin Neuf et Marais Associés ».

Pour atteindre l'objectif de reconquête de la qualité biologique des cours d'eau, il s'agit entre autre de supprimer ou de réduire les pollutions urbaines (eaux pluviales et assainissement). Cela nécessite la **gestion qualitative et quantitative des eaux de ruissellement du périmètre.**

- **Mesures à prendre**

Le cahier des charges des appels d'offre intégrera les prescriptions pour un **chantier à « nuisances réduites » (Annexe I)**.

L'ensemble des mesures prévues pour **protéger la ressource en eau et prévenir le phénomène d'érosion** des sols, décrites précédemment dans les parties 4.2.1. et 4.2.2., sera mis en place.

**Les eaux de ruissellement du périmètre devront être collectées, stockées et traitées avant restitution progressive dans les talwegs. Les systèmes de récupération des eaux pluviales (fossés, bassins) seront mis en place dès la phase particulièrement sensible du défrichement et des travaux d'aménagement.** La nature des sols très sensibles à l'érosion hydrique et la sensibilité



des zones humides de la vallée de Fontaine de Cazaubon à l'aval, justifient cette mesure incontournable.

#### **4.4.2. Sites Natura 2000**

- **Incidences**

L'état initial a mis en évidence la déconnexion des périmètres Uéc et Np des sites Natura2000 dont le plus proche est à 2 km au nord-est. Cet isolement ne permet plus aux boisements de jouer un rôle de corridor ou de réservoir biologique avec les sites Natura2000.

#### **4.5. Incidences sur les espaces forestiers**

- **Incidences**

Les boisements des périmètres Uéc et Np ne sont pas soumis au régime forestier, ni au schéma régional de gestion sylvicole.

#### **4.6. Incidences sur le contexte agricole**

- **Incidences**

Il n'y a pas d'activité agricole, élevage ou végétale, dans les périmètres, ni à proximité.

#### **4.7. Incidences sur le contexte urbain et les mesures prises**

##### **4.7.1. Cadre de vie et nuisances**

- **Incidences**

L'état initial met en évidence un contexte sonore et une qualité de l'air influencés par la D85, la route de Northon et les activités de la zone d'activités « Ambroise ». Le paysage est mixte entre milieux naturels, voiries et zones d'activités.

**Le défrichement créera une trouée dans le paysage.**

- **Mesure prise**

Le déclassement de la zone AU en zone Np d'une surface de 7,75 ha, participe, entre autre, au maintien du cadre de vie et de la qualité de l'air.

- **Mesures à prendre**

**Le défrichement du périmètre cherchera à préserver les chênes situés en bordure de la route de Northon. A l'intérieur des parcelles, les aménagements devront favoriser la conservation des chênes (pédonculé, tauzin, liège) dans les espaces d'agrément. Si les conditions de conservation de ces arbres ne sont pas favorables, la composition des espaces verts pourra utiliser les espèces dont la liste est en annexe II de ce document. La liste des espèces à proscrire est en annexe III.**

La mesure de **préservation de la bande boisée le long de la D85 jusqu'au talweg sud-est sur une largeur d'une vingtaine de mètres**, à prendre pour le Sénéçon de Bayonne, participe à l'intégration paysagère du projet.

Les aménagements prévus pour la gestion des eaux pluviales et leur traitement peuvent participer à l'intégration paysagère du projet. **Les terres de terrassement peuvent être utilisées pour former un merlon de ceinture de la zone** permettant de diriger les eaux de ruissellement vers un bassin situé en partie basse. **Le merlon et les bassins sont aménagés à l'intérieur du périmètre et participent à l'agrément paysager par un traitement simple végétalisé et non bétonné ni bâché.**

#### **4.7.2. Le bâti existant - Monuments historiques - Patrimoine archéologique**

- **Incidences**

Il n'y a pas de patrimoine archéologique ou bâti bénéficiant de protections dans les périmètres ou à proximité.

#### **4.7.3. Circuits de randonnée et déplacements doux**

- **Incidences**

Il n'y a pas de circuit de randonnée dans les périmètres ou à proximité. Il n'y a pas non plus de déplacement doux existant sur la route de Northon ou la D85.

#### **4.7.4. Sécurité**

- **Incidences**

- **Trafic et sécurité routière**

Le périmètre Uéc aura son accès propre depuis la D85 via un rond-point ou depuis la route de Northon. La D85 permet de connecter au nord la D810 et l'A63 et au sud la D817. Cette connexion facilite l'accès aux poids-lourds en évitant les bourgs et permet d'absorber l'augmentation du trafic routier. Cet aménagement permet également de connecter la zone d'activité Ambroise en sécurisant les entrées et sorties des poids-lourds.

- **Risque naturel majeur « incendie de forêt »**

La Commune est classée pour le risque naturel majeur de « incendie de forêt ». La carte de l'aléa incendie de forêt éditée par la Préfecture des Landes en 2011, montre un aléa « moyen » pour les boisements du périmètre Uéc et ne sont pas soumis à des mesures de protection.

- **Mesures à prendre**

- **Défense incendie**

Des poteaux incendie seront mis en place sur le réseau principal pour permettre la défense incendie du projet. Le positionnement de ces poteaux sera validé avec le Service Départemental d'Incendie de Secours (S.D.I.S.).

#### **4.7.5. Déchets**

- **Incidences**

Un chantier est source de déchets de nature très diverse et en grande quantité (cartons, palettes, matières organiques, plastiques, etc.).

- **Mesures à prendre**

**Le cahier des charges des appels d'offre intégrera les prescriptions pour un chantier à « nuisances réduites » (Annexe I).** Les ordures ménagères et les déchets d'activités seront à transporter par les entreprises directement à la déchetterie située sur la zone d'activité Ambroise à 600 mètres, ou à diriger vers l'installation de traitement adaptée.

Une attention particulière devra être portée aux terrassements pour que la terre et les déchets ne soient pas déposés dans les talwegs.

#### **4.7.6. Gestion des eaux usées**

- **Mesures prévues**

**Le périmètre Uéc est à proximité du réseau d'assainissement collectif** de la zone Ambroise. **Les eaux usées** sont traitées à la station d'épuration de Saint-Martin-de-Seignanx. Les mesures nécessaires seront prises pour respecter les seuils de tolérance de traitement des effluents, par la station d'épuration.

#### **4.7.7. Émissions lumineuses nocturnes**

- **Incidences**

Les émissions lumineuses créées changeront le contexte, actuellement peu lumineux du périmètre Uéc.

- **Mesures à prendre**

Le réseau d'éclairage de la voirie disposera d'une ou plusieurs armoires de commandes avec dispositif crépusculaire et horloge programmable. Des secteurs pourront être définis avec une gestion différenciée de l'éclairage. L'éclairage sera conçu pour une extinction de 22h à 6h et pour éclairer uniquement vers le bas (proscrire les boules qui éclairent le ciel).

Favoriser les ampoules de couleur jaune, plutôt que blanches, pour l'éclairage des voiries et des parcelles, dont l'effet de répulsion, préservera la faune de la collision.

#### **4.7.8. Ondes électromagnétiques**

- **Incidences**

La création d'une zone d'activités s'accompagne des installations de télécommunications qui, selon les choix peuvent présenter un risque pour la santé publique.

- **Mesures à prendre**

Le projet privilégiera les techniques ne présentant pas de risque pour la santé publique. Il s'agira de veiller à ne pas utiliser les installations émettrices d'ondes électromagnétiques et à favoriser les installations câblées.

#### **4.7.9. Desserte électrique**

- **Mesures prévues**

Les réseaux sont accessibles depuis la route de Northon.

**Synthèse des mesures prévues ou à prendre par le projet :**

- M1. Le périmètre doit accueillir des activités économiques à vocation commerciales, de services et artisanales dans la continuité de la zone d'activités « Ambroise ».
- M2. Tous les réseaux (eaux, telecom, EDF) sont accessibles depuis la route de Northon limitrophe.
- M3. Ce projet s'insère de manière plus générale au projet de Parc d'Activités du Seignanx. Ce dernier fait l'objet d'une charte d'aménagement et de développement durable très complète, qui décrit notamment 15 mesures environnementales.
- M4. Les limites du périmètre Uéc ont été définies de manière à prendre en compte les enjeux des espaces situés en périphérie : pentes, gestion des eaux pluviales, protection de la ressource en eau, prévention du phénomène d'érosion des sols, conservation des milieux naturels et de leur fonctionnalité, protection des espèces et de leurs milieux, maintien du cadre de vie et de la qualité de l'air. Cela fait partie de la démarche engagée par la Communauté de Communes du Seignanx pour préserver les espaces qui présentent des enjeux environnementaux forts.
- M5. Le cahier des charges des appels d'offre intégrera les prescriptions pour un chantier à « nuisances réduites » (détail en annexe I).
- M6. Une attention particulière devra être portée aux terrassements pour que la terre et les déchets ne soient pas déposés dans les talwegs.
- M7. Les eaux pluviales seront gérées à l'échelle du périmètre Uéc par plusieurs bassins de stockage et de dépollution avant rejet dans le milieu naturel. Les ouvrages devront être créés à l'intérieur du périmètre et non dans la zone Np.
- M8. La châtaigneraie peut être utilisée comme bassin naturel de réception. Le boisement devra être conservé et fonctionner sur le principe d'un boisement marécageux. Il ne devra pas y avoir d'intervention type débroussaillage ou élagage.
- M9. À titre d'exemple, les terres de terrassement peuvent être utilisées pour former un merlon de ceinture de la zone permettant de diriger les eaux de ruissellement vers des bassins situés en partie basse. Le merlon et les bassins bénéficieront d'un traitement simple végétalisé et non bétonné ni bâché. Les aménagements prévus pour la gestion des eaux pluviales et leur traitement peuvent participer à l'intégration paysagère du projet.
- M10. Les équipements de prévention des pollutions par les eaux de ruissellement devront être conformes à l'organigramme méthodologique du zonage d'assainissement de la ville de Tarnos.
- M11. En l'absence de prescriptions spécifiques de la Police de l'Eau, les ouvrages de traitement seront dimensionnés sur la base d'une pluie annuelle. Pour le traitement de la pollution chronique, un volume de stockage minimal de 200 m<sup>3</sup>/ha imperméabilisés sera retenu en cas de traitement par bassin de décantation. En cas de risque de pollution accidentelle, les ouvrages de confinement mis en place auront un volume utile de 30 m<sup>3</sup> minimum.
- M12. Les systèmes de récupération des eaux pluviales (fossés, bassins) seront mis en place dès la phase particulièrement sensible du défrichement et des travaux d'aménagement. Cette mesure permet de ralentir les eaux de ruissellement et de prévenir l'érosion hydrique des sols.
- M13. Le périmètre Uéc est à proximité du réseau d'assainissement collectif de la zone Ambroise. Les eaux usées sont traitées à la station d'épuration de Saint-Martin-de-Seignanx. Les mesures nécessaires seront prises pour respecter les seuils de tolérance de traitement des effluents, par la station d'épuration.
- M14. Afin de limiter la consommation d'eau potable pour l'arrosage des espaces verts, les variétés adaptées au sol et au climat à utiliser, sont listées en annexe II du rapport de présentation.
- M15. Des solutions seront à trouver en fonction des process des entreprises pour faire des économies d'eau potable et réduire la quantité et la charge polluante des eaux usées.
- M16. Afin de limiter la consommation énergétique des espaces collectifs, le réseau d'éclairage de la voirie disposera d'une ou plusieurs armoires de commandes avec dispositif crépusculaire et horloge programmable. Des secteurs pourront être définis avec une gestion différenciée de l'éclairage. L'éclairage sera conçu pour une extinction de 22h à 6h et pour éclairer uniquement vers le bas (proscrire les boules qui éclairent le ciel). Favoriser les ampoules de couleur jaune, plutôt que blanches, pour l'éclairage des voiries et des parcelles, dont l'effet de répulsion, préservera la faune de la collision.



- M17. Afin de diversifier les sources d'émission de gaz à effet de serre, il est conseillé de diversifier l'alimentation énergétique (électricité, gaz) ainsi que les procédés de fabrication par des techniques de fabrication des énergies dites « renouvelables » (solaire, géothermie).
- M18. Le défrichement du périmètre Uéc cherchera à préserver les chênes situés en bordure de la route de Northon et tout ou partie de châtaigneraie au nord-est. À l'intérieur des parcelles, les aménagements devront favoriser la conservation des chênes (pédonculé, tauzin, liège) dans les espaces d'agrément. Si les conditions de conservation de ces arbres ne sont pas favorables, la composition des espaces verts pourra utiliser les espèces dont la liste est en annexe II de ce document. La liste des espèces à proscrire est en annexe III.
- M19. Conformément à la réglementation sur le défrichement, l'autorisation de défricher devra être demandée pour le boisement d'une surface de 5,25 ha. Des mesures devront être proposées pour éviter ou compenser la destruction des boisements et des stations de Sénéçon de Bayonne (environ 200 m<sup>2</sup>) et de Grémil à rameaux étalés (environ 400 m<sup>2</sup>).
- M20. Afin de rechercher une cohérence paysagère et végétale, la création des espaces verts pourra utiliser les espèces dont la liste est en annexe II de ce document.
- M21. La préservation des boisements du périmètre Np nécessite notamment d'interdire tout déblais/remblais en particulier pendant les travaux d'aménagement des parcelles. Cette mesure signifie que les bassins de rétention, par exemple, devront être réalisés à l'intérieur du périmètre Uéc. Les bassins de rétention réalisés dans le périmètre Np ne nécessiteront ni défrichement, ni terrassement. Le sous-bois devra être maintenu en l'état, les arbres morts laissés sur place de manière à ne pas favoriser l'accessibilité du public.
- M22. Le déclassement de la zone AU en zone Np d'une surface de 7,75 ha participe à la compensation du défrichement de 5,25 ha, à la protection des espèces animales et végétales protégées, à la préservation des zones humides avales, au maintien des continuités biologiques, à la lutte contre la perte de biodiversité, au maintien du cadre de vie et de la qualité de l'air.
- M23. Le Sénéçon de Bayonne est absent du boisement du périmètre Np. Il pourrait être conservé en maintenant une bande boisée le long de la D85 jusqu'au talweg sud-est sur une largeur d'une vingtaine de mètres. Cette mesure participe également à l'intégration paysagère du projet.
- M24. Favoriser l'intégration des espaces verts dans le paysage naturel et lutter contre les espèces végétales envahissantes. Une liste d'espèces à utiliser est prévue en annexe II du rapport de présentation. La liste des espèces à proscrire est en annexe III. Les espèces végétales envahissantes mises en évidence par l'état initial devront être détruites : Laurier cerise, l'Érable sycomore et l'Herbe de la pampa.
- M25. Des poteaux incendie seront mis en place sur le réseau principal pour permettre la défense incendie du projet. Le positionnement de ces poteaux sera validé avec le Service Départemental d'Incendie de Secours (S.D.I.S.).
- M26. Les ordures ménagères et les déchets d'activités seront à transporter par les entreprises directement à la déchetterie située sur la zone d'activité Ambroise à 600 mètres, ou à diriger vers l'installation de traitement adaptée.
- M27. Le projet privilégiera les techniques ne présentant pas de risque pour la santé publique. Il s'agira de veiller à ne pas utiliser les installations émettrices d'ondes électromagnétiques et à favoriser les installations câblées.

<b>ANNEXES DU RAPPORT DE PRESENTATION</b>
---

ANNEXE I : Prescriptions pour un chantier à « nuisances réduites »

ANNEXE II : Composition et gestion des espaces verts d'agrément

ANNEXE III : Liste des espèces à proscrire dans la composition des espaces verts d'agrément

ANNEXE IV : Annexes cartographiques

## **ANNEXE I**

### **PRESCRIPTIONS POUR UN CHANTIER A « NUISANCES REDUITES »**

#### **1. DEFINITION DES OBJECTIFS**

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un bâtiment. Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un « chantier à nuisances réduites » est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un « chantier à nuisances réduites » sont de limiter :

- les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- les risques sur la santé des ouvriers
- les pollutions de proximité lors du chantier
- la quantité de déchets de chantier mis en décharge

#### **2. MODALITES DE MISE EN PLACE DES PRESCRIPTIONS**

Le gestionnaire de zone s'engage, au même titre que les entreprises, à mettre en œuvre les prescriptions d'un « chantier à nuisances réduites ».

Les prescriptions doivent être intégrées au cahier des charges des appels d'offres du chantier et devront être un critère de choix des entreprises intervenant sur le chantier.

Chaque entreprise du chantier doit fournir un Plan Assurance Environnement (PAE), avant le démarrage des travaux, en indiquant les dispositions qu'elle va mettre en œuvre pour limiter et suivre les nuisances et les impacts de son intervention sur le chantier. Il est également joint à ce document un plan d'organisation et d'installation de chantier.

#### **3. RESPECT DE LA REGLEMENTATION**

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants, intérimaires, etc.) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

#### **4. ORGANISATION DU CHANTIER**

Un plan délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation est établi et affiché à l'entrée du chantier.

##### *4.1. Propreté du chantier*

Lors de la préparation du chantier, sont définies et délimitées les différentes zones du chantier :

- stationnement, cantonnement,
- livraison et stockage des approvisionnements,
- fabrication ou livraison du béton,
- aire de manœuvre des grues,
- tri et stockage des déchets,
- des moyens sont mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets, etc.),
- le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, est effectué régulièrement.
- le brûlage des déchets sur le chantier est interdit.

#### *4.2. Stationnement des véhicules du personnel de chantier*

Le stationnement des véhicules du personnel s'effectue sur la zone prévue à cet effet, et en aucun cas sur la voie publique en dehors du chantier, afin de ne produire dans les rues voisines aucune gêne ou nuisance.

#### *4.3. Accès des véhicules de livraison*

L'entreprise chargée de la livraison doit être tenue informée de la démarche qualité environnementale du chantier.

- les livraisons seront planifiées sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage,
- des panneaux indiquent l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison

### **5. CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE**

Un responsable « chantier à nuisances réduites » identifié au sein du gestionnaire de la zone sera désigné au démarrage du chantier. Il devra assurer une permanence sur le chantier, du démarrage à la livraison

- il organisera l'information des riverains de la zone
- il organisera l'accueil des entreprises et notamment :
  - la diffusion d'une brochure d'information à chaque intervenant
  - l'information et la sensibilisation du personnel des entreprises
- il effectuera le contrôle des prescriptions d'un chantier à « nuisances réduites »
  - exécution correcte des procédures de livraison
  - non dépassement des niveaux sonores annoncés dans les prescriptions
  - exécution correcte du tri des déchets sur chantier
- il effectuera le suivi des filières de traitement des déchets

### **6. INFORMATION DES RIVERAINS DE LA ZONE**

L'information des riverains de la zone sur le déroulement du chantier se fera dans le cadre de réunions d'information d'un comité de suivi de la zone.

Une information permanente sera affichée sur la démarche HQE du chantier et l'organisation de tri des déchets.

### **7. INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER**

Une brochure d'information sera distribuée à toutes les personnes travaillant sur le chantier. Elle présente le chantier ainsi que les démarches de qualité environnementale et de sécurité.

Lors des réunions de chantier une réunion d'information sera organisée au début des travaux et à l'arrivée de chaque nouvelle entreprise.

### **8. LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS**

#### **8.1. Niveau acoustique en limite de chantier**

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 80 dB(A).

#### **8.2. Limitation des émissions de poussières et de boue**

- la propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier
- le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur
- le nettoyage de chantier se fera à l'aide d'un aspirateur
- des arrosages réguliers du sol seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières



## **8.2. Limitation des nuisances visuelles**

- entretenir les palissades
- prévoir un grillage autour de l'aire de stockage des déchets
- prévoir un nettoyage quotidien des abords du chantier

## **8.3. Limitation des nuisances dues au trafic**

- organiser la circulation sur la voie publique
- identifier des voies ou des quartiers interdits au trafic du chantier
- respecter les réglementations locales pour la circulation des véhicules
- rechercher des places de parking à proximité du chantier
- gérer les apports de matériels et les enlèvements de déchets

# **9. LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL**

## **9.1. Niveaux sonores des outils et des engins**

Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil. Le certificat de conformité (marquage CE) sera demandé en début de chantier.

## **9.2. Risques sur la santé liés aux produits et matériaux**

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées. Une copie de chaque fiche sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.

# **10. LIMITATION DES POLLUTIONS DE PROXIMITE**

## **10.1. Eaux pluviales et érosion des sols**

Compte tenu de la sensibilité particulière des sols à l'érosion et de la ressource en eau, dès le début des travaux de terrassement, le système de récupération des eaux pluviales devra être mis en place (bassins de récupération, fossés, etc.).

## **10.2. Eaux de lavage**

- Mettre en place des bacs de rétention pour récupérer les eaux de lavage des outils et bennes,
- Mettre en place de bacs de décantation des eaux de lavage de bennes à béton. Après une nuit de décantation, chaque matin, l'eau claire est rejetée et le dépôt béton va dans la benne à gravats inertes.

## **10.3. Huiles de décoffrage**

L'huile végétale sera privilégiée et les quantités mises en œuvre, limitées au strict nécessaire.

# **11. GESTION ET COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS**

## **11.1. Limitation des volumes et quantités de déchets**

- la production de déchets à la source peut être réduite :
  - par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...)
  - générateurs de moins de déchets
  - en préférant la production de béton hors du site
  - en privilégiant la préfabrication en usine des aciers
- les gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup

- les déchets de polystyrène peuvent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières (blocs de béton cellulaire, acier ...)
- les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison
- les emballages sont contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs
- les pertes et les chutes sont réduites par une optimisation des modes de conditionnement

### **11.2. Récupération des déchets solides et liquides**

Les bennes suivantes seront mises en place :

- benne pour le bois et déchets verts
- benne pour le papier et le carton
- benne pour métaux non ferreux et stockage du fer
- benne pour les déchets industriels banals (DIB)
- benne pour le plâtre
- benne béton / ciment, maçonnerie brique
- big bag déchets industriels spéciaux solides
- big bag déchets industriels spéciaux liquides

### **11.3. Traitement et valorisation des déchets collectés**

Pour chaque type de déchet, des filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
- déchets métalliques : ferrailleur
- bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités
- déchets verts : compostage
- plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II
- peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I
- divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II

L'entreprise qui aura livré ses déchets devra être en mesure de fournir des preuves écrites concernant leur destination (bordereau de suivi, bon de livraison, facture...).

## ANNEXE II : COMPOSITION ET GESTION DES ESPACES VERTS D'AGREMENTS

### LISTE DES ESPECES VEGETALES A UTILISER

#### Arbres et arbustes

Utiliser les espèces végétales locales dans la composition des espaces verts. Au moins trois espèces différentes de chaque catégorie d'arbres et d'arbustes, correspondant à ces exigences, sont introduites.

Attention, il faut respecter les espèces botaniques « type » exclusivement, provenant de pépinières landaises et à l'exclusion de tout cultivar.

Espèces	
Nom latin	Nom commun
<b>Catégorie : Arbres</b>	
<i>Acer campestre</i>	Erable champêtre
<i>Alnus glutinosa</i>	Aulne glutineux
<i>Carpinus betulus</i>	Charme
<i>Castanea sativa</i>	Châtaignier
<i>Fraxinus excelsior</i>	Frêne commun
<i>Fagus sylvatica</i>	Hêtre
<i>Pinus pinaster</i>	Pin maritime
<i>Platanus acerifolia</i>	Platane
<i>Prunus avium</i>	Merisier
<i>Quercus pedunculata</i>	Chêne pédonculé
<i>Quercus suber</i>	Chêne liège
<i>Quercus tauza</i>	Chêne tauzin
<i>Salix acuminata</i>	Saule cendré
<i>Sorbus torminalis</i>	Alisier torminal
<i>Ulmus minor</i>	Orme champêtre
<b>Catégorie : Arbustes</b>	
<i>Calluna vulgaris</i>	Callune
<i>Corylus avellana</i>	Noisetier
<i>Cornus sanguinea</i>	Cornouiller sanguin
<i>Crataegus monogyna</i>	Aubépine
<i>Erica vagans</i>	Bruyère vagabonde
<i>Erica cinerea</i>	Bruyère cendrée
<i>Erica scoparia</i>	Brande
<i>Frangula alnus</i>	Bourdaine
<i>Ilex aquifolium</i>	Houx
<i>Mespilus germanica</i>	Néflier
<i>Prunus spinosa</i>	Prunellier
<i>Pyrus cordata</i>	Poirier à feuilles en cœur
<i>Pyrus pyraister</i>	Poirier sauvage
<i>Rosa sempervirens</i>	Eglantier
<i>Ruscus aculeatus</i>	Fragon
<i>Sambucus nigra</i>	Sureau noir
<i>Ulex europaeus</i>	Ajonc d'Europe
<i>Viburnum opulus</i>	Viorne aubier

### **Herbacées**

Il faut favoriser le réensemencement naturel des herbacées en évitant l'engazonnement et si nécessaire réensemencer avec un mélange d'espèces sauvages dont la liste est la suivante :

Espèces	
Nom latin	Nom commun
<i>Agrostis capillaris</i>	Agrostide ténue, Agrostide commune
<i>Agrostis stolonifera</i>	Agrostide stolonifère
<i>Lotus corniculatus</i>	Lotier corniculé
<i>Poa pratensis</i>	Pâturin des près
<i>Poa trivialis</i>	Pâturin commun
<i>Trifolium pratense</i>	Trèfle violet
<i>Trifolium repens</i>	Trèfle blanc

### **ENTRETIEN ET GESTION DES ESPACES VERTS D'AGREMENTS**

Afin d'intégrer une démarche environnementale d'aménagement et de gestion des espaces verts, les méthodes et produits naturels, durables et agréés en « AB » seront privilégiés. Il s'agit de trouver des méthodes alternatives aux engrais et traitements chimiques.

L'arrosage devra privilégier le goutte-à-goutte et devra être adapté aux conditions climatiques et aux besoins réels des végétaux

L'entretien des espaces verts peut bénéficier d'une gestion différenciée : certains secteurs peuvent être coupés une fois par an. Ceci permet de réduire la fréquence des entretiens (coupe et arrosage) et de favoriser les insectes pollinisateurs.



### ANNEXE III : LISTE DES ESPECES A PROSCRIRE DANS LA COMPOSITION DES ESPACES VERTS D'AGREMENTS

#### *Plantes exogènes dites « invasives »*

Espèces végétales dites « invasives » à proscrire dans les espaces verts

Certaines espèces végétales sont dites « invasives » lorsqu'elles colonisent des espaces au détriment des espèces locales. Leur vitesse de croissance et leur capacité de colonisation de nouveaux milieux, en particulier les friches et les parcelles déboisées, rendent ces espèces dangereuses pour la diversité végétale (biodiversité).

Certaines de ces espèces sont utilisées couramment dans les espaces verts (Buddleia ou arbre à papillon, Herbe à Pampa) ou encore sont présentes dans les milieux naturels (Acacia, Erable negundo). Une attention particulière devra être portée lors de l'aménagement des espaces verts et du choix des espèces (voir tableau ci-dessous).

ESPECES VEGETALES TERRESTRES INVASIVES AVEREES** ET POTENTIELLES A SURVEILLER ATTENTIVEMENT* à proscrire		
Nom commun	Nom scientifique	Plante de substitution
<b>Arbres et arbustes</b>		
Arbre à papillons	<i>Buddleja davidii</i> **	<i>Buddleja "lochin"</i> (hybride stérile)
Azalée pontique	<i>Rhododendron ponticum</i> **	
Baccharis à feuilles d'arroche, séneçon en arbre	<i>Baccharis halimifolia</i> **	
Chèvrefeuille du Japon (grimpant)	<i>Lonicera japonica</i> *	Chèvrefeuille des bois ( <i>Lonicera periclymenum</i> ) – grimpant-
Cytise	<i>Cytisus striatus</i> **	
Cytise	<i>Cytisus multiflorus</i> **	
Erable negundo	<i>Acer negundo</i> **	
Faux vernis du Japon	<i>Ailanthus altissima</i> **	
Laurier australien	<i>Pittosporum tobira</i> *	
Laurier cerise	<i>Prunus laurocerasus</i> *	
Laurier sauce	<i>Laurus nobilis</i>	
Lyciet de Barbarie	<i>Lycium barbarum</i> *	
Mimosa d'hiver	<i>Acacia dealbata</i> *	
Robinier ou faux-acacia	<i>Robinia pseudacacia</i> **	
Vigne vierge	<i>Parthenocissus inserta</i> *	
Yucca	<i>Yucca filamentosa</i> *	
<b>Herbacées</b>		
Ambrosie à feuilles d'Armoise (ou Ambrosie élevée)	<i>Ambrosia artemisiifolia</i> **	
Bambous	<i>Phyllostachys aureosulcata</i> , <i>Ph. Aurea</i> et <i>Sinarundinaria Murielae</i>	
Berce du Caucase	<i>Heracleum mantegazzianum</i> **	
Bident feuillu	<i>Bidens frondosa</i> **	
Bident conné	<i>Bidens connata</i> **	
Chenopode fausse ambrosie (ou Thé du Mexique)	<i>Chenopodium ambrosioides</i> **	
Grande balsamine (ou impatiens de l'Himalaya)	<i>Impatiens glandulifera</i> **	
Epilobe cilié	<i>Epilobium ciliatum</i> **	
Erigéron annuel	<i>Erigeron annuus</i> *	
Erigéron crépu	<i>Conyza bonariensis</i> **	
Erigéron du Canada	<i>Conyza canadensis</i> **	
Erigéron de Sumatra	<i>Conyza sumatrensis</i> **	
Erigéron à fleurs multiples	<i>Conyza floribunda</i> *	
Balsamine à petites fleurs	<i>Impatiens parviflora</i> **	

Griffe de sorcière	<i>Carpobrotus edulis</i> **	
Herbe de la Pampa	<i>Cortaderia spp (toutes les formes)</i> **	
Lampourde	<i>Xanthium strumarium</i> *	
Lindernie douteuse	<i>Lindernia dubia</i> **	
Onagre bisannuelle	<i>Oenothera biennis</i> **	
Onagre	<i>Oenothera longiflora</i> *	
Paspalum dilaté	<i>Paspalum dilatatum</i> **	
Paspalum ditique	<i>Paspalum distichum</i> **	
Raisin d'Amérique	<i>Phytolacca americana</i> *	
Renouée du Japon	<i>Reynoutria japonica</i> **	
Renouée de Sachaline	<i>Reynoutria sachalinensis</i> **	
Renouée hybride	<i>Reynoutria x bohemica</i> **	
Rumex cuneifolius	<i>Rumex cuneifolius</i> **	
Salpichroa à feuilles d'Origan	<i>Salpichroa origanifolia</i> *	
Séneçon du Cap	<i>Senecio inaequidens</i> **	
Sétaire gracile	<i>Setaria parviflora</i> *	
Souchet vigoureux	<i>Cyperus eragrostis</i> **	
Sporobole fertile (ou Sporobole tenace)	<i>Sporobolus indicus</i> **	

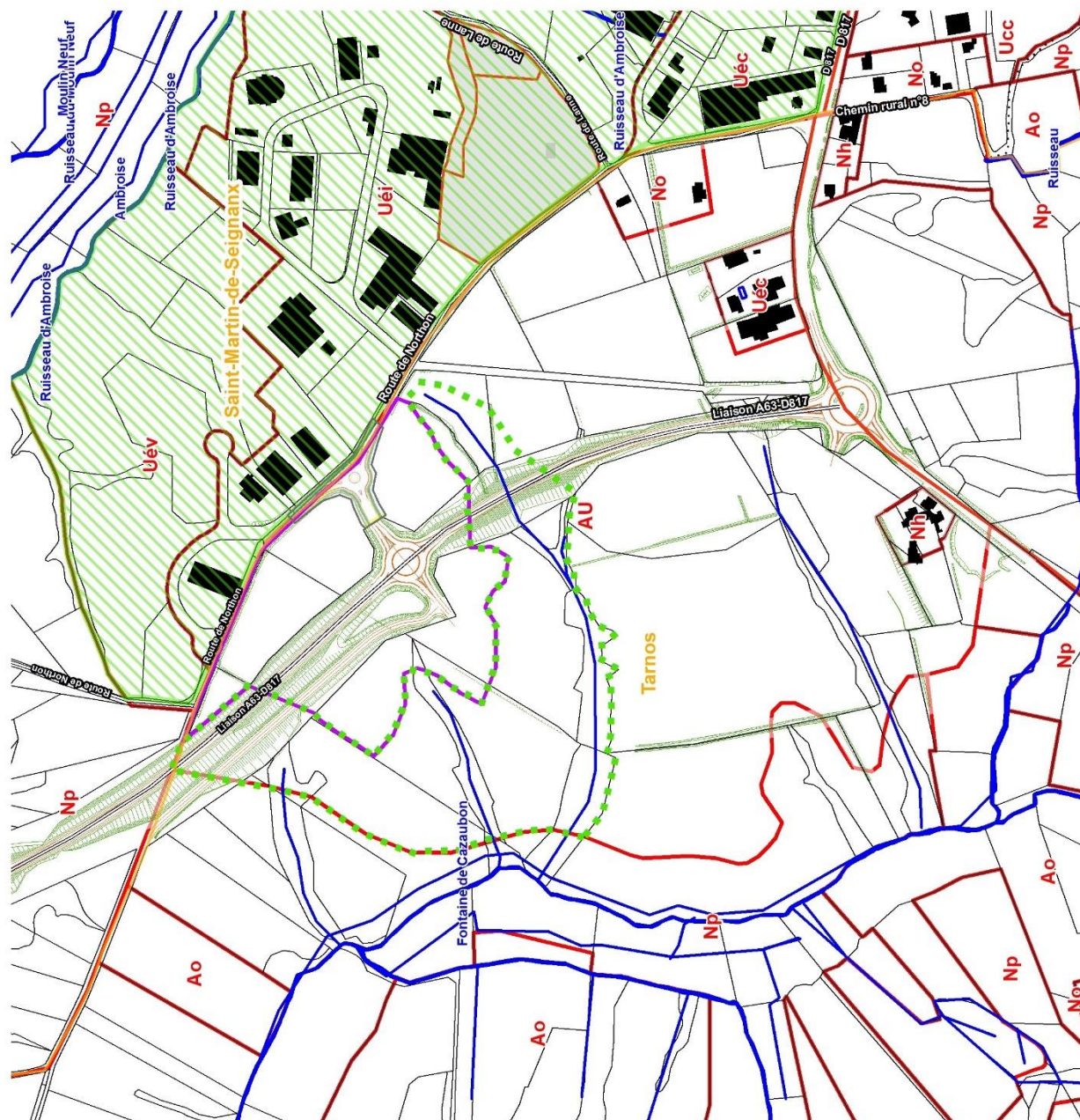
Liste non exhaustive d'espèces végétales « invasives » dangereuses pour le milieu naturel

Espèces présentes sur la zone d'études

(Source : MULLER S. 2004. Plantes invasives en France. Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris, 168 pages)

## **IV. ANNEXES CARTOGRAPHIQUES**

- Carte de localisation du périmètre à aménager (Uéc) et du périmètre à préserver (Np) ;
- Carte des altitudes ;
- Zoom du sous bassin-versant qui réceptionne les eaux de ruissellement du périmètre Uéc ;
- Carte des espèces protégées présentes dans le périmètre et des secteurs d'intérêt ;
- Carte des dessertes et accès ;






**Légende :**

- Zone d'activités "Ambroise"
  - Zone défrichée

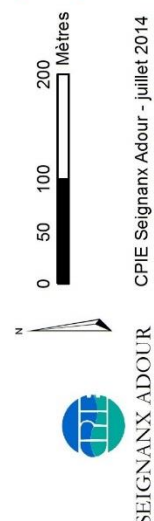
## Périmètres d'études

- projet zonage Uéc  
zone AU déclassée en Np  
Limites communales

-  Bâti  
 Cours d'eau et plan d'eau  
 Cadastre

- ☐ Zonage PLU Seignanx en vigueur en 2013

**Carte de localisation du  
périmètre à aménager (Uéc) et  
du périmètre à préserver (Np)**







### Légende :

- Zone d'activités "Ambroise"
- Zone défrichée

### Périmètres d'études

- projet zonage Uéc
- zone AU déclassée en Np

- Rupture de pente

- Limites communales

- Bâti

- Cours d'eau et plan d'eau

- Cadastre

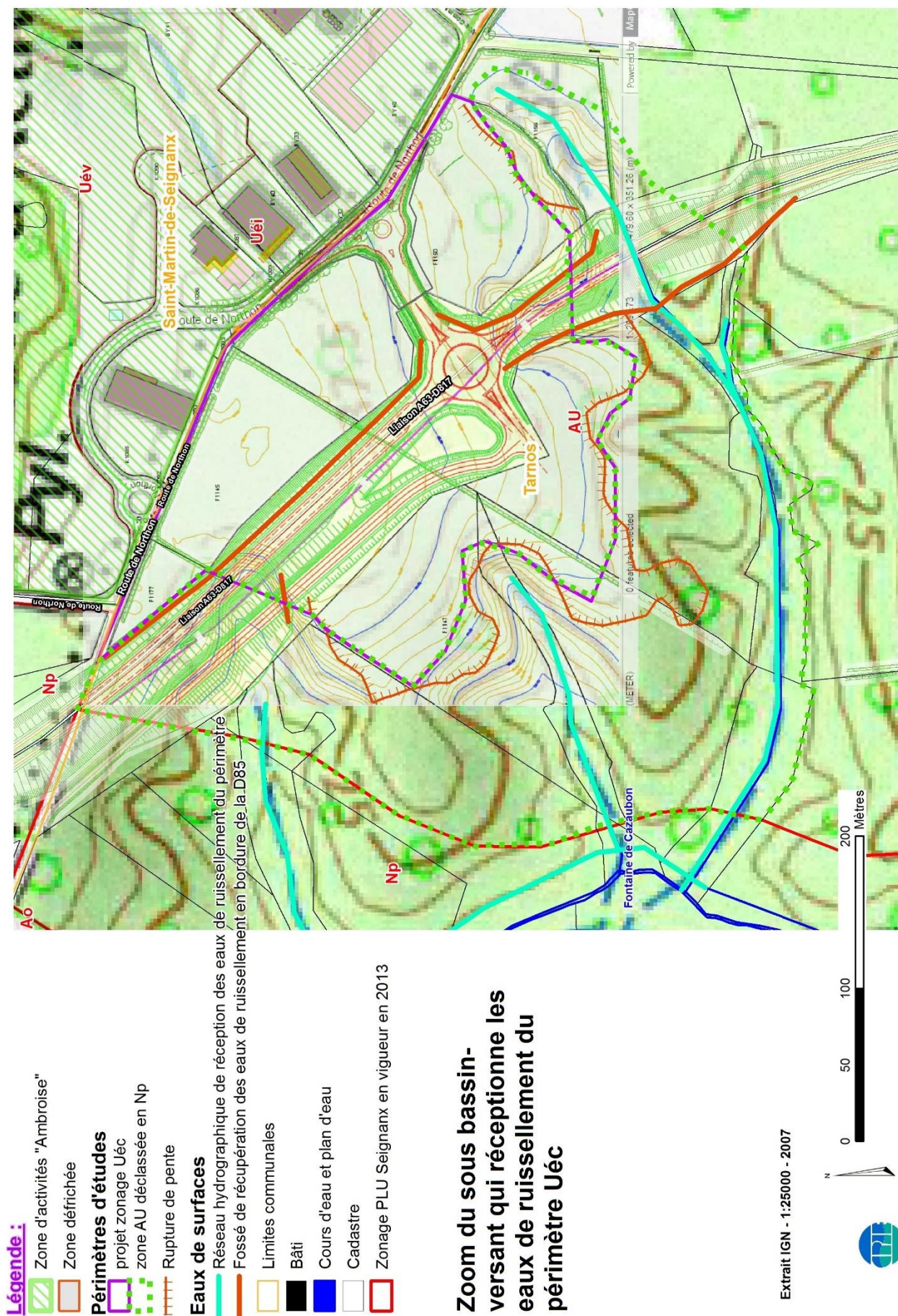
- Zonage PLU Seignanx en vigueur en 2013

### Carte des altitudes

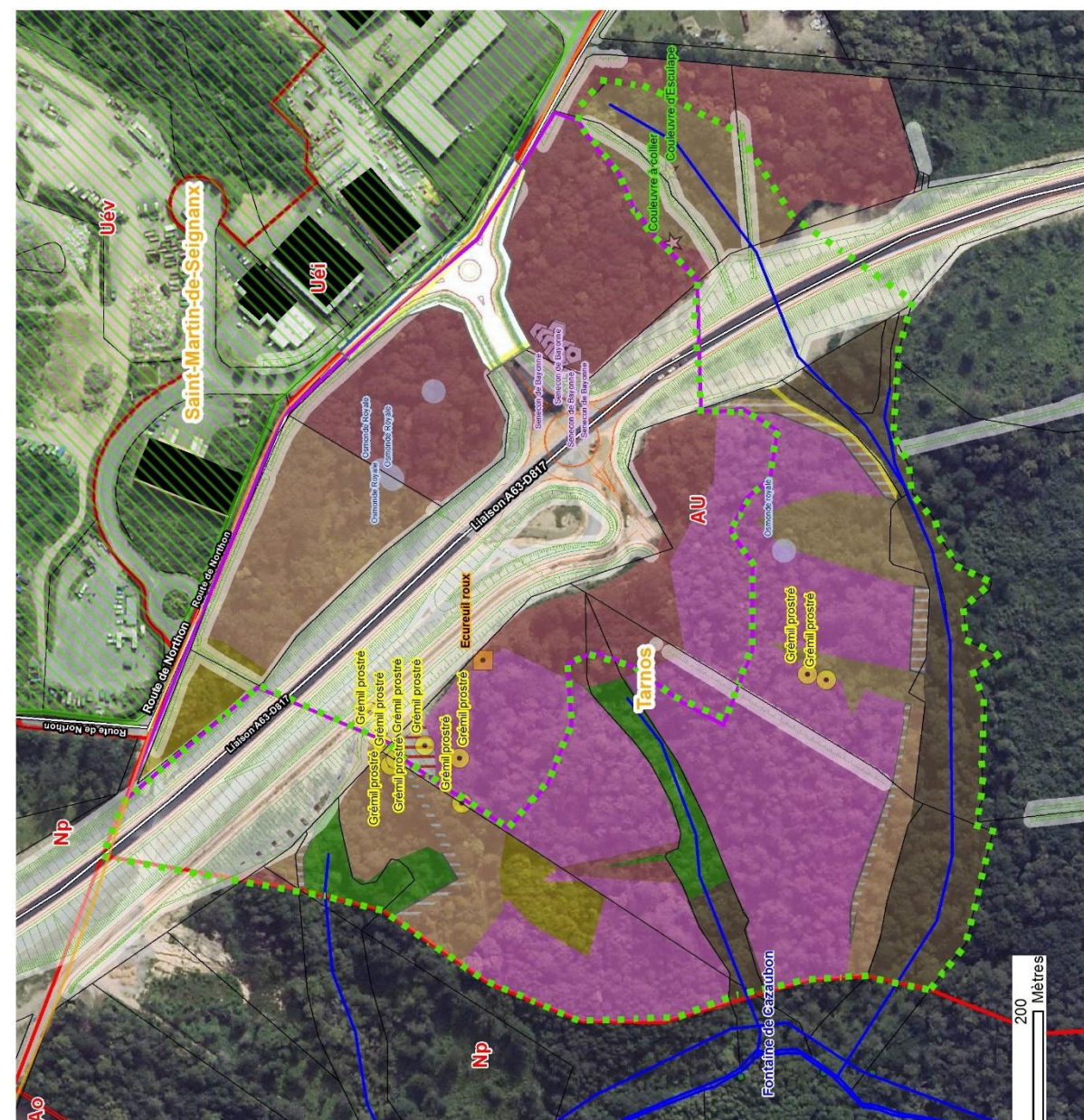
Extrait IGN - 1:25000 - 2007











### Légende :

- Zone d'activités "Ambroise"
- Zone défrichée

### Périmètres d'études

- projet zonage Uéc
- zone AU déclassée en Np
- Limites communales

- Bâti
- Cours d'eau et plan d'eau
- Cadastre

### Nature des boisements

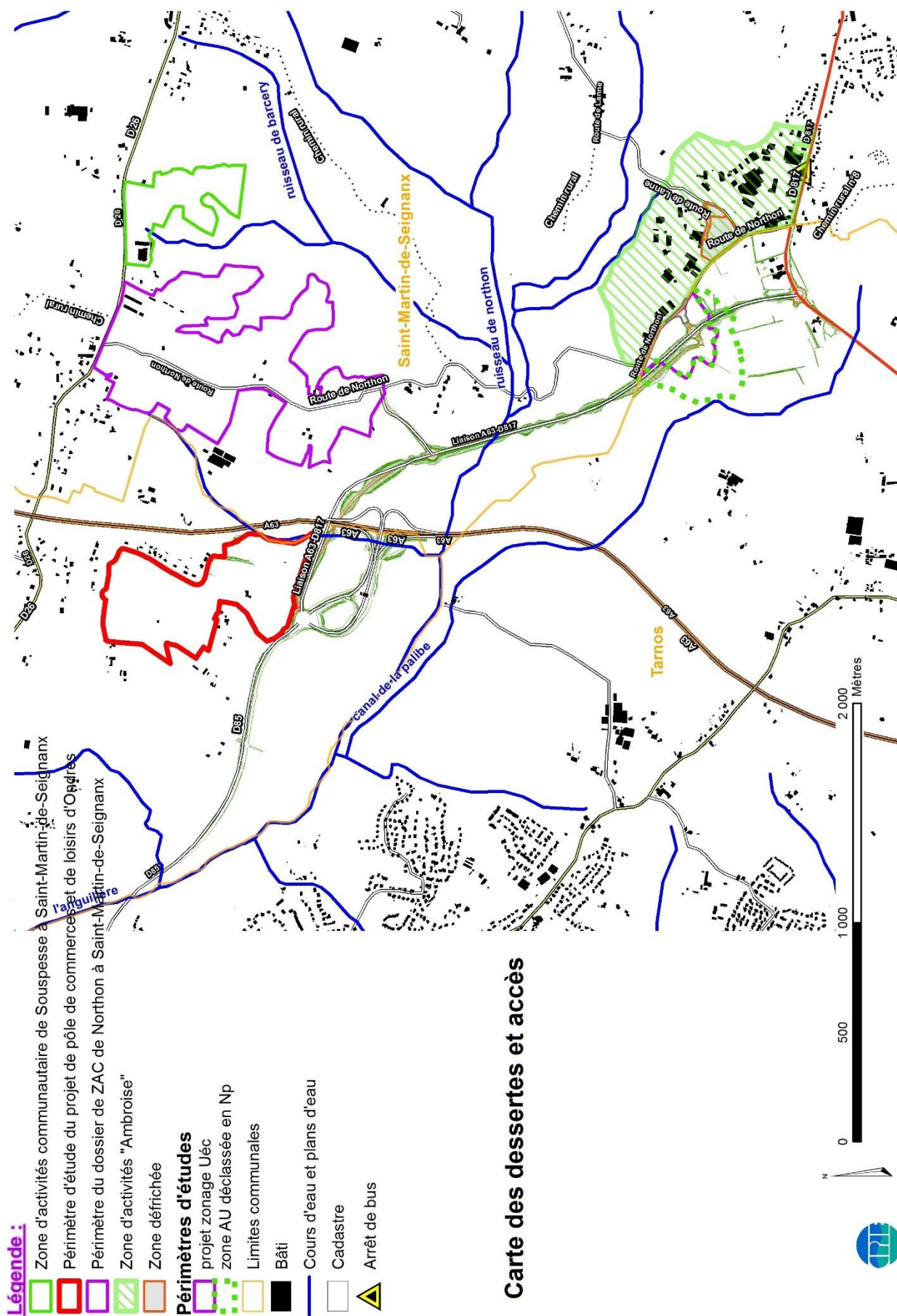
- Chênaie mésoacide
- Chênaie acidiphile
- Chênaie acide à Landes sèches
- Pinède à Pin maritime
- Chênaie hygrocline
- Chênaie humide
- Châtaigniers
- Lande à ajoncs
- Saulaie marécageuse

- Zonage PLU Seignanx en vigueur en 2013

## Carte des espèces protégées présentes dans le périmètre et des secteurs d'intérêt











# PLAN LOCAL D'URBANISME DE TARNOS 1<sup>ère</sup> modification simplifiée

## Rapport de présentation de la modification

Élaboration approuvée le 22 février 2005  
1<sup>ère</sup> mise en compatibilité approuvée le 21 juin 2007  
2<sup>ème</sup> mise en compatibilité approuvée le 19 mai 2010  
1<sup>ère</sup> modification approuvée le 18 février 2015  
1<sup>ère</sup> modification simplifiée approuvée le 26 mai 2021  
2<sup>ème</sup> modification simplifiée approuvée le 26 mai 2021



SEIGNANX ADOUR



SOMMAIRE

SOMMAIRE .....3

COORDONNEES DU MAITRE D’OUVRAGE .....4

JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE TARNOS .....4

**1. Description des caractéristiques principales du document .....5**

    1.1 Objectif de la modification du PLU.....5

        1.1.1 *Suppression de l’emplacement réservé V. n°11*.....5

        1.1.2 *Mise à jour du fond cadastral*.....5

**2. Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d’être touchée par la mise en œuvre du document.....6**

    2.1 Contexte physique de la zone .....7

    2.2 Contexte naturel du projet d’aménagement .....7

        2.2.1 *Habitats/Flore/Faune (biodiversité)* .....7

        2.2.2 *Contexte global et fonctionnalités écologiques*.....8

        2.2.3 *Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000* .....8

        2.2.4 *Lutte contre les espèces végétales envahissantes*.....9

        2.2.5 *Sites Natura2000* .....9

    2.3 Contexte urbain et cadre de vie ..... 11

        2.3.1 *Cadre de vie et paysages* ..... 11

        2.3.2 *Bâti et mesures de protections* ..... 13

        2.3.3 *Desserte et cheminements doux*..... 13

        2.3.4 *Gestion des déchets* ..... 14

        2.3.5 *Eclairage* ..... 14

    2.4 Prise en compte des risques, aléas et autres sensibilités ..... 15

        2.4.1 *Risque majeur « incendie de forêt »* ..... 15

        2.4.2 *Risque majeur « zonage sismique »*..... 16

        2.4.3 *Risque majeur « littoraux »* ..... 17

        2.4.4 *Nappes affleurantes* ..... 17

**3. Description des principales incidences sur l’environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document..... 18**

## COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

### COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SEIGNANX

1526 Avenue de Barrère-CS 40070

40390 SAINT MARTIN DE SEIGNANX

**Téléphone :** 05 59 56 61 61

**Télécopie :** 05 59 56 61 60

**Adresse électronique :** [accueil@cc-seignanx.fr](mailto:accueil@cc-seignanx.fr)

**Site internet :** [www.cc-seignanx.fr](http://www.cc-seignanx.fr)

## JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE TARNOS

Le projet de 1<sup>ère</sup> modification simplifiée du PLU de Tarnos n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme encadrant la procédure de révision des PLU. En effet, comme cela est décrit plus loin, **l'objet unique de l'évolution du PLU de Tarnos est la suppression d'un emplacement réservé**. Par conséquent, il n'est pas prévu :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- d'évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Par ailleurs, le projet d'évolution du PLU de Tarnos n'a pas, comme il est dit à l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme, pour effet :

- soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

**La procédure adéquate est donc la modification dite « simplifiée »** (art. L. 153-45 du code de l'urbanisme).



# 1. Description des caractéristiques principales du document

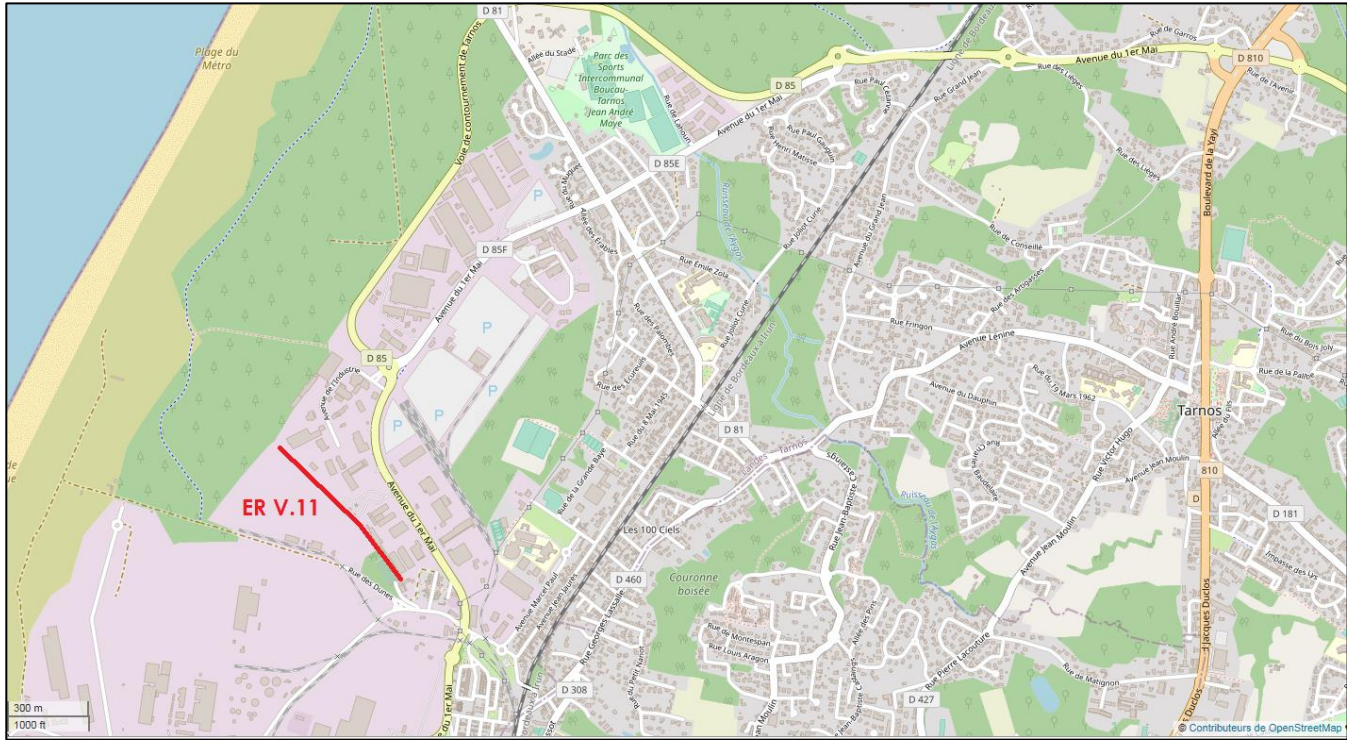
## 1.1 Objectif de la modification du PLU

### 1.1.1 *Suppression de l’emplacement réservé V. n°11*

Localisation de l’emplacement réservé à supprimer

L’emplacement réservé V. n°11 est situé dans la zone industrielo portuaire de Tarnos, principalement sur un terrain localisé entre l’avenue du 1<sup>er</sup> mai (RD. 85) et la rue des Dunes, à vocation de plateforme logistique pour automobiles.

*Plan de situation de l’emplacement réservé V. n°11*



*Localisation sur fond de photo aérienne*



Objectifs poursuivis

L’emplacement réservé V. n°11 a pour objet la création d’une piste cyclable reliant l’avenue du 1<sup>er</sup> mai au croisement de la route de la Barre, à la future voie de contournement du port (V. n°2) et in fine à la plage de la Digue. Inscrite lors de la 1<sup>ère</sup> modification du PLU de Tarnos approuvée le 18 février 2015, le tracé de la future voie cyclable a été réévalué et déplacé plus au sud sur une voirie existante (rue des Dunes).

La modification du PLU consistera en la suppression de l’emplacement réservé V. n°11 sur la partie graphique du règlement et l’insertion d’un tableau synthétique des emplacements réservés. Par mesure de simplification, la numérotation des autres emplacements réservés du PLU n’est pas impactée.

### 1.1.2 *Mise à jour du fond cadastral*

Comme il est d’usage, la partie graphique du règlement est modifiée afin de prendre en compte la **version 2020** du fond cadastral.

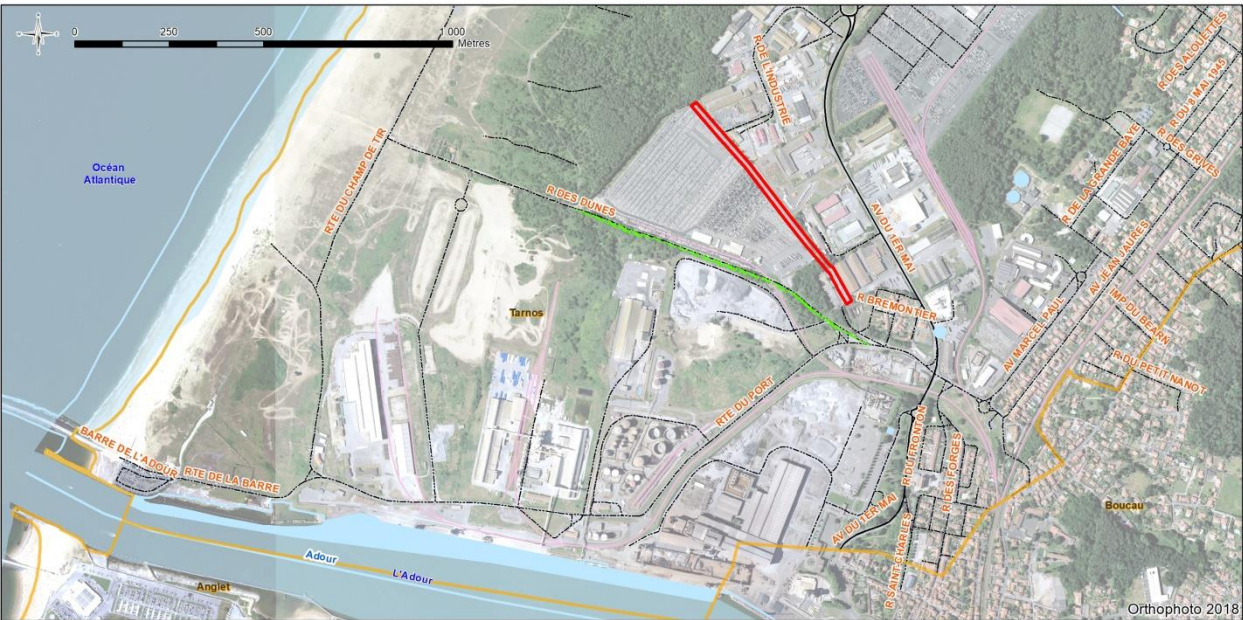


## 2. Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d’être touchée par la mise en œuvre du document

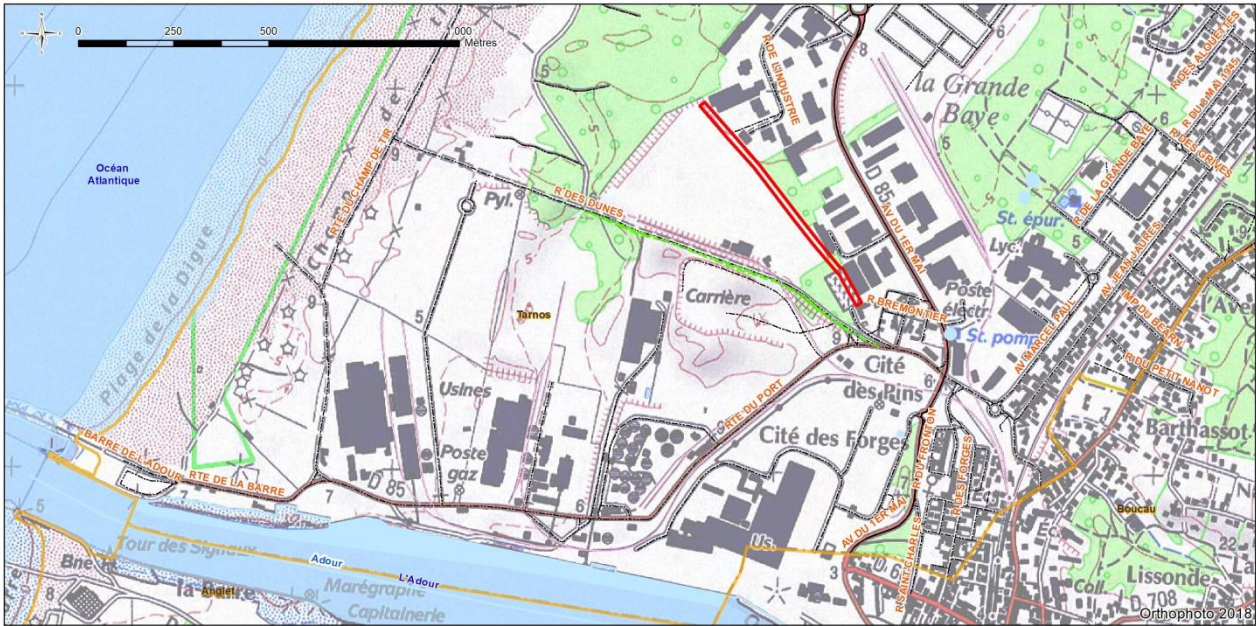
Cette partie vise à décrire l’état initial de l’environnement et les enjeux à prendre en compte dans le cadre de la modification du PLU. L’évaluation concerne uniquement l’emprise de l’emplacement réservé d’une superficie d’environ 1,1 ha, voir localisation sur les cartes ci-dessous.

L’emplacement réservé se situe dans les périmètres de l’entreprise de stockage de voitures, d’un bois et du cimetière (voir carte 3). Il s’agit ici du déclassement d’un emplacement réservé. Le tracé de la piste cyclable (prévue sur cet emplacement réservé) est reporté plus au sud sur une voie existante (rue des Dunes). L’évaluation portera sur les effets positifs ou négatifs du déclassement et du report rue des Dunes, pour l’environnement local.

Cartes de la Zone d’étude :



Carte 1



Carte 2



Zone de stockage de voitures

bois

cimetière



2.1 Contexte physique de la zone

Le contexte physique concerne les points suivants :

- La nature des sols
- Les altitudes et les pentes
- Le climat, la qualité de l'air et l'énergie
- L'hydrologie, les zones humides et la gestion de la ressource en eau

L'emplacement réservé se situe pour partie sur une zone industrielle de stockage de voiture et sur un cimetière. Le déclassement de l'emplacement réservé n'a pas d'effet négatif ou positif sur le contexte physique.

L'emplacement réservé se situe pour partie sur un bois. Le déclassement et le maintien du bois est positif sur le climat, la qualité de l'air et l'énergie, pour la nature des sols et pour la ressource en eau.

La piste cyclable initialement prévue sur l'emplacement réservé est reportée sur la rue des Dunes, à proximité, déjà existante. C'est positif sur le contexte physique.



Photo 1 : Bois à forte valeur patrimoniale composé de Pin maritime et de Chêne liège.



Photo 2 : rue des dunes boisée

2.2 Contexte naturel du projet d'aménagement

2.2.1 Habitats/Flore/Faune (biodiversité)

L'emplacement réservé contient un boisement sur une partie de son emprise. Des orchidées sont présentes dans ce boisement. Les espèces présentes ne sont pas protégées mais les orchidées sauvages sont des espèces patrimoniales à préserver. Le déclassement de l'emplacement réservé est positif pour la biodiversité.

Il s'agit d'un bois composé de Pin maritime et de Chêne liège. Ce bois correspond à la forêt de protection de la pinède d'arrière-dune. C'est un bois d'une forte valeur patrimoniale même si l'entretien du sous-bois en réduit sa valeur écologique. Le déclassement de l'emplacement réservé est positif pour la biodiversité.


La rue des dunes présente à droite (au nord) le bois à préserver de Pin maritime et de Chêne liège et à gauche (au sud) une haie arborescente de Pin maritime à sous-bois de Fougère aigle (photo 2). Cet ensemble est un élément de la forêt de protection de la pinède d'arrière-dune.

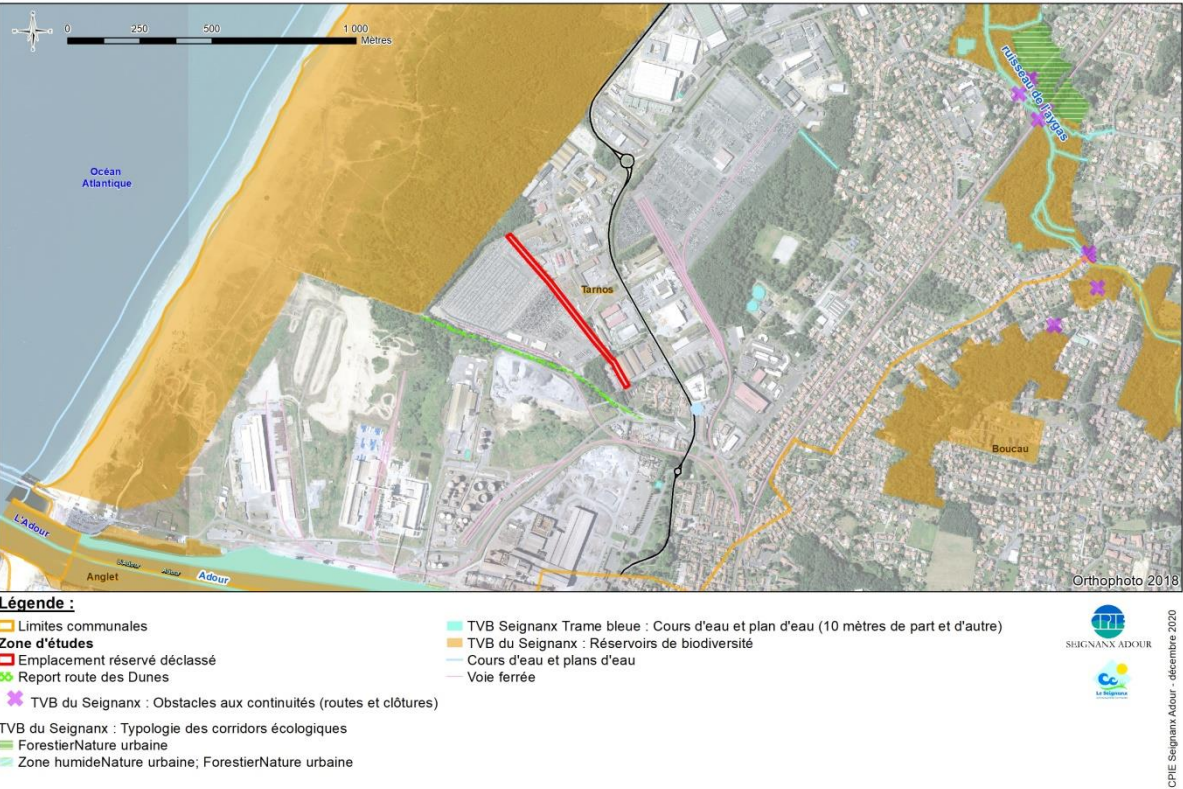
Contexte naturel	Le déclassement et le maintien du bois composé de Pin maritime, de Chêne liège et d'orchidées sauvages est positif sur la biodiversité et la forêt de protection de la pinède d'arrière-dune.	
------------------	---	--



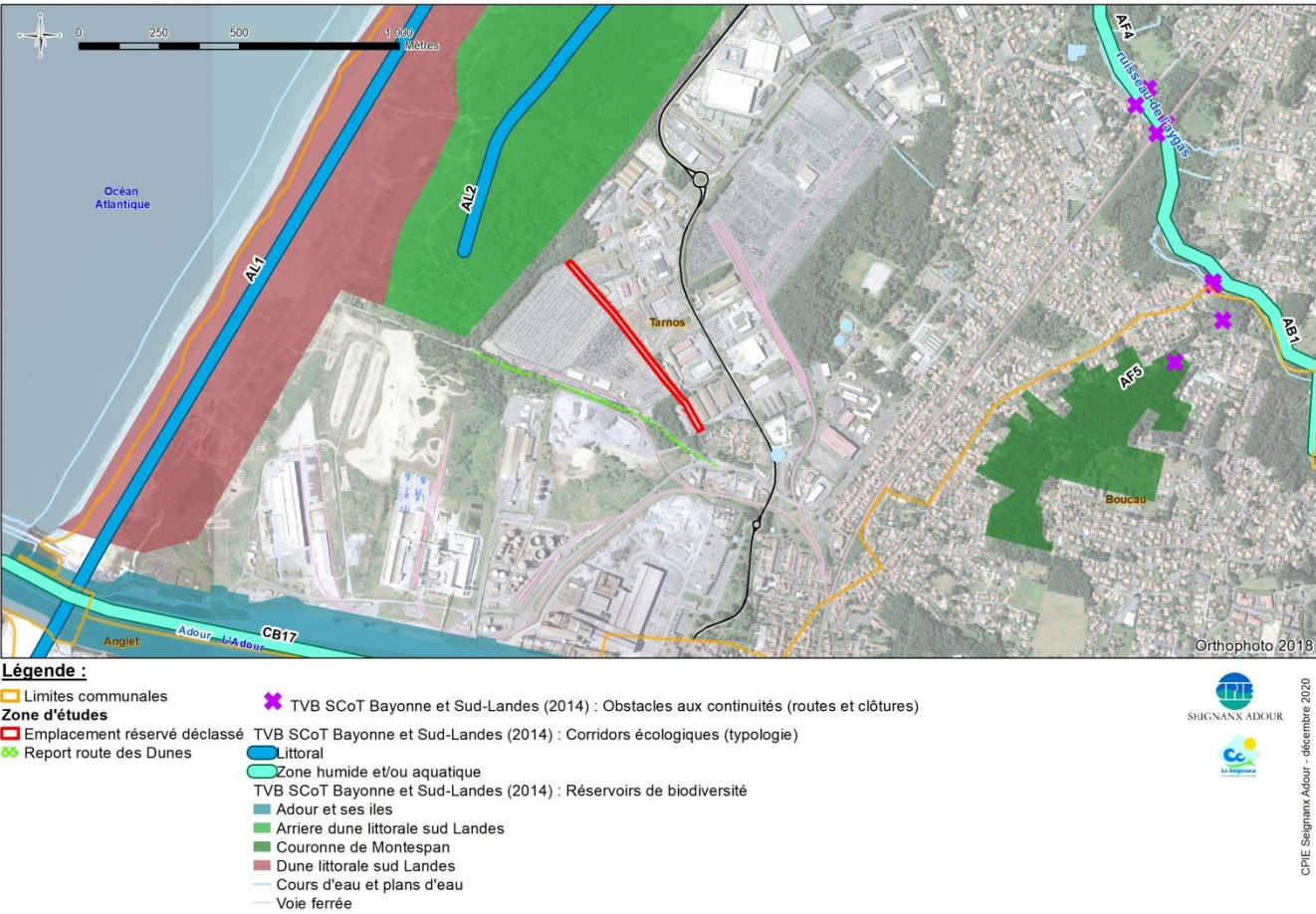
2.2.2 Contexte global et fonctionnalités écologiques

L’emplacement réservé ne se situe pas dans la trame verte et bleue du Seignanx. L’ouverture de la zone d’étude n’aurait pas joué un rôle significatif pour les fonctionnalités écologiques du territoire. Le maintien du bois par le déclassement de l’emplacement réservé est positif pour le contexte global et les fonctionnalités écologiques. La voirie existante qui accueillera la piste cyclable présente des avantages pour la biodiversité.

Contexte global et fonctionnalités écologiques	Le maintien du bois par le déclassement de l’emplacement réservé est positif	
--	--	---




Carte 4 : Trame verte et bleue du Seignanx (source CPIE Seignanx Adour)



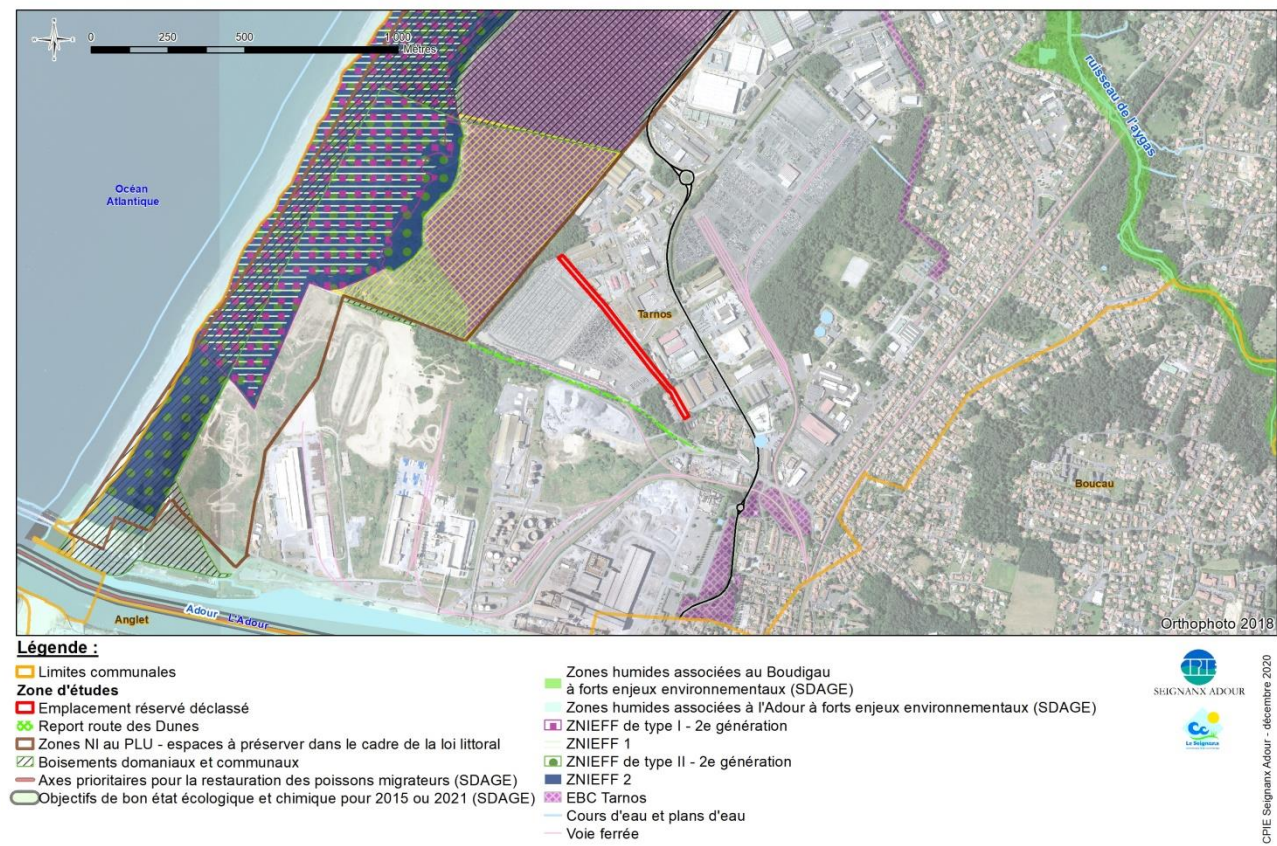
Carte 5 : Trames Vertes et Bleues du SCoT-absl approuvé le 6 février 2014  
(Schéma de Cohérence Territoriale de l’Agglomération de Bayonne et du Sud-Landes)

2.2.3 Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000

Cette partie mentionne les mesures de protection pouvant être impactées par le projet. La zone d’étude ne se situe pas dans la zone classée NI au PLU (Zone Naturelle concernée par les dispositions particulières au littoral). La zone d’étude ne se situe pas dans des milieux avec des statuts de protection.

Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000	Le déclassement de l’emplacement réservé n’a pas d’incidences	
--	---	---





Carte 6 : des statuts de protection des milieux naturels

2.2.4 Lutte contre les espèces végétales envahissantes

La préservation de la biodiversité nécessite la lutte contre les espèces dites « invasives ». Les plantations paysagères, les friches industrielles ou routières sont à l’origine de la dissémination d’espèces végétales ornementales dont certaines colonisent les milieux naturels et deviennent dangereuses pour la biodiversité (Herbe de la Pampa, Arbre à papillons, Baccharis, etc.).

L’herbe de la Pampa est présente en bordure de la rue des Dunes et la route du champ de tir longeant la zone de stockage des voitures. Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable n’ont pas d’incidences sur la dissémination de l’herbe de la Pampa ni d’autres espèces végétales invasives. Par contre ce projet serait l’occasion de mettre en place des mesures de gestion.

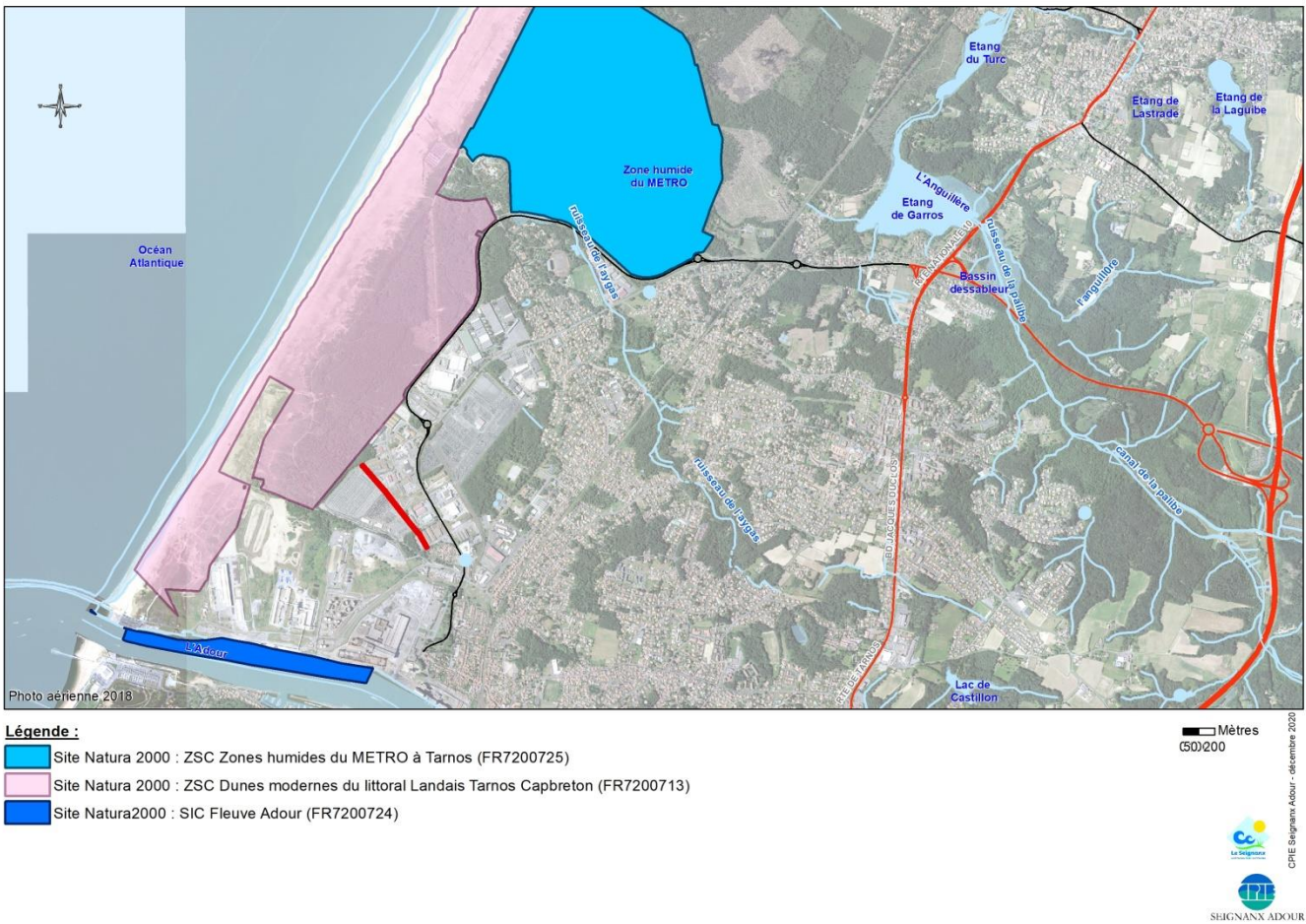
Lutte contre les espèces végétales envahissantes	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable n’ont pas d’incidences	☹️
--	---	----

2.2.5 Sites Natura2000

- Recherche des sites les plus proches

La zone d’étude ne se situe pas en tout ou partie d’un site Natura 2000 (voir carte 7). Elle se situe à proximité des sites suivants :

- SIC Zone humide du Métro (FR7200725), 1800 mètres
- SIC Dunes modernes du littoral landais de Capbreton à Tarnos (FR7200713), 80 mètres
- SIC Fleuve Adour (FR7200724), 800 mètres



Carte 7 : des sites Natura2000 les plus proches



- Enjeux de conservation des sites, des habitats et des espèces

SIC « Dunes modernes du littoral landais de Capbreton à Tarnos » FR7200713

Objectifs du Docob	Incidences déclassement de l'emplacement réservé
Assurer la conservation des habitats naturels d'intérêt communautaire, en prenant en compte les espèces patrimoniales	Le maintien du bois de Pin maritime et Chêne liège participe à préserver l'habitat naturel d'intérêt communautaire des Dunes boisées littorales des régions atlantiques à Chêne-liège (2180-3)
Assurer la conservation des espèces d'intérêt communautaire	
Prendre en compte le contexte socio-économique, afin de réduire les impacts sur les milieux et espèces	
Conforter les connaissances, mettre en place les suivis, en associant au mieux les ressources locales.	–
Assurer l'animation du site et la communication, en coordination avec les politiques publiques.	–

SIC « Zone humide du Métro » FR7200725

Objectifs du Docob	Incidences déclassement de l'emplacement réservé
Réduire et contrôler l'impact des espèces invasives et nuisibles sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire	<div>Réduire et contrôler la concurrence invasive de la jussie (Ludwigia sp.) et améliorer les paramètres trophiques des eaux de l'Aygas</div> <div>Réduire et contrôler les espèces végétales invasives autres que la jussie</div> <div>Réguler les espèces animales exotiques ou nuisibles</div>
Concilier les activités humaines et touristiques aux impératifs d'amélioration de l'état de conservation des habitats d'espèces d'intérêt communautaire	<div>Gérer la fréquentation de loisirs</div> <div>Accompagner l'activité sylvicole à vocation productive et commerciale</div>


Favoriser et maintenir dans le temps les habitats d'intérêt communautaire	Rétablir la fonctionnalité et la dynamique naturelle des zones humides en phase d'atterrissement	Le déclassement de l'emplacement réservé et le maintien du bois de Pin maritime et Chêne liège participe indirectement aux objectifs du Docob du site Natura 2000 du Métro.
	Garantir le maintien de la biodiversité des zones humides oligotrophes	
	Améliorer l'état de conservation des pinèdes à chêne liège	
	Améliorer l'état de conservation des ourlets herbacés thermophiles arrière-dunaires	
Favoriser et maintenir dans le temps les espèces d'intérêt communautaire	Protéger et améliorer l'état de conservation des pelouses annuelles dunaires	–
	Connaître et prendre en compte les populations de Cistude d'Europe (Emys orbicularis)	

ZSC « L'ADOUR » FR7200724

Objectifs du Docob		Incidences déclassement l'emplacement réservé
Préserver et restaurer l'hydrosystème Adour	Maintenir et restaurer la dynamique fluviale. Assurer le transport sédimentaire, appuyer les actions de l'espace de mobilité,...	—
	Veiller à la qualité et la quantité de l'eau. Appuyer l'amélioration des pratiques agricoles, veiller au respect des DOE,...	
	Préserver et restaurer les continuités écologiques. Améliorer les connectivités avec les affluents et les habitats en lit majeur, la franchissabilité des obstacles,...	
Maintenir un ensemble de milieux naturels fonctionnels et complémentaires dans un bon état de conservation	Conserver et restaurer les habitats et les espèces d'intérêt communautaire. Restaurer les frayères, reconnexion de bras morts, entretenir les ripisylves,...	—
	Adapter la gestion et l'aménagement du site à la sensibilité des espèces et des habitats. Entretien des digues, gestion des embâcles, accompagnement des maîtres d'ouvrage,...	
	Limiter la prolifération des espèces envahissantes et lutter contre l'homogénéisation des milieux. Maintien d'une mosaïque de milieux, limitation d'espèces invasives, maintien de boisements naturels ...	
Assurer l'animation du site et développer sa connaissance		—

Au vu de la distance avec les sites Natura2000 la zone d'étude ne peut pas agir directement sur la préservation des sites Natura2000. Elle y participe par le maintien du bois de Pin maritime et Chêne liège. Ce bois s'insère dans un contexte global d'habitat d'intérêt communautaire et de forêt de protection de la pinède d'arrière dune.

Le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes proche et existante participe à préserver les sites Natura2000 en évitant une création à l'intérieur du site.

Sites Natura2000	Le déclassement et le maintien du bois composé de Pin maritime et de Chêne liège participe aux objectifs du DOCOB du site Natura 2000 du METRO et des DUNES Le report sur une voie existante évite la création à l'intérieur d'un site	
------------------	---	---

2.3 Contexte urbain et cadre de vie

2.3.1 Cadre de vie et paysages

La zone d'étude se situe dans un contexte urbain fort d'une entreprise de stockage de voitures en zone industrielle (voir photos 3 et 4). La zone d'étude se situe également sur l'emprise du cimetière (voir photo 5). La voie existante (rue des dunes) prévue pour le report de l'emplacement réservé permet d'améliorer le cadre d'utilisation de la piste cyclable par les utilisateurs. Le contexte est plus naturel et plus boisé (voir photos 6 et 7). Le cadre paysager se poursuit sur la route du champ de tir jusqu'à l'intersection avec la piste cyclable existante (voir photos 8 et 9).


Contexte urbain et cadre de vie	Le déclassement et le report sur la rue des dunes est positif	
Cadre d'utilisation de la piste cyclable par les utilisateurs		



Photo 3 : Ambiance industrielle marquée à l'arrière de la zone d'étude.

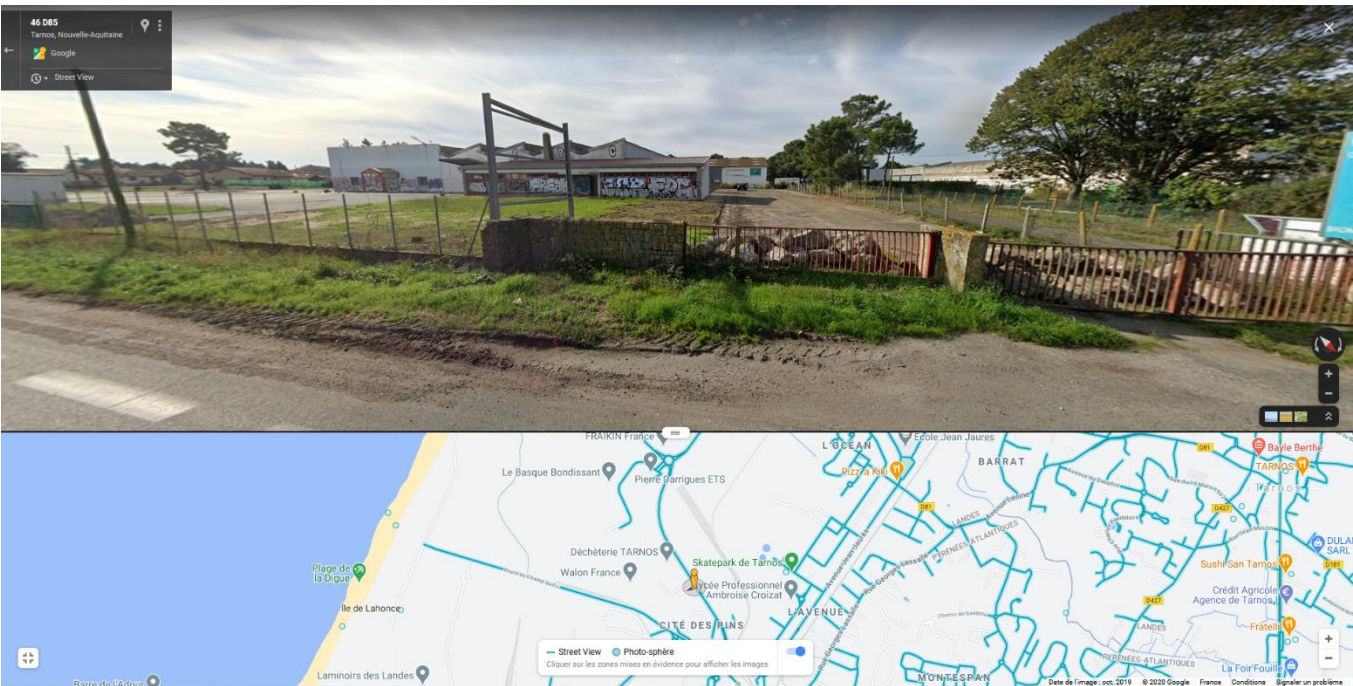


Photo 4 : Ambiance industrielle marquée à l'arrière de la zone d'étude. Quelques arbres résiduels





Photo 5 : cimetière dans l’emplacement réservé.



Photo 6 : route des dunes prévue pour le report de l’emplacement réservé. Paysage boisé plus agréable que le paysage industriel des photos précédentes. Présence marquée de la pinède (Pin maritime et Chêne liège) dont le bois à préserver sur la droite de la photo.



Photo 7 : route du champ de tir longeant la zone de stockage des voitures. Le paysage industriel est très marqué mais la route est existante. Présence marquée sur la gauche de la haie boisée en mélange avec l’herbe de la Pampa (espèce végétale envahissante).



Photo 8 : route du champ de tir longeant la zone de stockage des voitures. Présence marquée de l’herbe de la Pampa (espèce végétale envahissante).





Photo 9 : Intersection de la voie de report de la piste cyclable (route des dunes) avec la fin de la piste cyclable existante (à droite sur la photo ci-dessus)

2.3.2 Bâti et mesures de protections

La zone d'étude ne présente pas d'enjeux de protection du patrimoine bâti. Le patrimoine bâti protégé le plus proche concerne l'église « Notre Dame des Forges » et se situe à environ 500 mètres au sud-est de la zone d'étude (carte 8).

Bâti et mesures de protections	Le déclassement de l'emplacement réservé n'a pas d'effet positif ou négatif	
--------------------------------	---	--

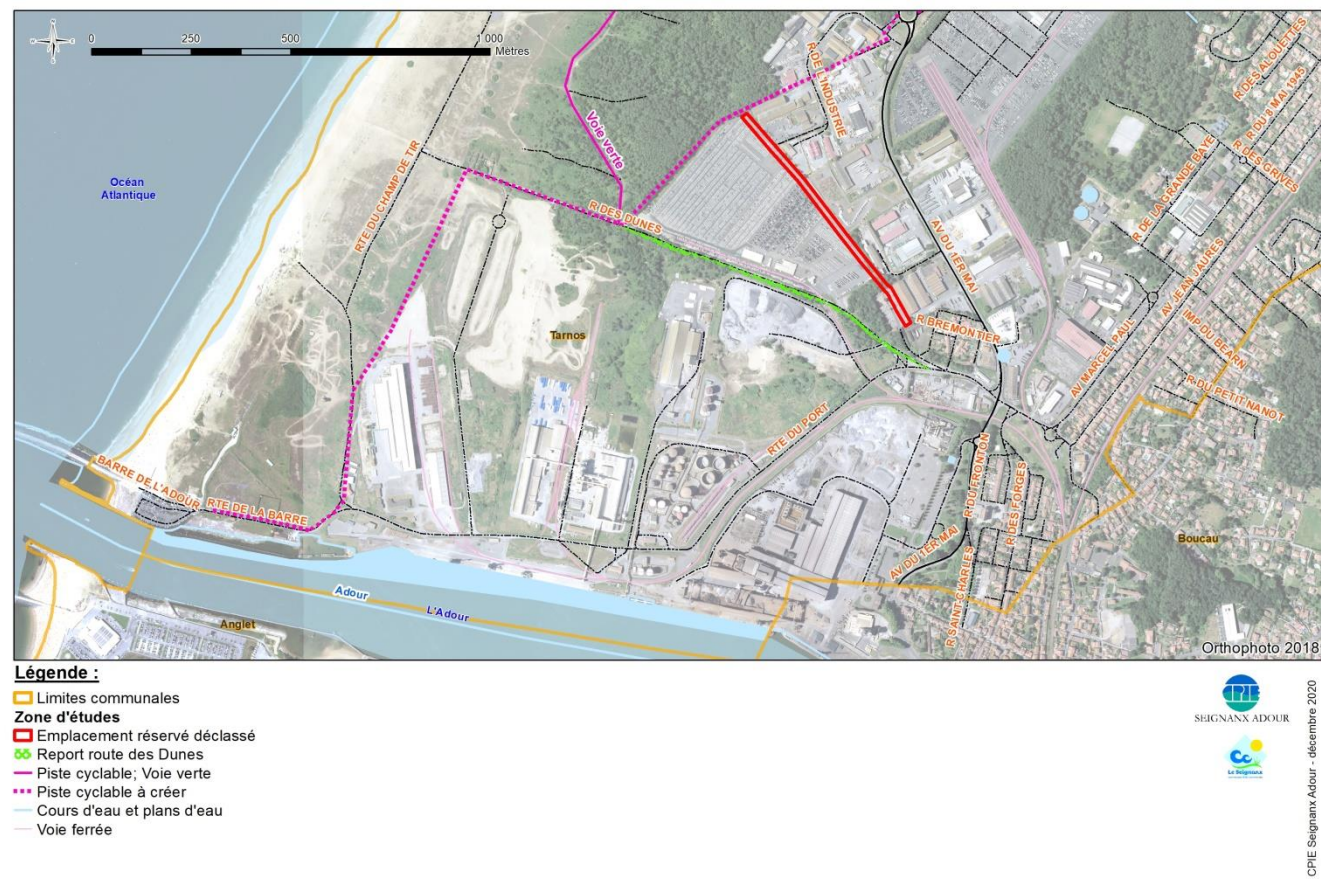


Carte 8 : Eléments du patrimoine architectural et archéologique proches de la zone d'étude

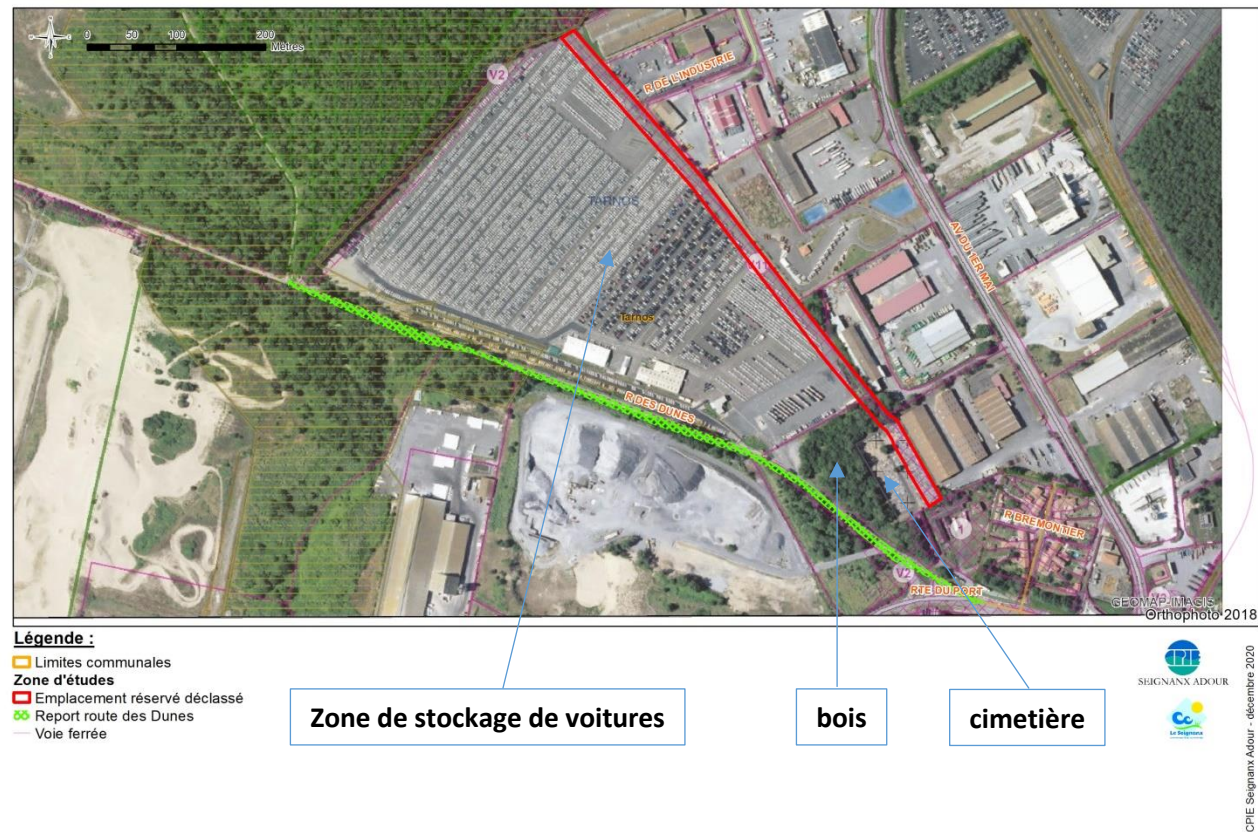
2.3.3 Desserte et cheminements doux

La zone d'étude permettait de rejoindre le projet de voie de contournement en pointillés roses sur la carte ci-après (carte 9). Cela nécessite de créer un passage le long du cimetière et de la zone de stockage des voitures (carte 10). La rue des Dunes rejoint la fin de la piste cyclable du littoral toutes deux existantes. D'autres parts, le cadre de vie et le paysage sont plus attrayants et la route est existante et de faible circulation routière.





Carte 9 : Dessertes, équipements et loisirs proches du projet



Carte 10 : Localisation de l'emplacement réservé : la piste cyclable nécessite de créer un passage le long du cimetière et de la zone de stockage des voitures

Desserte locale et les cheminements doux	Le déclassement de l'emplacement réservé est positif	
--	--	--

2.3.4 Gestion des déchets

La zone d'étude n'est pas concernée par la gestion des déchets.

Gestion des déchets	Le déclassement de l'emplacement réservé n'a pas d'effet positif ou négatif	
---------------------	---	--

2.3.5 Eclairage

La zone d'étude est déjà éclairée par l'activité industrielle et la rue des Dunes possède un éclairage ancien et faible (photo 10). Le report de la piste cyclable peut inciter à moderniser l'éclairage de la rue des Dunes et augmenter l'éclairage nocturne et le dérangement de la biodiversité.



Photo 10 : éclairage de la rue des Dunes

Eclairage	Le déclassement de l'emplacement réservé n'a pas d'effet positif ou négatif sur la zone d'étude	
Eclairage	Le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes peut avoir un effet négatif en augmentant l'éclairage nocturne et le dérangement de la biodiversité.	



2.4 Prise en compte des risques, aléas et autres sensibilités

2.4.1 *Risque majeur « incendie de forêt »*

Tarnos est une commune à risques d’incendies de forêts (source : DDRM de 2011), comme toutes les communes appartenant au massif des Landes de Gascogne. Composé de 80% de Pin maritime, ce massif est classé « zone à haut risque d’incendie ». Différentes mesures sont prévues dans le guide pour la prise en compte du risque d’incendie de forêt, notamment dans les documents d’urbanismes, édité par la Préfecture des Landes en 2011.



La Préfecture édite également une carte de zonage de l’aléa incendie de forêt pour chaque commune (carte 11). Cette carte permet de se rendre compte précisément de la sensibilité d’un projet d’aménagement par rapport à l’aléa incendie de forêt et de prendre les mesures correspondantes.

La zone d’étude n’est pas concernée par un aléa « incendie de forêt ». La zone de report se situe en bordure d’un boisement en aléa « fort », de même que la piste cyclable existante. Les secteurs avec un aléa « fort » sont soumis aux mesures de prévention du risque incendie de forêt.

Risque majeur « incendie de forêt »	Le déclassement de l’emplacement réservé n’a pas d’effet positif ou négatif sur la zone d’étude	
Risque majeur « incendie de forêt »	Le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes peut avoir un effet négatif en augmentant le risque d’incendie par l’augmentation de fréquentation	



Carte 11 : Aléa incendie de forêt (source DDTM40, 2011)

Extrait du DDRM 2011

La Préfecture édite également une carte de zonage de l’aléa incendie de forêt pour chaque commune (carte ci-dessous). Cette carte permet de se rendre compte précisément de la sensibilité d’un projet d’aménagement par rapport à l’aléa incendie de forêt et de prendre les mesures correspondantes.

<b>Enjeux liés au Risque majeur « incendie de forêt »</b>
▪ Les boisements présents dans la zone d’étude sont en aléa « nul » ou « moyen » (voir carte ci-après) et non soumis aux mesures de prévention du risque incendie de forêt qui ne concerne que les secteurs avec un aléa « fort ».

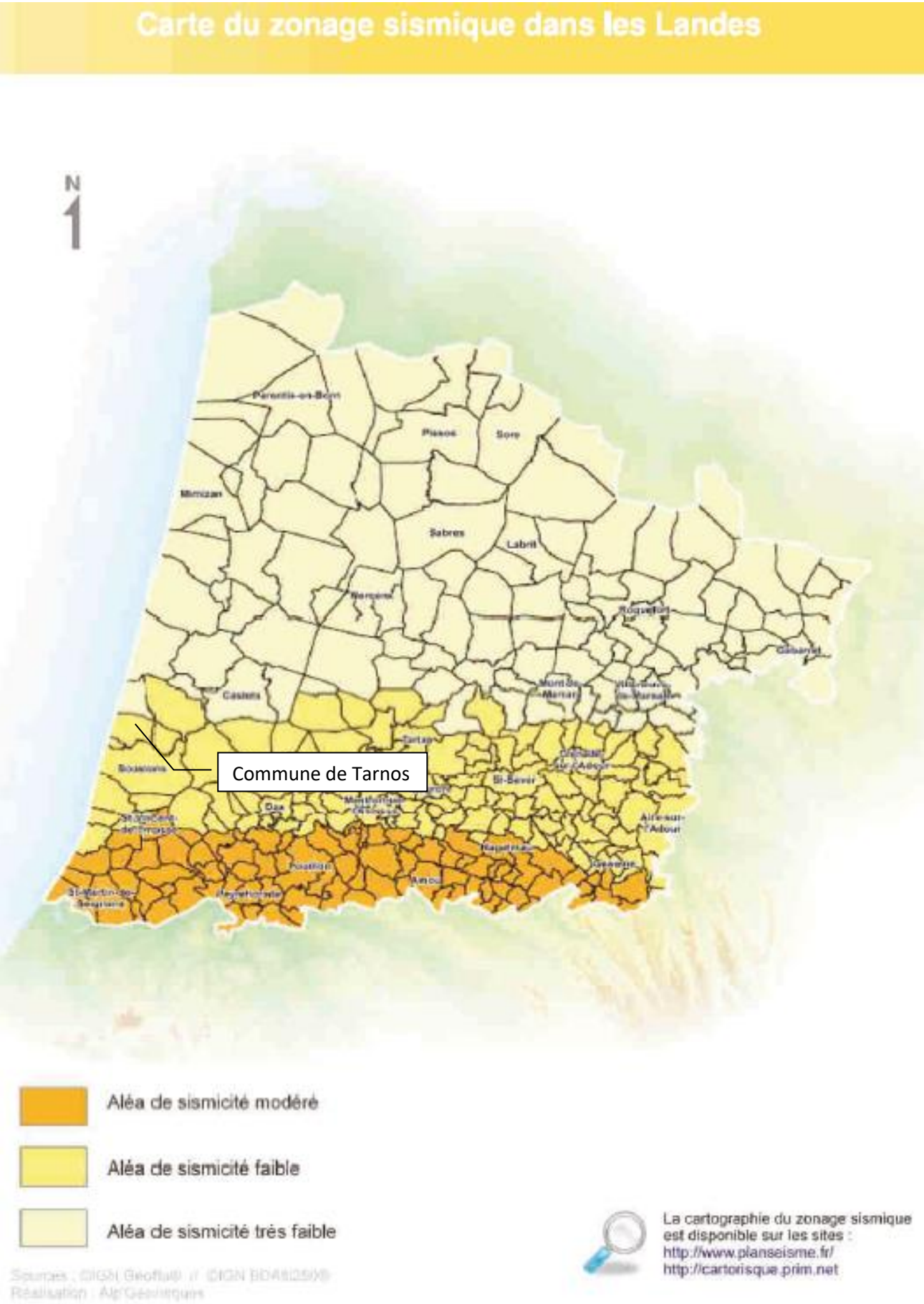


2.4.2 Risque majeur « zonage sismique »

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d’un zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d’occurrence des séismes (articles R563-1 à R563-8 du Code de l’Environnement modifiés par les décrets no 2010-1254 du 22 octobre 2010 et no 2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l’Arrêté du 22 octobre 2010).

La zone d’étude et la zone de report de la piste cyclable (route des dunes) ne font pas l’objet de construction de bâtiments et ne sont pas soumises aux règles de construction parasismique.

Risque majeur « zonage sismique »	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes n’ont pas d’effet positif ou négatif.	☹
--------------------------------------	---	---



Extrait du DDRM 2011

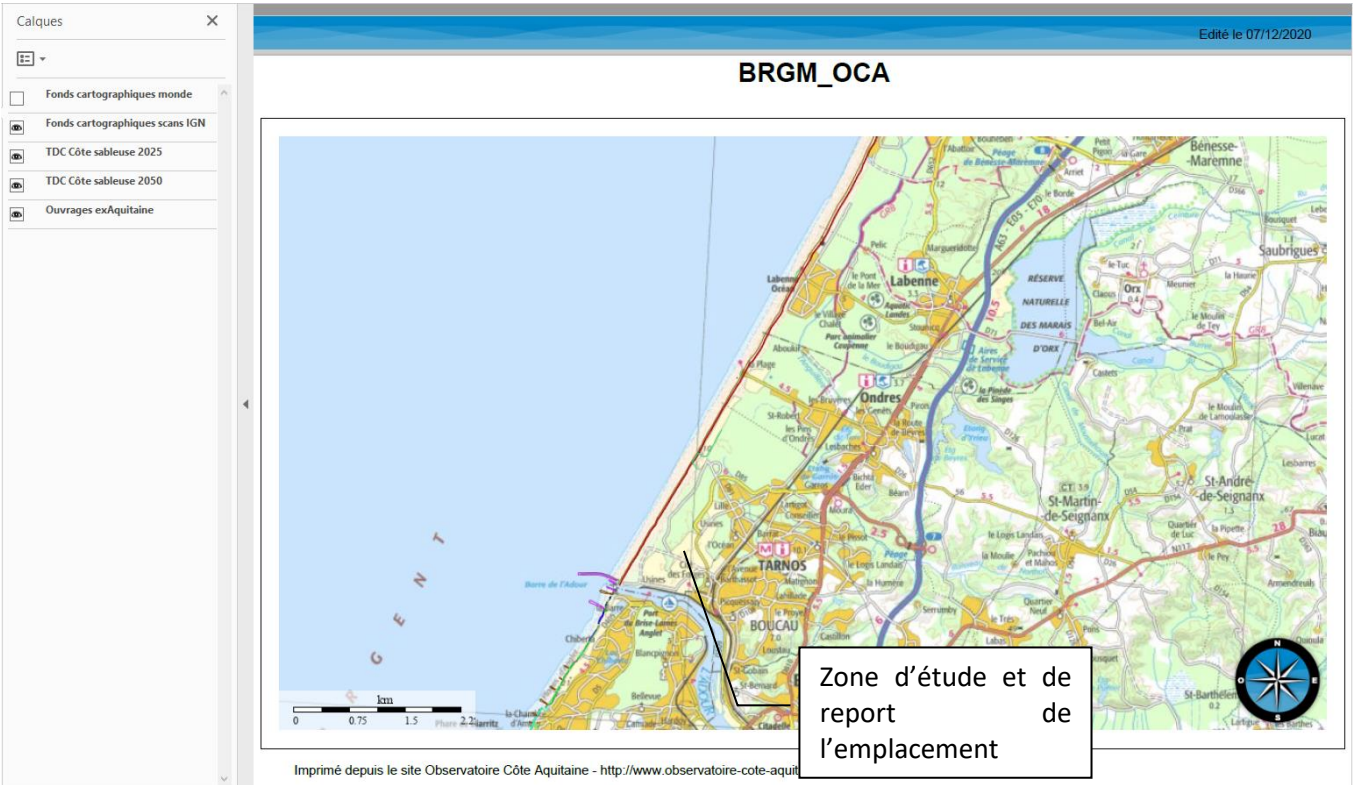


2.4.3 Risque majeur « littoraux »

La commune de Tarnos est concernée par le recul du trait de côte et les submersions marines. Ces risques peuvent être aggravés par les phénomènes climatiques comme les tempêtes.

L’Observatoire de la Côte Aquitaine (OCA),créé en 1996, a pour rôle de mettre au service des acteurs du littoral un outil d’observation, d’aide à la décision et de partage de la connaissance pour la gestion et la prévention des risques côtiers. L’enjeu est d’accompagner les stratégies de développement durable de manière à prendre en compte l’évolution morphologique du littoral et les richesses de son patrimoine naturel tout en s’adaptant au changement climatique. **Pour cela, l’OCA met à disposition des gestionnaires de la côte aquitaine des données et des informations actualisées sur le littoral, afin de partager la connaissance et la culture des risques.**

La zone d’étude et la zone de report de la piste cyclable (rue des dunes) se situent hors de la zone sensible littorale exposée notamment aux tempêtes et à l’érosion du trait de côte (voir carte ci-dessous).



Risque majeur « littoraux »	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes n’ont pas d’effet positif ou négatif.	
-----------------------------	---	--

2.4.4 Nappes affleurantes

Le BRGM informe sur le phénomène de sensibilité aux remontées de nappes. Cette sensibilité est en lien avec la carte géologique des sols. En effet, les secteurs de nappe affleurante correspondent aux couches géologiques de sables et d’argiles par opposition aux secteurs de sensibilité très faible situés sur les sols sableux et drainants. Ces

sols sableux et drainants présentent quant à eux un autre inconvénient puisqu’ils sont situés sur des pentes et qu’ils présentent une sensibilité à l’érosion hydrique.

Le site internet [www.inondationsnappes.fr](http://www.inondationsnappes.fr) permet d’obtenir une cartographie de localisation du phénomène (voir extrait ci-dessous). **Les données ne sont pas précises à la parcelle mais confirment la présence du phénomène et montre bien l’intérêt d’en tenir compte dans les projets d’aménagements.**

Le secteur ne présente pas de sensibilité aux inondations par remontées de nappes (carte 12).




Inondations par remontées de nappes	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes n’ont pas d’effet positif ou négatif.	
-------------------------------------	---	--






















Carte 12 : Remontées de nappes (source : [www.inondationsnappes.fr](http://www.inondationsnappes.fr), développé par le BRGM)

### 3. Description des principales incidences sur l’environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document

L’évaluation des incidences du projet sur l’environnement est réalisée en regardant les incidences résiduelles après prise en compte des mesures prévues par le projet. Les incidences résiduelles sont représentées selon 3 niveaux :

-  : Incidences positives
-  : Incidences négatives
-  : pas d’incidences

Thématique	Incidence	Incidence résiduelle
Contexte physique	Le déclassement de l’emplacement réservé sur la zone industrielle de stockage de voiture et sur le cimetière n’a pas d’effet négatif ou positif.	
	Le déclassement et le maintien du bois est positif sur le climat, la qualité de l’air et l’énergie, la nature des sols et la ressource en eau.	
	Le report de la piste cyclable vers la rue des Dunes, à proximité, déjà existante est positif.	
Contexte naturel	Le déclassement et le maintien du bois composé de Pin maritime, de Chêne liège et d’orchidées sauvages est positif sur la biodiversité et la forêt de protection de la pinède d’arrière-dune.	
Contexte global et fonctionnalités écologiques	Le maintien du bois par le déclassement du l’emplacement réservé est positif	
Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000	Le déclassement de l’emplacement réservé n’a pas d’incidences	
Lutte contre les espèces végétales envahissantes	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable n’ont pas d’incidences	
Sites Natura2000	Le déclassement et le maintien du bois composé de Pin maritime et de Chêne liège participe aux objectifs du DOCOB du site Natura 2000 du METRO et des DUNES Le report sur une voie existante évite la création à l’intérieur d’un site	
Contexte urbain et cadre de vie Cadre d’utilisation de la piste cyclable par les utilisateurs	Le déclassement et le report sur la rue des dunes est positif	
Bâti et mesures de protections	Le déclassement de l’emplacement réservé n’a pas d’effet positif ou négatif	
Desserte locale et les cheminements doux	Le déclassement de l’emplacement réservé est positif	
Gestion des déchets	Le déclassement de l’emplacement réservé n’a pas d’effet positif ou négatif	
Eclairage	Le déclassement de l’emplacement réservé n’a pas d’effet positif ou négatif	
	Le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes peut avoir un effet négatif en augmentant l’éclairage nocturne et le dérangement de la biodiversité.	
Risque majeur « incendie de forêt »	Le déclassement de l’emplacement réservé n’a pas d’effet positif ou négatif	
	Le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes peut avoir un effet négatif en augmentant le risque d’incendie par l’augmentation de fréquentation	

Thématique	Incidence	Incidence résiduelle
Risque majeur « zonage sismique »	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes n’ont pas d’effet positif ou négatif.	
Risque majeur « littoraux »	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes n’ont pas d’effet positif ou négatif.	
Inondations par remontées de nappes	Le déclassement de l’emplacement réservé et le report de la piste cyclable sur la rue des Dunes n’ont pas d’effet positif ou négatif.	







# PLAN LOCAL D'URBANISME DE TARNOS 2<sup>ème</sup> modification simplifiée

## Rapport de présentation de la modification

Élaboration approuvée le 22 février 2005  
1<sup>ère</sup> mise en compatibilité approuvée le 21 juin 2007  
2<sup>ème</sup> mise en compatibilité approuvée le 19 mai 2010  
1<sup>ère</sup> modification approuvée le 18 février 2015  
1<sup>ère</sup> modification simplifiée approuvée le 26 mai 2021  
2<sup>ème</sup> modification simplifiée approuvée le 26 mai 2021



SOMMAIRE

SOMMAIRE .....3

COORDONNEES DU MAITRE D’OUVRAGE .....4

JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE TARNOS .....4

**1. Description des caractéristiques principales du document .....5**

    1.1 Objectifs de la modification du PLU .....5

        1.1.1 *Modification de l’OAP n°1 « Aménager le centre-ville »* .....5

        1.1.2 *Mise à jour du fond cadastral*.....6

**2. Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d’être touchée par la mise en œuvre du document.....7**

    2.1 Contexte physique du secteur.....7

    2.2 Contexte naturel du projet d’aménagement .....8

        2.2.1 *Habitats/Flore/Faune (biodiversité)* .....8

        2.2.2 *Contexte global et fonctionnalités écologiques*.....9

        2.2.3 *Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000* ..... 10

        2.2.4 *Lutte contre les espèces végétales envahissantes*..... 10

        2.2.5 *Sites Natura2000* ..... 11

    2.3 Contexte urbain et cadre de vie ..... 12

        2.3.1 *Cadre de vie et paysages* ..... 12

        2.3.2 *Bâti et mesures de protections* ..... 13

        2.3.3 *Desserte et cheminements doux*..... 13

        2.3.4 *Gestion des déchets* ..... 14

        2.3.5 *Eclairage* ..... 14

        2.3.6 *Prévention des nuisances liées au bruit, notamment les infrastructures routières*..... 15

    2.4 Prise en compte des risques, aléas et autres sensibilités ..... 15

        2.4.1 *Risque majeur « incendie de forêt »* ..... 15

        2.4.2 *Risque majeur « zonage sismique »*..... 16

        2.4.3 *Risque majeur « littoraux »* ..... 17

        2.4.4 *Nappes affleurantes* ..... 18

**3. Description des principales incidences sur l’environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document ..... 19**

## COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

### COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SEIGNANX

1526 Avenue de Barrère-CS 40070

40390 SAINT MARTIN DE SEIGNANX

**Téléphone :** 05 59 56 61 61

**Télécopie :** 05 59 56 61 60

**Adresse électronique :** accueil@cc-seignanx.fr

**Site internet :** www.cc-seignanx.fr

## JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE TARNOS

Le PLU de Tarnos a été approuvé le 22 février 2005 et a fait l'objet d'une 1<sup>ère</sup> modification, approuvée le 18 février 2015. Deux procédures de modification simplifiée sont menées de façon concomitante. Le présent rapport de présentation décrit le projet de 2<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de Tarnos.

Le projet de 2<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de Tarnos n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme encadrant la procédure de révision des PLU. En effet, comme cela est décrit plus loin, **l'objet unique de l'évolution du PLU de Tarnos est la modification d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP)**. Par conséquent, il n'est pas prévu :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- d'évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Par ailleurs, le projet d'évolution du PLU de Tarnos n'a pas, comme il est dit à l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme, pour effet :

- soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

**La procédure adéquate est donc la modification dite « simplifiée »** (art. L. 153-45 du code de l'urbanisme).



# 1. Description des caractéristiques principales du document

## 1.1 Objectifs de la modification du PLU

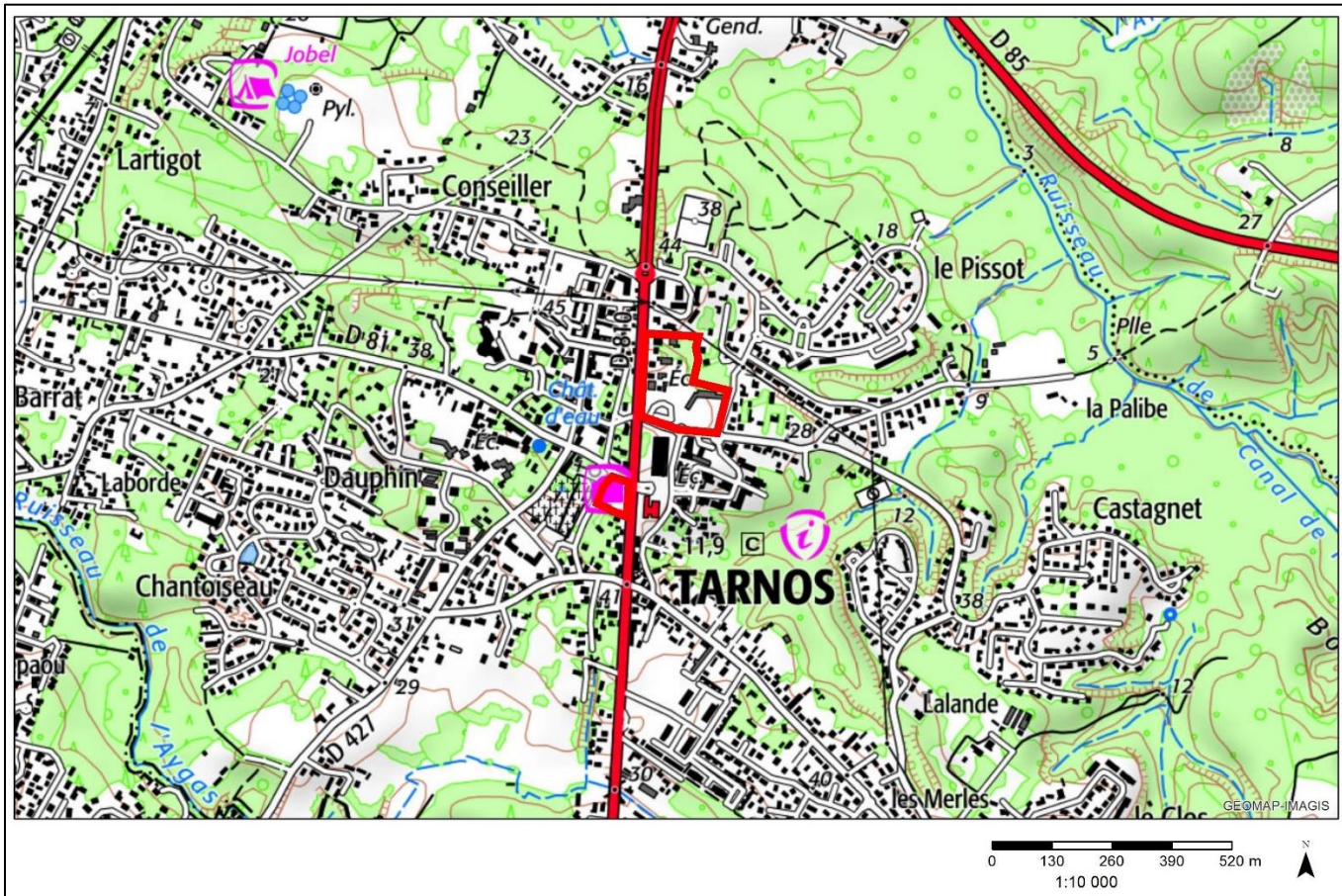
### 1.1.1 Modification de l’OAP n°1 « Aménager le centre-ville »

#### Localisation de l’OAP n°1

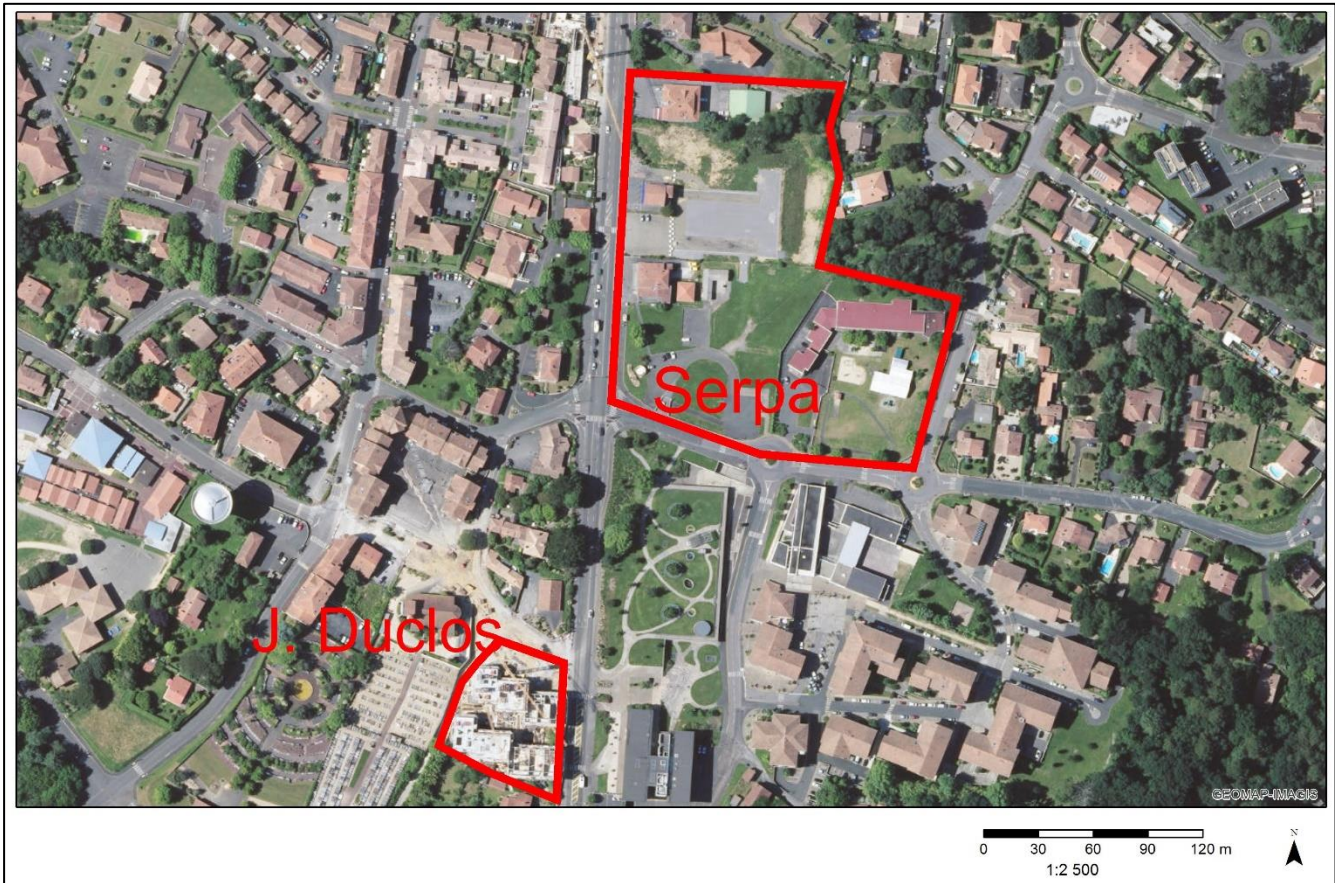
L’orientation d’aménagement et de programmation n°1 « Aménager le centre-ville » est située, comme son nom l’indique, au centre-ville de Tarnos le long du boulevard Jacques Duclos (RD 810). Elle se répartit en deux secteurs :

- Le secteur « Jacques Duclos » ;
- Le secteur « Serpa », objet de la présente modification.

Plan de situation de l’OAP n°1 sur fond IGN



Plan de situation de l’OAP n°1 sur fond de photographie aérienne (IGN 2018)



#### Objectifs poursuivis

Le contenu et l’objet des orientations d’aménagement et de programmation sont définis par le code de l’urbanisme aux articles L. 151-7 et suivants, et R. 151-7 et suivants. L’OAP n°1 poursuit les objectifs suivants :

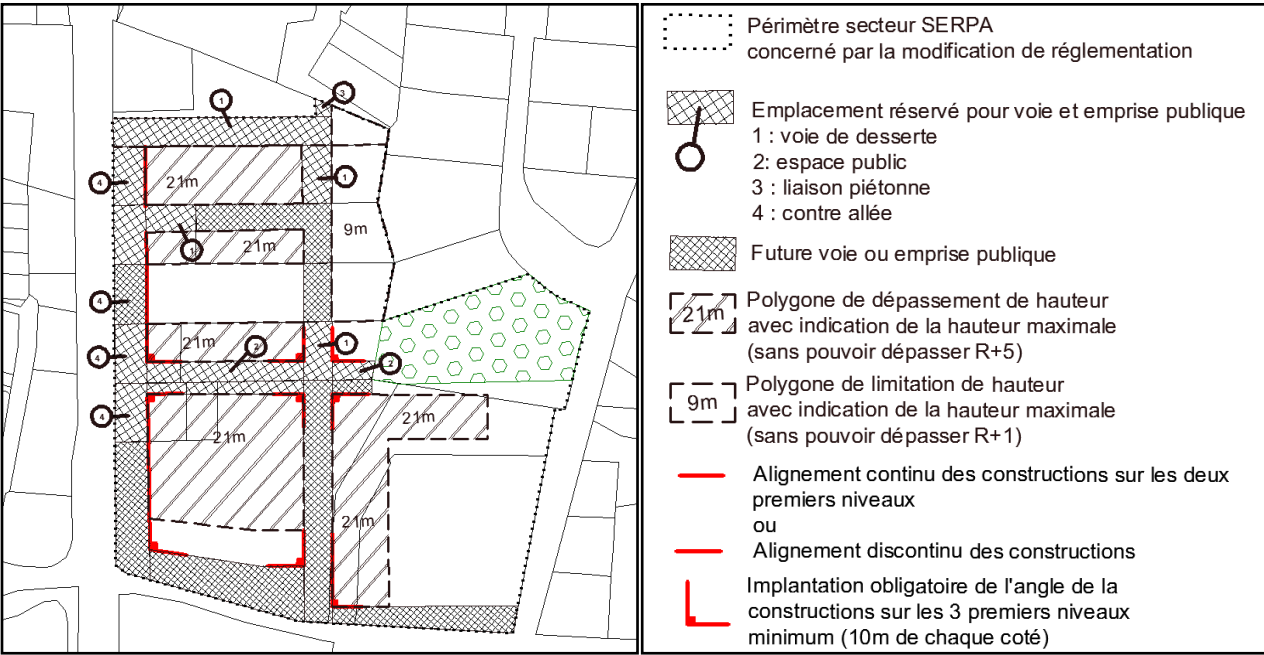
- Favoriser le renouvellement urbain et en particulier la création de logements par une densification adaptée du centre- ville ;
- Assurer la mixité des fonctions urbaines du centre-ville (habitat, commerces, services) ;
- Mettre en valeur l’entrée de ville, en travaillant en particulier sur le boulevard Jacques Duclos et la mise en place d’une façade urbaine paysagée ;
- Valoriser les équipements et les espaces publics ;
- Développer un maillage pour les déplacements alternatifs à l’automobile.

#### Ces objectifs sont échangés.

L’OAP dispose d’un schéma général, inchangé, et de deux schémas de composition accompagnés de dispositions écrites précisant les conditions d’implantation des futures constructions, les principes de desserte, les hauteurs maximales. Ces dispositions sont complémentaires de la partie écrite du règlement.



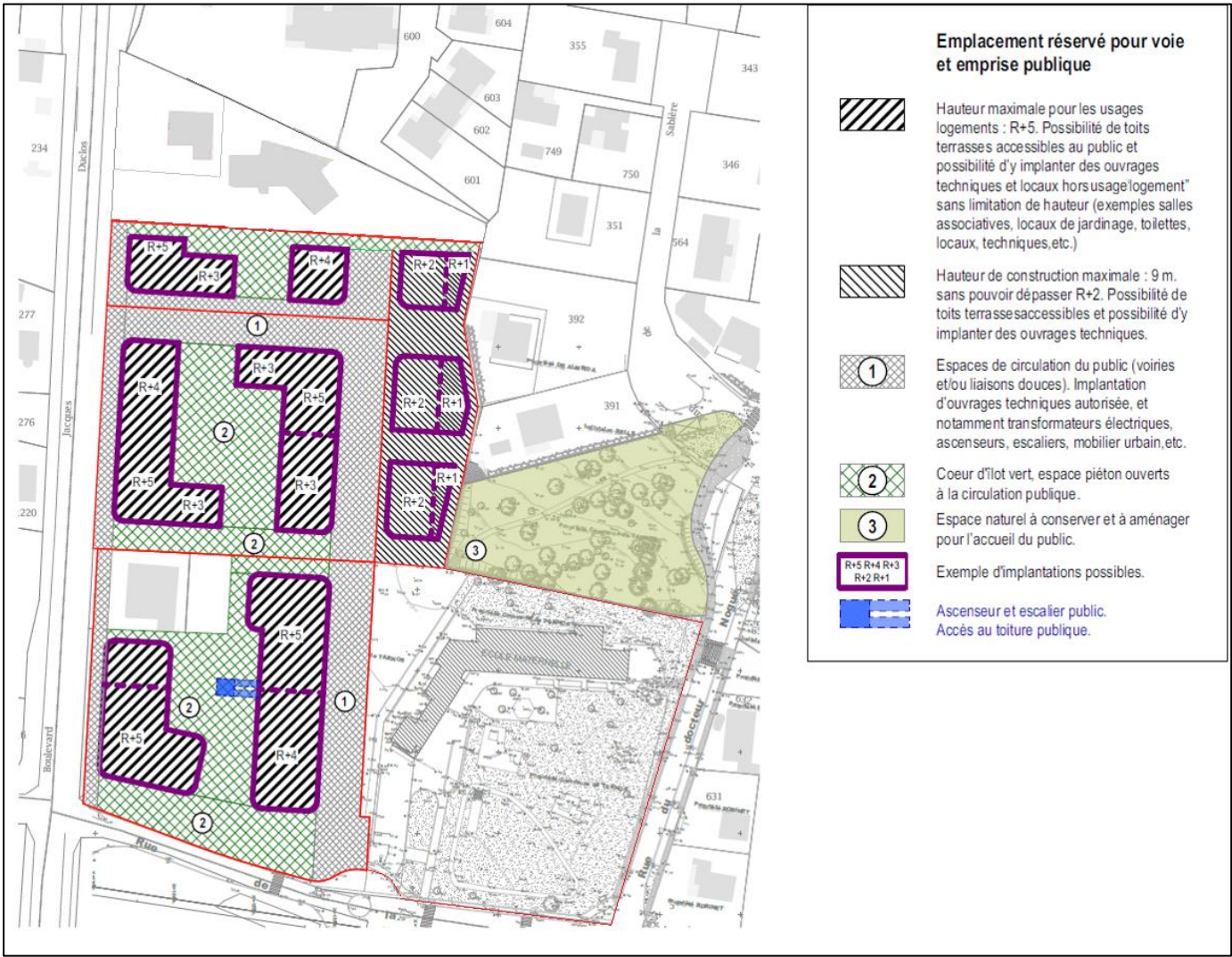
Schéma actuel du secteur « Serpa » dans l’OAP



La modification porte sur des précisions apportées au mode de calcul des hauteurs, afin de pouvoir intégrer, sur les toits-terrasses, des ouvrages techniques, des constructions, des installations, hors usage de logement. En effet, l'évolution du projet a amené ses concepteurs à intégrer, entre autres, des jardins partagés sur certaines terrasses qui nécessiteront de tels ouvrages, constructions, et installations supplémentaires. La volumétrie générale des futurs bâtiments reste la même, à savoir des bâtiments en partie en R+5 au maximum, hormis les éléments ajoutés sur les toits-terrasses.

L'implantation des futures constructions est également modifiée pour permettre un alignement plus proche de la voie publique.

Schéma du secteur « Serpa » modifié dans l’OAP



1.1.2 Mise à jour du fond cadastral

Comme il est d'usage, la partie graphique du règlement est actualisée afin de prendre en compte la **version 2020 du fond cadastral**.



## 2. Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d’être touchée par la mise en œuvre du document

Cette partie vise à décrire l’état initial de l’environnement et les enjeux à prendre en compte dans le cadre de la modification du PLU. **L’évaluation concerne** l’emprise de l’OAP n°1 sur **le secteur « Serpa »**, objet de la modification d’une superficie d’environ **2,83 ha**. L’évaluation portera sur les sensibilités environnementales du périmètre SERPA et sur l’environnement local.

### 2.1 Contexte physique du secteur

Le contexte physique concerne les points suivants :

- La nature des sols
- Les altitudes et les pentes
- Le climat, la qualité de l’air et l’énergie
- L’hydrologie, les zones humides et la gestion de la ressource en eau

Le secteur « Serpa » présente des pentes prononcées de l’ouest vers l’est (carte 1). Ces pentes ont une incidence sur la gestion des eaux de ruissellement.

Il n’y a pas de cours d’eau dans le périmètre ni à proximité. Il y a par contre une problématique de gestion des eaux de ruissellement.

Le secteur SERPA comprend une zone remblayée et significativement surélevée par rapport aux habitations située en contre-bas. La présence de ce remblai pose la question de sa composition et de sa destination si l’export est réalisé pendant le chantier.

Ce remblai occasionne également un impact important sur le paysage en créant des différences d’altitudes non naturelles et en imposant aux maisons en contre-bas la perspective d’un talus peu esthétique. Les eaux de ruissellement sont collectées et stockées dans les bandes enherbées périphériques à ce remblai, accentuant l’impact dans le paysage. Le projet méritera de rendre de la naturalité dans les courbes de niveaux.



Surface remblayée où l’on voit la différence de niveau avec le terrain naturel



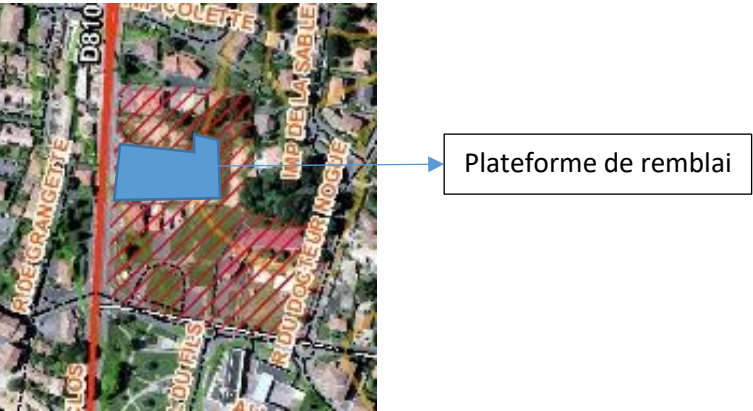
La différence de niveau avec le terrain naturel occasionne un impact sur les habitations périphériques

Contexte physique Qualité des sols Remblais Gestion des eaux de ruissellement	La présence des pentes a une incidence sur la gestion des eaux de ruissellement La présence d’un remblai pose la question de sa composition et de sa destination si l’export est réalisé pendant le chantier Incidence sur les habitations proches  Une attention particulière doit être apportée	
--	---	--



Carte 1 : Pentes (source CPIE Seignanx Adour)





2.2 Contexte naturel du projet d’aménagement

2.2.1 Habitats/Flore/Faune (biodiversité)

Le projet est occupé par des espaces enherbés avec un entretien fréquent, un espace remblayé, des bâtiments, une végétation spontanée ornementale sans entretien ni intérêt. La seule partie intéressante se situe à l’arrière de la surface remblayée composée d’une **pente enherbée plus naturelle car difficile d’accès et une dépression plus importante avec des arbres (1 Pin maritime, 1 Chêne liège et 4 Chêne pédonculé).**

A noter la présence d’un Chêne liège à conserver si possible dans le projet.

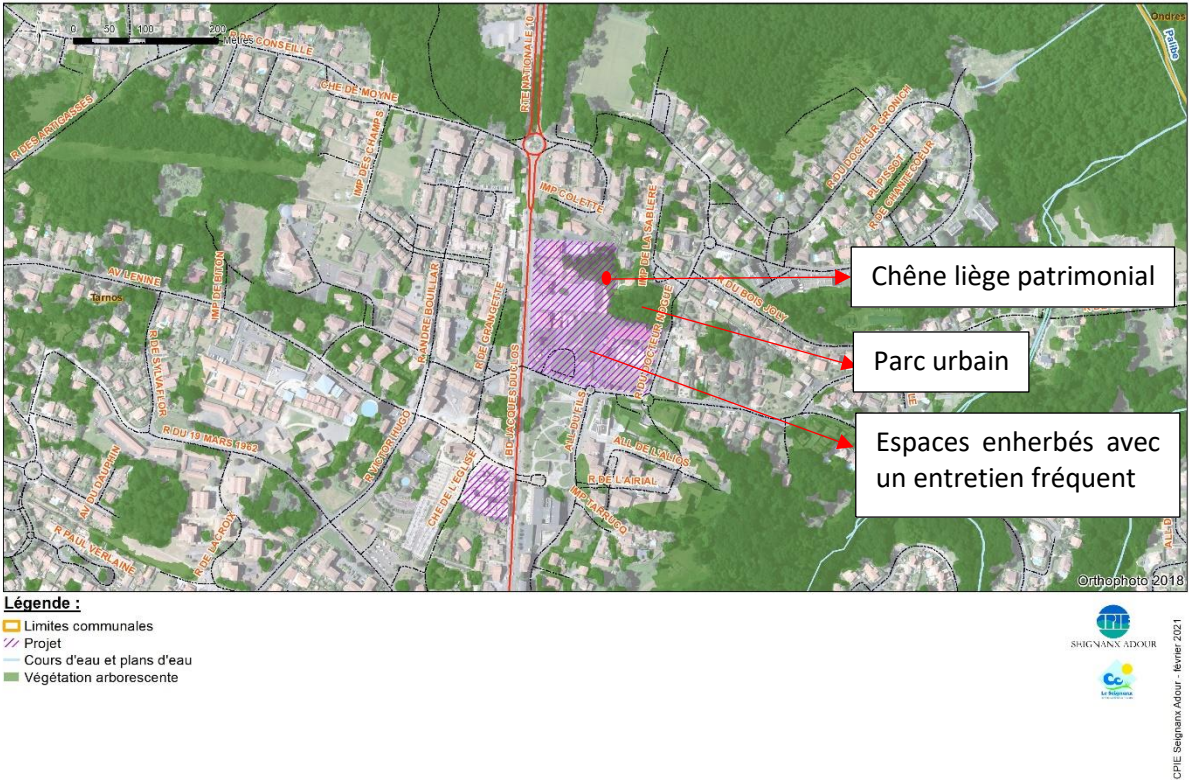
En périphérie du projet, divers **espaces urbains** présentent une végétation arborescente pouvant accueillir la biodiversité urbaine dite « ordinaire ». Ces espaces urbains sont intéressants car ils sont composés d’espèces végétales locales : Pin maritime et Chêne liège essentiellement, on retrouve le Chêne pédonculé dans le parc urbain uniquement. Ces arbres donnent l’impression d’avoir été conservés lors de la création de ces quartiers. Les espèces ornementales sont présentes dans les propriétés privées dont le mimosa, les lauriers et l’herbe de la pampa.

Cette biodiversité peut concerner des espèces animales protégées. Même quand elle n’est pas protégée, une certaine biodiversité peut y faire leur cycle de vie complet malgré la présence humaine. Ces espaces constituent de petits réservoirs de biodiversité ou tout simplement des espaces de respiration pour la biodiversité. Ces espaces ne sont pas à négliger dans le cadre d’un aménagement urbain.

La donnée la plus proche du site dans la base de données faune et flore du CPIE Seignanx Adour se situe à l’église avec des nids d’Hirondelle rustique. L’Alyte accoucheur (petit crapaud chanteur) est présent dans certains endroits du centre-ville. Ces espèces sont protégées et notent la possibilité d’avoir une faune intéressante en centre-ville même si elles ne sont pas présentes dans le périmètre du projet.

Les aménagements urbains prévus dans le projet pourraient participer à favoriser ces espèces par la possibilité aux hirondelles de nicher sur les bâtiments et en étudiant la possibilité d’intégrer des mares dans le projet pour L’Alyte accoucheur et d’autres amphibiens (Rainette méridionale, Triton palmé, Crapaud épineux, etc.).

Contexte naturel La biodiversité	1 Chêne liège à conserver si possible dans le projet Biodiversité urbaine présente en périphérie à conforter Voir possibilité d’intégrer des abris pour la faune dans les aménagements du projet  Une attention particulière doit être apportée	
-------------------------------------	---	--



Carte 2 : végétation existante pouvant accueillir la biodiversité urbaine dite « ordinaire »



Carte 3 : biodiversité identifiée sur le secteur





Espaces enherbés avec un entretien fréquent



Pente enherbée plus naturelle et une dépression (arrière plan) avec des arbres (1 Pin maritime, 1 Chêne liège et 4 Chêne pédonculé) le Chêne liège est patrimonial



Parc urbain avec biodiversité urbaine intéressante



autre espaces urbain végétalisé avec Pin maritime et Chêne liège



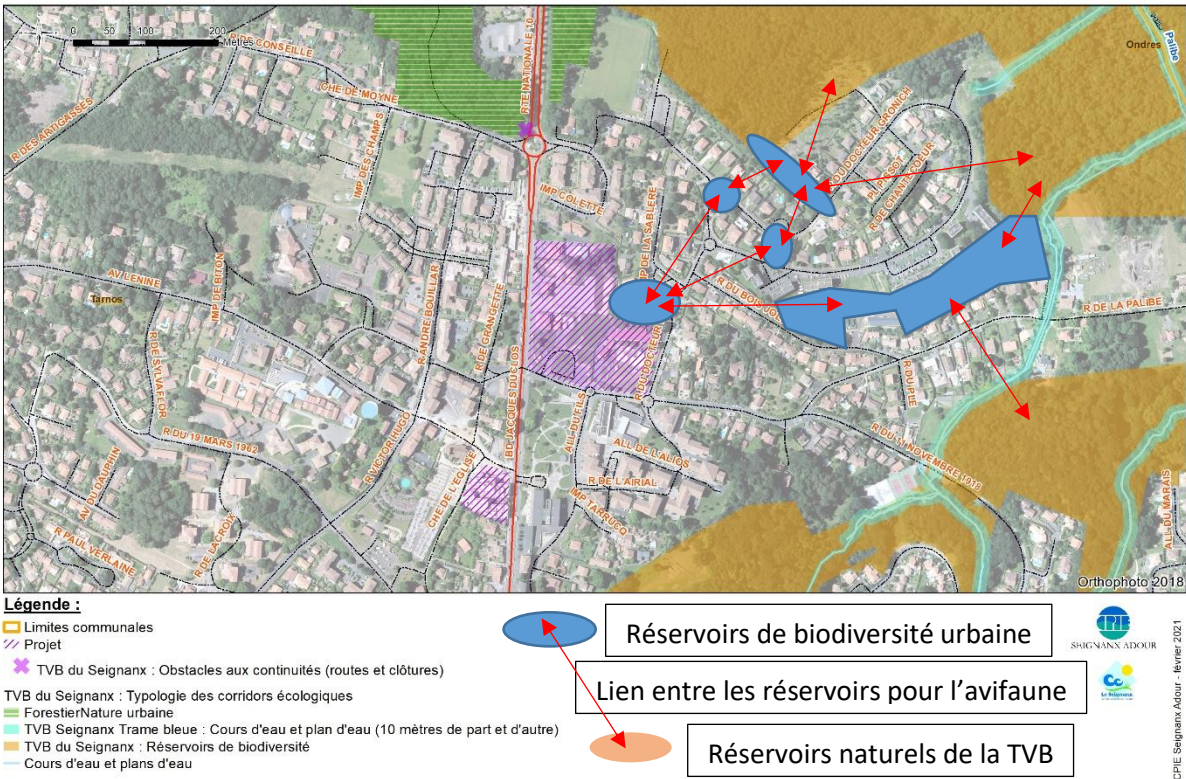
Espèces ornementales sont présentes dans les propriétés privées dont le mimosa et l’herbe de la pampa

2.2.2 Contexte global et fonctionnalités écologiques

Le projet ne se situe pas dans la trame verte et bleue du Seignanx (carte 4), ni dans celle du SCoT Bayonne-Sud-Landes de 2014 (carte 5), ni dans l’Etat des lieux des continuités écologiques régionales d’Aquitaine (carte 6).

Le projet se situe entre la vallée de l’Aygas et celle de la Palibe (carte 7). La façade du projet côté RD810 n’est pas favorable mais la façade Est est plus calme et favorable à une connexion entre les espaces urbains et les réservoirs naturels de la vallée de la Palibe. Le projet peut intégrer une végétation favorable (Pin maritime, Chêne liège et Chêne pédonculé) pour conforter la fonctionnalité écologique.

Contexte global et fonctionnalités écologiques	Il n’y a pas d’incidences du projet sur la TVB locale	
	Les espaces urbains périphériques sont connectés aux réservoirs de la TVB locale. Le projet pourrait s’intégrer dans ce réseau Cette connexion est favorable à l’avifaune. La faune terrestre est défavorisée par la voirie et les clôtures.	
	Une attention particulière doit être apportée	



Carte 4 : Trame verte et bleue du Seignanx (source CPIE Seignanx Adour)



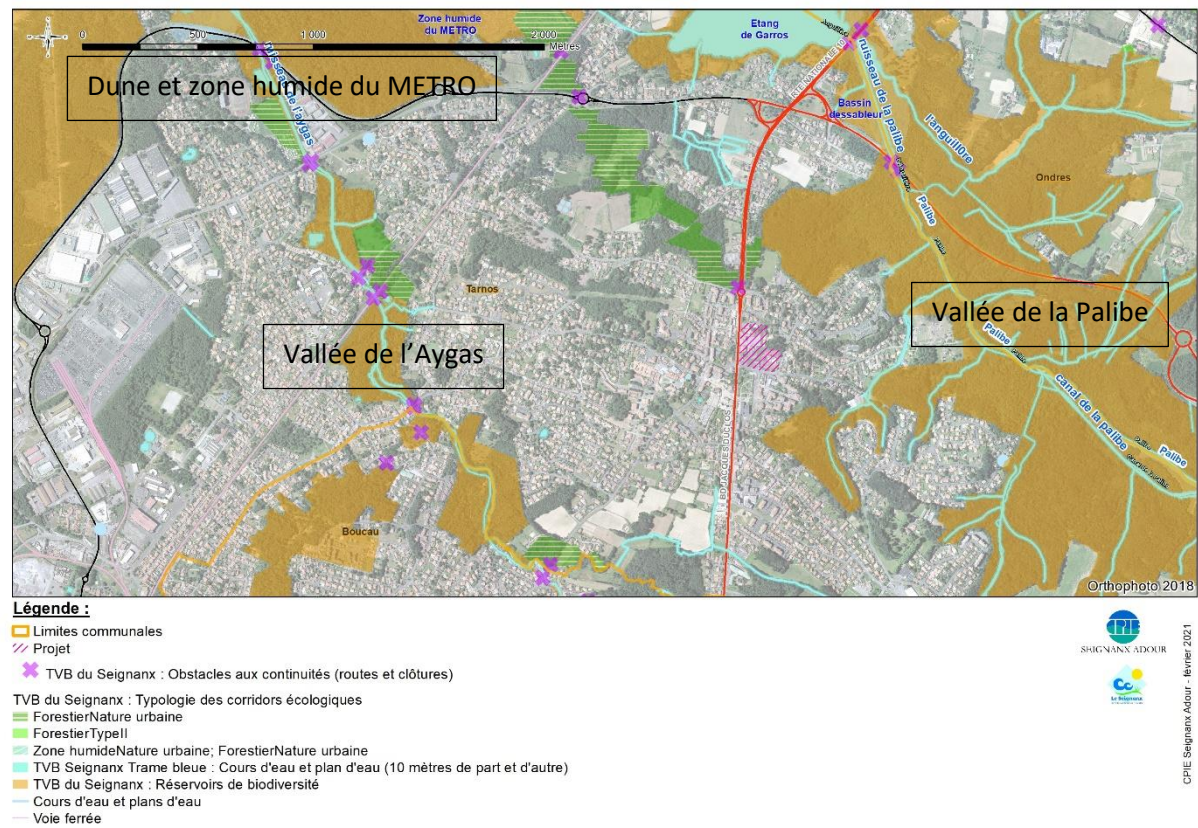
Carte 5 : Trames Vertes et Bleues du SCOT-absl approuvé le 6 février 2014



(Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération de Bayonne et du Sud-Landes)



Carte 6 : Etat des lieux des continuités écologiques régionales d'Aquitaine

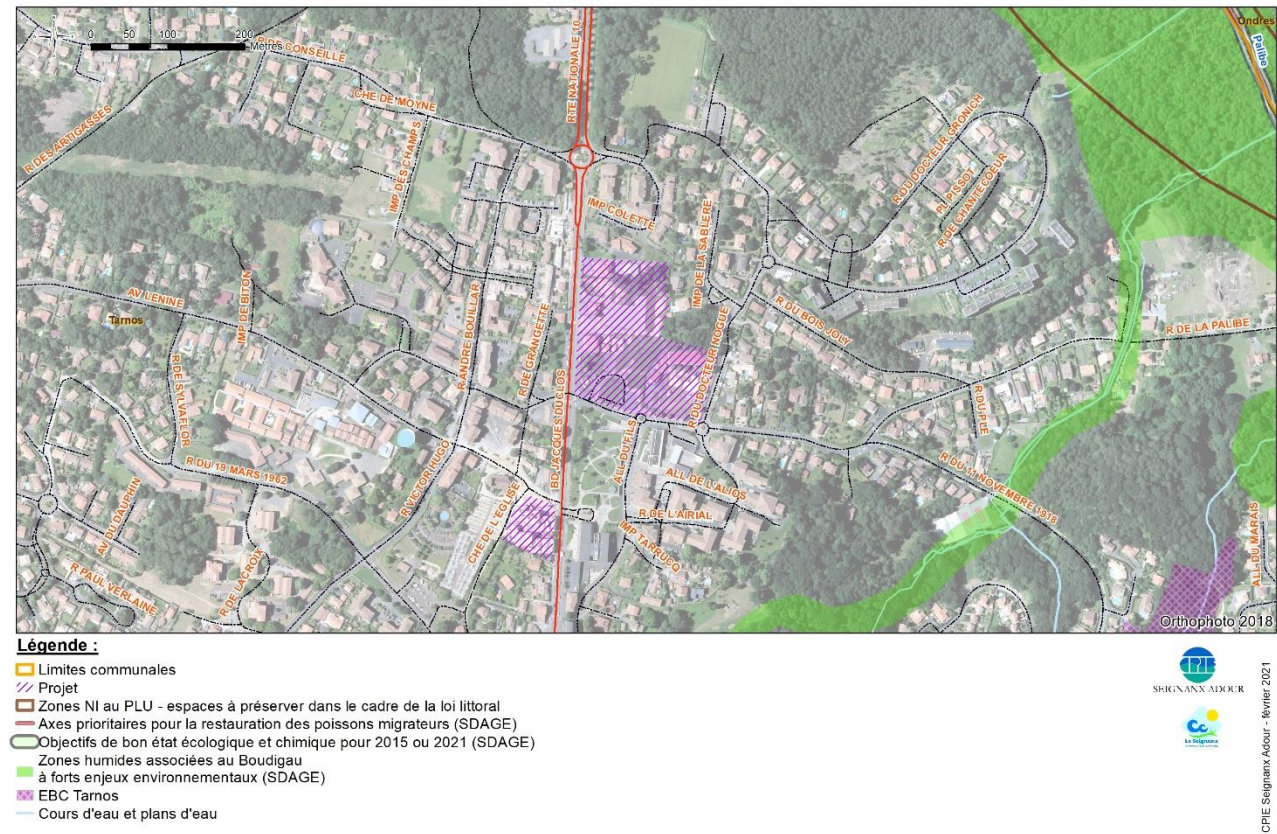


Carte 7 : Trame verte et bleue du Seignaux contexte large (source CPIE Seignaux Adour)

2.2.3 Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000

La zone d'étude ne se situe pas dans des milieux avec des statuts de protection (carte 8).

Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000	Il n'y a pas d'incidences du projet sur les statuts de protection des milieux naturels	
--	--	--



Carte 8 : des statuts de protection des milieux naturels

2.2.4 Lutte contre les espèces végétales envahissantes



La préservation de la biodiversité nécessite la lutte contre les espèces dites « invasives ». Les plantations paysagères, les friches industrielles ou routières sont à l'origine de la dissémination d'espèces végétales ornementales dont certaines colonisent les milieux naturels et deviennent dangereuses pour la biodiversité (Herbe de la Pampa, Arbre à papillons, Baccharis, etc.).



Le projet n'est pas envahi par les espèces végétales envahissantes. On peut noter la présence de quelques pieds d'herbe de la pampa et de Laurier sauce.

Le Robinier (acacia) et le Laurier sauce sont présents dans le parc urbain limitrophe. Les espèces végétales envahissantes sont plutôt présentes dans les propriétés privées dans les plantations (Laurier sauce, herbe de la pampa).

Une attention devra être apportée sur le sujet. Le sujet est bien traité sur internet. Les listes locales sont disponibles et peuvent être intégrées aux réflexions du projet.

Lutte contre les espèces végétales envahissantes	Le projet n'est pas envahi par les espèces végétales envahissantes.	
	Les espèces végétales envahissantes sont plutôt présentes dans les plantations des propriétés privées et dans le parc urbain Une attention devra être apportée sur le sujet	



Laurier sauce et Robinier du parc urbain



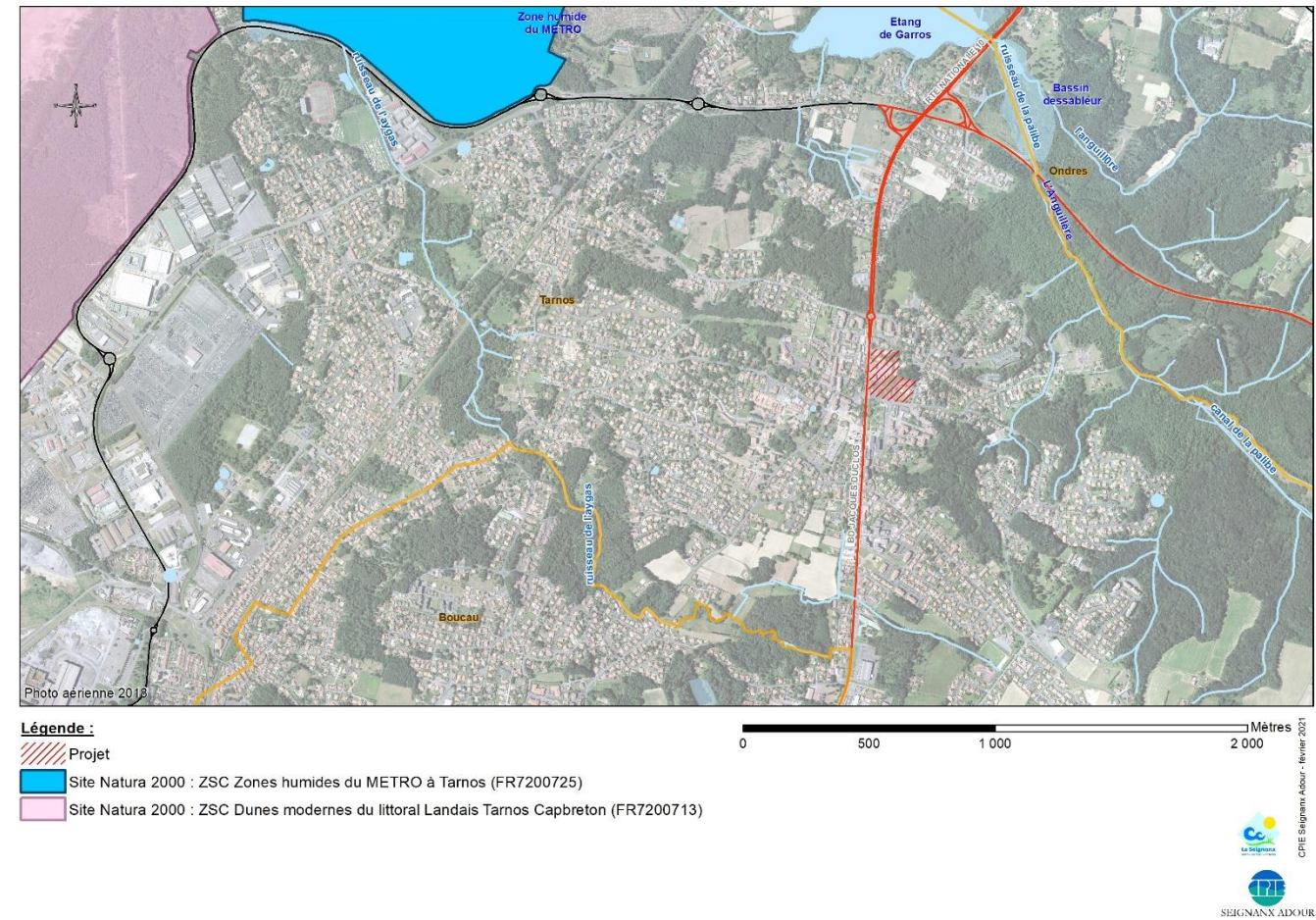
Laurier sauce dans le périmètre du projet

2.2.5 Sites Natura2000

- Recherche des sites les plus proches

La zone d'étude ne se situe pas en tout ou partie d'un site Natura 2000 (carte 9). Elle se situe à proximité des sites suivants :

- SIC Zone humide du Métro (FR7200725), 1 700 mètres
- SIC Dunes modernes du littoral landais de Capbreton à Tarnos (FR7200713), 2 800 mètres



Carte 9 : Sites Natura2000 les plus proches

- Enjeux de conservation des sites, des habitats et des espèces

SIC « Dunes modernes du littoral landais de Capbreton à Tarnos »FR7200713

Objectifs du Docob	Incidences déclassement de l’emplacement réservé
Assurer la conservation des habitats naturels d’intérêt communautaire, en prenant en compte les espèces patrimoniales	Le maintien du bois de Pin maritime et Chêne liège participe à préserver l’habitat naturel d’intérêt communautaire des Dunes boisées littorales des régions atlantiques à Chêne-liège (2180-3)
Assurer la conservation des espèces d’intérêt communautaire	
Prendre en compte le contexte socio-économique, afin de réduire les impacts sur les milieux et espèces	




Conforter les connaissances, mettre en place les suivis, en associant au mieux les ressources locales.	–
Assurer l’animation du site et la communication, en coordination avec les politiques publiques.	–

SIC « Zone humide du Métro » FR7200725

Objectifs du Docob		Incidences déclassement de l’emplacement réservé
Réduire et contrôler l'impact des espèces invasives et nuisibles sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire	Réduire et contrôler la concurrence invasive de la jussie (Ludwigia sp.) et améliorer les paramètres trophiques des eaux de l'Aygas	–
	Réduire et contrôler les espèces végétales invasives autres que la jussie	
	Réguler les espèces animales exotiques ou nuisibles	
Concilier les activités humaines et touristiques aux impératifs d'amélioration de l'état de conservation des habitats d'espèces d'intérêt communautaire	Gérer la fréquentation de loisirs	–
	Accompagner l'activité sylvicole à vocation productive et commerciale	
Favoriser et maintenir dans le temps les habitats d'intérêt communautaire	Rétablir la fonctionnalité et la dynamique naturelle des zones humides en phase d'atterrissement	Le déclassement de l’emplacement réservé et le maintien du bois de Pin maritime et Chêne liège participe indirectement aux objectifs du Docob du site Natura 2000 du Métro.
	Garantir le maintien de la biodiversité des zones humides oligotrophes	
	Améliorer l'état de conservation des pinèdes à chêne liège	
	Améliorer l'état de conservation des ourlets herbacés thermophiles arrière-dunaires	
	Protéger et améliorer l'état de conservation des pelouses annuelles dunaires	
Favoriser et maintenir dans le temps les espèces d'intérêt communautaire	Connaître et prendre en compte les populations de Cistude d'Europe (Emys orbicularis)	–

Au vu de la distance avec les sites Natura2000, la zone du projet ne peut pas agir directement sur la préservation des sites Natura2000. Elle peut contribuer à la conservation des sites, en conservant le bois existant et en intégrant

le Pin maritime et le Chêne liège dans la composition végétale des espaces verts du projet. Ce bois s’insère dans un contexte global d’habitat d’intérêt communautaire et de forêt de protection de la pinède d’arrière dune.

Sites Natura2000	Le maintien du bois existant et l’intégration du Pin maritime et du Chêne liège dans la composition des espaces verts participe aux objectifs du DOCOB du site Natura 2000 du METRO et des DUNES	
------------------	--	---


2.3 Contexte urbain et cadre de vie

2.3.1 Cadre de vie et paysages

La zone du projet se situe dans le contexte urbain du centre-ville de Tarnos.

La façade Ouest de la RD810 présente un contexte urbain classique. Par contre la façade Est présente un cadre de vie plutôt calme et apaisé. Les altitudes favorisent la visibilité sur les boisements de la vallée de la Palibe.

Une attention devra être apportée sur le sujet pour mettre en avant le cadre de vie dans les réflexions du projet.

Contexte urbain et cadre de vie	La façade Est présente un cadre de vie calme et apaisé. Les altitudes favorisent la visibilité sur les boisements de la vallée de la Palibe.	
Cadre d’utilisation de la piste cyclable par les utilisateurs	Une attention devra être apportée sur le sujet	




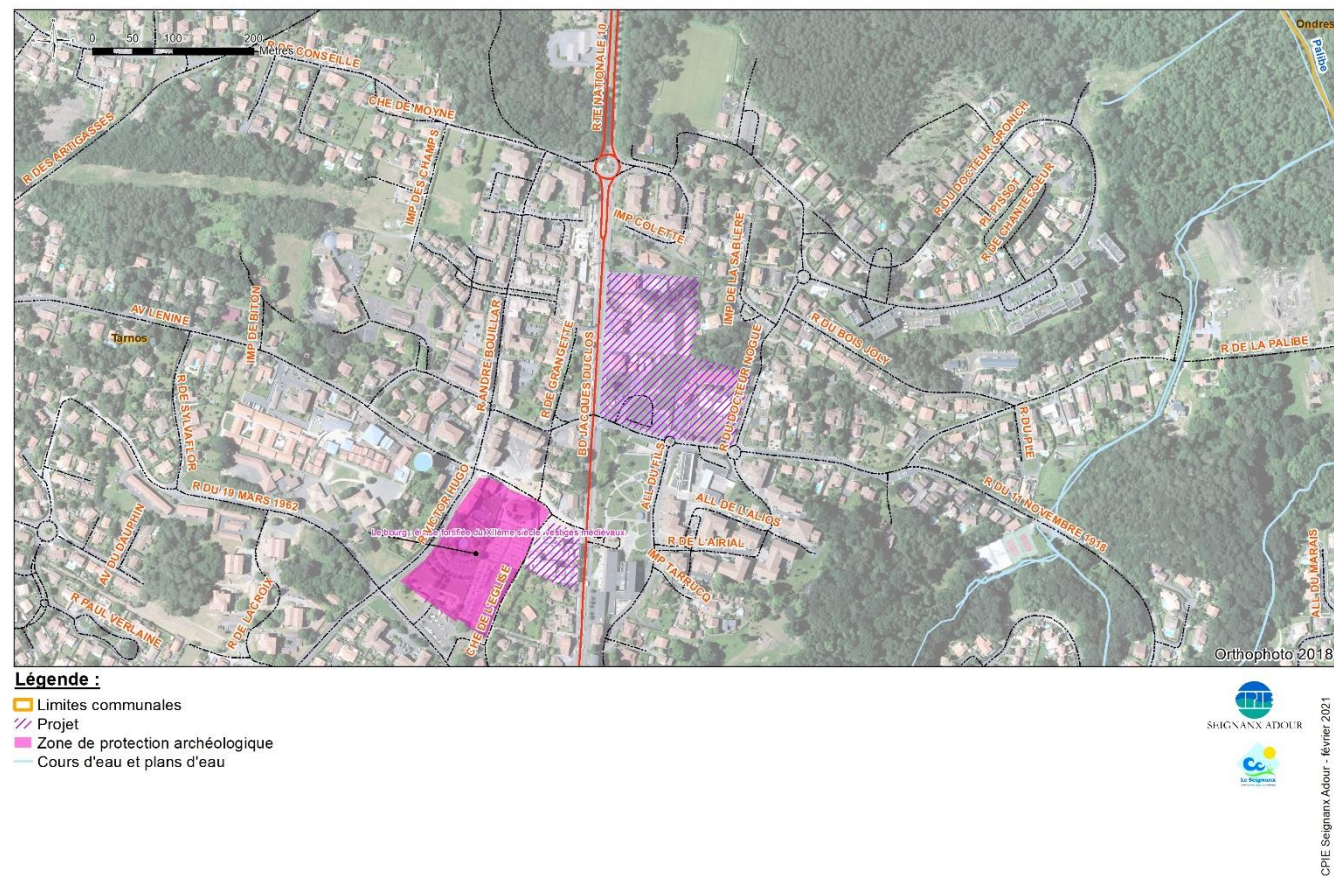
de la vallée de la Palibe Cadre de vie calme et apaisé de la façade Est, visibilité sur les boisements



2.3.2 Bâti et mesures de protections

Le projet SERPA ne présente pas d'enjeux de protection du patrimoine bâti. Le patrimoine bâti et archéologique protégé le plus proche concerne la zone de protection archéologique de l'église et les vestiges médiévaux. La protection se situe à environ 130 mètres au sud-ouest du projet SERPA (carte 10).

Bâti et mesures de protections	Le projet n'impacte pas la zone de protection archéologique proche	
--------------------------------	--	---

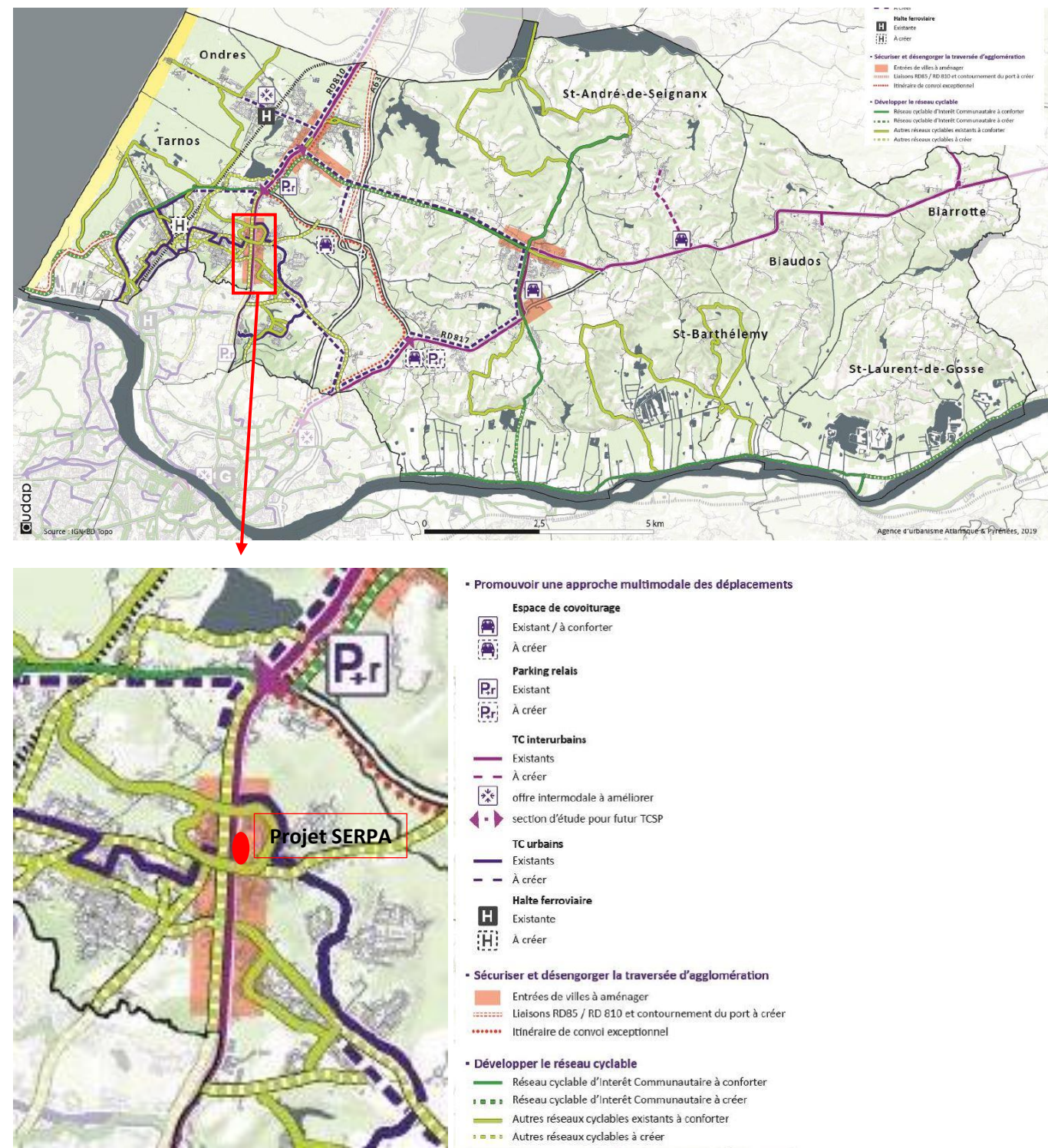


Carte 10 : Eléments du patrimoine architectural et archéologique proches de la zone d'étude

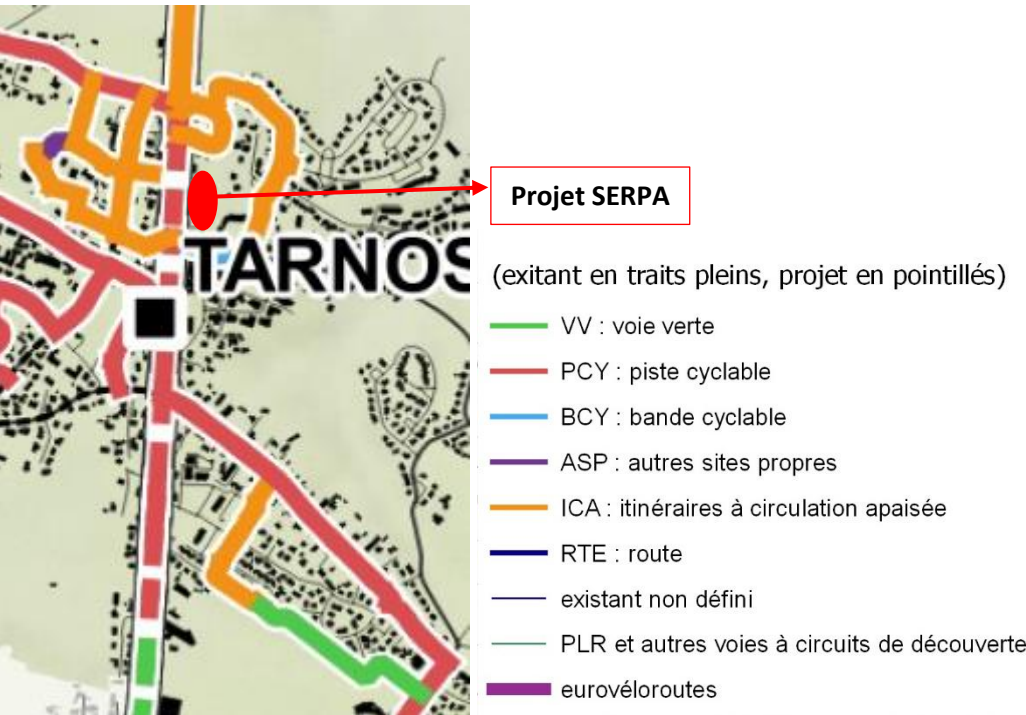
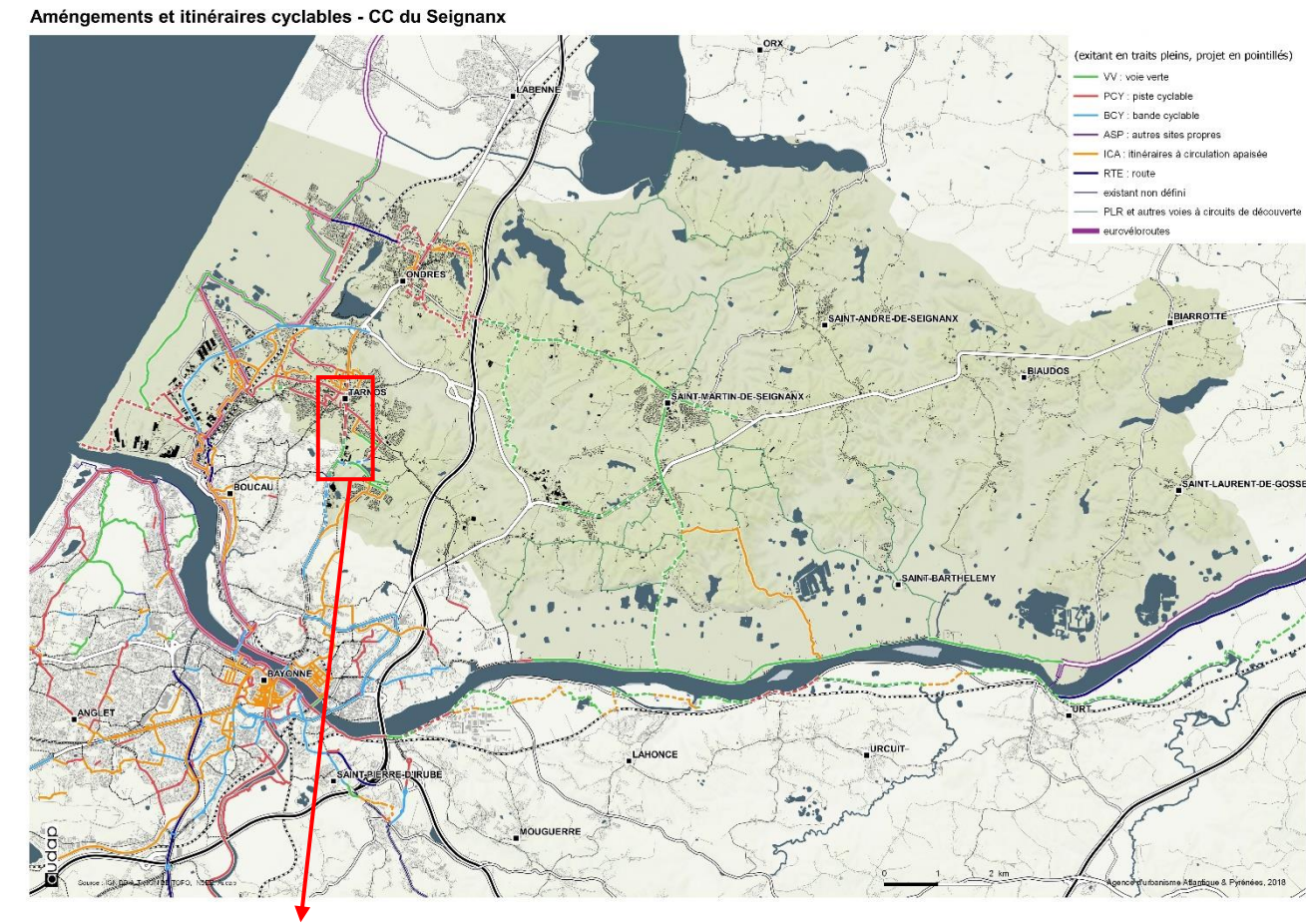
2.3.3 Desserte et cheminements doux

Le projet SERPA se situe en centre-ville et bénéficie des accès à de nombreux services sans prendre la voiture. Les transports en commun desservent le projet via le réseau du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour.

Le projet SERPA est desservi par des cheminements doux à partager avec les cyclistes.







Desserte locale et les cheminements doux	Le projet favorise le déplacement alternatif à la voiture des futurs résidents Le projet est desservi par des cheminements doux à partager avec les cyclistes	
--	--	--



Cheminements doux et desserte par les transports en commun présents en façade Est du projet.

2.3.4 Gestion des déchets

Le projet SERPA se situe en centre-ville et bénéficie de la logistique du territoire de la gestion des déchets.

Gestion des déchets	Le projet bénéficie de la logistique du territoire de la gestion des déchets	
---------------------	--	--

2.3.5 Eclairage

Le projet SERPA se situe en centre-ville et bénéficie de l'éclairage urbain.

Le périmètre du projet est actuellement peu éclairé et entouré de nombreux quartiers pavillonnaires. Ce contexte urbain abrite malgré tout une biodiversité ordinaire qui nécessite une alternance jour/nuit pour l'équilibre de son cycle de vie. Le parc urbain n'est pas éclairé et participe au contexte général peu éclairé et favorable à la biodiversité.

Le projet peut contribuer à préserver la biodiversité et le cadre de vie des habitants des quartiers pavillonnaires par une attention particulière à son éclairage et en maintenant une extinction nocturne (22h-6h par exemple).

Eclairage	Selon les choix d'éclairages futurs, le projet pourra avoir des incidences positives ou négatives sur la biodiversité et le cadre de vie des habitants des quartiers pavillonnaires  Une attention particulière doit être apportée	
-----------	--	--





éclairage urbain de la façade Est

2.3.6 Prévention des nuisances liées au bruit, notamment les infrastructures routières

Le Préfet recense et classe les infrastructures de transports terrestres en 5 catégories en fonction de leurs caractéristiques acoustiques et du trafic : La D810 est classée en catégorie 3 pour le classement sonore de la Préfecture. Ce classement correspond à une largeur affectée par le bruit de 100 mètres de part et d’autre de l’infrastructure (carte 11).

Le projet SERPA se situe en centre-ville partiellement dans la bande des 100 mètres (carte 11). Les nuisances liées au bruit vont concerner les façades situées vers la RD810.


Même si les futurs résidents viennent habiter en centre-ville très souvent bruyant, une attention particulière sera accordée à l’insonorisation extérieure des logements et à leur orientation pour minimiser le bruit. Une attention sera accordée également à la qualité de l’insonorisation interne (entre les logements) pour favoriser une qualité de vie des logements apaisée en dehors de la vie bruyante du centre-ville.



Légende :  
Projet  
Cours d'eau et plans d'eau  
Servitude d'Utilité Publique relative au bruit



Carte 11 : Dessertes, équipements et loisirs proches du projet

Bruit	Les nuisances liées au bruit vont concerner les façades Ouest situées vers la RD810 sur projet SERPA, une attention particulière sera accordée à : - l’insonorisation extérieure des logements - l’orientation des logements pour minimiser le bruit - la qualité de l’insonorisation interne (entre les logements et les espaces de vie) pour favoriser une qualité de vie des logements apaisée en dehors de la vie bruyante du centre-ville	
-------	---	---

2.4 Prise en compte des risques, aléas et autres sensibilités

2.4.1 *Risque majeur « incendie de forêt »*

Tarnos est une commune à risques d’incendies de forêts (source : DDRM de 2011), comme toutes les communes appartenant au massif des Landes de Gascogne. Composé de 80% de Pin maritime, ce massif est classé « zone à haut risque d’incendie ». Différentes mesures sont prévues dans le guide pour la prise en compte du risque d’incendie de forêt, notamment dans les documents d’urbanismes, édité par la Préfecture des Landes en 2011.

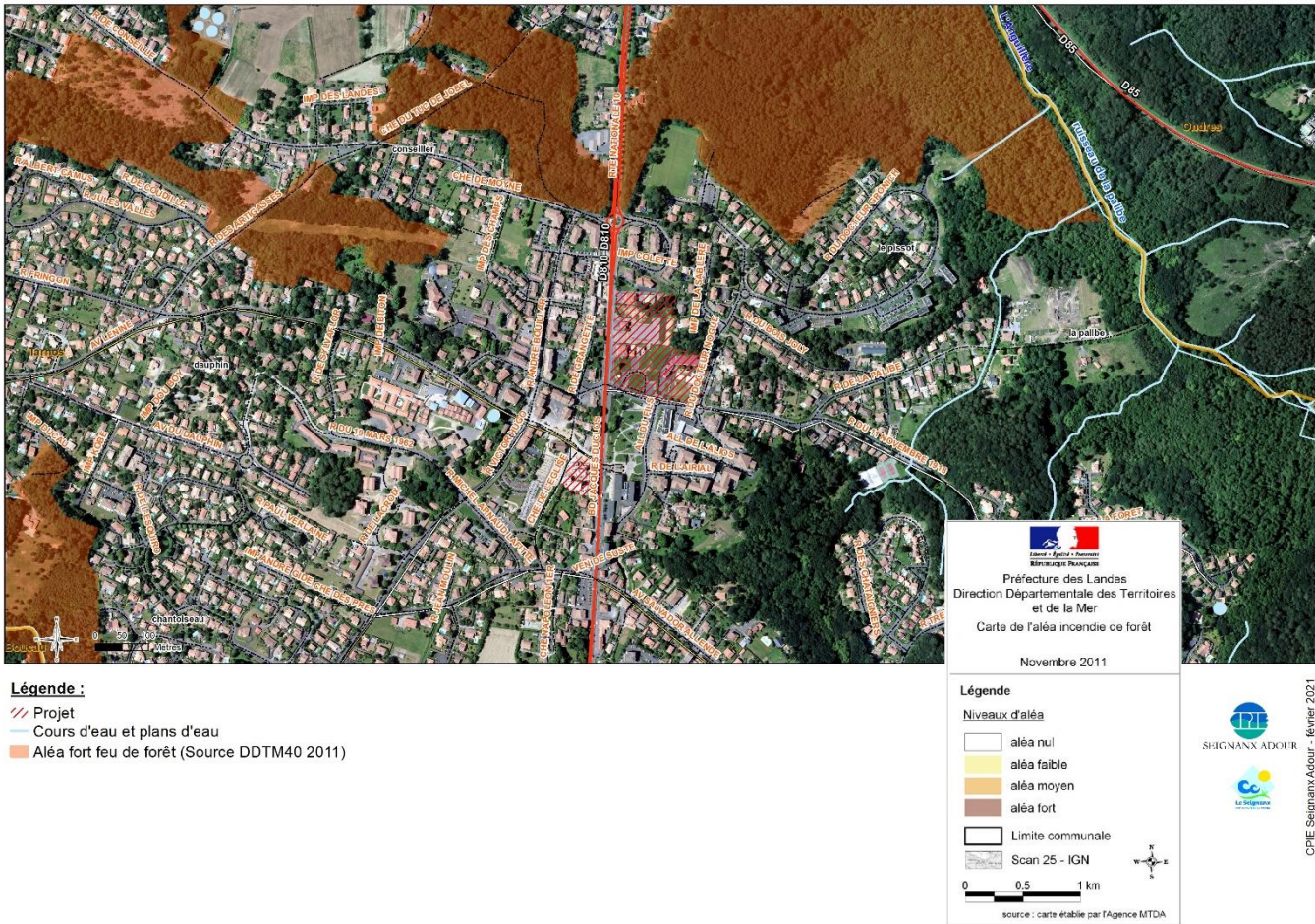




La Préfecture édite également une carte de zonage de l’aléa incendie de forêt pour chaque commune. Cette carte permet de se rendre compte précisément de la sensibilité d’un projet d’aménagement par rapport à l’aléa incendie de forêt et de prendre les mesures correspondantes.

Le projet SERPA n’est pas concerné par un aléa « incendie de forêt » (carte 12).

Risque majeur « incendie de forêt »	Le projet SERPA n’est pas concerné par un aléa « incendie de forêt »	
-------------------------------------	--	--



Carte 12 : Aléa incendie de forêt (source DDTM40, 2011)

Extrait du DDRM 2011

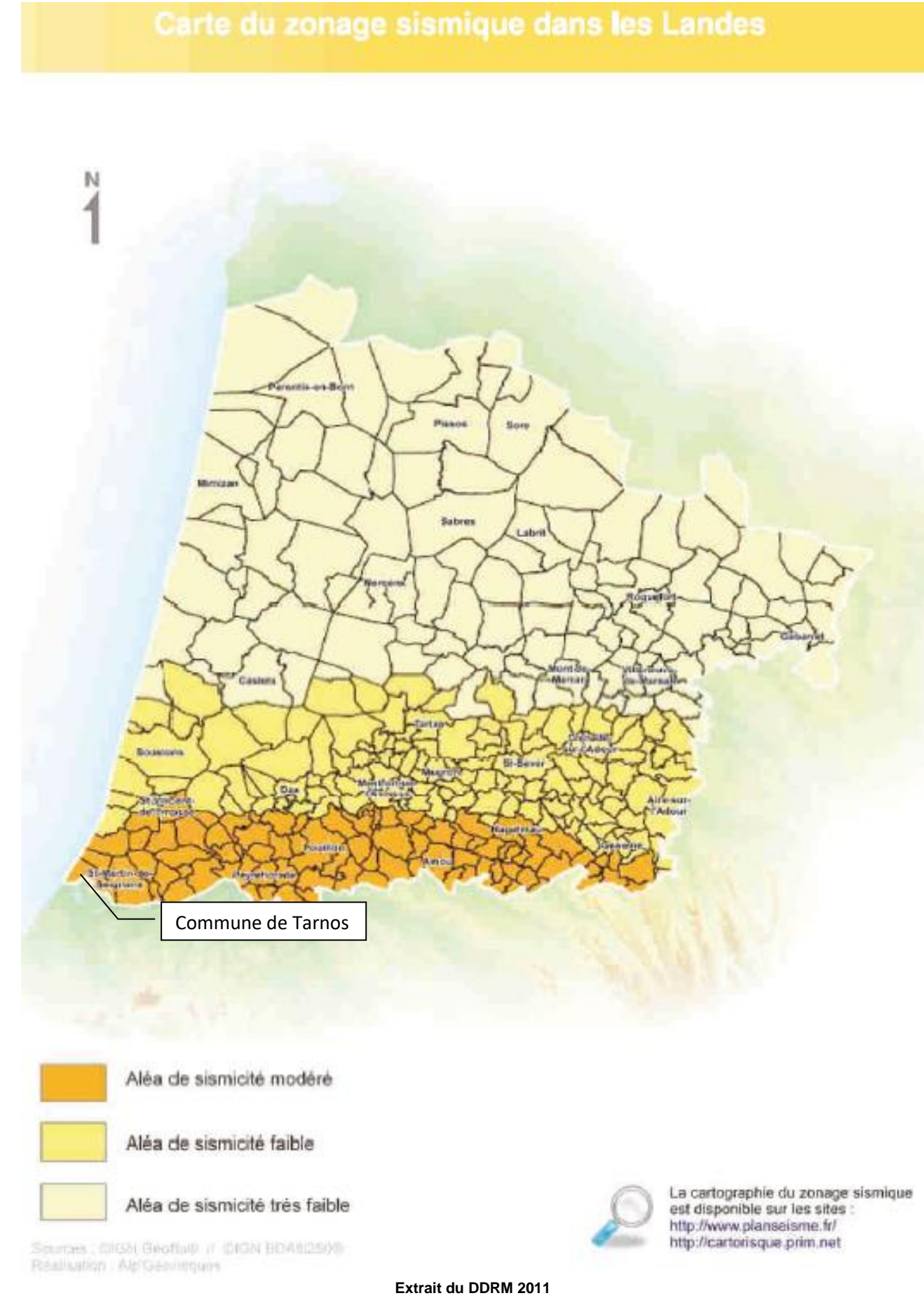
2.4.2 Risque majeur « zonage sismique »

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d’un zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d’occurrence des séismes (articles R563-1 à R563-8 du Code de l’Environnement modifiés par les décrets no 2010-1254 du 22 octobre 2010 et no 2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l’Arrêté du 22 octobre 2010).

La zone SERPA présente un aléa de sismicité modéré. Les bâtiments sont soumis aux règles de construction parasismique.

Risque majeur « zonage sismique »	Aléa de sismicité modéré. Les bâtiments sont soumis aux règles de construction parasismique.	
-----------------------------------	---	--





2.4.3 Risque majeur « littoraux »

La commune de Tarnos est concernée par le recul du trait de côte et les submersions marines. Ces risques peuvent être aggravés par les phénomènes climatiques comme les tempêtes.

L’Observatoire de la Côte Aquitaine (OCA),créé en 1996, a pour rôle de mettre au service des acteurs du littoral un outil d’observation, d’aide à la décision et de partage de la connaissance pour la gestion et la prévention des risques côtiers. L’enjeu est d’accompagner les stratégies de développement durable de manière à prendre en compte l’évolution morphologique du littoral et les richesses de son patrimoine naturel tout en s’adaptant au changement climatique. **Pour cela, l’OCA met à disposition des gestionnaires de la côte aquitaine des données et des informations actualisées sur le littoral, afin de partager la connaissance et la culture des risques (carte ci-dessous).**

Le projet n’est pas concerné par l’érosion marine ni par le risque de submersion (carte ci-dessous). La commune de Tarnos est concernée par le risque majeur naturel de « tempêtes ».

Le projet SERPA se situe sur une commune avec un risque majeur de « tempête » avec de forts coups de vents d’ouest. Les aménagements qui prévoient des bâtiments avec une hauteur importante et pouvant être exposés à de forts vents provenant de l’ouest devront porter une attention particulière à la prise en compte de ce risque.



Extrait où l’on voit le trait de côte (en rouge) qui donne la zone d’incidence à l’érosion marine.


Risque majeur « littoraux »	Le projet n’est pas concerné par l’érosion marine ni par le risque de submersion	☹️
Risque majeur « tempête »	Le projet peut être exposé à de forts vents d’ouest Une attention particulière doit être apportée	😬



2.4.4 Nappes affleurantes

Le BRGM informe sur le phénomène de sensibilité aux remontées de nappes. Le site internet [www.inondationsnappes.fr](http://www.inondationsnappes.fr) permet d’obtenir une cartographie de localisation du phénomène (voir extrait ci-dessous). **Les données ne sont pas précises à la parcelle mais confirment la présence du phénomène et montre bien l’intérêt d’en tenir compte dans les projets d’aménagements.**

Le secteur ne présente pas de sensibilité aux inondations par remontées de nappes (carte 13).





Inondations remontées nappes	par de	Le secteur ne présente pas de sensibilité aux inondations par remontées de nappes	
------------------------------	--------	---	---
















Carte 13 : Remontées de nappes (source : [www.inondationsnappes.fr](http://www.inondationsnappes.fr), développé par le BRGM)





3. Description des principales incidences sur l’environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document

L’évaluation des incidences du projet sur l’environnement est réalisée en regardant les incidences résiduelles après prise en compte des mesures prévues par le projet. Les incidences résiduelles sont représentées selon 3 niveaux :

-  : les incidences sont évitées / les mesures prises sont favorables à la thématique
-  : les incidences n’ont pas pu être évitées et les incidences résiduelles nécessitent des mesures complémentaires
-  : apporter une attention particulière à la thématique pour réduire voir éviter les incidences
-  : pas d’incidences

Thématique	Incidence	Incidence résiduelle
Contexte physique Qualité des sols Remblais Gestion des eaux de ruissellement	La présence des pentes a une incidence sur la gestion des eaux de ruissellement La présence d’un remblai pose la question de sa composition et de sa destination si l’export est réalisé pendant le chantier Incidence sur les habitations proches	
Contexte naturel La biodiversité	1 Chêne liège à conserver si possible dans le projet Biodiversité urbaine présente en périphérie à conforter Voir possibilité d’intégrer des abris pour la faune dans les aménagements du projet	
Contexte global et fonctionnalités écologiques	Il n’y a pas d’incidences du projet sur la TVB locale Les espaces urbains périphériques sont connectés aux réservoirs de la TVB locale. Le projet pourrait s’intégrer dans ce réseau Cette connexion est favorable à l’avifaune. La faune terrestre est défavorisée par la voirie et les clôtures.	
Mesures de protection des espaces naturels hors Natura2000	Il n’y a pas d’incidences du projet sur les statuts de protection des milieux naturels	
Lutte contre les espèces végétales envahissantes	Le projet n’est pas envahi par les espèces végétales envahissantes.	
	Les espèces végétales envahissantes sont plutôt présentes dans les plantations des propriétés privées et dans le parc urbain	
Sites Natura2000	Le maintien du bois existant et l’intégration du Pin maritime et du Chêne liège dans la composition des espaces verts participe aux objectifs du DOCOB du site Natura 2000 du METRO et des DUNES	
Contexte urbain et cadre de vie Cadre d’utilisation de la piste cyclable par les utilisateurs	La façade Est présente un cadre de vie calme et apaisé. Les altitudes favorisent la visibilité sur les boisements de la vallée de la Palibe.	
Bâti et mesures de protections	Il n’y a pas d’incidences du projet sur la zone de protection archéologique proche	
Desserte locale et les cheminements doux	Le projet favorise le déplacement alternatif à la voiture des futurs résidents Le projet est desservi par des cheminements doux à partager avec les cyclistes	
Gestion des déchets	Le projet bénéficie de la logistique du territoire de la gestion des déchets	
Eclairage	Selon les choix d’éclairages futurs, le projet pourra avoir des incidences positives ou négatives sur la biodiversité et le cadre de vie des habitants des quartiers pavillonnaires	
Bruit	Les nuisances liées au bruit vont concerner les façades situées vers la RD810 sur projet SERPA, une attention particulière sera accordée à : - l’insonorisation extérieure des logements - l’orientation des logements pour minimiser le bruit	



Thématique	Incidence	Incidence résiduelle
	- la qualité de l'insonorisation interne (entre les logements et les espaces de vie) pour favoriser une qualité de vie des logements apaisée en dehors de la vie bruyante du centre-ville	
Risque majeur « incendie de forêt »	Le projet SERPA n'est pas concerné par un aléa « incendie de forêt »	
Risque majeur « zonage sismique »	Aléa de sismicité modéré. Les bâtiments sont soumis aux règles de construction parasismique.	
Risque majeur « littoraux »	Le projet n'est pas concerné par le risque de submersion	
Risque majeur « tempête »	Le projet peut être exposé à de forts vents d'ouest	
Inondations par remontées de nappes	Le secteur ne présente pas de sensibilité aux inondations par remontées de nappes	